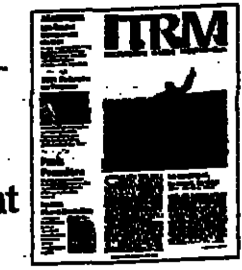
«

Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA

■ Le succès de Paris Première
■ Les Russes aiment Internet



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16603 – 7,50 F - 1,13 EURO

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUIN 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ « Vache folle » : le mouton contaminé

Selon plusieurs données expérimentales d'origine britannique, l'agent de la « vache folle » aurait franchi la barrière de l'espèce et contaminé le mouton. *Cette découverte soulève des* questions majeures de santé publique, au moment où Bruxelles envisage de lever l'embargo sur les exportations britanniques de viandes et produits d'origine bovine. p. 4 et notre éditorial p. 11

■ Vers une justice universelle

Plus 100 Etats se réunissent à partir de lundi, à Rome, pour jeter les bases d'une Cour de justice pénale, permanente et dotée d'une compétence universelle. p. 2

■ Le gouvernement japonais critiqué

L'opposition et la presse imputent la responsabilité de la récession au premier ministre Ryutaro Hashimoto. p. 3 et 26

■ Engouement pour le go

Ce jeu chinois, plusieurs fois millénaire, apparu en France il y a une trentaine d'années, retrouve une jeunesse sur Internet. p. 10

■ La nouvelle 206



P. SAUTELET

Silhouette trapue, phares en amande, lignes courbes : ce modèle de Peugeot veut succéder à la 205. p. 30

■ La réforme de l'Union européenne

Les Quinze se réunissent, lundi, à Cardiff (Pays de Galles) pour débattre des perspectives politiques de l'Union. p. 5

■ L'alliance SNCF-British Airways

Les deux compagnies veulent coordonner leurs politiques commerciales. p. 23

■ L'Egypte antique a la cote

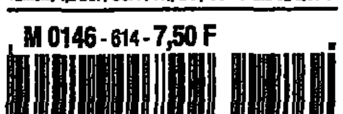
Amulettes, oushebtis, peintures murales se négocient à des prix relativement abordables. p. 24

■ Au « Grand jury »

Edouard Balladur sera l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI », dimanche 14 juin, à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 614 - 7,50 F



Les comptes embarrassants de M. Dumas

● D'importants mouvements de fonds, entre 1991 et 1996, intriguent la justice ● En 1992, alors qu'il était ministre, son compte bancaire n'a reçu que des versements en liquide, pour un total de 2,6 millions de francs ● *« Tout sera expliqué », affirme le président du Conseil constitutionnel*

LE PRÉSIDENT du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a été interrogé une deuxième fois, vendredi 12 juin, par les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky. L'interrogatoire a principalement porté sur les mouvements constatés sur le compte bancaire personnel de M. Dumas, ouvert dans une agence parisienne du Crédit Lyonnais.

De 1991 à 1996, ce compte a été crédité de quelque 9,2 millions de francs, dont plus d'un tiers – 3,3 millions – ont été versés en espèces. Le compte du cabinet d'avocat de M. Dumas a, durant la même période, enregistré des versements de plus de dix millions de francs au total.

Les documents bancaires saisis par les juges montrent qu'en 1992, le compte personnel de M. Dumas, qui était alors ministre des affaires étrangères, n'a été alimenté que par des dépôts d'argent liquide, dont le total atteint 2 674 000 francs, et dont *Le Monde* publie les détails. *« Tout est clair, tout sera expliqué »*, nous a déclaré M. Dumas, affirmant n'avoir *« reçu aucune somme d'argent, de quelque montant que ce soit, provenant directement ou indirectement d'Elf, ni de Mme Deviers-Joncour »*.



Mis en examen depuis le 29 avril pour *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »*, M. Dumas n'a souhaité livrer aucun détail relatif à son interrogatoire.

Au Conseil constitutionnel, où, après une longue convalescence, il siège de nouveau dans son fauteuil de président depuis un mois, les sages font *« comme si de rien n'était »*. Se réfugiant dans l'anonymat, les membres du Conseil mettent en avant la présomption d'innocence de leur président et jugent qu'il n'est *« ni convenable, ni concevable »* d'évoquer la situation de M. Dumas et donc son éventuelle démission.

Lire page 6

Le Mondial

REUTERS

■ L'entrée victorieuse de l'équipe de France

■ Les ambitions de l'Allemagne

■ Nike ou la pub totalitaire

Lire notre cahier Le Mondial *pages 13 à 22*

L'Afrique du Sud découvre les fantasmes racistes et meurtriers de l'apartheid

AU TEMPS de l'apartheid, l'armée sud-africaine avait imaginé que la science lui permettrait de trouver une arme ne tuant que les Noirs : *« Une bactérie capable de tuer les gens à la peau pigmentée. »* Alors chef du laboratoire du centre militaire de Roodeplat, Daan Goosen reconnaît avoir pensé qu'*« il était bon que le gouvernement dispose de cette arme »*. Du 8 au 12 juin, l'Afrique du Sud a découvert l'ampleur des fantasmes racistes de l'ancien régime de Pretoria lors d'auditions menées par la Commission Vérité et Réconciliation (TRC) sur le programme chimique et biologique de l'armée, entre 1981 et 1994.

Au laboratoire de Roodeplat, qualifié d'*« usine de la mort »*, un programme, considéré comme le *« projet le plus important du pays »* par le chef des services médicaux de l'armée, concernait la stérilisation des femmes noires, a confié M. Goosen : *« L'idée était de développer un produit qui diminuerait le taux de natalité de la population noire. »* A Roodeplat, on débattait doctement de la meilleure façon d'innoculer le poison : dans la bière, le maïs ou les vaccins ? Des tests étaient effectués sur des babouins, *« visant à tester la possibilité de manipuler la fertilité sur des bases ethniques »*. Il fut très sérieusement envisagé de s'en prendre au cerveau du chef du Congrès national africain (ANC) et Prix Nobel de la paix, Nelson Mandela, avant sa libération en 1990, après vingt-sept années de prison. Le vétérinaire Schalk Van Rensburg a raconté que le laboratoire menait un projet visant à *« réduire le niveau d'efficacité* [de Mandela] *en provoquant un endommagement du cerveau »*.

La Commission a appris que Pretoria avait approuvé le programme « Project Coast », qui permettait aux agents secrets d'être équipés, selon l'ingénieur Jan Lourens, d'armes chimiques dans leur lutte contre les ennemis de l'apartheid : fioles de choléra, chocolats empoisonnés, bière au thallium, cigarettes au cyanure, tournevis et cannes dotés de poison injectable... Deux soldats soupçonnés de sympathie pour l'ANC furent tués par des simulations de morsures de serpent. Un militant noir est mort en revêtant une chemise saupoudrée d'une substance toxique. Trois conseillers russes en Angola, dont l'un est décédé, ont été victimes d'une infection sous-cutanée après avoir mangé des aliments contaminés. Franck Chikane, actuel conseiller du président sud-africain, fut gravement malade à cause d'un vêtement empoisonné, mais il survécut.

L'armée produisait aussi des drogues – marijuana, ecstasy, LSD et Mandrax. Le chimiste Johan Koekemoer évoque de l'ecstasy *« pure comme du cristal »*, mais confie avoir été réticent à cause du surnom de la substance, la *« drogue d'amour »* : *« J'aurais plutôt fait porter mes recherches sur le système nerveux, de manière à neutraliser mon ennemi*, a-t-il dit. *Je ne voulais pas aimer mon ennemi... »* Ultime révélation : les Occidentaux connaissaient les secrets de l'apartheid. Hanif Vally, un enquêteur de la commission, a évoqué une note envoyée par Washington et Londres demandant à Pretoria de détruire les preuves de l'existence du programme chimique avant le scrutin multiracial de 1994. *« La démarche consistait à dire : faites attention que l'ANC ne mette pas la main là-dessus*, a précisé M. Vally. *Elle ne consistait pas à dire : vous êtes en train de faire une chose affreuse et immorale. »*

Rémy Ourdan

L'édition 1998 du baccalauréat

L'ÉPREUVE de philosophie marquera, lundi 15 juin, le début de l'édition 1998 du baccalauréat. Plus de 600 000 candidats tenteront d'obtenir ce passeport pour l'enseignement supérieur qui est aussi un rite symbolique. Cette année, ce *« monument historique vieux de deux siècles »*, selon le mot de Jack Lang, subit une légère modification : sur tout le territoire métropolitain et pour chaque discipline, les candidats plancheront désormais sur les mêmes épreuves. Ce système devrait, selon le directeur des enseignements scolaires, Bernard Toulemonde, *« faire disparaître tout risque d'inégalité entre les candidats »*. Il permet également de mobiliser moins d'enseignants pour préparer les épreuves.

Lire page 8

Quand la gauche se cherche une famille

C'ÉTAIT une affaire entendue : la gauche ayant déserté le terrain de la famille, la droite l'avait investi et en avait fait l'une des valeurs cardinales de son corps de doctrine. Au point d'être, dans certaines de ses composantes, l'un des premiers relais du courant « populationniste », dont la *« fièvre nataliste »* diagnostiquée par le démographe Hervé Le Bras augmente à mesure que le taux de fécondité baisse. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Le PS et le gouvernement sont à la recherche d'une politique qui ne se résume pas à une démarche sociale. Lionel Jospin en a tracé les axes, vendredi 12 juin, lors de la conférence nationale de la famille réunie à Matignon.

Le chef du gouvernement a d'abord brisé un tabou, comme il l'avait déjà fait sur la sécurité – *« un droit pour tous »* – et sur l'immigration. Qu'un premier ministre de gauche décide de présider la conférence montre déjà l'importance qu'il accorde désormais à la famille, aucun sujet ne devant, selon lui, demeurer la propriété exclusive de la droite. Qu'il reconnaisse dans la famille sous toutes ses formes (traditionnelle, monoparentale, recomposée) *un lieu d'apprentissage* irremplaçable des *« repères »* et des *« valeurs »* sous-tendant le désir des citoyens de vivre ensemble, marque un tournant.

Pour de nombreux socialistes, c'est l'école des *« hussards noirs »* de la République, et non la famille, qui devait favoriser l'intégration de l'enfant dans la société. Comme si cette institution était, seule, apte à accomplir une telle mission, la cellule familiale ne devant assurer que le bien-être matériel et affectif de l'enfant. Cette distinction entre la sphère privée et la sphère publique et citoyenne n'a pas résisté à la réalité. La gauche, revenue à la famille par le *chemin détourné des banlieues*, a mesuré les ravages causés par la démission, souvent involontaire, des parents, dont l'image et l'autorité se délitaient sous l'effet de la précarité et du chômage. Elle a compris que les deux sphères se recoupent en partie.

Les conclusions de deux rapports – l'un commandé par M. Jospin à Dominique Gillot, députée socialiste du Val-d'Oise, l'autre par le PS à Marisol Touraine, députée d'Indre-et-Loire – sont désormais publiques.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 11

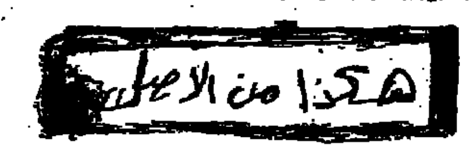
L'Ircam joue l'ouverture



LAURENT BAYLE

LE PREMIER festival organisé par l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (Ircam), Agora 98, est une preuve de plus de la volonté de cette institution de fédérer de nouveaux publics, sous l'impulsion de son directeur, Laurent Bayle. Celui-là, nommé en 1992 par Pierre Boulez et fort de son expérience à la tête du Festival Musica de Strasbourg, dirige l'Ircam à la manière d'un chef d'entreprise moderne.

Lire page 32



ONU **Une conférence diplomatique va *réunir* à Rome, du 15 juin au 17 juillet, les représentants de plus d'une centaine de pays pour la dernière discussion sur le traité portant création d'une « cour pénale internationale permanente » pour juger les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide. De nombreux ministres des affaires étrangères participeront aux premières discussions, qui seront poursuivies par des hauts fonctionnaires. L'objectif est de mettre au point un texte recueillant un accord suffisant pour pouvoir être signé le 17 juillet au Campidolio de Rome. ● LA FRANCE *qui* défendait, sous la pression des militaires, des positions très hostiles à une cour permanente a opéré un revirement ; elle aura une approche constructive mais « *réaliste* » à Rome. ● LES ÉTATS-UNIS n'ont pas encore abattu leurs cartes ; une campagne contre le projet a été lancée par des parlementaires républicains.**

Plus de cent pays à Rome pour créer une « cour criminelle internationale »

Cinq semaines de négociations devraient déboucher sur l'avènement de cette cour, dont l'objectif est d'en finir avec l'impunité pour les auteurs de crimes de guerre et de génocide. Une approche qui se heurte au réalisme des pays membres du Conseil de sécurité et à l'hostilité des Etats non démocratiques

CE QUI VA rassembler, à Rome, des diplomates représentant plus de cent Etats à partir du lundi 15 juin et jusqu'au 17 juillet, est l'un des projets les plus ambitieux que la communauté internationale ait conçus depuis la création des Nations unies. Il s'agit de créer, au moyen d'un traité, une cour de justice pénale qui, à la différence des deux tribunaux internationaux déjà existants (celui de La Haye pour l'ex-Yougoslavie et celui d'Arusha pour le Rwanda), sera permanente et non spécialisée, dotée d'une compétence universelle.

Il s'agit en fait de réaliser l'espoir que portaient, au lendemain de la seconde guerre mondiale et de la Shoah, les auteurs de la Convention internationale sur le génocide : en finir avec l'impunité pour les responsables des crimes les plus graves, ceux qui choquent la conscience de l'humanité tout entière. Passé l'immédiat après-guerre, cet espoir a sombré ; l'affrontement des deux blocs et les conflits Nord-Sud excluaient pour longtemps toute possibilité de consensus.

La cour qui devrait naître de la conférence de Rome (car celle-ci est censée conclure la négociation engagée à l'ONU depuis trois ans) n'apurera pas les comptes pour ce siècle : elle n'aura pas de compétence rétroactive et ne connaîtra donc pas des massacres et des atrocités qui, ces cinquante dernières années, ont continué d'ensanglanter le monde. Elle n'en marquera pas moins, si le projet prend correctement forme à Rome, une considérable avancée du droit international. Il aura fallu pour cela une active campagne des organisations humanitaires de par le monde et une sensibilisation des opinions publiques au scandale de l'impunité, après qu'en plusieurs points du globe, ces dernières années, des dirigeants politiques et militaires eurent fait du massacre des populations civiles ou de leur déportation un but de guerre. Il aura fallu aussi une spectaculaire évolution des Etats qui, en créant cette cour à vocation universelle, acceptent de mettre en jeu une partie de ce qui définit leur souveraineté nationale.

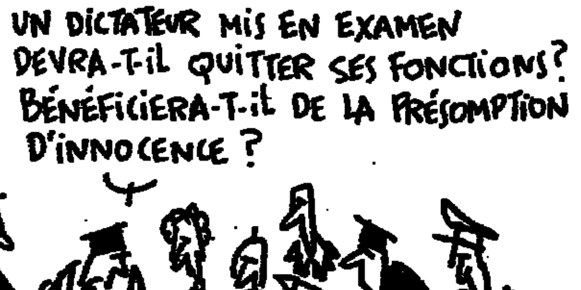
Ils y sont évidemment plus ou moins sincèrement disposés et de rudes batailles vont se livrer à Rome, sur le texte en discussion, qui définit le statut de la cour. Le combat central (car de nombreux fronts secondaires sont ouverts) oppose schématiquement les idéalistes pour qui la justice doit primer sur la politique, à tous ceux qui, soit se méfient du pouvoir d'ingérence de cette future instance dans leurs affaires intérieures, soit redoutent qu'elle ne les concurrence dans leur rôle de « gendarmes du monde ».

La cour doit-elle avoir, pour juger un criminel présumé, le consentement de l'Etat dont il est le ressortissant ?

Le premier courant est soutenu par les organisations humanitaires, qui sont attendues en force à Rome (elles seront trois cents environ à graviter autour de la conférence diplomatique). Il est constitué par ceux que l'on appelle les « Etats pilotes » parce qu'ils se présentent comme le moteur de la négociation : une quarantaine de pays, aux premiers rangs desquels l'Europe du Nord (Allemagne comprise) et le Canada. Les autres sont plus nombreux mais leurs positions ne sont pas homogènes : parmi eux une cohorte de pays dont le développement démocratique est plus ou moins avancé, mais aussi les Etats-Unis et la France.

Les « Etats pilotes » ont fait de l'indépendance de la cour internationale par rapport aux Etats et par rapport au Conseil de sécurité de l'ONU leur cheval de bataille. Ils ont plaidé dans la négociation pour que la cour ait une compétence inhérente pour tous les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide, c'est-à-dire pour qu'elle puisse se saisir elle-même d'une affaire sans que soient nécessaires ni l'autorisation du Conseil de sécurité ni le consentement des Etats concernés. Cette approche rigoureuse de l'indépendance de la justice heurtait de front tous les gouvernements pouvant un jour avoir, ou ayant déjà, quelque chose à se reprocher ; elle rencontrait l'hostilité des grandes puissances, hormis la Grande-Bretagne, qui craignaient de perdre beaucoup de leur latitude en politique étrangère, notamment dans la gestion des crises. Imaginons par exemple qu'une cour internationale se soit attaquée aux responsables des carnages commis en Tchétchénie, au moment où tout l'Occident regardait ailleurs pour ne pas compromettre ses bonnes relations avec Moscou. Ou bien que cette cour ait mis en accusation les principaux responsables du « nettoyage ethnique » en Bosnie à l'automne 1995, au moment où la négociation que l'on menait avec Milosevic en vue d'un accord de paix supposait encore l'impunité non seulement pour lui, mais pour Karadzic et Mladic.

Le traité, c'est acquis, prévoira la possibilité pour tous les Etats parties, ainsi que pour le Conseil de sécurité de l'ONU, de saisir le procureur d'une plainte. Le débat reste ouvert en revanche sur les conditions dans lesquelles la cour pourrait agir de sa propre initiative, sur la base d'informations transmises par les ONG par exemple. Des compromis se sont toutefois dessinés sur certaines questions-clés.





La France, qui voulait au départ, comme les Etats-Unis, imposer le principe de l'autorisation obligatoire du Conseil de sécurité, s'est ralliée à une proposition qui renverse les prérogatives : la cour aurait normalement le pouvoir de s'autosaisir et c'est le Conseil qui devrait effectuer une démarche formelle auprès d'elle pour lui demander de se dessaisir, s'il l'estimait nécessaire dans la gestion d'une crise.

La question de l'étendue de la compétence de la cour a fait l'objet aussi de longs débats, dont certains assez spécieux, comme la tentative avortée de mettre dans la catégorie des « crimes contre l'humanité » l'utilisation, en représailles, de l'arme nucléaire. D'autres ont mis en lumière le risque que cette instance ne décourage toute participation à des opérations de maintien de la paix ; par exemple : la non-assistance à personne en danger (posture à laquelle ont été souvent contraints les « casques bleus », en Bosnie notamment), peut-elle être considérée comme complicité ? Tous ceux qui redoutent des poursuites abusives, à commencer par la France, ont cherché à limiter la possibilité pour le procureur de décider seul de sa compétence. Un compromis s'est dessiné sur la création d'une chambre préliminaire de juges, qui déciderait de la recevabilité des affaires lorsque la compétence de la cour est contestée.

Un autre débat important porte sur les rapports de la cour avec les juridictions nationales. Les TPI ont la primauté sur ces juridictions : la Croatie, qui entendait juger elle-même ses criminels du guerre, a dû se dessaisir au profit du Tribunal de La Haye. En sera-t-il de même, et en toutes circonstances, pour la cour permanente ? Aurait-elle pu par exemple exiger de juger elle-même les « casques bleus » canadiens qui s'étaient livrés à des exactions en Somalie et qui n'ont eu affaire qu'à la justice relativement clémente de leur pays ? La formule qui probablement s'imposera est que, dès lors qu'un Etat décide de juger une affaire, la cour ne peut pas s'en saisir, sauf si l'Etat n'a pas les moyens ou pas la volonté de rendre une justice équitable. En cas de conflit, les Etats-Unis continuent de vouloir que l'Etat concerné ait le dernier mot ; la France, qui a évolué sur ce point aussi, donne le dernier mot à la cour.

Reste un point sur lequel l'ensemble du projet peut capoter : la cour doit-elle avoir, pour juger un criminel présumé, le consentement de l'Etat dont il est le ressortissant ? Si oui, tout l'exercice est vain, autant ne pas créer de cour. Tous les pays hostiles à l'avènement d'une juridiction internationale campent sur cette position, qui met tout le monde à l'abri. Washington et Paris la défendent aussi, mais on sait déjà que la France y renoncera à Rome. Que feront les Etats-Unis ?

C'est entre ces deux pays que se jouera l'essentiel de la négociation finale : leur adhésion est indispensable pour que le projet soit crédible ; elle l'est aussi si l'on veut y rallier un grand nombre d'Etats dans le monde en développement et ne pas seulement déboucher, comme disent certains, sur *« une cour criminelle pour la Scandinavie »*.

Claire Tréan

La négociation finale

● **1700 parenthèses**
Le texte en négociation à Rome est un projet de traité portant création d'une cour de justice pénale internationale *permanente. Il définit le statut de* la cour, c'est-à-dire son organisation, son fonctionnement, les principes de droit qu'elle appliquera, ses relations avec les Etats signataires du traité et les Etats non signataires. Le texte comporte un préambule et 116 articles. Nombre de ces derniers font encore l'objet de désaccords entre les Etats participant à la négociation. Les réserves ou contre-propositions des Etats figurent sous forme d'ajouts entre parenthèses au projet de base. Il y a 1700 parenthèses.

● **Un projet vieux de 50 ans**
La Commission de droit international de l'ONU, composée d'experts indépendants, avait été chargée dès 1948 d'étudier ce projet, mais ses travaux ont été suspendus pendant toute la période de la guerre froide. En décembre 1993, *après la création d'un Tribunal* international *ad hoc* pour l'ex-Yougoslavie, l'Assemblée générale de l'ONU a demandé à cette commission de juristes de relancer les travaux. En mai 1994, la commission remet son projet. En décembre 1995, on passe à la négociation politique : l'Assemblée générale de l'ONU crée un comité préparatoire, ouvert à tous les Etats qui souhaitent participer, pour discuter, sur la base du projet des juristes, des statuts d'une cour qui jugera les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le génocide. Les organisations non gouvernementales sont admises à toutes les négociations, en tant qu'observateurs.

● **Qui participe ?**
Les réunions du comité préparatoire ont rassemblé entre 80 et 100 Etats. On en attend plus de 100 à Rome. Selon les règles en *vigueur à l'ONU, le texte devrait* recueillir les deux tiers des voix des participants pour être adopté. Il devra ensuite être ratifié par les Etats. Le débat reste ouvert sur le nombre de ratifications nécessaires à son entrée en vigueur.

● **A qui s'appliquera le traité ?**
Le traité s'appliquera à tous les Etats signataires. Si des crimes sont commis dans des Etats non signataires, le Conseil de sécurité pourra demander au procureur de la cour d'engager des enquêtes. Le débat reste ouvert sur les conditions dans lesquelles le procureur pourrait, de sa propre initiative, engager ces enquêtes.

Le récent revirement de la France pourrait être déterminant pour l'aboutissement du projet

C'EST PROBABLEMENT sur des *positions proches de celles de la* France qu'un accord peut être trouvé à Rome. Ce pays a pourtant été catalogué, depuis le début de la négociation, comme l'un des plus *« rétrogrades »*. En réalité, le comportement français n'était pas cohérent : une partie de l'administration contribuait très activement à l'élaboration du projet sur des aspects techniques extrêmement complexes et en même temps, sur quelques questions clés, la France menait une politique d'obstruction radicale.

La plus caricaturale de ses positions était son exigence (partagée par la Chine, la Libye et quelques autres pays modèles) que la future cour internationale doive, pour pouvoir se saisir d'une affaire, obtenir le consentement de trois Etats : celui où les crimes ont été commis, celui des victimes et celui des criminels présumés. Autant dire que la cour ne jugerait jamais rien. On verrouillait aussi par d'autres moyens : le consentement obligatoire du Conseil de sécurité de l'ONU ou la primauté absolue des juridictions nationales.

CLOUÉE AU PILORI

Au fil des mois, cette attitude est devenue de moins en moins tenable. La France était clouée au pilori par les ONG qui suivaient la négociation ; ses partenaires les plus proches, comme l'Allemagne, ne comprenaient pas ; et bien qu'on s'efforçât à Paris d'entourer le sujet d'une grande discrétion, la polémique engagée par le ministre de la défense Alain Richard avec le procureur du Tribunal de La Haye lui donna à partir de novembre 1997 une gênante publicité : les militaires français ne voulaient pas entendre parler de justice internationale et refusaient de coopérer au jugement des crimes contre l'humanité.

Les militaires, effectivement, bloquaient tout. C'est très souvent dans *les zones de conflits où sont commis* des crimes de guerre qu'on les envoie pour rétablir la paix. Non seulement ils ne voulaient pas donner leur témoignage sur la Bosnie, mais ils s'étaient mobilisés contre la création d'une cour internationale dont ils redoutaient tout : qu'elle les oblige à rendre compte, dans un langage qui n'est pas le leur, de tous leurs faits et gestes, qu'elle les mette eux-mêmes en accusation, voire même qu'elle s'attaque à leur outil nucléaire. Le mi*nistère de la défense et l'Elysée fai*saient droit à leur farouche hostilité envers tout projet de justice internationale.

Jusqu'à ce que cela ne devienne plus possible : l'idée d'aller défendre publiquement à Rome de telles positions n'était politiquement pas envisageable. D'autant qu'à Matignon, à l'Elysée, au ministère de la justice et dans certains services du ministère des affaires étrangères, plusieurs avaient depuis longtemps compris l'évolution des opinions et la nécessité morale de participer de bonne foi au projet. Restait à faire avaler un changement de position aux militaires, ce qui n'était pas chose facile. Les arbitrages n'ont été faits que le mois dernier, sous l'égide du premier ministre et sans difficulté de cohabitation. C'est maintenant un secret de polichinelle : la France a renoncé au fameux « triple consentement des Etats » et elle espère dynamiser la négociation en l'annonçant à Rome. Elle défend sur d'autres points des positions pas toujours populaires auprès de toutes les ONG et de certains Etats-pilotes, mais qui se sont assouplies et peuvent servir de base à des compromis.

Elle se réclame du « réalisme » : un projet qui ne recueillerait l'adhésion ni des pays membres du Conseil de sécurité, ni des pays pourvoyeurs de Casques bleus, ni d'aucun des pays qui risquent un jour d'être directement concernés par le Traité, n'aurait selon les dirigeants français aucun sens. A l'inverse, un projet qui créerait une cour par trop dépourvue de crédibilité – manquant d'indépendance et de pouvoirs – n'a pas de sens non plus. La France se veut aujourd'hui le promoteur des formules qui seront trouvées pour concilier deux approches contradictoires.

Des républicains lancent l'offensive aux Etats-Unis

Des parlementaires républicains ont lancé vendredi 12 juin une campagne contre la création d'un tribunal international, affirmant qu'une telle mesure irait à l'encontre des droits des citoyens américains. *« Les Américains pourraient être traînés devant ce tribunal et voir niés les droits qui sont les leurs en tant que citoyens de notre pays libre »*, a déclaré le sénateur John Ashcroft. M. Ashcroft a annoncé la formation d'une Coalition pour la souveraineté et la déclaration des droits américains. Dans sa forme actuelle, le tribunal n'a aucune chance d'obtenir la ratification du Sénat américain, a ajouté M. Ashcroft.

Les républicains ne sont pas les seuls à exprimer des réserves. Le chef de la délégation américaine aux négociations, David Scheffer, a estimé que la cour *« ne doit pas devenir un forum politique où l'on puisse s'opposer à des actions controversées prises par des gouvernements responsables, en poursuivant en justice leur personnel militaire »*.

C. T.

L'opinion japonaise juge son gouvernement responsable de la récession

Une motion de censure, déposée par trois partis de l'opposition, a été rejetée

Alors que la récession japonaise et la faiblesse continue du yen font craindre le déclenchement d'une seconde crise financière dans la région, entraînant les monnaies et les Bourses à la baisse, le gouvernement du premier ministre Ryutaro Hashimoto est sur la sellette. Il est accusé d'être incapable de redonner confiance aussi bien à ses ressortissants qu'à ses partenaires étrangers.

TOKYO
de notre correspondant

A la « une » des journaux japonais du samedi 13 juin, figurent deux grands titres : la première baisse du PIB sur un an depuis 1974, annoncée par l'Agence de planification – une contraction de 0,7 %, au cours de l'année fiscale 1997, qui s'est achevée le 31 mars –, et la motion de censure à l'égard du gouvernement Hashimoto, présentée vendredi par trois partis d'opposition l'estimant responsable de la crise économique, et finalement repoussée.

Le Japon souffre de deux maux : une économie qui connaît sa *« pire décroissance depuis la guerre »*, titre l'*Asahi*, et un monde politique enlisé, incapable d'amorcer une alternance.

ENGOURDI ET INDÉCIS

Le gouvernement Hashimoto paraît engourdi, indécis, et en tout cas impuissant à enrayer la spirale récessionniste dans laquelle s'engage la seconde économie du monde. Démuni de moyens, voire de volonté de réagir, isolé, il est critiqué par ses partenaires comme ses voisins, qui craignent que la détérioration de son économie ne déclenche une seconde crise financière dans la région en entraînant les monnaies et les cours boursiers à la baisse, à la suite du yen.

La crise à laquelle le Japon est confronté est complexe : économique assurément mais aussi politique et, plus gravement peut-être car encore plus difficile à enrayer, psychologique. Le pays a perdu sa crédibilité à l'étranger et ses dirigeants la confiance de leurs concitoyens. Le calcul électoral de la majorité libérale démocrate (PLD) pour le renouvellement partiel de la Chambre haute le 12 juillet est révélateur : pour que le PLD gagne ces élections – ce qui devrait être le cas –, il faut que le taux d'abstention soit le plus élevé possible. En d'autres termes, que les Japonais ne se sentent pas concernés : de 44 % en 1995, la participation ne devrait pas dépasser cette fois 40 %. M. Hashimoto paraît donc appelé à conserver ses fonctions – faute également d'entente au sein de sa formation sur un successeur – mais son parti et lui-même n'auront guère obtenu un nouveau mandat populaire.

La perte de confiance des Japonais dans le redressement de leur pays et dans leurs dirigeants, conjuguée à la surréaction des marchés (devenue moins le reflet de la détérioration d'un système productif qu'une anticipation de cette détérioration, qui l'autoalimente et l'accélère), est le facteur le plus préoccupant de la crise économique nippone. Les scandales qui ont discrédité la bureaucratie, les risques qui pèsent sur le système des pensions, l'insécurité de l'emploi ont démoralisé une partie de l'opinion. Tout comme l'endettement des familles, qui continuent à rembourser des dettes pour des logements achetés au plus fort de l'envolée de l'immobilier et dont la valeur est tombée de moitié, alors qu'elles voient spéculateurs de haute volée et banquiers qui ont orchestré l'« économie de casino » tirer leur épingle du jeu. Tout cela a fait voler en éclats l'illusion d'homogénéité sociale en mettant à nu des injustices criantes. Cette crise de confiance se traduit par une psychologie déflationniste : le gouvernement a beau être partiellement revenu sur sa politique d'austérité budgétaire en promettant des diminutions de l'impôt sur le revenu, les consommateurs ne dépensent pas et grossissent leur épargne.

Depuis l'éclatement de la « bulle spéculative », au début de la décennie, l'économie nippone stagne. Le début de reprise qui se dessinait en 1996 a été stoppé net l'année suivante par un relèvement de la TVA (de 3 à 5 %) : une erreur politique cuisante qui a dissuadé les ménages, déjà inquiets, de consommer. Depuis, les mauvaises nouvelles se sont succédé. Le gouvernement s'est décidé, seulement en avril, à adopter un plan de relance d'un montant record (16 000 milliards de yens, soit 765 milliards de francs) et à modifier l'orientation de la politique fiscale. Face aux symptômes de détérioration économique (taux de chômage qui, avec 4,1 % en avril, va bientôt rattraper celui des Etats-Unis – 4,3 % –, déclin des bénéfices, stagnation des investissements), le pouvoir paraît pris de court et donne un sentiment de vide politique.

La bureaucratie, ébranlée par des scandales à répétition et rendue responsable d'erreurs de gestion, paraît neutralisée mais le monde politique, libéré de l'ascendant qu'elle exerça pendant des décennies, a sombré dans ses habituels jeux clientélistes pour s'approprier les plus grosses parts du « gâteau » des subventions d'Etat. Le retard dans le vote du plan de relance, annoncé en grande fanfare en avril, en témoigne : il aurait dû être adopté fin mai. Appelé à être finalement voté ces jours-ci, ses premiers effets ne se feront sentir qu'en août.

COURSE CONTRE LA MONTRE

Quelles options restent au gouvernement Hashimoto ? Plus que la défense de la monnaie, sa priorité est d'enrayer la spirale déflationniste qui se met en place. Mais il a épuisé les moyens keynésiens de relance. Si, jusqu'à présent, il a laissé « filer » sa monnaie pour favoriser les exportations, il commence désormais à être sur la corde raide car les deux problèmes (cours du yen et récession) sont désormais liés. Il est engagé dans une course contre la montre qui tient du pari : si la chute du yen se poursuit au rythme de ces derniers jours, donc avant que le plan de relance commence à faire sentir ses effets, elle risque d'entraîner des dévaluations chez ses voisins, soucieux de conserver leur compétitivité, qui auront un effet déstabilisateur dans toute la région, y compris au Japon.

Le problème fondamental du gouvernement Hashimoto est donc d'enrayer la crise de confiance (intérieure et extérieure) qui accélère la fuite des capitaux par des mesures à fort impact psychologique : par exemple une réduction permanente, et non pas temporaire, de l'impôt sur le revenu, comme le suggère l'opposition. La chute du yen sera-t-elle le coup de semonce qui sortira les dirigeants nippons de leur torpeur ?

Philippe Pons

Hémorragie de capitaux

Un monceau de mauvaises dettes (600 milliards de dollars) pousse les banques japonaises à ne prêter qu'avec parcimonie, provoquant une crise des liquidités qui hypothèque la reprise. Le Japon reste immensément riche : *épargne de 9 000 milliards de dollars ; avoirs à l'étranger de 800 milliards* et réserves en devises de 200 milliards. Mais cette richesse, qui s'accroît en raison de ses excédents commerciaux, ne s'investit pas sur place. Marché boursier déprimé et taux d'intérêt excessivement faibles encouragent les sorties de capitaux. Conjugué à la perte de confiance dans le Japon à l'étranger, cette hémorragie financière entraîne la chute du yen, qui provoque à son tour celle du cours des actions et des obligations.

Cinq hauts responsables khmers rouges se rallient à Phnom Penh

BANGKOK
de notre correspondant régional

Les derniers dirigeants khmers rouges en fuite – Ta Mok, Noun Chea et Khieu Samphan – sont désormais complètement isolés à la suite de la défection de cinq de leurs collaborateurs les plus connus : Chan Youran et In Sopheap, deux diplomates, Mak Ben, qui a lu l'acte d'accusation lors du « procès » de Pol Pot l'an dernier, Thiounn Thioeunn, premier chirurgien cambodgien et ancien ministre de la santé de Pol Pot, ainsi que Kao Bun Heng, diplomate et idéologue du mouvement, viennent de refaire surface à Pailin, chef-lieu d'une zone semi-autonome frontalière de la Thaïlande et contrôlée par Ieng Sary, l'ancien numéro trois des Khmers rouges, qui a fait la paix avec Phnom-Penh en 1996.

Dans une déclaration diffusée dans la soirée du vendredi 12 juin, les cinq hommes ont déclaré reconnaître le *« gouvernement royal du Cambodge »* du premier ministre Hun Sen, ainsi que *« sa majesté le Roi du Cambodge »*, laquelle avait accordé une audience, quelques jours auparavant, à Ieng Sary à Siem-Réap, où Norodom Sihanouk réside depuis avril.

NOUVEAU POINT POUR HUN SEN

Ils ont affirmé avoir rompu dès le 1er mai, soit douze jours après la mort de Pol Pot, toutes relations avec Ta Mok, chef militaire des Khmers rouges, et Noun Chea, ancien haut responsable de l'« Angkar » qui a gouverné le Cambodge de 1975 à 1979.

A une dizaine de jours de l'ouverture de la campagne pour les élections générales du 26 juillet, les premières depuis celles organisées par l'ONU en 1993, le premier ministre Hun Sen vient donc de marquer un nouveau point. Mak Ben et Chan Youran avaient, en effet, été associés à la négociation d'un accord passé l'an dernier avec le prince Norodom Ranariddh, à la veille du limogeage brutal de ce dernier, alors premier ministre, par Hun Sen.

Aucun compromis ne semblait cependant envisageable, ces derniers jours encore, entre Hun Sen et les trois derniers dirigeants khmers rouges en fuite, Ta Mok, Nun Chea et Khieu Samphan (dont on est sans nouvelles). L'un des scénarios possibles serait donc, le cas échéant, leur transfert en Occident en vue d'une traduction devant un tribunal international.

A moins d'un sérieux dérapage, toujours possible, les élections devraient, quoi qu'il en soit, avoir lieu dans les délais fixés par l'Assemblée nationale. Un scrutin que menacent de boycotter certains opposants, réclamant, entre autres, un accès aux médias et, comme l'ONU, des enquêtes sur une centaine d'assassinats ou de disparitions, depuis le coup de force de Hun Sen, en juillet 1997.

Jean-Claude Pomonti

Indonésie : les doutes du colonel B., militaire « démocrate »

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Le colonel B. est un homme poli, souriant mais méfiant. *« Ne citez surtout pas mon nom »*, dit-il après avoir tendu sa carte de visite. Il est sorti de l'Académie militaire dans la même promotion que l'actuel chef des forces armées, le général Wiranto. Après avoir joué un rôle déterminant, bien qu'encore flou, dans la démission, le 21 mai, du président Suharto, le général Wiranto, cinquante ans, se pose en « faiseur de roi ». A moins que celui qui est aussi le ministre de la défense ne lorgne lui-même sur le trône...

« Wiranto, dit le colonel B., *je le connais bien. C'est plutôt un artiste. Il aime la musique. Il est intelligent. Mais c'est aussi un pur produit du féodalisme javanais. On peut avoir de mauvaises surprises. Je suis sorti avec le même rang que lui de l'Académie militaire. Il est rapidement devenu général et moi je suis resté colonel, en raison de mes opinions. »*

Cet officier, qui se prononce pour l'abolition du rôle politique de l'armée – *« sinon il ne peut y avoir de vie politique normale »* –, est une exception. *« Les officiers qui pensent comme moi sont à peu près 1 %*, estime-t-il. *Les autres sont très loyaux envers la hiérarchie. Quant aux généraux, ils sont rongés d'ambitions politiques. »* Alors, le colonel est soupçonneux. *« Pour l'instant*, reprend-il, *Wiranto est comme tout le monde : après la chute de Suharto, il est piégé par la politique. Il tente d'améliorer l'image de l'armée, de consolider son unité pour devenir plus fort. Il change les têtes pour avoir des chefs qui lui soient loyaux. Il se pose en garant de la stabilité du pays. Comme Suharto en 1965. Mais*, ajoute le colonel, *peu après, Suharto a fait un coup d'Etat... »*

Quand les étudiants parlent d'éviter le bain de sang, le colonel B. s'esclaffe. *« Excusez moi*, dit-il, *mais quand, dans un empire, on parle de réformes pacifiques, je dois rire. »* Aujourd'hui, l'armée indonésienne, qui a constitutionnellement un *« double rôle »* – défendre la sécurité extérieure mais aussi intérieure du pays –, étudie des *« scénarios »*, raconte l'officier démocrate. En plus de ses 75 députés au Parlement, elle compte aujourd'hui cinq généraux ministres dans le nouveau gouvernement. Elle s'est fait surprendre par le mouvement étudiant. *« L'armée pensait que les ouvriers allaient se révolter. Elle avait des plans pour lutter contre un tel soulèvement mais les ouvriers n'ont pu s'organiser »*, confie le colonel.

Un responsable étudiant remarque : *« Tous les manifestants crient :* " L'armée avec le peuple ! ", *car ils ont peur. » « Mais l'armée*, s'exclame-t-il, *c'est notre plus grand ennemi ! »* N'osant briser le tabou, des responsables de l'opposition préfèrent alors parler d'une *« cogestion »* de la transition, pendant *« quelques années »* avec les militaires. Le colonel B. n'y croit pas. *« Tant que l'armée jouera à la politique*, dit-il, *il n'y aura pas de véritable démocratie en Indonésie. »*

Jean-Baptiste Naudet

L'Inde et le Pakistan en désaccord sur une rencontre

NEW DELHI. L'Inde et le Pakistan sont d'accord pour parler mais pas d'accord sur le lieu, la date et les thèmes du dialogue : soucieux de désamorcer toute tentative d'intervention dans le problème du Cachemire, le gouvernement indien avait pourtant invité le Pakistan, vendredi 12 juin, à l'ouverture des travaux du G8 à Londres, à une reprise du dialogue et proposé qu'une réunion se tienne le 22 juin à New Delhi. Mais le Pakistan a aussitôt rejeté cette proposition en la qualifiant de *« traditionnelle ruse de la diplomatie indienne »*. Dans une contreproposition, Islamabad a invité une délégation indienne, le 20 juin au Pakistan, pour des négociations *« sur la base de l'accord de juin 1997 »*, qui prévoyait notamment des *« mesures de confiance »* sur le Cachemire. Par ailleurs, les membres du G8 ont annoncé, vendredi 12 juin, la suspension de nouveaux prêts à l'Inde et au Pakistan, autres que ceux répondant aux besoins de première nécessité, et les ont mis en garde contre les conséquences *« sévères et durables »* de leurs essais nucléaires. – *(Corresp.)*

Le séisme en Afghanistan a fait au moins trois mille morts

NEW DELHI. Deux semaines après le tremblement de terre dans le nord-est de l'Afghanistan, la délivrance des secours aux survivants reste difficile en raison du manque d'hélicoptères, indispensables pour l'accès aux villages dans cette région montagneuse et escarpée, où les routes n'existent pas. Critiquant le manque de réponses à leurs premiers appels, le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) et l'ONU en a lancé, jeudi 11 juin, un nouveau pour obtenir des appareils qui viendraient épauler les quatre opérant depuis près de deux semaines. Selon les estimations, ce tremblement de terre, le deuxième de l'année dans la région, aurait fait plus de 3 000 morts, peut-être 5 000, et des dizaines de milliers de survivants n'ont plus de toits. Pour l'instant, aucun cas de famine n'a été constaté et la plupart des villages ont reçu des rations alimentaires pour deux semaines. – *(Corresp.)*

Combats en Guinée-Bissau : les étrangers évacués vers Dakar

DAKAR. Des combats à l'arme lourde entre les combattants insurgés et l'armée gouvernementale, soutenue par mille soldats arrivés du Sénégal et de Guinée-Conakry, se sont poursuivis, vendredi 12 juin, à Bissau. L'assaut contre la caserne des mutins, attendu vendredi, n'avait pas eu lieu samedi matin. Les combats se sont cependant généralisés dans la capitale. Des roquettes ont atteint, sans faire de blessés, l'ambassade de France, située à la limite du quartier d'où les rebelles, dirigés par le général Ansumane Mané, tirent au mortier. Plus de 2 500 ressortissants étrangers ont pu être évacués de Guinée-Bissau. Les premiers sont arrivés vendredi soir à Dakar. – *(AFP.)*

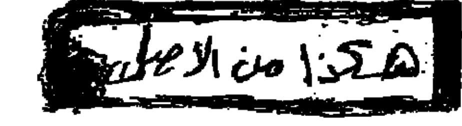
DÉPÊCHES

■ **NIGERIA : au moins seize personnes ont été blessées et dix autres arrêtées**, vendredi 12 juin, à Lagos, lors d'une manifestation réprimée par la police. L'opposition souhaitait marquer le 5e anniversaire de l'élection présidentielle du 12 juin 1993, annulée par les militaires. La police a notamment arrêté Gani Fawehinmi, un chef de l'opposition, et Dupe Onitiri-Abiola, l'une des épouses de Moshood Abiola, en prison pour s'être proclamé vainqueur du scrutin en 1993. – *(AFP.)*

■ **ANGOLA : le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté**, vendredi 12 juin, une résolution demandant le gel des avoirs financiers de l'ex-mouvement rebelle Unita (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) et de ses ventes de diamants. La résolution 1173 prévoit que ces sanctions entreront en vigueur le 25 juin si l'UNITA ne remet pas au gouvernement de Luanda les dernières régions qu'elle contrôle en Angola. – *(AFP.)*

■ **ÉTATS-UNIS/ARABIE SAOUDITE : Washington prend très au sérieux de nouvelles menaces** formulées par l'opposant saoudien Ousama ben Laden, qui a déclaré à la chaîne de télévision ABC qu'il prendrait pour cibles tous les Américains, sans distinction entre civils et militaires, dans la guerre qu'il mène contre les forces américaines dans la région. – *(Reuters.)*

■ **NÉPAL : une centaine de personnes ont été tuées en dix jours** durant une vaste opération de la police destinée à liquider la guérilla d'obédience maoïste dans les régions de l'ouest du royaume. Selon des sources de la guérilla et des journaux, la plupart de ces victimes étaient des militants d'extrême gauche, mais des enseignants, des travailleurs sociaux et des femmes auraient également été tués. – *(AFP.)*



Ankara suspend des négociations commerciales avec Paris

La réaction de la Turquie intervient après la reconnaissance officielle du « génocide arménien » par l'Assemblée nationale française

ISTANBUL
de notre correspondante

Dans l'espoir d'influencer la décision du Sénat français, après l'adoption par l'assemblée nationale du projet de loi reconnaissant officiellement le *« génocide arménien »*, le 29 mai, la Turquie a haussé le ton en annonçant la suspension des négociations concernant plusieurs contrats importants dans le domaine de la défense. *« Le gouvernement n'a rien décidé »*, affirme le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Necati Utkan, qui admet tout au plus un *« ralentissement des procédures »*. Mais le ministère confirme qu'une délégation turque qui s'était rendue en France pour finaliser un accord conclu avec l'Aérospatiale concernant l'achat de missiles antichars Eryx – une transaction d'environ 870 millions de francs – est rentrée au pays sans avoir signé le contrat. *« Si on signait, on aurait l'air de dire que rien ne s'est passé »*, expliquent les diplomates turcs.

Les autorités d'Ankara, qui rejettent catégoriquement la notion d'un *« génocide »* arménien, demeurent relativement vagues sur leurs intentions tout en ne dissimulant pas leur extrême mécontentement. Mais la presse turque, qui relaie volontiers les messages officieux du gouvernement, n'hésite pas à expliquer les conséquences que l'adoption de cette loi aurait sur les relations franco-turques. Vendredi, l'*« embargo contre la France »* faisait la manchette du quotidien *Milliyet*, qui soulignait la *« détermination d'Ankara »* et ajoutait qu'en inscrivant la proposition de loi à son ordre du jour, la France s'était fermé *« un marché d'armement d'une valeur de 10 milliards de dollars »*.

Bien que les chiffres avancés ne correspondent pas à des accords existants, il est clair que les enjeux économiques et stratégiques sont importants, compte tenu des étroites relations entre Paris et Ankara. La presse turque avait déjà annoncé que la compagnie Thomson serait exclue d'un appel d'offres concernant des systèmes d'intégration pour des avions de patrouille maritime. De son côté, la compagnie franco-allemande Eurocopter a démenti les rumeurs en provenance d'Ankara, affirmant qu'à sa connaissance elle était toujours dans la course pour la fourniture de 145 hélicoptères de combat, un contrat qui, en comptant la participation industrielle de la Turquie, devrait atteindre un montant de quelque 24 milliards de francs. Une décision est attendue en fin d'année.

ENGAGEMENTS

Parallèlement à ces menaces de représailles, la Turquie poursuit une offensive diplomatique pour tenter de convaincre le Sénat français de ne pas ratifier le projet de loi. Mumtaz Soysal, l'ancien ministre des affaires étrangères, s'est rendu à Paris où il a rencontré de nombreux responsables politiques français, notamment le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine.

Alors que les Turcs soulignent les répercussions négatives du projet de loi, les autorités françaises s'efforcent d'expliquer à Ankara que les parlementaires français sont indépendants, et que la Turquie actuelle n'est pas visée par le projet de loi qui commémore un épisode tragique de l'histoire ottomane. Vendredi, un porte-parole du Quai d'Orsay a rappelé que la France demeurait engagée à développer ses relations avec la Turquie et à maintenir les liens amicaux et la coopération entre les deux pays.

Nicole Pope

Un journaliste turc en prison

Un journaliste turc, Ragip Duran, commencera la semaine prochaine à purger une peine de sept mois et demi de prison après avoir épuisé tous les recours légaux contre sa condamnation pour propagande séparatiste, aux termes des lois antiterrorisme. *« Cela peut arriver à quiconque fait du journalisme sérieux dans ce pays »*, a déclaré M. Duran lors d'un dîner d'adieu à la presse étrangère, à Istanbul ; *« Il y a un certain nombre de sujets tabous en Turquie (...), la question kurde est au sommet de cette liste. »* Correspondant du quotidien français *Libération*, le journaliste, âgé de quarante-quatre ans, est un ancien collaborateur de l'Agence France-Presse, de la BBC et de plusieurs quotidiens turcs. Il avait été jugé et condamné en décembre 1994 pour un encadré paru dans le journal *Ozgur Gundem* (pro-kurde), en marge d'un entretien avec Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement kurde séparatiste). La Cour d'appel avait confirmé la sentence en 1997, mais M. Duran avait bénéficié d'un sursis qui expire jeudi 18 juin. – *(AFP.)*

L'agent de la « vache folle » a contaminé le mouton selon des données expérimentales britanniques

Un nouveau problème majeur de santé publique

Plusieurs données expérimentales, d'origine britannique, confirment que l'agent de la « vache folle » a contaminé le mouton. Cette nouvelle donnée confère une dimension sans précédent à la crise sanitaire et politique, au moment où Bruxelles envisage de lever l'embargo qui interdisait à la Grande-Bretagne d'exporter ses viandes et produits d'origine bovine. *(Lire aussi l'éditorial page 11.)*

DEPUIS l'émergence de la crise de la « vache folle », c'était l'une des craintes majeures des scientifiques et des responsables politiques européens : l'agent de la maladie bovine parviendrait-il à franchir la barrière d'espèce et à contaminer les ovins ? Plusieurs données expérimentales, d'origine britannique, permettent aujourd'hui d'affirmer qu'une telle transmission s'est bel et bien produite. Ces données n'ont pas encore été publiées dans la presse scientifique spécialisée. Pour autant elles font depuis peu l'objet d'échanges confidentiels dans la communauté des experts des maladies à prions et commencent déjà à inquiéter les responsables de l'Union européenne, à un moment où Bruxelles entend lever l'embargo qui, depuis plus de deux ans, interdisait à la Grande-Bretagne d'exporter ses viandes et ses produits d'origine bovine.

« Nos collègues scientifiques viennent d'isoler une souche de prions identique à celle de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») *chez des moutons d'élevage que l'on tenait pour être atteints de la tremblante*, a confié au *Monde* l'un des experts officiels français des maladies à prions. *Une telle découverte soulève, à nos yeux, toute une série de questions d'ordre scientifique mais aussi et avant tout d'ordre sanitaire. Il importe, dès lors, que l'on prenne, dès aujourd'hui, la mesure exacte de cette nouvelle dimension infectieuse. »*

Avant l'annonce solennelle faite en mars 1996 par le gouvernement britannique de la transmission de l'agent de l'ESB à l'homme, tout était, dans ce domaine vétérinaire, relativement simple. On savait que les ovins étaient fréquemment victimes d'une maladie neurodégénérative de type spongiforme, la tremblante du mouton, mais on tenait également pour acquis que cette maladie animale ne représenterait pas de risque particulier pour l'espèce humaine. Le choc créé par l'annonce britannique de mars 1996 avait eu pour effet, outre-Manche, d'accélérer la mise en œuvre de nouveaux travaux scientifiques, cherchant à situer de quelle manière l'agent de l'ESB pouvait contaminer d'autres mammifères.

Des travaux expérimentaux britanniques, publiés en juin 1996, dans les colonnes du *Veterinary Record* avait établi que le mouton pouvait, de manière expérimentale et par voie orale, être contaminé par l'agent à l'origine de l'ESB. Il s'agissait déjà d'une observation importante qui, pourtant, n'avait nullement été prise en compte à l'échelon de l'Union européenne, à l'exception notable de la France où le groupe officiel d'experts présidé par le Dr Dominique Dormont était parvenu à convaincre le gouvernement de prendre une série de mesures sanitaires préventives. C'est ainsi que la tremblante du mouton était, dès juillet 1996, devenue en France une maladie de déclaration obligatoire et que la consommation des bêtes malades avait été interdite.

Les nouvelles découvertes, encore confidentielles, des scientifiques britanniques, confèrent une nouvelle actualité à cette problématique. Elles posent aussi d'ores et déjà une double question : pourquoi les moutons britanniques peuvent-ils être aujourd'hui contaminés par l'agent de la maladie de la « vache folle », et quels sont les risques encourus par les consommateurs des viandes ovines potentiellement infectées ? *« Tout indique que les moutons britanniques ont pu, comme les bovins, être atteints, via l'administration de farines animales contaminées »*, estiment les experts français. *La question est, d'un point de vue sanitaire, d'autant plus importante que cet agent pathogène se dissémine beaucoup plus largement au sein des organismes ovins qu'il ne peut le faire chez le bovin, touchant notamment la rate, le foie. L'urgence, dès maintenant, consiste à évaluer précisément l'ampleur de ce nouveau problème sanitaire et à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent. »*

A Bruxelles, Londres et Paris, on réfléchit à la meilleure manière de communiquer sur un tel sujet, la priorité voulant que l'on évite de reproduire les désastreuses conséquences de l'annonce faite en mars 1996, quand le gouvernement britannique de John Major avait solennellement annoncé, devant la Chambre des communes, que l'agent de la « vache folle » avait atteint l'espèce humaine.

Jean-Yves Nau

Seize ans d'épidémie

- **Novembre 1981** : début de l'épidémie de la maladie de la « vache folle » dans le cheptel britannique.
- **Décembre 1987** : les farines britanniques de viande et d'os sont identifiées comme la cause probable de l'épidémie.
- **Mars 1996** : Stephen Dorrell, secrétaire d'Etat britannique à la santé, annonce que l'agent de la maladie a atteint, *« selon toute vraisemblance »*, l'espèce humaine.
- **Avril 1996** : les autorités britanniques annoncent officiellement que dix personnes sont atteintes d'une nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.
- **Juin 1996** : des expériences scientifiques établissent que le mouton est susceptible de contracter la maladie et que l'agent infectieux peut se transmettre à des singes par voie alimentaire.
- **Août 1996** : de nouvelles expériences tentent à prouver que l'agent de la maladie de « la vache folle » peut se transmettre au veau par l'intermédiaire du lait.
- **Octobre 1996** : un article scientifique, publié dans la revue *Nature*, conclut qu'à l'échelon moléculaire la transmission à l'homme de l'agent infectieux est possible.
- **Octobre 1997** : publication de nouveaux travaux confirmant l'hypothèse de la possible contamination de l'homme par cet agent infectieux.

Le cheptel bovin suisse serait cent fois plus touché que ne l'indiquent les chiffres officiels

L'hebdomadaire britannique *New Scientist* révèle, dans son édition datée du 13 juin, les résultats a priori inquiétants d'une étude officielle, conduite en Suisse, et qui démontrent que des bovins, apparemment sains, peuvent, en réalité, être porteurs de l'agent de la maladie de la « vache folle ». Cette étude a été conduite sur 1 761 animaux, qui avaient été abattus par précaution après qu'on eut diagnostiqué des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine dans certains troupeaux.

Utilisant un nouveau test de dépistage, mis au point par la société Prionics de Zurich, les chercheurs suisses ont découvert que huit bêtes étaient vraiment infectées. Extrapolée à l'ensemble du cheptel suisse, cette découverte établit que la fréquence réelle de la maladie serait cent fois plus élevée que ce qu'indiquent les chiffres officiels. Une nouvelle étude vient d'être lancée en Suisse, sur 3 000 animaux, pour confirmer ces résultats. En France, les premiers résultats sur ce test devraient être prochainement rendus publics.

« Le Monde » (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year - Le Monde - 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518 - Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél.: 800-428-30-03. Notre adresse Internet : abo@lemonde.fr

La réforme politique de l'Union fera l'objet d'un débat au sommet européen de Cardiff

La lettre franco-allemande sur la subsidiarité suscite des inquiétudes

C'est à Cardiff, au pays de Galles, que les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent, lundi 15 juin, pour leur sommet de la mi-année, en conclusion d'une présidence britannique marquée par le lancement de la *monnaie unique* et des négociations sur l'élargissement. A trois mois des législatives allemandes de septembre, *un débat devait avoir lieu à l'initiative de Bonn* sur les perspectives politiques de l'Union.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Consacré à une discussion sur l'avenir politique de l'Union, le déjeuner de travail que les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze auront, lundi 15 juin, à Cardiff devrait être le principal temps fort du Conseil européen réuni les 15 et 16 juin au pays de Galles, sous la présidence de Tony Blair. Cette discussion a été initiée par la lettre que le président Jacques Chirac et le chancelier Helmut Kohl ont adressé, le 8 juin, à leurs collègues pour les inviter à *« amorcer... un débat ouvert et objectif sur l'état actuel du processus d'intégration européenne et ses perspectives »*.

Inspirée par Helmut Kohl, qui doit tenir compte des aspirations d'une partie de sa majorité avant les élections législatives de septembre, le ton de cette initiative a été mal accueillie par une majorité de gouvernements qui aborderont la discussion sur la défensive. Un diplomate espagnol assimilait le déjeuner de Cardiff à une sorte d'embuscade où le premier ministre britannique essayerait de profiter de l'occasion offerte par les Français et les Allemands pour entraîner le Conseil dans une démarche anti-bruxelloise.

Mettant l'accent sur la nécessité de respecter plus strictement le principe de subsidiarité, la missive franco-allemande s'en prend implicitement à la Commission et à la Cour de justice. *« Compte tenu de la tendance de certaines institutions européennes à s'éloigner des citoyens et de leurs problèmes quotidiens, il convient d'inviter les membres du Conseil européen à une discussion sur la mise en œuvre pratique du principe de subsidiarité, afin de clarifier la délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres et d'examiner dans quelle mesure l'actuel niveau d'intervention est le bon »*, y lit-on.

Les Néerlandais et les Belges ont manifesté de l'agacement. Eviter les excès du centralisme européen est une chose, tenter par ce biais de remettre en cause les politiques communes en est une autre, et c'est cette seconde tendance qu'on redoute dans bien des capitales. Chacun comprend qu'à trois mois d'un scrutin délicat le chancelier Kohl cherche à flatter les Lander, inquiets à l'idée que l'Europe puisse grignoter sur leurs compétences. On veut bien admettre aussi que le président Chirac adhère à une telle attitude pour rassurer les eurosceptiques du RPR. Mais n'y a-t-il pas, au-delà, des arrière-pensées plus destructrices ? A l'approche d'un élargissement coûteux, les Allemands, voire les Français, ne veulent-ils pas surtout limiter leurs engagements, retouver leur liberté en matière de politique agricole ou d'aides d'Etat ?

MÉTHODES DE FONCTIONNEMENT

Paris et Bonn devront donc d'abord rassurer. *« Il y a deux parties dans la lettre, il serait bon de ne pas s'arrêter uniquement sur la partie critique »*, observe un diplomate allemand. Les deux dirigeants y insistent aussi sur la nécessité de hâter les réformes institutionnelles sur lesquelles les Quinze ne sont pas parvenus à s'entendre il y a un an à Amsterdam. *Ils suggèrent aussi, ce qui* n'implique pas de révision du traité, de revoir en profondeur les méthodes de fonctionnement du Conseil et de la Commission, avec l'idée de s'entendre sur un calendrier pour *« tirer de premières conclusions »*, en décembre, au sommet de Vienne.

Les Quinze doivent également discuter ce que le premier ministre britannique nomme la *« réforme économique »*. Vaste sujet qui permettra notamment aux chefs d'Etat et de gouvernement de se féliciter des progrès réalisés, depuis le Conseil européen extraordinaire de novembre 1997 à Luxembourg, dans la mise en œuvre d'une *« stratégie pour l'emploi »* et de s'encourager mutuellement à appliquer avec détermination les *« plans d'actions nationaux »* transmis en avril à la Commission, en application des orientations arrêtées alors. L'évaluation des premiers résultats se fera en décembre à Vienne.

S'agissant de l'« Agenda 2000 » – l'ensemble de propositions de la Commission sur le financement futur de l'Europe, la réforme des politiques structurelles et agricole –, la négociation n'est pas *suffisamment nouée pour que les* chefs d'Etat et de gouvernement puissent en parler utilement, sauf pour préciser le calendrier. Le chancelier Kohl rappellera le souci de l'Allemagne de voir limiter sa contribution au budget, aujourd'hui de loin la plus élevée, mais il semble peu probable que les Quinze s'attardent sur ce sujet sensible. Le rapport de la Commission sur les *« ressources propres »* de l'Union ne doit être transmis qu'en septembre. En matière diplomatique enfin; les discussions porteront avant tout sur la crise du Kosovo et, sans doute, aussi sur l'état des relations avec la Turquie.

Philippe Lemaître

Le Groupe de contact lance un ultimatum à M. Milosevic sur la crise du Kosovo

Le président yougoslave se rend, lundi, à Moscou

LONDRES
de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères du Groupe de contact, Allemagne, Etats-Unis, France, Italie, Russie et Royaume-Uni, ainsi que ceux du Canada et du Japon, réunis vendredi 12 juin à Londres, ont *« condamné l'utilisation massive et disproportionnée de la force et le déplacement forcé d'un grand nombre de personnes »* par le régime de Slobodan Milosevic dans la province du Kosovo et exigé *« une action immédiate »* sur quatre points : cessation de toutes les activités des forces de sécurité serbes contre les civils et leur retrait, accès sans réserves d'observateurs internationaux, retour des réfugiés et *« progrès rapides »* dans le dialogue avec le dirigeant kosovar Ibrahim Rugova. Le chef de la communauté albanaise devait s'entretenir, samedi, avec le président Chirac.

Le Groupe de contact demande à M. Milosevic de *« saisir l'opportunité de sa rencontre »* de lundi avec le président russe, Boris Eltsine, pour *« annoncer des progrès sur les points demandés et engager Belgrade à leur mise en œuvre complète »*. *« Si ces mesures ne sont pas prises sans délai, des moyens supplémentaires seront mis en œuvre pour arrêter la violence et protéger la population civile, y compris celles qui nécessiteraient l'autorisation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. »*

Le délai imparti au leader serbe est donc bref : tout dépendra de sa réaction au *« message fort »* que Boris Eltsine lui transmettra. Car les Russes – comme l'a réaffirmé le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine – soutiennent la démarche du Groupe de contact. Même s'ils n'ont aucune intention de participer à des opérations contre Belgrade ni de s'associer à l'interdiction des investissements en République fédérale de Yougoslavie ou à celle des vols à destination de la RFY. Mais, a assuré M. Védrine avec espoir, *« la position des Russes n'est pas définitive »*.

NÉCESSAIRE COHÉSION

Si le dictateur serbe n'écoute pas le *président russe*, toutes les options sont ouvertes : *« On s'orientera vers d'autres mesures*, a affirmé le ministre français, *pour mettre un terme à la violence et protéger la population civile, y compris celles pouvant nécessiter l'autorisation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies »*, en clair, un recours à la force en vertu du chapitre 7 de la Charte. Même l'OTAN ne peut s'affranchir de cette règle, selon M. Védrine, pour qui, *« si le dialogue n'est pas enclenché, il faudra changer de braquet »*. Le ministre a *répondu aux critiques contre l'inef*ficacité de la riposte en expliquant qu'il était important d'avoir le soutien de la Russie et que, sans cette cohésion, la crise se serait précipitée.

Le chef de la diplomatie britannique, qui était l'hôte de la réunion, a pour sa part mis en cause *« la responsabilité personnelle de Milosevic »* dans un renouveau de violence *« comme on n'en avait pas vu depuis la trêve en Bosnie il y a trois ans »*. Robin Cook a rappelé que le Tribunal international sur la Yougoslavie était compétent pour les crimes de guerre au Kosovo et que personne, y compris le leader serbe, n'était à l'abri de ses poursuites.

Patrice de Beer

Quand le Bachkortostan défie la Fédération de Russie

MOSCOU
de notre correspondante

Le défi posé à la Fédération de Russie par ses Républiques nationales a pris une forme inédite, vendredi 12 juin. L'une d'elles, le Bachkortostan, a refusé de se plier à un jugement de la Cour suprême sur l'élection présidentielle qui se déroule, *dimanche, dans cette entité* « souveraine » de la Fédération. Est-ce pour cela que la Russie, le même jour, a discrètement, presque honteusement, cessé de fêter sa propre « indépendance » ?

Cette date marque la principale fête officielle du Kremlin : elle commémore le vote, il y a huit ans, de la « souveraineté » de la Russie au sein d'une Union soviétique agonisante, mais surtout l'élection de Boris Eltsine à sa présidence deux ans plus tard. Depuis ce vendredi, cependant, elle ne s'appelle plus *« fête de l'indépendance de la Russie »*, mais *« fête de la Russie »* tout court. Le mot *« indépendance est incorrect, car la Russie ne fut jamais une colonie »*, a brièvement reconnu l'agence officieuse Interfax, citant « l'avis » d'un représentant anonyme de la direction de l'information du gouvernement... Au fil des ans et des désillusions, le mot « indépendance » appliqué à la Russie ne servait plus, en effet, qu'à ridiculiser les *« démocrates fossoyeurs de l'URSS »*. *Il sonnait aussi douloureusement* aux oreilles des Russes vivant dans des Républiques ayant imposé leur propre « souveraineté » au sein de la Russie.

Les Russes n'ont ainsi plus guère droit à la parole dans une République où ils sont majoritaires, celle du Bachkortostan, le « pays des Bachkirs » – des Turcophones *qui ne forment pourtant que* 21 % de ses quatre millions d'habitants. Située à 1 200 kilomètres à l'est de Moscou, cette République compte aussi 28 % de Tatars, peuple très proche des Bachkirs, et un tiers d'habitants issus de mariages mixtes. Ce manque d'évidence nationale n'a pas empêché la nomenklatura communiste, choisie parmis les Bachkirs en vertu de la *« politique des nationalités »* soviétique, non seulement de se maintenir au pouvoir, mais de le consolider à la faveur de la vague des « indépendantismes ». Un « père de la nation » est ainsi apparu : Mourtaza Rakhimov, ancien directeur d'Oufa-Neft, *une des raffineries de pétrole* locales, élu « président » en décembre 1993. Cinq ans plus tard, il a décidé de ne laisser aucune chance à trois autres candidats apparus en prévision de la présidentielle de dimanche.

Ils en avaient déjà fort peu : le Bachkortostan vit, comme tant de régions isolées de Russie, dans une atmosphère pesante de conformisme brejnévien aggravé *par la récession économique. S'appuyant sur une bu*reaucratie et une police incontournables, M. Rakhimov contrôle tous les niveaux de la société, mais lui impose les rites de la démocratie, explique un jeune politologue français présent sur place depuis trois ans, Xavier Le Torrivellec.

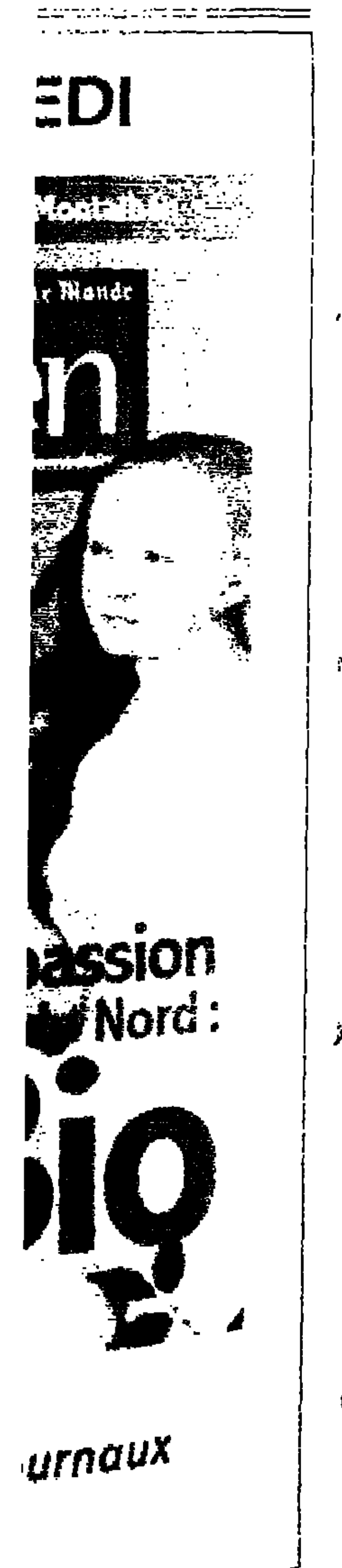
La commission électorale bachkire a déjà invalidé pour vices de forme les candidatures des trois rivaux du président.

L'APPARENCE DU PLURALISME

Tous trois ont fait appel de la décision de la commission électorale auprès de la Cour suprême à Moscou. Celle-ci a ordonné que les deux premiers soient réinscrits comme candidats. La commission bachkire s'y est pliée... pendant vingt-quatre heures, trouvant ensuite de nouveaux vices de forme pour les exclure. L'apparence du pluralisme fut sauvegardée avec la candida*ture d'un obscur ministre des forêts, prolixe en signes* de fidélité au président.

Mais ni cette gifle à l'autorité judiciaire russe ni l'interdiction au Bachkortostan de tout média indépendant n'ont privé Mourtaza Rakhimov du soutien de Moscou : Boris Eltsine lui a téléphoné à la veille du scrutin. Les richesses pétrolières du Bachkortostan font de M. Rakhimov un allié apprécié. Les anciens ténors de la Russie « démocratique » en jalousent les capacités à imposer la « stabilité ». Les salaires y sont payés assez régulièrement, et la « pérennité du pouvoir » assurée. *Alors que la* nouvelle « fête de la Russie », à Moscou, fut surtout marquée, vendredi, par le tintamarre de casques frappés sur le pavé de la « Maison Blanche » – ceux de centaines de mineurs non payés depuis des mois, venus du Grand Nord, qui y campaient depuis vingt-quatre heures avec leurs banderoles : *« Eltsine démission »*.

Sophie Shihab



AFFAIRES Pour la deuxième fois depuis sa mise en examen, le 29 avril, pour *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »*, Roland Dumas a été interrogé, vendredi 12 juin, par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky sur ses revenus personnels et sur le fonctionnement de ses comptes. ● LE PRÉSIDENT du Conseil constitutionnel n'a pas, pour l'heure, remis aux deux magistrates l'*« audit »* qu'il a fait réaliser par un expert-comptable sur ses propres finances. ● PENDANT la période visée par l'enquête (1991 à 1996), le compte personnel de M. Dumas ouvert dans une agence du Crédit lyonnais à Paris a été crédité de sommes très importantes, dont le total se monte à 9 270 730 francs, et dont plus d'un tiers a été déposé en espèces. ● LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL, où M. Dumas siège de nouveau depuis un mois, met un point d'honneur à faire *« comme si de rien n'était »*.

Les juges interrogent Roland Dumas sur le fonctionnement de ses comptes

Entre 1991 et 1996, le compte personnel du président du Conseil constitutionnel a été crédité de plus de 9 millions de francs, dont le tiers a été déposé en espèces. Interrogé, le 12 juin, M. Dumas n'a pas remis aux magistrates l'audit qu'il a fait réaliser sur ses finances

L'ÉQUATION comporte plusieurs inconnues. Comment les comptes bancaires d'un ministre en exercice ont-ils pu, entre 1991 et 1996, enregistrer des entrées de fonds aussi nombreuses, régulières et massives ? Pourquoi autant de dépôts ont-ils été effectués en argent liquide ? Cinq mois après la série de perquisitions qui avait brutalement mis en lumière l'existence de tels mouvements financiers sur les comptes de Roland Dumas, ces questions demeurent sans réponse. Convoqué pour la deuxième fois, vendredi 12 juin, depuis sa mise en examen, le 29 avril, pour *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »*, le président du Conseil constitutionnel a été interrogé par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky sur ses revenus personnels et sur le fonctionnement de ses comptes. Mais il n'a pas, pour l'heure, remis aux deux magistrates l'*« audit »* qu'il a fait réaliser par un expert-comptable sur ses propres finances.

« Tout sera expliqué », a affirmé au *Monde* M. Dumas, quelques heures après cet interrogatoire de trois heures et demie (*lire ci-contre*). Cette assurance réitérée ne suffit pourtant pas à dissiper tous les doutes. Membre du gouvernement de 1984 à 1986, puis de 1988 à 1993, M. Dumas ne pouvait, en vertu du régime des incompatibilités légales, exercer durant ces périodes sa profession d'avocat. Pendant la période visée par l'enquête, soit entre 1991 et 1996, il fut d'abord ministre des affaires étrangères (de juin 1988 à mars 1993), puis redevint avocat (de mars 1993 à février 1995), avant d'être nommé président du Conseil constitutionnel.

Au cours de ces six années, son compte personnel, ouvert à Paris, à l'agence du Crédit lyonnais du quartier Maubert-Mutualité, proche de son cabinet d'avocat, situé rue de Bièvre, fut néanmoins crédité de sommes très importantes, dont le total se monte à 9 270 730 francs, et dont plus d'un tiers – 3 299 500 francs – fut déposé en espèces. A ces montants s'ajoute la somme des entrées constatées, entre 1993 et 1996, sur le compte de son cabinet d'avocat, ouvert dans la même banque : 10 783 286 francs – dont une faible partie en espèces : 205 500 francs.

L'examen du compte personnel de M. Dumas met en évidence une bizarrerie : en 1991, les entrées de fonds s'étaient essentiellement faites en espèces, le versement le plus important, à la date du 13 septembre, se montant à 122 000 francs. Mais, en 1992, c'est l'intégralité des versements qui ont pris la forme de dépôts en argent liquide, dont le total atteint 2 674 000 francs. Aucun chèque, aucun virement n'a approvisionné le compte cette année-là. M. Dumas, certes, disposait d'autres comptes, sur lesquels était notamment versé son traitement de ministre, qui avoisinait 460 000 francs annuels.

> « La ligne [de crédit en blanc accordée par le Crédit lyonnais] a tardé à être remboursée et nous avons dû renouveler l'opération. C'est à ce moment-là que les versements en espèces ont commencé »

Les dépôts effectués à l'agence du Crédit lyonnais ont nécessairement une autre origine, qui ne saurait être professionnelle, ainsi que l'attestent, d'ailleurs, les montants dissemblables et les fréquences irrégulières : 36 500 francs le 3 janvier 1992 ; 50 000 francs le 3 février ; 40 000 francs le 12 février ; 66 000 francs le 2 mars ; 250 000 francs le 20 mars ; 250 000 francs encore le 1er avril, et 16 000 francs le même jour ; puis, à nouveau, 250 000 francs le surlendemain, 3 avril. Au mois de mai, trois dépôts sont effectués : une fois 33 000 francs et deux fois 500 000 francs. Le 3 juin, 114 000 francs. Le 2 juillet, 390 000 francs. Aucun versement n'est enregistré au mois d'août, mais le mouvement reprend en septembre : 36 000 francs le 2, puis 19 000 le 15. Le 6 octobre, 14 000 francs. Le 3 novembre, 33 000 francs. L'année se termine avec deux dépôts, de 35 500 francs le 9 décembre, et 25 000 francs le 22 décembre. Le ministre des affaires étrangères qu'était alors M. Dumas avait accès, bien sûr, aux fameux *« fonds spéciaux »* du gouvernement. Mais son ancien chef de cabinet a indiqué aux juges que M. Dumas avait l'habitude de conserver pour lui, sur l'enveloppe du Quai d'Orsay, entre 50 000 et 60 000 francs par mois – soit bien moins que les montants déposés sur son compte. Surtout, les employés de l'agence bancaire sont unanimes : à l'inverse des *« fonds spéciaux »*, livrés à Matignon par la Banque de France, les fonds de M. Dumas étaient toujours constitués de *« billets de 500 francs usagés »*, apportés *« dans leurs sacs à main »* par sa secrétaire et par une avocate collaboratrice du cabinet de M. Dumas. Questionnée par les juges, le 19 mars, la secrétaire a expliqué que *« les billets n'étaient pas enliassés »* et qu'ils *« ne transitaient jamais par le coffre du bureau »*. Se souvenant d'un dépôt important, dont la somme lui avait été apportée par la collaboratrice de M. Dumas, elle a parlé de *« billets en vrac, non contenus dans une enveloppe »*.

Au cours de la même année 1992, le compte de cette avocate fut lui aussi crédité de fortes sommes en espèces. En juillet 1992, la banque émit en sa faveur un *« certificat de dépôt »* d'un million de francs, contre un dépôt équivalant en liquide. L'intéressée a expliqué aux enquêteurs que cette somme lui avait été remise par M. Dumas, pour l'aider à acheter un appartement.

Outre l'origine incertaine de tous ces fonds, la chronologie des dépôts apparaît troublante. Car c'est aussi en 1992 que Christine Deviers-Joncour, amie personnelle de M. Dumas et figure centrale de l'enquête des juges, a perçu, en Suisse, la plus grosse part des commissions détournées au préjudice d'Elf Aquitaine – qu'elle a justifiées, au cours de l'enquête, par sa tentative d'*« intervention »* auprès de M. Dumas dans l'affaire des frégates de Taïwan (*Le Monde* daté 25-26 janvier). Virée le 31 janvier 1992, à partir d'un compte du groupe pétrolier au Luxembourg, la somme de 45 millions de francs avait transité par une banque genevoise. De là, 31,7 millions étaient repartis, le 5 février 1992, vers le compte ouvert par Christine Joncour à Lugano.

Une partie de cet argent – 17 millions de francs – devait servir, en juin de la même année, à acheter le fameux appartement de la rue de Lille par lequel le scandale est arrivé. Mais les enquêteurs s'interrogent sur la destination du solde. Or, plusieurs retraits d'espèces ont été effectués, à Lugano, par Mme Deviers-Joncour durant la période-clé. Parmi les documents bancaires saisis en Suisse et transmis aux juges français figure notamment la trace d'un retrait de 84 000 francs suisses, convertis en 300 000 francs français, à la date du 17 mars 1992. Trois jours plus tard, le 20 mars, le compte parisien de M. Dumas était crédité, lui, d'un dépôt d'espèces de 250 000 francs. Aucune preuve n'existe d'un lien éventuel entre ces deux mouvements, mais il semble clair que le rapprochement de ces dates nourrit le soupçon des juges. En revanche, si les juges avaient pu croire, sur la base des témoignages des employés de la banque évoquant *« deux femmes »*, que Mme Deviers-Joncour avait elle-même procédé à des dépôts sur le compte de M. Dumas, cette hypothèse paraît aujourd'hui écartée.

« Mme Joncour, que je n'ai vu qu'une fois au Quai Bourbon [l'adresse du bureau personnel de M. Dumas], *ne m'a jamais remis d'argent »*, a affirmé la secrétaire de l'ancien ministre. Elle a, en revanche, raconté qu'elle faisait, chaque mois, *« un état des factures à payer »* destiné à M. Dumas, dont *« les gardes du corps »* lui apportaient ensuite, *« le lendemain ou le surlendemain »*, dans une enveloppe, *« la somme demandée »*.

L'abondance des dépôts d'argent liquide sur le compte d'un ministre en exercice avait, bien sûr, provoqué l'émoi, puis l'inquiétude des cadres de la banque. *« Nous étions très intrigués par ces versements en espèces*, a témoigné l'une des employées de l'agence. *Nous les avions signalés à notre hiérarchie. »* Mais des *« consignes »* avaient été données par la direction, et aucune vérification n'avait été entreprise (*Le Monde* du 7 mars). Interrogé dès le 28 janvier, le directeur de l'agence bancaire a fait remonter l'origine de ces mouvements intrigants à la nécessité, pour M. Dumas, de combler un découvert de deux millions de francs qui lui avait été consenti *« afin d'acheter un appartement pour sa fille »*. Cette *« ligne de crédit en blanc »* avait été accordée avec *« le feu vert (...) de la direction générale »* du Crédit lyonnais, le 5 novembre 1991, pour deux mois, a rapporté le banquier, en dépit de l'*« absence de garantie »*.

Tout au plus la banque avait-elle pu se faire communiquer l'état du patrimoine personnel du ministre, qui mentionnait ses deux résidences parisiennes, sa propriété en Gironde et un appartement à Chamonix, dont la valeur totale était estimée à quelque 20 millions de francs. Une note interne au Crédit lyonnais, datée du 24 octobre 1991, relevait qu'il s'agissait d'*« un dossier échappant à toute analyse technique traditionnelle »*... M. Dumas avait assuré à ses banquiers qu'il rembourserait le découvert *« par la vente d'une œuvre d'art »*, en l'occurrence une statue de Giacometti, sculpteur dont il est l'exécuteur testamentaire. Mais, après l'achat de l'appartement, a précisé le directeur de l'agence, *« la ligne a tardé à être remboursée, et nous avons dû renouveler une fois l'autorisation. C'est à partir de ce moment-là que les versements en espèces ont commencé. »*

« J'ai fait mon devoir en signalant à la direction centrale les mouvements très nombreux, pour de très forts montants en espèces, qui affectaient le compte de Roland Dumas », a-t-il poursuivi. Saisie par la police dans les archives de l'agence, une série de rapports internes montre que le ministre avait demandé une prolongation de son découvert jusqu'à la fin du mois de mars 1992 – *« le bronze n'ayant pu être vendu »* –, puis qu'au mois de juin suivant, le compte présentait *« encore une position débitrice de 243 968 francs »*. Le signataire de la note attirait l'attention de la hiérarchie de la banque publique sur *« la manière dont s'est régularisé le compte de M. Dumas (nombreux versements en espèces) »*.

Hervé Gattegno

« Tout est clair », assure l'ancien ministre

« Tout sera expliqué », a déclaré au _Monde_ Roland Dumas, vendredi soir 12 juin. Le matin même, le président du Conseil constitutionnel avait été interrogé pour la deuxième fois par les juges Joly et Vichnievsky. Alors que sa première audition avait été consacrée à ses relations avec le groupe Elf et avec Christine Deviers-Joncour (_Le Monde_ du 6 juin), celle-ci a été en partie consacrée aux comptes bancaires de M. Dumas. _« J'ai indiqué avec force que je n'avais reçu aucune somme d'argent, de quelque montant que ce soit, provenant directement ou indirectement d'Elf, ni de Mme Deviers-Joncour, ni de M. Sirven_ [ancien directeur d'Elf, aujourd'hui en fuite], _ni de M. Le Floch-Prigent_ [ancien président d'Elf]. »

M. Dumas nous a confié qu'il pouvait avoir _« quelques difficultés »_ à se souvenir avec précision de tous les mouvements sur lesquels il doit être interrogé, mais s'est déclaré confiant. _« Tout est clair »_, a-t-il affirmé, sans vouloir donner plus de précision.

Le Conseil constitutionnel s'efforce de fonctionner « comme si de rien n'était »

RAREMENT depuis sa création, le Conseil constitutionnel aura mieux mérité qu'aujourd'hui le qualificatif d'assemblée de « sages ». Qu'ils le veuillent ou non, en effet, les gardiens de la Constitution vivent et travaillent, désormais, au rythme des démêlés judiciaires de leur président, Roland Dumas. Mais ils mettent un point d'honneur à faire *« comme si de rien n'était »*, selon l'expression qui revient dans la bouche de plusieurs d'entre eux. La formule dit assez, pourtant, le malaise des uns, la désolation des autres et l'inquiétude de tous sur les dégâts que provoque, depuis plusieurs mois, « l'affaire Dumas ». Si l'autorité des décisions du Conseil n'est pas en cause, la dignité de l'institution, en revanche, est en jeu.

Comment pourrait-il en être autrement quand l'assemblée de la rue de Montpensier, à Paris, est suspendue, pour l'organisation même de ses travaux, aux rebondissements de l'enquête conduite par les deux juges parisiennes, Eva Joly et Laurence Vichnievsky, sur les liens qu'elles soupçonnent entre M. Dumas, alors ministre des affaires étrangères, et la tentative d'escroquerie réalisée, au début des années 90, au préjudice du groupe Thomson lors de la vente de frégates à Taïwan ? Déjà, le 27 janvier, en perquisitionnant le domicile et le cabinet d'avocat de Roland Dumas, les deux juges avaient bousculé le calendrier de travail du Conseil constitutionnel, qui achevait alors l'examen du contentieux des élections législatives de 1997.

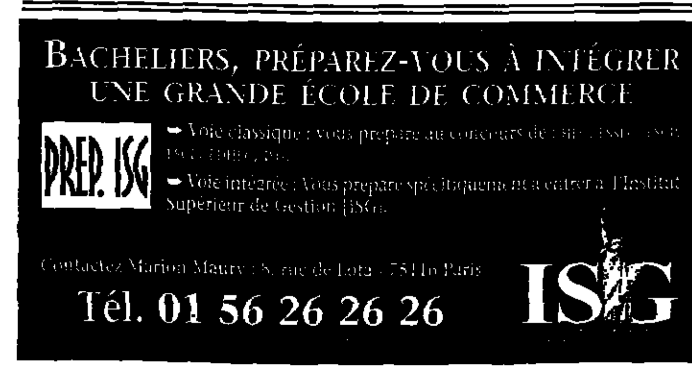
DOUBLE CALENDRIER

Depuis, le Conseil s'est adapté, *« comme si de rien n'était »*, à un double calendrier. D'un côté, celui des recours dont il est saisi, au rythme des travaux du Parlement. De l'autre, celui de son président. L'intervention chirurgicale que ce dernier avait dû subir au mois de mars l'a écarté de Paris pendant plusieurs semaines. Et sa convalescence lui a évité de subir de plein fouet le choc de sa mise en examen pour *« recel et complicité d'abus de biens sociaux »* et de sa mise sous contrôle judiciaire, le 29 avril. Le Conseil avait alors siégé, comme le prévoit la loi organique, sous la présidence de son doyen d'âge, l'ancien sénateur RPR de Dordogne, Yves Guéna.

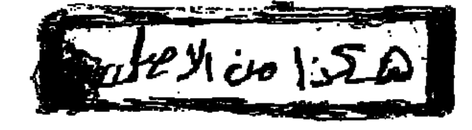
Depuis un mois, Roland Dumas a retrouvé son fauteuil de président. *« Le Conseil fonctionne normalement »*, confie, peu disert, l'un des juges constitutionnels. *« Pendant son absence, comme depuis son retour, nous avons continué à travailler dans les mêmes conditions, sans nous préoccuper de la situation de notre président ou de ce que nous en apprenions dans la presse »*, ajoute un autre. Cette placidité affichée est soumise à rude épreuve. Le 20 mai, Roland Dumas siégeait lors de la séance consacrée à l'examen du recours contre le projet de loi sur le droit de vote aux élections municipales des citoyens de l'Union européenne résidant en France. Deux jours plus tard, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris rejetait le recours formé par ses avocats contre le contrôle judiciaire auquel il est soumis. Le 2 juin, sous sa présidence, le Conseil consacrait une longue séance de travail à son traditionnel rapport de synthèse sur le contentieux électoral de 1997. Le lendemain, il était entendu pendant six heures par les juges sur ses relations avec Elf. Mercredi 10 juin, Roland Dumas a présidé, durant toute la journée, la séance du Conseil consacrée à l'examen du recours contre le projet de loi sur la réduction du temps de travail. Le 12, il a été interrogé pendant trois heures par les juges d'instruction sur les mouvements en espèces constatés sur ses comptes bancaires.

La semaine prochaine, le Conseil constitutionnel reçoit son homologue d'Afrique du Sud. En juillet, il doit accueillir les membres de la Cour suprême américaine. Combien de temps encore les membres du Conseil et leur président pourront-ils faire *« comme si de rien n'était »* ? *« Nous n'ignorons pas la façon dont on dit, à l'extérieur, que ça nuit à l'image du Conseil. Mais, on n'y peut rien »*, lâche l'un d'entre eux. *« Chacun pense ce qu'il veut de cette situation, en conscience »*, reconnaît un autre, avant d'ajouter : *« Le Conseil défend la présomption d'innocence comme un droit fondamental. Il serait tout de même paradoxal qu'il n'applique pas ce principe à son propre président. »* Et d'écarter, écœuré, l'idée que la situation de plus en plus acrobatique de Roland Dumas puisse faire naître quelque ambition chez ses successeurs éventuels. Ce seul soupçon, de toute façon, interdit tout commentaire. *« Le conseil est le dernier lieu où on parle de l'affaire Dumas »*, assurent plusieurs conseillers. *« Il ne serait ni concevable, ni convenable que nous commencions à chuchoter »*, conclut l'un d'entre eux. Ni concevable, ni convenable : la formule ne s'applique-t-elle pas, en réalité, à la situation du président du Conseil constitutionnel ?

Gérard Courtois







هكذا من الأصل

Pour l'UNAF, les décisions de M. Jospin ont « redonné du sens à la famille »

Le RPR dénonce une pénalisation fiscale accrue

« IL FAUT vous habituer à avoir un gouvernement qui entend », « la fermeté ce n'est pas l'autisme », « la conviction, ce n'est pas forcément ne jamais changer ». C'est avec ces quelques formules que le premier ministre a tiré le bilan de la Conférence nationale sur la famille, vendredi 12 juin, à Matignon. Les réactions des participants ne l'ont pas démenti. Ainsi, Hubert Brin, le président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), a estimé que Lionel Jospin avait, avec cette conférence et les mesures annoncées, *« redonné du sens à la famille et, ce faisant, à la politique familiale ».*

En abandonnant la mise sous condition de ressources des allocations familiales – mesure prise en 1997 et fortement contestée – et en annonçant une réforme du quotient familial, le gouvernement avait déminé la conférence (*Le Monde* du 12 juin). La plupart de ses interlocuteurs lui en ont su gré. La Confédération syndicale des familles (CSF) a évoqué *« une preuve de lucidité et de courage ».* Pour Marc Vilbenoît, président de la CFE-CGC, la mise sous condition de ressources des allocations familiales était une *« faute » : « Le gouvernement le reconnaît et y met un terme, c'est suffisamment rare pour être salué. »* Seule l'association conservatrice Familles de France a refusé de participer à une table ronde qui, a expliqué son président Jacques Bichot, dans les couloirs de Matignon, *« tourne à l'autoglorification du gouvernement ».*

Les associations attendent maintenant le gouvernement sur *« d'autres dossiers de fond ».* M. Brin a cité *« la pérennisation du financement de la branche famille », « la simplification et l'évolution des prestations familiales »* et *« la fiscalité, qui appelle une approche plus complète et partagée de la faculté contributive des familles ».* Il a appelé à *« faire progresser, dans l'année qui vient »,* la question de l'aide aux jeunes, pour *« assurer à chacun la continuité de ses droits »* en cas de formation, de stage ou de recherche d'emploi.

« LIGNE DE SOLIDARITÉ »

Le Parti socialiste, par les voix de François Hollande, son premier secrétaire, et de Marisol Touraine, secrétaire nationale chargée de la solidarité, ont salué, dans un communiqué, *« les engagements pris par le premier ministre »,* qui *« confirment la ligne de solidarité voulue par le PS ». « En revanche,* soulignent-ils, *le PS regrette que le versement d'une allocation familiale dès le premier enfant n'ait pas été retenu et que le plafonnement de l'APJE* [allocation pour jeune enfant] *n'ait pas été relevé significativement. »*

A droite, Renaud Dutreil, député (DL, Aisne), a estimé, dans un communiqué, que *« la montagne Jospin a accouché d'une souris ».* Selon lui, le premier ministre *« n'est pas parvenu à redéfinir (...) les objectifs d'une politique familiale moderne ».* Le RPR a porté un *« jugement sans appel »* sur la conférence : *« Beaucoup de bruit pour rien ».* Pour le parti présidé par Philippe Séguin, la substitution de l'abaissement du plafond du quotient familial à la mise sous condition de ressources des allocations familiales *« augmente d'un même montant l'impôt sur le revenu demandé aux familles ». « Plus de 670 000 familles verront ainsi leur impôt augmenter »,* estime le RPR.

Bruno Caussé

Le Conseil d'Etat pourrait ordonner la démission du président du conseil général des Bouches-du-Rhône

François Bernardini (PS) a épuisé toutes les voies de recours juridique

Le commissaire du gouvernement propose que la juridiction administrative d'appel confirme *deux décisions condamnant François Bernardini,* président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône et conseiller municipal d'Istres, *à démissionner de ses mandats. Inéligible de*puis avril 1997, M. Bernardini a épuisé toutes les voies de recours juridique possibles pour échap*per à cette condamnation.*

DÉCLARÉ comptable de fait depuis le 20 avril 1995, François Bernardini, aujourd'hui président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, conseiller municipal d'Istres et député européen, va-t-il abandonner ses mandats locaux ? Le Conseil d'Etat, qui examinait deux requêtes de l'élu, vendredi 12 juin, pourrait l'ordonner, s'il suit les conclusions présentées par son commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Laurent Touvet.

En avril 1995, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur déclare M. Bernardini comptable de fait pour avoir géré les deniers d'une association, Istres Promo, dont il était l'un des dirigeants alors qu'il avait aussi la qualité d'ordonnateur, puisqu'il était premier adjoint au maire d'Istres. Les magistrats financiers constatent d'ailleurs que l'activité de cette association, entièrement subventionnée par la commune, est très éloignée de son objet.

M. Bernardini fait appel auprès de la Cour des comptes, qui, en mai 1995, lui accorde un sursis à exécution, afin qu'il puisse se présenter aux élections municipales. Les magistrats de la rue Cambon confirment l'avis de leurs collègues du sud en juillet 1996, et M. Bernardini devient inéligible en avril 1997, faute d'avoir obtenu un quitus. Il doit donc être démis d'office de ses mandats de conseiller municipal et de conseiller général, comme le prévoit le code électoral.

Lorsqu'un mandat de conseiller municipal est en jeu, c'est le préfet qui intervient. Jean-Paul Proust, préfet de la région Paca, prononce un arrêté de démission d'office en juillet 1997. M. Bernardini a contesté cet arrêté devant le tribunal administratif de Marseille. Débouté en septembre 1997, il a fait appel devant le Conseil d'Etat. Le commissaire du gouvernement vient de proposer que l'arrêté du préfet devienne exécutoire.

Lorsqu'un mandat de conseiller général est en jeu, c'est l'assemblée départementale, et non le préfet, qui prononce la démission d'office, en vertu d'une loi de 1871 sur l'organisation des départements, jamais modifiée. Le commissaire du gouvernement l'a regretté : il a noté que la solidarité politique l'emporte souvent sur l'application de la loi, comme l'avaient déjà montré les résistances du conseil général des Alpes-Maritimes à prononcer la démission de Michel Falicon, élu proche de Jacques Médecin.

SOUS PEINE D'ASTREINTE

Un élu d'opposition d'Istres, Claude Virion, a demandé au président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Lucien Weygand (PS), en juin 1997, qu'il prononce la démission d'office de M. Bernardini, alors vice-président de l'institution départementale. M. Weygand n'a pas donné suite à la demande de l'élu.

M. Virion a contesté le refus de M. Weygand devant le tribunal administratif de Marseille. Celui-ci a enjoint le président du conseil général d'inviter son assemblée délibérante à se prononcer sur la demande de démission de M. Bernardini dans un délai de deux mois, sous peine d'une astreinte de 900 francs par jour. Le conseil général ainsi que M. Bernardini ont fait appel devant le Conseil d'Etat, ce qui a suspendu la procédure. M. Bernardini a ainsi pu être légalement élu président du conseil général, au lendemain des cantonales de mars.

Le commissaire du gouvernement vient de proposer de confirmer le jugement de première instance, et de porter l'astreinte à 2 000 francs par jour au terme d'un délai d'un mois. L'assemblée pourra être saisie par... son président lui-même, par la commission permanente ou par le tiers de ses membres. Compte tenu de la composition politique du conseil général, il n'est pas sûr qu'un tiers des élus se décide à engager cette procédure. Dans ce cas, le préfet devrait saisir à nouveau le juge administratif, pour demander la démission d'office. Après avoir épuisé toutes les voies de recours juridique, M. Bernardini pourrait obtenir un nouveau sursis.

Rafaële Rivais

Strasbourg s'associe aux cérémonies d'Oradour-sur-Glane

POUR LA PREMIÈRE FOIS, Strasbourg s'est joint, mercredi 10 juin, à la commémoration du massacre d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne). Une délégation officielle de la ville est venue à cette 54e commémoration, afin de réconcilier le village avec l'Alsace. Selon le maire (PS) de Strasbourg, Roland Ries, présent à Oradour et qui a évoqué *« un symbole très fort, un premier pas officiel », « les temps sont venus non pas d'oublier, mais de garder la mémoire et de dépasser ce qui s'est passé ». « C'est extrêmement important pour l'Alsace et le Limousin,* a affirmé le maire d'Oradour, Raymond Frugier, *nous venons d'entamer un véritable processus de réconciliation. »*
Le 10 juin 1944, 648 habitants d'Oradour-sur-Glane, dont 207 enfants, avaient été massacrés par la division SS Das Reich, qui comptait dans ses rangs quatorze Alsaciens, dont treize « malgré-nous », surnom donné aux Lorrains et aux Alsaciens enrôlés de force dans l'armée allemande durant la seconde guerre mondiale.

La cote du premier ministre en forte hausse dans les sondages

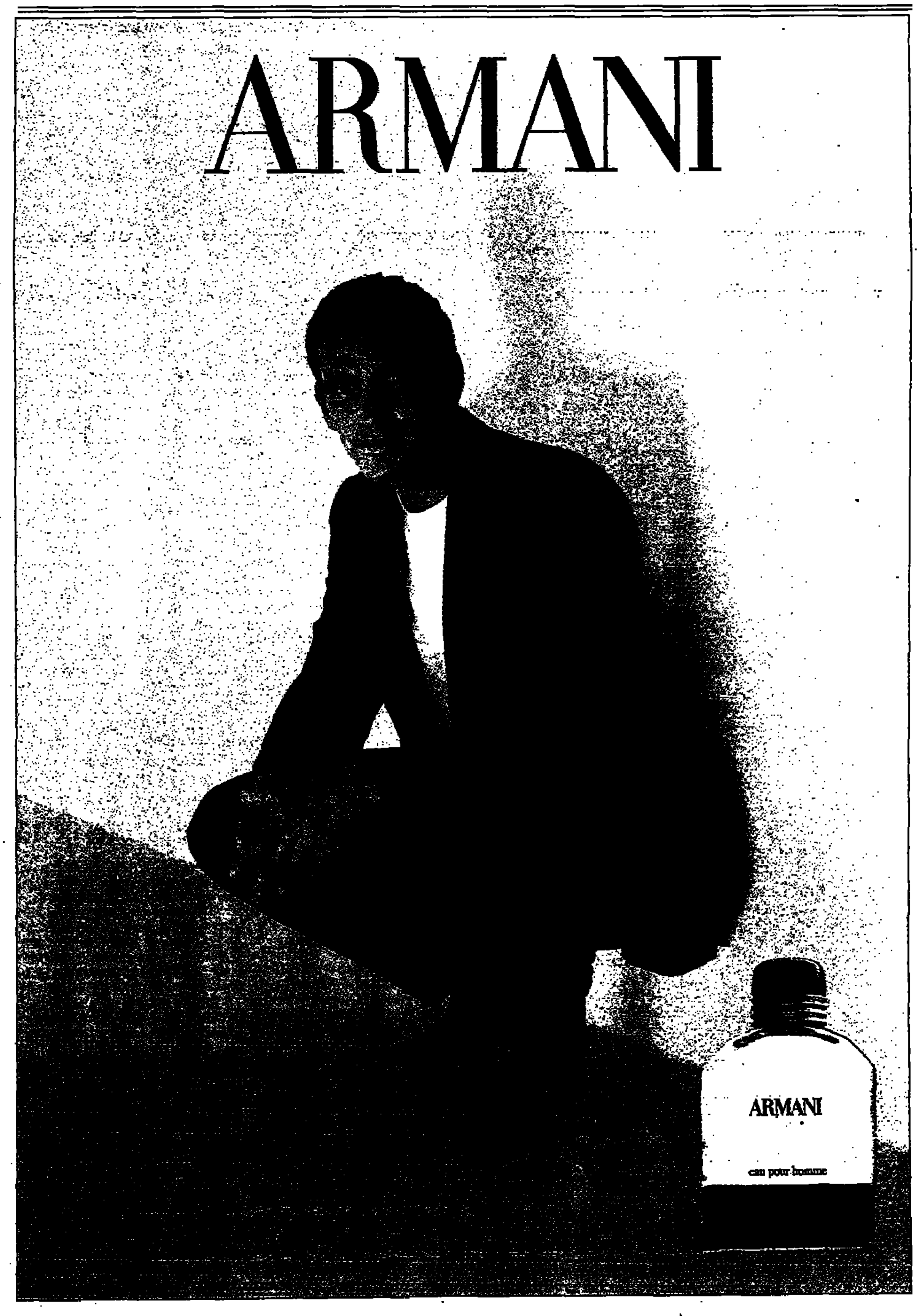
DEUX NOUVEAUX SONDAGES confirment la cote de confiance très élevée dont bénéficie le premier ministre. Selon une enquête de Louis-Harris réalisée auprès d'un échantillon de 1 006 personnes les 5 et 6 juin et publiée par *Valeurs actuelles* (daté 13 juin), deux Français sur trois (65 %, en hausse de 8 points en un mois) ont une bonne opinion de l'action de M. Jospin, contre 28 % d'avis contraires. Selon une autre enquête, réalisée par Ipsos auprès d'un échantillon de 943 personnes, les 5 et 6 juin, et publiée par *Le Point* (daté 15 juin), 60 % des personnes interrogées portent un jugement favorable sur M. Jospin (en hausse de 4 points), contre 34 % qui ont un jugement négatif.
La situation du président de la République est plus contrastée. Selon Louis-Harris, il progresse de 9 points en un mois, avec 58 % de bonnes opinions, contre 34 % de mauvaises. Selon Ipsos, Jacques Chirac recueille 53 % d'opinions positives (en baisse de 1 point) contre 40 % d'avis négatif.

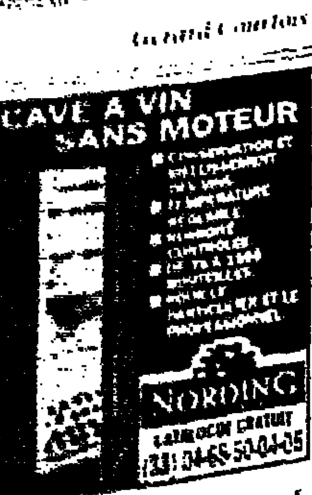
DÉPÊCHES

■ **MODERNISATION : Jacques Chirac a reçu à l'Elysée, vendredi** 12 juin, dans le cadre de ses consultations sur la modernisation de la vie politique, la philosophe Blandine Kriegel, Pierre Rosanvallon, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), ainsi que les sociologues Michel Maffesoli et Patrick Degrave.

■ **OPPOSITION : Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-DL) de Marseille, estime** que Lionel Jospin *« ne se débrouille pas si mal que ça, même s'il bénéficie d'un bon concours de circonstances ».* M. Gaudin a reconnu, vendredi 12 juin sur France-Inter, que *« de temps à autre, Jospin a le courage de dire : "je me suis planté" »* et que *« c'est la repentance »* qui *« peut plaire aux Français ».*

■ **GRÈVE : les internes des hôpitaux de Paris ont voté, jeudi** 11 juin, la reprise d'une *« grève active »* des gardes de nuit à partir du 17 juin *« pour une durée illimitée ».* Cette décision fait suite aux propositions, jugées *« totalement inacceptables »,* du ministère de la santé.





ÉDUCATION L'épreuve de philosophie, qui marque traditionnellement le début des examens du baccalauréat, se déroulera lundi 15 juin en France métropolitaine. 533 300 candidats au baccalauréat général et technologique s'y présenteront. Les 101 659 candidats au baccalauréat professionnel sont convoqués le 17 juin. ● LE BACCALAURÉAT de cette année comporte une nouveauté : sur tout le territoire métropolitain les candidats plancheront désormais sur les mêmes épreuves. ● DEPUIS plus de vingt ans, les ministres de l'éducation nationale tentent en vain de réformer le baccalauréat, ce *« monument historique vieux de deux siècles »*, selon le mot de Jack Lang. ● UN PROJET de circulaire aux recteurs, actuellement soumis pour avis aux organisations syndicales, devrait garantir le réemploi de la plupart des maîtres-auxiliaires (MA) à la rentrée scolaire.

Le sujet national fait son retour à l'examen du baccalauréat

L'épreuve de philosophie, lundi 15 juin, marquera le début de l'édition 1998 de ce « passeport » pour l'enseignement supérieur. Les six cent mille inscrits plancheront sur les mêmes sujets afin de faire disparaître « tout risque d'inégalité entre les candidats »

RÉVISER le bac ou regarder la Coupe du monde de football ? Chaque candidat a résolu le dilemme comme il a pu. Mais, match ou pas, lundi 15 juin, les 533 300 candidats au baccalauréat général et technologique de la session 1998 doivent se présenter à l'épreuve de philosophie, qui marque traditionnellement le début de l'examen. Les 101 659 candidats au baccalauréat professionnel auront, quant à eux, deux jours de répit, leurs épreuves écrites commençant le 17 juin.

Passeport pour l'enseignement supérieur autant que rite symbolique, le baccalauréat connaît cette année quelques aménagements. La régionalisation des sujets a vécu : sur tout le territoire métropolitain et pour chaque discipline, les candidats plancheront désormais sur les mêmes épreuves. En 1997, la France n'était déjà plus divisée qu'en deux groupements académiques, au lieu de quatre les années précédentes. Imaginé au milieu des années 60 pour faire face aux difficultés d'organisation provoquées par l'afflux croissant de candidats, le découpage régional n'a, semble-t-il, plus lieu d'être dans une machinerie bien rodée.

« Le changement n'est pas si important, c'est plutôt une évolution, souligne le directeur des enseignements scolaires, Bernard Toulemonde. *Le ministre l'a voulu pour faire disparaître tout risque d'inégalité entre les candidats. »* Les commissions d'harmonisation n'auront donc plus à se soucier du désavantage qu'auraient pu connaître les lycéens d'un groupement d'académies où un sujet plus difficile qu'ailleurs aurait été donné. Elles gardent néanmoins leur rôle habituel d'équilibrage entre les différents jurys.

DAVANTAGE DE CHOIX

Le retour à des sujets nationaux présente aussi l'avantage de mobiliser moins d'enseignants pour élaborer les épreuves, fait valoir le ministère. Une manière comme une autre de réduire l'*« absentéisme »* dénoncé par Claude Allègre. De plus, l'inspection générale *« focalise son attention »* sur un plus petit nombre de sujets, diminuant ainsi le risque d'erreur, argumente encore M. Toulemonde.

Le souvenir de l'année 1995 est encore cuisant : un texte de Jean-Jacques Rousseau avait été attribué à Sigmund Freud et dans un autre énoncé, le mot « système » s'était substitué au mot « mystère », provoquant chez les élèves des interprétations parfois cocasses. Une « bavure » beaucoup plus grave avait eu lieu la même année : 21 728 candidats d'Ile-de-France avaient dû recommencer leur épreuve principale, en raison de la fuite d'un sujet dans un centre d'examen parisien. C'est là que le bât pourrait blesser. Avec un seul sujet national, un semblable incident obligerait tous les lycéens de France métropolitaine à refaire leur copie. Le directeur de l'enseignement scolaire assure cependant que les précautions ont été prises pour assurer une sécurité maximale au bac 1998, en matière de confection, de transport ou de distribution des sujets.

D'autres changements caractérisent le bac 1998 : les candidats ne peuvent présenter que deux épreuves facultatives au lieu de trois. Le ministère a décidé de *« responsabiliser »* les lycéens, en limitant le nombre de ces options *« sans risques »*, puisque seuls les points au-dessus de la moyenne sont comptabilisés. Lourde à organiser, la troisième option n'était choisie que par 1 % des candidats. Ceux-ci auront pourtant davantage de choix : une nouvelle épreuve d'informatique, évaluée sous forme d'un contrôle en cours de formation – et ce n'est pas sa moindre nouveauté – est désormais proposée aux candidats.

Enfin, l'épreuve de sciences économiques et sociales est *« clarifiée »*, puisque les candidats qui ont choisi cet enseignement en *« spécialité »* bénéficieront d'une heure supplémentaire pour traiter, au-delà des quatre heures communes, un exercice affecté d'un coefficient 2. Au total, les aménagements proposés, s'ils restent modestes, simplifient l'examen et introduisent une épreuve passée en cours de formation. Ce qui n'est pas si mal dans le temps imparti à la nouvelle équipe, arrivée il y a un an rue de Grenelle.

L'EXCELLENCE MATHÉMATIQUE

Les flux de candidats engagés dans les différentes filières sont autrement préoccupants. On constate une baisse de près de 7 % dans la série littéraire, alors que la réforme des lycées, terminée en 1995, avait précisément pour objectif de lui redonner du lustre. Avec ses filières resserrées affichant clairement leur identité, la nouvelle organisation du lycée voulait éviter la fuite des bons élèves littéraires chez les scientifiques et casser ainsi l'impérialisme de l'excellence mathématique, si caractéristique de l'enseignement français. La baisse continue, depuis quatre ans, des effectifs de la série littéraire augure plutôt d'un échec. *« Rendre leur attrait à de vraies filières, c'était l'objectif de la réforme des lycées. Le succès n'est pas évident, il va falloir regarder cela de près »*, admet le directeur de l'enseignement scolaire.

N'est-il pas temps, en effet, de se pencher sur le bilan d'une réforme tout juste achevée, avant d'en lancer une autre, sur la base d'une consultation dont les résultats commencent à être contestés ici ou là ? N'était-il pas du devoir du ministère d'évaluer l'existant, avant de demander leur avis à des millions d'élèves, qui ne peuvent produire que des réponses éminemment contrastées et attendues ? S'il est trop tard pour inverser les facteurs, il est sans doute encore temps de procéder à un examen attentif des flux d'élèves.

On compte cette année 91 370 candidats de plus en série sciences et techniques tertiaires – la principale filière de l'enseignement technique –, soit plus de 4 % d'augmentation. Y aura-t-il des débouchés pour tous ces élèves, principalement des filles ? Cette filière ne s'est-elle pas gonflée en raison d'une orientation par l'échec des lycéens de sciences économiques ? Autant de questions largement aussi intéressantes que les demandes de cours de bricolage ou de jardinage par les lycéens... Sans oublier la chute inquiétante du nombre de bacheliers scientifiques qui entrent à l'université.

Béatrice Gurrey

Un examen de plus en plus accessible

ACCÈS DES JEUNES DE 20 ET 21 ANS AU NIVEAU DU BAC SELON LE MILIEU SOCIAL, en %

0 – 10 – 20 – 30 – 40 – 50 – 60 – 70 – 80 – 90

1984 – 1987 – 1990 – 1993 – 1996

CHEFS D'ENTREPRISE, CADRES, ENSEIGNANTS OU PROF. INTERM.
AGRICULTEURS, ARTISANS, COMMERÇANTS, EMPLOYÉS
OUVRIERS

PROGRESSION DE LA PROPORTION DES BACHELIERS DE 1975 À 1997, en points

Paris

MOYENNE MÉTROPOLE : + 37,3 POINTS
MOINS DE 33 POINTS
DE 33 À 37 POINTS
DE 37 À 41 POINTS
PLUS DE 41 POINTS

Source : Insee, MEN

635 054 inscrits

● **Candidats.** 635 054 lycéens sont inscrits au baccalauréat 1998, soit 1,1 % de plus qu'en 1997. Les candidats libres représentent 4,6 % de l'effectif total. Cinq candidats sont âgés de quinze ans, une candidate de l'académie de Clermont-Ferrand a soixante-dix-huit ans.

● **Filières.** Le baccalauréat général continue pour la quatrième année consécutive à perdre des élèves (– 0,82 %). Le baccalauréat technologique en gagne (+ 3,22 %), comme le baccalauréat professionnel (+ 4,84 %). Ces trois secteurs représentent respectivement 56 %, 28 % et 16 % des candidats. Les séries économique et sociale et littéraire du baccalauréat général comptent moins de candidats qu'en 1997, contrairement à la série S (+2,4 %). Le baccalauréat professionnel, dont les effectifs augmentent régulièrement depuis sa création en 1988, fêtera cette année son 500 000e bachelier.

● **Coût moyen national par candidat.** Baccalauréat général : 244 francs ; baccalauréat technologique : 465 francs ; baccalauréat professionnel : 418 francs.

Les bouleversements toujours repoussés d'un « monument historique »

EST-CE parce qu'il s'agit de l'examen *« le plus compliqué du monde »* que le baccalauréat semble irréformable ? Depuis plus de vingt ans, les ministres de l'éducation nationale et leurs experts s'y sont tous essayés sans succès. L'allègement des épreuves, l'instauration du contrôle continu, la restitution d'un « vrai » troisième trimestre font davantage figure de serpents de mer que de réformes avérées. Après des années de constats répétés et de tentatives avortées, ce *« monument historique »*, comme l'appelait Jack Lang en 1992, n'a subi que des ravalements de façade.

En 1975, René Haby voulait rétablir le bac en deux parties – supprimé six ans plus tôt – en privilégiant les connaissances générales en fin de première et les options à l'issue de la terminale. Il s'agissait déjà, à l'époque, de retarder le choix d'orientation et de limiter la suprématie des mathématiques. Mais pour éviter de *« provoquer un ouragan »* syndical, Christian Beullac renonçait à cette réforme en 1979.

Alain Savary, lui, n'avait pas le temps d'examiner les propositions du rapport d'Antoine Prost consacré aux *« lycées et leurs études au seuil du XXIe siècle »* qui suggérait, en 1983, de simplifier et de diversifier un baccalauréat *« trop lourd et mal adapté »*. Emporté dans le tourbillon de la querelle scolaire, il ne donnait pas de suite à ces recommandations.

En 1985, le slogan de Jean-Pierre Chevènement – *« 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac d'ici à l'an 2000 »* – semblait porter en lui un bouleversement de l'examen mais la création du bac professionnel n'apportait qu'un début de réponse. Reprenant les recommandations du rapport Prost, M. Monory revenait à la charge en 1986 et imaginait d'introduire un contrôle continu et de régionaliser certaines épreuves. La bourrasque étudiante de l'automne 1986 faisait cependant oublier son projet.

UNE ORGANISATION QUI FRISE L'« EXPLOIT »

En 1989, la commission de Pierre Bourdieu et François Gros mise en place par Lionel Jospin puis, en 1990, le Conseil national des programmes (CNP) préconisaient une part de contrôle en cours de formation. Mais le CNP avertissait alors que *« le caractère national du bac est plus que symbolique »*. *« Si des évolutions sont nécessaires, elles doivent être prudentes »* poursuivait-il.

A peine installée, Edith Cresson, premier ministre, relançait en 1991 le débat en s'appuyant sur le mécontentement provoqué, comme chaque année, par la désorganisation du troisième trimestre dont le bac est en partie responsable. Elle allait même jusqu'à demander l'instauration d'un contrôle continu sur la moitié des épreuves dès 1992. Quelques semaines plus tard, Lionel Jospin présentait cependant un plan de rénovation des lycées dans lequel... le bac restait tabou. Seule nouveauté : il était retardé de quinze jours afin que le fameux troisième trimestre ne soit pas réduit à la portion congrue.

« Pourquoi renoncer au bac, ce monument historique vieux de deux siècles que beaucoup nous envient ? », demandait Jack Lang en 1992 tout en reconnaissant que son organisation *« frise l'exploit »*. M. Lang réaffirmait le caractère national du bac et dotait toutes les disciplines dominantes de coefficients équivalents. En 1993, François Bayrou bouclait la réforme des lycées entamée par ses prédécesseurs : les vingt-cinq filières étaient ramenées à sept mais l'allègement des épreuves promis n'avait pas lieu.

Tout juste arrivé au ministère, Bernard Toulemonde, directeur de l'enseignement scolaire, vient d'édicter une *« règle absolue »* : en 1999 les collèges ne serviront plus de centres d'examens afin de préserver le troisième trimestre. Quant à Philippe Meirieu, dernier expert en date sollicité par Claude Allègre pour tenter de réformer le lycée et son examen final, il propose la création d'*« une épreuve sur dossier personnel interdisciplinaire »* en fin de première en ajoutant : *« Il convient de rechercher, par ailleurs, des modalités d'allègement du bac actuel »*. On ne peut pas dire que le débat ait beaucoup avancé.

Sandrine Blanchard

La plupart des maîtres-auxiliaires devraient être réemployés

CE FUT l'une des premières mesures décidées par Claude Allègre. En juillet 1997, un mois après sa prise de fonction, le ministre de l'éducation nationale annonçait, afin de *« résoudre un problème social aigu »*, le réemploi des maîtres-auxiliaires (MA) et l'arrêt de tout nouveau recrutement de non-titulaires. Après plusieurs manifestations et grèves de la faim, ces 27 500 « sans-grade » de l'enseignement, qui risquaient d'être sacrifiés en raison des restrictions budgétaires et de la fin de la crise du recrutement des enseignants, obtenaient une année de répit.

La remise en question de leur présence dans les établissements scolaires semble aujourd'hui écartée. Un projet de circulaire aux recteurs, actuellement soumis pour avis aux organisations syndicales, indique que *« tous les maîtres-auxiliaires qui ont été employés durant les années scolaires 1995-1996 et 1996-1997 et réemployés en 1997-1998, seront à nouveau recrutés pour la prochaine rentrée scolaire »*.

Comme en 1997, ils seront prioritairement affectés à des tâches de remplacement mais ils pourront également assurer des fonctions de surveillance. Ils travailleront dans leur zone académique de recrutement mais pourront, *« dans des aires géographiques raisonnables »*, être envoyés *« dans des académies limitrophes »*. *« Le refus de l'affectation proposée entraînera automatiquement la perte du bénéfice du réemploi »*.

INÉVITABLES AJUSTEMENTS

Bien que Claude Allègre ait précisé en 1997 que *« tout recours à de nouveaux maîtres-auxiliaires était exclu »*, environ deux mille – trois mille selon le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) – MA ou vacataires ont été recrutés à la rentrée par les rectorats pour faire face aux inévitables ajustements et pourvoir les postes vacants. *« L'appel à des vacataires doit être exceptionnel »*, précise le projet de circulaire qui ne dit rien de l'avenir des non-titulaires embauchés durant l'année scolaire 1997.

En attendant de régler *« la problématique du remplacement à partir des propositions du rapport Bloch »* (M. Daniel Bloch est président de la table ronde « Pas de classe sans enseignant » et recteur de Nantes), le ministère demande aux recteurs de *« ne plus recourir de manière systématique à de nouveaux recrutements »* et de gérer leurs besoins avec *« la panoplie complète de ressources de remplacement (personnels et heures supplémentaires) »* dont ils disposent.

Si le Syndicat des enseignants (SE – FEN) se félicite que le principe du réemploi soit réaffirmé, il considère que seule la déconcentration permettra *« d'obtenir une vraie estimation des besoins en personnel »*. Le SNES réclame *« une mise à plat »* du problème de l'auxiliariat et s'inquiète du devenir des derniers recrutés, notamment les vacataires. Quant au Collectif des non-titulaires, il réclame le réemploi de *« tous les précaires sur un poste correspondant à leur qualification »*.

S. Bl

هكذا من الأصل

La défense souligne l'immaturité des accusés dans le procès de l'assassinat de Yann Piat

Les jeunes de la « bande du Macama » sont âgés de vingt-trois à vingt-six ans

La cour d'assises du Var, présidée par Dominique Bréjoux, a entendu, vendredi 12 juin, les plaidoiries des avocats des accusés lors du procès de l'assassinat, en 1995, de la députée Yann Piat. Tous ont insisté sur l'immaturité affective et les carences paternelles des jeunes de la « bande du Macama », qui sont aujourd'hui âgés de vingt-trois à vingt-six ans. « Ce sont des enfants », répète la défense.

DRAGUIGNAN
de notre envoyé spécial

Il y a, depuis l'ouverture du procès des hommes soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat de Yann Piat, un étonnant décalage entre la gravité du crime et le comportement de ceux qui, exécutants ou complices, en sont accusés : des presque gamins, des jeunes adultes apparemment embarqués dans une spirale de violence entre *Orange mécanique* et les Dalton. Dans le box, agités et nerveux, ils se cherchent encore, chuchotent, parfois rougissent, sourient ou plongent, tête baissée, à l'abri des regards des jurés.

PROCÈS

« Ce sont des enfants », répète à l'envi la défense depuis que l'avocat général Pierre Cortès a livré ses réquisitions. Rivés à la personnalité et l'âge de leurs clients – certains, à quelques mois près, auraient été renvoyés devant une cour d'assises des mineurs –, les défenseurs ont choisi de faire de l'immaturité affective et des carences paternelles le terreau essentiel de leurs plaidoiries.

Au loin, donc, l'« affaire d'Etat », évanouie comme baudruche dans le vent. De passage à Draguignan, retenu à Aix par l'affaire Ibrahim Ali, Gilbert Collard, l'avocat d'Olivier Tomassone, accusé d'avoir effectué des repérages sur Yann Piat, a conseillé de replacer les thèses développées par le journaliste du *Canard Enchaîné*, André Rougeot, dans un contexte psychiatrique. *« Rougeot confond l'encrier avec l'entonnoir »*, a-t-il lancé. Quant à Philippe Vouland, l'avocat de Stéphane Chiarisoli, il relève avec acuité que dans cette affaire, *« tout le monde a pété les plombs »*, à commencer par son client. Plusieurs éléments peuvent en effet laisser penser qu'il s'est accusé à tort d'avoir fourni des conseils par sens de la camaraderie. Tout en requérant de dix à douze ans de réclusion criminelle, l'avocat général a d'ailleurs lui-même évoqué, dans son cas, la possibilité d'un acquittement.

Néanmoins, certains avocats ont évoqué l'idée que le projet criminel avait été *« manigancé plus haut que le box »*. Me Mattéi, l'avocat de Romain Gressler, accusé, lui aussi, d'avoir effectué des repérages, a joué avec éloquence sur les divergences de vues exposées à la barre entre les magistrats toulonnais au sujet de la marche de l'enquête. Sans grande démonstration, il concluait que *« cette affaire* [était] *un cimetière de certitudes »*. Mais sa critique du travail du juge d'instruction Thierry Rolland se heurtait à l'appréciation de l'un des défenseurs de Marco Di Caro, Jean-Louis Keita, qui louait *« l'humanité»* du magistrat instructeur.

« UN GROUPE CHALEUREUX »

Les défenseurs de Marco Di Caro, qui a toujours reconnu avoir piloté la moto le soir de l'assassinat, se montraient soucieux de préserver, en raison de sa *« franchise »* au cours de l'instruction, le net avantage accordé par l'avocat général à leur client : vingt ans de réclusion criminelle, et non la perpétuité. Me Keita, puis Me Jacques Vergès, ont rappelé, comme leurs confrères, l'importance du groupe, la force coercitive de *« la bande du Macama »*, la fragilité et l'instabilité de Marco Di Caro, un jeune aux tendances suicidaires qui se trouvait *« à la merci d'une rencontre »*. *« C'est Finale* [le patron du bar hyérois le Macama], *qui leur offre un groupe chaleureux, une alternative à leur souffrance et leurs galères »*, a observé Me Vergès, avant de rappeler les multiples mises en causes par son client de Joseph Sercia, le rival politique de Yann Piat, lors de l'instruction, entre l'automne 1994 et le printemps 1995.

Et l'avocat, qui précise *« ne pas croire à la thèse du seul commanditaire »*, d'élargir son propos au contexte politico-mafieux local, seul *« modèle de société»* renvoyé aux jeunes du Macama. *« Tout le monde sait que la classe politique était parfaitement corrompue (...). Marco Di Caro a pu penser qu'il agissait avec l'accord des hommes politiques (...). Ceux qui sont dans le box sont peut-être responsables. Mais responsables aussi sont ceux qui ont laissé faire. »*

Jean-Michel Dumay

Tragédie du Drac : la cour d'appel de Grenoble aggrave les peines

DANS L'AFFAIRE du Drac, la cour d'appel de Grenoble (Isère) a aggravé, vendredi 12 juin, la peine infligée à l'institutrice et a alourdi la condamnation de la ville de Grenoble. Six écoliers et une accompagnatrice avaient péri noyés, en décembre 1995, lors d'une sortie de classe, après un lâcher d'eau d'EDF. La cour, qui souligne *« la gravité des fautes commises »* par l'institutrice, notamment dans son *« impréparation de la sortie »*, la condamne à deux ans de prison avec sursis (contre dix-huit mois en première instance), et à 30 000 francs d'amende. La directrice de l'école, qui avait été relaxée en première instance, a été condamnée à dix-huit mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende.

Fustigeant le comportement *« peu soucieux des impératifs de sécurité »* du maire (RPR) de l'époque, Alain Carignon, les magistrats ont alourdi la condamnation de la ville de Grenoble, dont l'amende a été fixée à 500 000 francs au lieu de 100 000 francs d'amende en première instance. – *(Corresp).*

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : le maire de Chablis (Yonne), Georges Maingonat,** a été une nouvelle fois mis en examen pour viols et agressions sexuelles sur mineurs, faits commis en 1994. Il avait déjà été mis en examen le 30 janvier après que quatre jeunes garçons, qui avaient été ses élèves à l'école primaire Tacussel de Chablis, l'eurent accusé de viols commis durant les années 1989-1990.

■ **Un éleveur bordelais de bovins** et un membre du groupement de défense sanitaire du bétail de la Gironde – chargé d'en contrôler l'origine – ont été placés en détention provisoire, a-t-on appris vendredi 11 juin. Ils sont soupçonnés d'avoir utilisé de faux documents pour vendre une vache malade au prix d'un animal sain. Un éleveur du Médoc a également été placé sous contrôle judiciaire.

■ **MAFIA : un tueur présumé de la Camorra**, présenté comme un membre important de la mafia napolitaine, a été interpellé, jeudi 11 juin, à Saint-Raphaël (Var) en vertu d'un mandat d'arrêt international. Suspecté d'être l'exécuteur d'une dizaine de meurtres, il a été mis sous écrou extraditionnel à Draguignan.

■ **CORSE : le vaste renouvellement des responsables administratifs** sur l'île se poursuit. Paul Coulon, directeur de cabinet du préfet de Corse, a été nommé, par décret, au même poste auprès du préfet de la région Picardie. Alain Bonel, ancien directeur-adjoint à la direction de la comptabilité publique au ministère des Finances, remplace le trésorier-payeur général de Corse actuellement en fonction.

DC-10 d'UTA : six Libyens renvoyés devant la cour d'assises de Paris

PRÈS DE NEUF ANS après l'explosion en vol du DC-10 de la compagnie UTA assurant la liaison entre Brazzaville et Paris (170 morts, le 19 septembre 1989, au-dessus du Niger), la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé de renvoyer devant la cour d'assises spéciale de Paris les six anciens responsables ou agents des services secrets visés par les mandats d'arrêt internationaux lancés par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière. Si ces pièces ne sont pas exécutées, les six Libyens seront jugés par contumace pour *« assassinats ou complicité d'assassinats, en relation avec une entreprise terroriste »*, conformément aux réquisitions du ministère public.

Dès octobre 1991, le magistrat instructeur avait mis en cause l'Etat libyen en faisant diffuser quatre mandats d'arrêt contre des hommes présentés, par le contre-espionnage français, comme relevant des services secrets libyens. Il s'agissait d'Abdallah Senoussi, ancien numéro deux des services et beau-frère du colonel Khadafi, d'Abdallah Elazragh, conseiller du bureau populaire (ambassade) de la Jamahiriya à Brazzaville en 1989, ainsi que deux agents, Ibrahim Naeli et Musbah Arbas. En janvier 1997, deux mandats supplémentaires avaient été lancés contre Abdelsalem Issa Shibami et Abdelsalem Hamouda, respectivement responsable technique et membre opérationnel des mêmes services.

En 1992, les Nations unies avaient sanctionné la Libye, qui avait refusé de livrer à la justice française les suspects libyens mis en cause dans l'attentat du DC-10, mais aussi d'extrader les deux suspects de l'explosion de Lockerbie contre le Boeing 747 de la PanAm (270 morts, le 21 décembre 1988 au-dessus de l'Ecosse). L'année suivante, ces sanctions avaient été durcies. En 1996, la Libye avait semblé assouplir sa position : dans une lettre adressée au président Jacques Chirac, le 13 mars, le colonel Kadhafi avait accepté l'idée d'un procès par contumace et le juge Bruguière avait pu conduire des investigations en Libye. Les autorités libyennes lui avaient remis une valise d'un modèle identique à celle qui avait explosé dans l'avion, ainsi que divers documents tendant à accréditer la mort de l'homme présenté comme l'artificier du groupe terroriste, Musbah Arbas. Mais le juge avait ultérieurement eu la preuve matérielle que le dénommé Arbas était bel et bien vivant.

En mars 1997, la délégation française à l'ONU avait annoncé la tenue d'un procès par contumace pour les six Libyens poursuivis. En leur absence, leur jugement se limitera, après lecture de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises, et sans débat, à leur condamnation formelle à la peine maximale encourue.

Erich Inciyan

Sept policiers blessés au cours d'une interpellation à Versailles

SEPT policiers ont été blessés, vendredi 12 juin, par une cinquantaine de jeunes alors qu'ils tentaient de procéder à une interpellation dans le quartier sensible de Jussieu, à Versailles (Yvelines). Vers 16 h 30, deux îlotiers repèrent un jeune homme âgé de vingt-cinq ans soupçonné d'avoir, le 10 juin, volontairement renversé avec sa voiture un piéton.

Huit fonctionnaires vont se présenter à la porte de l'appartement où il vit avec sa famille. Une intervention particulièrement *« musclée »*, selon un témoin. *« Les policiers ont défoncé la porte de l'appartement et l'ont arrêté alors qu'il regardait tranquillement les matches de foot à la télé avec son grand-père. »* Plusieurs membres de sa famille s'interposent, dont sa soeur enceinte de quatre mois. Le jeune homme parvient à gagner l'extérieur du bâtiment, poursuivi par les policiers. Très vite, un attroupement se forme. D'une quinzaine au début des faits, les jeunes venus soutenir leur camarade se retrouvent une cinquantaine. Les objets pleuvent sur les policiers qui poussent à terre le jeune homme pour le menotter. Des coups de barres de fer suivent ; les vitres des deux véhicules de police volent en éclat, mais les fonctionnaires réussissent à faire monter le suspect dans l'une des voitures et partent en direction du commissariat. Cinq ambulances et cinq équipes de secours convergent vers cet endroit.

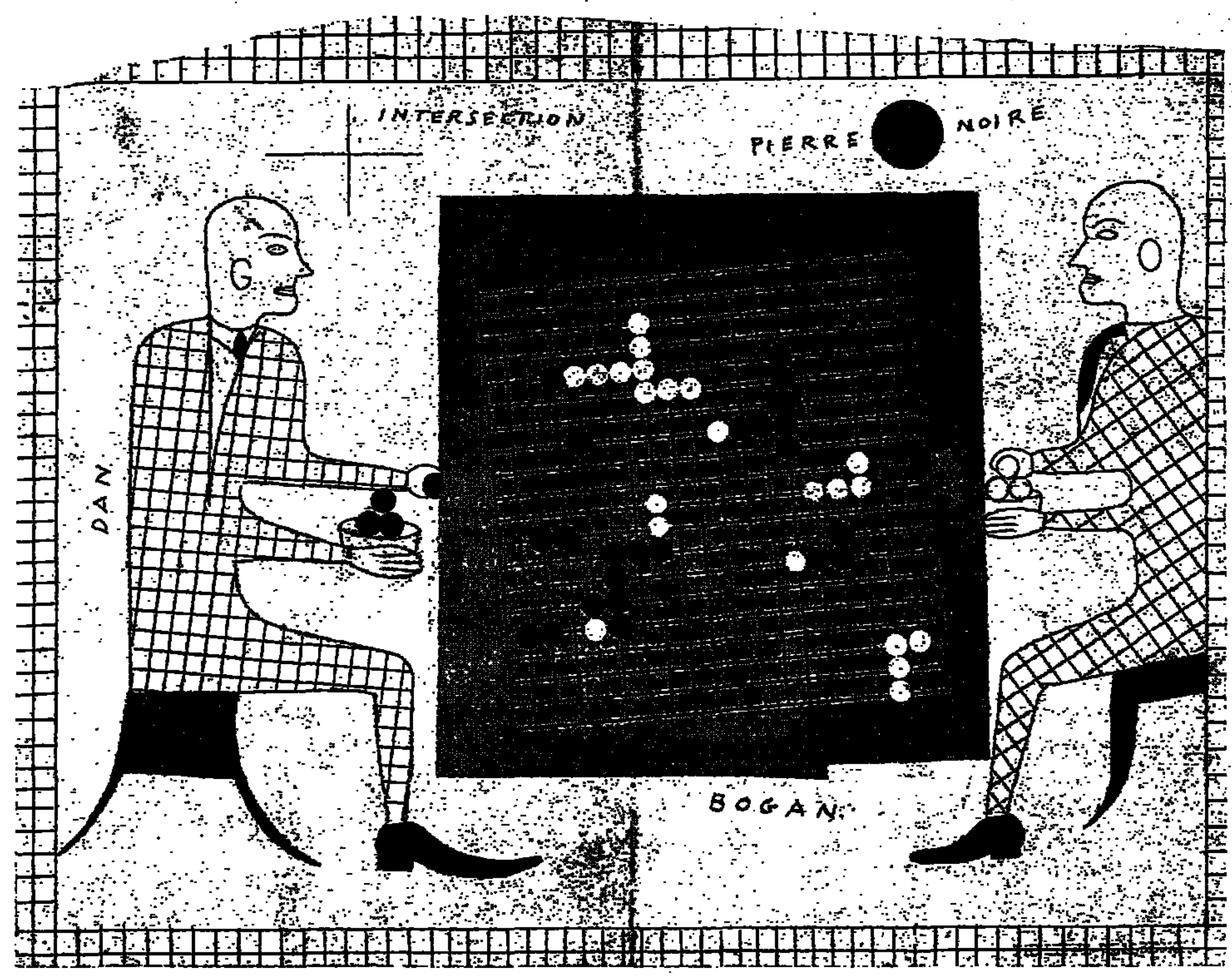
Craignant que les jeunes ne viennent en découdre jusqu'à l'hôtel de police pour faire libérer leur ami, la compagnie d'intervention appelée en renfort bloque les accès du commissariat. Les blessés, souffrant de contusions et d'hématomes, reçoivent les premiers soins dans la cour avant d'être transportés à l'hôpital André-Mignot du Chesnay.

Jean-Claude Pierrette

HORIZONS

ENQUÊTE

Le go, art martial de l'esprit



Si l'origine du jeu se perd dans la mythologie chinoise, les habitués du café Lescot, à Paris, connaissent les subtilités de ce damier semé de pions appelés pierres. Intuition, anticipation, batailles de territoires, poésie mathématique, le go a séduit bien des amateurs, comme les écrivains Georges Pérec et Jacques Roubaud. Encore confidentiel en France, il connaît un véritable essor dans toute l'Europe et sur Internet

DANS un café de la rue Pierre-Lescot, le Lescot, au cœur des Halles, au milieu des tables sur lesquelles des hommes et des femmes se penchent d'un air très concentré en poussant de grosses pastilles blanches ou noires, un vénérable Asiatique s'agite assez comiquement, en roulant des yeux comme dans les vieux films japonais, et en éructant à grand bruit : *« Attention ! Le go, c'est de l'opium ! Oui, de l'opium ! Il y a une accoutumance : à la fin, on ne pense plus qu'à ça ! »*

L'homme que tout le monde appelle maître Lim, avec un respect amusé pour son grand talent et ses dons de cabotin, sait de quoi il parle. C'est lui l'artisan du développement de ce jeu en France depuis trente ans. Et c'est avec indulgence qu'on le regarde tanguer entre les tables en semant la parole de Confucius : le go n'est pas bon pour les bonnes têtes. *« Mais pour les petites têtes, ça les occupe. Pendant qu'ils jouent, ils ne boivent pas, ne font pas de conneries. J'ai dit "petites têtes", pas "crétins". Donc, ici, je suis le contrôleur des petites têtes. »* Ce qu'avance maître Lim sur l'alcool, il est, hélas, le premier à le démentir, car il est tôt plongé dans la bière. Son jeu en souffre peut-être, mais l'homme reste drôle et les clients du Lescot sont des gens paisibles.

Pour autant que le go s'inspire du taoïsme et privilégie les intersections plutôt que les cases, on peut tracer son histoire récente en France comme l'intersection de deux lignes. Sur la première, on peut voir un éminent mathématicien, un des fondateurs de Bourbaki, Claude Chevalley, revenir d'un voyage au Japon avec la passion d'un jeu au moins deux fois millénaire, le go, et ne trouvant personne avec qui jouer à Paris. *« Il choisit d'installer une partie commencée, chez lui »*, raconte Jacques Roubaud, qui fut son élève, poète, écrivain, auteur entre autres de *La Belle Hortense* et du *Grand Incendie de Londres* et qui s'est intéressé à la poétique mathématique à cause du go. *« Et chaque fois qu'un étudiant passait à la maison et demandait de quoi il s'agissait, Chevalley le lui expliquait et lui communiquait le virus du jeu. »*

Parmi ces visiteurs, élèves et amis, il s'en trouve trois, Jacques Roubaud, Pierre Lusson et Georges Pérec, qui décident, une fois séduits par le jeu, de lancer le go en France. Ils se retirent trois semaines au moulin d'Andé – un haut lieu de rencontres culturelles – et rédigent un *Petit traité invitant à la découverte de l'art subtil du go*. Puis ils font la connaissance d'un amateur qui allait ouvrir un magasin-librairie de jeux rue de Médicis, à l'enseigne de L'Impensé radical. Ils s'y installent et y proposent des parties d'initiation au go aux visiteurs.

C'est là que l'on croise l'autre ligne, partie de Corée, celle-ci. Eugène Lim Yo Yun, né en 1934, après avoir étudié les langues (français, anglais, chinois, japonais, coréen) et travaillé un temps, selon son expression, comme *« prof' bidon »*, parce que, s'il écrit bien, il prononce fort mal les langues étrangères, se déclare dégoûté de la Corée et part en Malaisie pour aboutir plus tard en France, à Paris, juste après mai 68. Un jour, il passe devant L'Impensé radical et voit des jeunes normaliens jouer au go, assez maladroitement par rapport à ce qu'il connaît. Il entre, propose d'échanger des leçons de go contre des cours de français, et c'est ainsi que toute une génération de normaliens et de polytechniciens est formée par maître Lim, rue de Médicis d'abord, puis à Montparnasse, au café Le Trait d'union, et à présent au Lescot.

Pourquoi ces deux lignes se sont-elles croisées, ou plutôt qu'est-ce qui, chez ces jeunes et brillants esprits, s'est trouvé stimulé par le go ?

On ignore l'origine exacte du jeu. Elle se perd dans la mythologie historique chinoise. On dit qu'un empereur, quelque deux mille ans avant notre ère, aurait inventé ce jeu pour distraire son fils. On souligne ses liens avec le taoïsme, le confucianisme, le Yijing (philosophie des mutations du monde) et la stratégie de Sun Tse, qui vécut au VIe siècle avant Jésus-Christ. Le go est un art martial de l'esprit, qui fait partie des quatre arts royaux auxquels pouvaient s'adonner les empereurs chinois et japonais, avec la calligraphie, la peinture et la musique. Au IIe siècle après J-C, le jeu gagne la Corée, puis, au VIe siècle, le Japon, qui se passionne pour ces maîtres spirituels de l'Asie qu'étaient les Chinois. Les voyageurs japonais ramènent à la cour impériale l'écriture, les bonsaïs et le go. En les perfectionnant, comme toujours.

« Au go, chacun joue à son tour, où il veut.
La part d'intuition est énorme.
Ça ne peut pas être une machine froide,
tous les tempéraments peuvent s'y exprimer.
C'est très simple à apprendre,
très compliqué à creuser »

Bernard Dubois,
président de la Fédération française de go

Pour jouer au go, il faut un damier, le goban, sur lequel est tracée une grille de 19 lignes et 19 colonnes, soit 361 intersections. Les pions sont appelés pierres. Elles sont noires ou blanches. Généralement livrées par 180, leur nombre est en fait illimité. Le go se joue à deux. Noir commence en posant une pierre noire sur une intersection de la grille. Blanc fait de même et ainsi de suite. Les pierres ne sont jamais déplacées. Une pierre dispose d'autant de libertés que d'intersections libres autour d'elle. Quand les pierres adverses l'encerclent et qu'elle n'a plus de liberté, une pierre est prise et retirée du goban. Noir et Blanc se livrent ainsi une bataille de territoires, visant à se créer le plus grand domaine possible et à faire le plus grand nombre de prisonniers. Quand il n'y a plus rien à gagner pour les deux joueurs, la partie est finie et on fait le décompte des points, c'est-à-dire les intersections restées libres dans chaque camp. Cela dit en résumant fortement.

Pour se faire une idée grandiose de ce que fut le go dans un passé encore proche, avec tout son luxe de subtilités, ses caprices de divas, ses enjeux extraordinaires et ses péripéties splendides, il faut lire le roman de Yasunari Kawabata *Le Maître ou le tournoi de go*, qui reprend sous d'autres noms une des dernières parties célèbres d'un grand maître, en 1938, qui laissa ses dernières forces dans un tournoi de plusieurs mois et en mourut. Les deux partenaires exigent sans arrêt des conditions plus propices à leur inspiration, de meilleures chambres, l'éloignement d'un torrent, d'un bruit, autant de fantaisies qu'on retrouve chez les joueurs d'échecs et les cantatrices. Le jeune joueur représente la nouvelle manière du go, plus violente, plus directe, et le maître qui détient tout le savoir ancien se défend avec l'élégance d'un temps révolu. Il témoigne de l'époque où ce jeu et la philosophie, morale et politique, étaient en harmonie. Ce n'est plus le cas, indique avec nostalgie Kawabata. Aujourd'hui, une partie en club se joue en général en une heure pour chaque joueur, avec pendule.

DE fait, il existe désormais maintes fédérations de go dans le monde. Les joueurs sont classés selon leur adresse en divers *kyus*, qui sont un peu l'équivalent des ceintures au judo, après quoi ils passent au stade des dans, de premier dan jusqu'à neuvième dan ; au-delà, on est dans un flou que seul un tournoi peut trancher. Un joueur professionnel vit du go : par les leçons qu'il donne et par les tournois qu'il remporte, car ces derniers sont richement dotés. *« Actuellement*, indique Bernard Dubois, ancien directeur d'hôpital et président de la Fédération française de go, *les tournois au Japon sont sponsorisés par de grands journaux et la télévision. Un vainqueur de tournoi peut toucher 2 millions de francs. En France, c'est beaucoup plus confidentiel encore. Le championnat a lieu en août-septembre : 55 % des joueurs viennent de province, 45 % d'Ile-de-France. Le jeu se développe et des chaînes de grands magasins vendent en promotion des jeux de go. »*

Bernard Dubois a choisi pour maître un jeune homme de vingt-sept ans, Farid ben Malek, qui est sixième dan et professeur de go, et avait commencé par les échecs à l'âge de quatre ans. Puis il a fait connaissance avec le go, qui lui a semblé plus ouvert, et s'y est complètement adonné à partir de quinze ans. Tous les deux sont d'accord pour constater l'évidente supériorité du go sur les échecs. Les déboires de Kasparov devant l'ordinateur d'IBM *Deep Blue* sont éloquents : *« De très grands joueurs sont balayés par les machines*, explique Bernard Dubois. *L'avantage du go est que sa combinatoire est telle que les plus optimistes pensent qu'on ne pourra pas mettre au point un programme informatique sérieux pour le battre avant un siècle. Les échecs ont 64 cases. Le go a 361 intersections. Les pièces des échecs ont des fonctions bien précises. Au go, chacun joue à son tour, où il veut. La part d'intuition est énorme. Ça ne peut pas être une machine froide, tous les tempéraments peuvent s'y exprimer. C'est très simple à apprendre, très compliqué à creuser. »*

Dans les années qui ont suivi son introduction en Occident, le go a été magnifié par ses néophytes. On a voulu voir en lui une panacée philosophique, un traité d'art militaire. Le mathématicien américain Scott A. Boorman, l'auteur de *Go et Mao*, a développé la thèse d'un Mao Zedong utilisant les règles du go pour réussir sa Longue Marche. Bernard Dubois et Farid ben Malek sont sceptiques. Jacques Roubaud, lui, estime plus probable que les Japonais ont eu recours au go dans leur stratégie d'occupation des îles du Pacifique pendant la seconde guerre mondiale.

Quelle est la situation du go dans le monde, aujourd'hui ? Les joueurs les plus forts, et notamment Lee Chang Ho, le champion du monde, qui a vingt-deux ans, se trouvent en Corée, où la vogue bat son plein, d'autant que le go se démode au Japon, l'ennemi héréditaire. Donc, il est temps de battre les Japonais. Ceux-ci ont longtemps été les meilleurs et il est encore d'usage pour un homme d'affaires d'indiquer sur sa carte de visite son rang au go, au minimum premier dan. Comme le nombre des aspirants à ce grade est supérieur aux talents réels qui le méritent vraiment, on a un peu assoupli la barrière du premier dan. *« Ce qui explique*, dit Pierre Colmez, trente-cinq ans, chercheur en mathématiques au CNRS, cinquième dan et champion de France, *qu'il y ait entre les Français et les Japonais une différence de trois pierres* [une pierre est un coup d'avance, un avantage concédé par le plus fort pour rééquilibrer les forces en présence], *en faveur des Français. Les Japonais se font systématiquement battre en arrivant chez nous. Ils ne nous trouvent pas polis. A Normale, de nos jours, on joue moins au go que dans les années 70. Ce serait plutôt le tour des jeux de rôles. »*

« Attention ! Le go,
c'est de l'opium !
Oui, de l'opium !
Il y a
une accoutumance :
à la fin, on ne pense
plus qu'à ça ! »

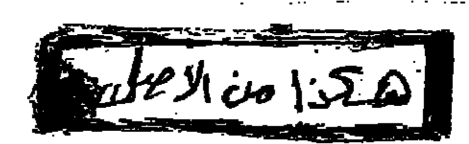
Maître Lim

LE temps où on enseignait le go aux hommes d'affaires français pour leur permettre de rivaliser avec leurs homologues japonais est révolu. Comme la période baba-cool et soixante-huitarde. Mais le go est bien présent en Europe, en Roumanie et aux Pays-Bas. En France, Bernard Dubois estime à mille deux cents le nombre d'adhérents licenciés qui paient une cotisation à la fédération. Ce qui signifie beaucoup plus de joueurs, en réalité. Des tournois réguliers, comme celui qui s'est disputé à Antony (Hauts-de-Seine) en début d'année, regroupent cent quarante joueurs inscrits, pour un premier prix doté de 3 000 francs, dans une atmosphère très conviviale. Les trois premières places ont été prises par des joueurs chinois, de plus en plus nombreux en France depuis les événements de Tiananmen.

Il y a des revues de go, comme *Noir et Blanc*, trimestrielle, entièrement rédigée par maître Lim, ou *Go*, revue française de go. En anglais, on trouve *Go World*. Les fans d'Internet disposent d'un site de go, l'International Go Servant, qui permet aux insomniaques de jouer en temps réel avec le monde entier ; on compte qu'il y a en permanence trois cents joueurs disponibles sur la Toile. Pour les Parisiens, outre le Lescot et les clubs classiques, un restaurant a ouvert une salle réservée au go, El Casot, 5, rue de Normandie, dans le 3e arrondissement.

Pierre Aroutcheff, auteur de deux manuels, *Le Jeu de go* et *Perfectionnement au go*, venu au go après une émission de télévision et une cuisante défaite contre l'Ardéchois Denis Feldman, considéré comme un génie dans le milieu français, estime qu'on est proche, en France, de la masse critique : *« La masse à partir de laquelle le jeu va se développer vraiment. C'est quand même un défi de comprendre le jeu le plus astucieux qu'on ait jamais conçu. Et ça rapproche l'Orient. Au premier contact avec l'Inde et la Chine, on a pensé arts martiaux et charmeurs de serpents. Puis on a appris à voir une philosophie derrière le judo, et le yoga derrière le fakir. En un sens, grâce au go, la Chine et le Japon sont un peu moins loin. Ce n'est pas si mal. C'est aussi cela le travail des pierres. »*

Michel Braudeau
Dessin : Philippe Weisbecker



هكذا من الأصل

« Attention ! Le go, c'est de l'opium ! Oui, de l'opium ! Il y a une accoutumance : à la fin, on ne pense plus qu'à ça ! »

Maître Lim

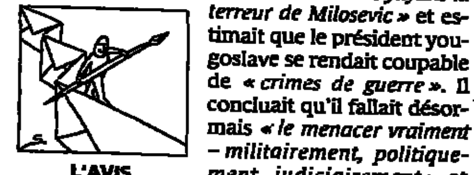
LE COURRIER DES LECTEURS

Des lecteurs continuent de nous écrire pour défendre le mouvement Citoyens du monde, dont il a été question dans le précédent Avis du médiateur. D'autres protestent contre la place, qu'ils jugent excessive, accordée à la Coupe du monde de football. Le Front national fait également l'objet de la vigilance de nos correspondants. Enfin, quelques-uns d'entre eux s'indignent de la manière dont *Le Monde* rend compte des événements du Kosovo et de l'antipathie qu'il manifeste à l'égard du président yougoslave, Slobodan Milosevic, tenu pour responsable du conflit.

Les boutefeux du Kosovo

par Thomas Ferenczi

QUELQUES LECTEURS ont vivement réagi à un récent éditorial du *Monde* intitulé « En finir avec Milosevic » (*Le Monde* du 9 juin). Cet éditorial rappelait qu'au Kosovo *« chaque jour se compte en morts et en milliers de civils fuyant la terreur de Milosevic »* et estimait que le président yougoslave se rendait coupable de *« crimes de guerre »*. Il concluait qu'il fallait désormais *« le menacer vraiment – militairement, politiquement, judiciairement »* et invitait les Occidentaux à se donner *« un nouvel objectif dans les Balkans : en finir avec Slobodan Milosevic »*.



L'AVIS DU MÉDIATEUR

Colette Dupuy, de Thiais (Val-de-Marne), juge cet article *« digne des faucons les plus agressifs de Washington »* et s'indigne que *Le Monde*, au lieu d'offrir à ses lecteurs *« une présentation historique de la situation au Kosovo »*, choisisse de *« jouer les boutefeux »*. Elle reproche à notre journal son *« manichéisme »*, qui est, dit-elle, *« l'expression moderne de la pensée unique »*, et l'accuse de manifester *« une intolérance et une haine qui ne sont pas éloignées du racisme le plus primaire »*. Pour sa part, Michel Secinski, de Paris, s'étonne que *Le Monde* prodigue des conseils, en usant d'un *« ton quasi comminatoire »*, sur *« la voie à suivre pour éliminer par la force le président légitime de la Yougoslavie, qui a l'audace de s'opposer à des sécessionnistes armés »*. Il se demande si une telle démarche n'est pas *« contraire à la déontologie »* du journalisme *« ou, pour le moins, exorbitante de sa mission, qui est d'abord d'informer, éventuellement de juger, mais avec un maximum de recul et sur la base d'une analyse »*.

Il n'appartient pas au médiateur, on le sait, de se prononcer sur les prises de position du *Monde*. Toutefois, les critiques de nos correspondants posent quelques questions importantes. La première est celle du ton employé dans cet éditorial. Aux jugements balancés qui ont souvent valu aux traditionnels « bulletins de l'étranger » du *Monde* d'être moqués pour leur excessive prudence, la nouvelle formule de notre quotidien a voulu substituer des engagements plus tranchés, plus percutants. La fermeté et la vigueur d'une conviction ne sauraient se confondre avec une manifestation de *« haine »* ou de *« racisme »*. Dans le cas du Kosovo, et quelle que soit la complexité de la situation, l'engagement du *Monde* – c'est la seconde question que soulèvent les remarques de nos lecteurs – nous paraît conforme aux valeurs qu'a toujours défendues notre journal et au jugement qu'il n'a cessé de porter sur Slobodan Milosevic, comme l'attestent notamment les titres de plusieurs éditoriaux précédents : « Milosevic coupable » (29-30 décembre 1996), « Ne pas être lâche face à M. Milosevic » (5-6 octobre 1997) ou « Arrêter Slobodan Milosevic » (10 mars 1998).

Enfin, à ceux de nos correspondants qui lui reprochent de préférer l'engagement à l'information, il convient de rappeler que *Le Monde* a largement informé ses lecteurs sur la crise du Kosovo, qu'il a rendu compte des événements d'une manière aussi complète que possible, qu'il a proposé nombre d'analyses et de reportages.

La priorité donnée aux informations n'empêche pas l'expression des opinions, à condition que celles-ci soient clairement séparées de celles-là. La publication d'éditoriaux engagés nous semble d'autant plus légitime que cette séparation est plus strictement respectée.

LES BEAUTÉS DU FOOTBALL

Muscles broyés, os brisés,
Crises, discordes et foyers déchirés,
Boiteux en fleur d'âge, plus tard estropiés,
Voilà, du football, les beautés.

Poème écossais anonyme d'environ 1550 traduit et transmis par Jean-Claude Crapoulet
Rousset (Bouches-du-Rhône)

OFFENSE À LA CULTURE

Il faut mettre en examen le maire de Paris, non pas à cause des « affaires » dont la justice a à connaître, mais à cause de l'offense à la culture mondiale qu'il vient d'autoriser son conseil municipal à commettre en coiffant l'obélisque de la Concorde d'un ridicule ballon de foot. (...) Penser que c'est sous cet aspect que des centaines de milliers de visiteurs verront la plus belle place de Paris et peut-être du monde donne la mesure de la stupidité à laquelle le culte du dieu-foot (derrière lequel se cache, bien entendu, le dieu-argent) condamne des responsables de la beauté de la capitale, souvent mieux inspirés. (...) L'insolence avec laquelle notre civilisation soi-disant avancée affuble un monument plus de deux fois millénaire, témoignant d'un culte qui fait honneur à l'esprit humain, des insignes de sa futilité et de son mercantilisme devrait provoquer des protestations indignées. Décidément, trop, c'est trop ! J'aime le foot, et je respecte l'enthousiasme qu'inspire (peut-être momentanément à la mesure des siècles) le plus populaire de tous les sports. Mais la manière dont cet enthousiasme est dévoyé, manipulé, exploité, pour le plus grand profit d'intérêts qui n'ont rien à voir avec le sport, devrait finir par arracher des cris de rage aux plus pacifiques.

Max Milner
Paris

NÉOFASCISME ET DÉMOCRATIE

Aujourd'hui, en France, le grand chef du parti néofasciste ne cesse de se réclamer de la république et de la démocratie. Plan de Mussolini en 1922 : *« Une conquête du pouvoir légaliste, par le moyen d'une pénétration constamment croissante dans toutes les régions, dans toutes les communes, par une majorité écrasante établie dans le pays. »* (...) Après avoir installé ses lieutenants dans les régions, Mussolini, avec la complicité passive du « libéral » Giolitti et active du « libéral » Salandra, fut appelé par le roi d'Italie à former un gouvernement ; la marche des faisceaux sur Rome ne fut plus qu'une promenade.

Hitler en 1930 : *« Nous nous introduirons dans le corps législatif de façon à y donner à notre parti une influence prépondérante. Une fois en possession des pouvoirs constitutionnels, nous coulerons l'Etat dans le moule que nous considérons comme le bon. »* En 1933, très constitutionnellement, le président de la République Hindenburg appelait Hitler à former un gouvernement avec ses complices von Papen (centriste « chrétien »), von Neurath (« libéral »), Hugenberg (industriel), von Blomberg (général). C'est après avoir pris « démocratiquement », « légalement », le pouvoir que Mussolini et Hitler abolirent la démocratie et instaurèrent le parti unique en se débarrassant de leurs complices. A bon entendeur, salut !

Jean-William Lapierre
Nice (Alpes-Maritimes)

UNE CARICATURE DE L'HÉRITAGE GREC

Après le domaine indo-européen, le Front national prétend recueillir l'héritage grec (*Le Monde* du 19 mai). Pour ce faire, comme pour les études indo-européennes, il caricature les Grecs et feint d'en traduire avec ferveur les belles idées. Ainsi, la *philia* serait *« une bienveillance hiérarchisée, conforme à l'ordre naturel »* : comme si les Grecs pratiquaient la préférence nationale ? Ignorant chez les incultes, le chef politique travestit les plus belles idées : la *philia* n'implique pas la hiérarchie et n'a rien à voir avec l'ordre naturel, c'est la manifestation d'un pacte entre personnes ou entre nations. La « résistance nationale » des Grecs est un mythe ; d'abord les Grecs n'ont pas été unis pour combattre les Perses ; de plus, ils n'ont cessé de se faire la guerre entre eux, chacun le sait. L'unité des Grecs, tardive, s'est faite au détriment de leur autonomie et n'a jamais empêché leur diversité.

Quant à la conception que les Grecs ont eue sur les Barbares, chacun, pourvu qu'il respecte la vérité, sait que c'est la seule étrangeté du langage qui leur a fait forger cette désignation. Au demeurant, les Grecs n'ont jamais mis tous les Barbares dans le même sac, et ils n'ont jamais nié avoir suivi l'influence et les leçons de Barbares tels que les Phéniciens ou les Egyptiens. Quitte à vouloir transposer des « valeurs grecques », il faudrait sans doute reconnaître aux Grecs le mérite d'avoir pratiqué l'hospitalité et inventé le beau mot de « cosmopolite » (citoyen du monde).

Michel Casevitz
Paris

LA VÉRITÉ SUR GANDHI

Gandhi est certes un personnage complexe et contradictoire. Jawaharlal Nehru disait de lui : *« C'était un extraordinaire paradoxe que cet homme... »* La légende qui s'est établie à son sujet a occulté cette complexité pour en faire un homme idéal auréolé d'un halo de sainteté. Toute démarche visant à rétablir la vérité historique au sujet de Gandhi est donc bien venue. C'est précisément l'intention affichée par Salman Rushdie dans l'article qu'il a publié dans *Le Monde* du 21 avril. Malheureusement, Rushdie manipule les faits à sa guise et en vient lui-même à malmener gravement la vérité. Parmi les accusations qu'il se plaît à distiller contre Gandhi, la plus grave est certainement celle-ci : *« Ne jeûna-t-il pas une fois pour obliger les employés de son mécène capitaliste à interrompre leur grève contre leurs dures conditions de travail ? »* Où Rushdie puise-t-il ses sources pour affirmer cela ? A ma connaissance, Gandhi ne jeûna qu'une seule fois dans le cadre d'un conflit ouvrier. Ce fut en mars 1918 pour affirmer sa solidarité avec les ouvriers du textile d'Ahmedabad qui s'étaient mis en grève pour demander une augmentation de salaire. Les faits sont connus avec précision et ils montrent, à l'évidence, que le jeûne de Gandhi avait pour but de favoriser un accord qui satisfasse les revendications des ouvriers. Et ce but fut en effet atteint. Si donc mon hypothèse est la bonne, il apparaît que la vérité est exactement à l'opposé de celle que Salman Rushdie prétend mettre en avant pour briser la légende de Gandhi. C'est dommage, à la fois pour Gandhi, pour Rushdie, pour *Le Monde* et surtout pour ses lecteurs.

Jean-Marie Muller
Chanteau (Loiret)

Quand la gauche se cherche une famille

Suite de la première page

Elles reconnaissent que la famille est à la fois la cellule de base de la société et le premier lieu de socialisation de l'enfant. Ce n'est pas un hasard, non plus, si le premier ministre a insisté sur le devoir qu'a la collectivité (Etat, caisses, élus locaux) d'aider les parents en difficulté à exercer leurs responsabilités, sans les culpabiliser ni les punir, comme certains, à droite mais aussi à gauche, ont la tentation de le faire.

La gauche parle enfin sans honte de la famille, mais elle le fait sur un mode différent de celui de l'opposition. Il ne fallait pas attendre de M. Jospin une exaltation de la famille, ni une profession de foi moralisatrice, à l'image de celles que Bill Clinton et Tony Blair ont prononcées pour trouver grâce aux yeux des milieux conservateurs. Le premier ministre ne l'a pas moins remise à sa juste place, condition nécessaire au lancement d'une politique familiale rénovée. Une partie importante du mouvement familial, avec lequel la gauche a renoué des liens, se dit prête à jouer le jeu, même si les très conservatrices Familles de France ont boycotté la conférence.

L'Union nationale des associations familiales (UNAF) a donné un signe d'ouverture. En acceptant une baisse des avantages liés au quotient familial contre la suppression des conditions de ressources – un *« bon compromis »*, selon l'UNAF –, elle a implicitement reconnu que l'effort de solidarité ne doit pas s'opérer seulement entre les ménages qui ont des enfants et ceux qui n'en ont pas, mais aussi entre familles aisées et familles modestes. C'est surtout le gouvernement qui a dû faire le pas le plus important en rétablissant les « allocs » pour tous.

M. Jospin a, lui aussi, fait preuve de bonne volonté. En juin 1997, il avait peut-être cru que les retirer aux familles moyennes et aisées lui tiendrait lieu de politique familiale. Il n'avait pas mesuré que la mise en cause de l'universalité des allocations – un droit attaché à l'enfant, quel que soit le statut de ses parents – l'empêcherait de rebâtir une politique en direction de toutes les familles. Il est vrai qu'à cette réforme, acceptée par l'opinion, mais violemment critiquée par les associations, les partenaires sociaux, la droite et le PCF, il avait ajouté deux autres mesures, maintenues celles-là : la baisse de 50 % de l'allocation de garde d'enfant à domicile et de la réduction d'impôt pour les emplois à domicile.

DIFFICILE POINT D'ÉQUILIBRE

Dès l'automne 1997, Matignon reconnaissait avoir *« trop chargé la barque »* de certaines familles. *« L'énergie dépensée* [pour justifier ces réformes] *n'a pas permis d'affirmer, à ce moment-là, des axes et des orientations fortes identifiant clairement les intentions du nouveau gouvernement en direction de l'ensemble des familles »*, constate Dominique Gillot dans son rapport. L'élaboration d'une démarche de gauche s'imposait d'autant plus que les ménages à faible capital social et culturel sont les premiers touchés par les mutations économiques. Les voies sont nombreuses ; M. Jospin s'y engage prudemment.

Le chef du gouvernement souhaite privilégier l'intégration de l'enfant dans la société, le réveil de la natalité ne pouvant être, selon lui, que *« la résultante »* d'une politique globale. Il entend mieux tenir compte des évolutions de la structure familiale, sans jugement moral, même implicite, qui viendrait stigmatiser les familles hors normes. Il propose de développer les services collectifs et de les rendre plus accessibles aux foyers modestes, plutôt que de privilégier les modes de garde à domicile. Enfin, il veut aider les femmes peu qualifiées à garder leur emploi, à rebours de *« l'allocation parentale de libre choix »*, prônée par l'ancienne majorité RPR-UDF.

Mais c'est d'abord l'objectif de redistribution qui doit guider son gouvernement, qu'il invite à *« renforcer son action à l'égard des familles les plus défavorisées »*. Les ressources de la branche famille de la Sécurité sociale n'étant pas inépuisables, c'est par un redéploiement des moyens qu'il faut financer l'essentiel de l'effort. En clair, par l'application du principe de discrimination positive qui ne rebute pas M. Jospin pourvu qu'elle soit justifiée par le souci de ne laisser personne au bord de la route. Il va devoir trouver le difficile point d'équilibre entre ce souci d'équité et la nécessité de s'adresser à tous les ménages, sans laquelle il n'est pas de politique familiale digne de ce nom.

Jean-Michel Bezat

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Alerte aux prions

LA découverte par des scientifiques britanniques que l'agent de la maladie de la « vache folle » a pu se transmettre aux moutons et que des ovins, atteints de la « tremblante », souffrent en réalité de cette nouvelle affection neurodégénérative, ne surprendra pas les spécialistes des maladies à prions. Ils ont, en effet, établi récemment que le mystérieux agent, à l'origine, depuis 1986, d'une épidémie sans précédent, est doté d'un étonnant pouvoir infectieux et qu'il est susceptible de contaminer de nombreuses espèces, à commencer par l'homme chez qui il provoque une nouvelle forme, toujours mortelle, de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Il y a deux ans, des chercheurs britanniques avaient déjà démontré expérimentalement que l'on pouvait infecter par voie orale des moutons. Sachant que ces animaux peuvent être nourris avec des farines de viandes et d'os, potentiellement infectées, cette information imposait à l'époque de nouvelles mesures préventives.

Ces dernières apparaissent aujourd'hui plus que jamais nécessaires avec la démonstration que des ovins, atteints de la « tremblante » – affection sans risque pour l'homme – sont, en réalité, porteurs de l'agent de la « vache folle ». On compte, en Grande-Bretagne, quarante millions de moutons et, dans ce pays, la « tremblante » existe sur un mode endémique. Plus généralement, toutes les expériences scientifiques conduites sur ces mystérieuses maladies animales viennent aujourd'hui régulièrement confirmer le bien-fondé des mesures drastiques de prévention, qu'il s'agisse de l'amélioration des procédures de fabrication des farines animales, des restrictions de leur usage, de l'abattage systématique des troupeaux concernés ou encore des interdictions à la consommation humaine des abats bovins, ovins et caprins.

Or, si certains pays de l'Union européenne – la France notamment – ont eu le courage, ces dernières années, d'adopter une politique cohérente de prévention, Bruxelles n'a pu obtenir, dans ce domaine, d'harmonisation à l'échelle du continent. C'est ainsi qu'au sein des Quinze une majorité de pays, conduits par l'Allemagne, s'expriment à échéances régulières pour faire valoir que, n'étant pas – officiellement du moins – touchés par l'épidémie, ils n'ont pas à respecter les coûteuses mesures que réclament les experts scientifiques. Totalement incohérente d'un point de vue sanitaire, déséquilibrant les échanges commerciaux, ruinant la confiance des consommateurs, cette situation ne saurait, sans risque, s'éterniser.

Rien, hélas, ne permet de penser que l'Union européenne soit, dans ce domaine, proche de la cohérence, les intérêts économiques l'emportant régulièrement sur les impératifs sanitaires. Le dernier exemple en est donné par la volonté, récemment exprimée par la Commission de Bruxelles, de voir lever l'embargo qui frappe, depuis deux ans, les viandes bovines britanniques. Or, à l'évidence, les conditions ne sont pas réunies pour conclure à la disparition des risques sanitaires.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Fêtes nocturnes parisiennes

LES « NUITS » de Paris se succèdent en cette mi-juin à raison de plusieurs galas par soirée. Le Cercle interallié, qui avait vu, vendredi, son cadre de verdure enjolivé par la Nuit des fleurs, était, samedi, le théâtre nocturne du bal de la Marine. Les projecteurs jouaient dans les bosquets, répandant une lumière diaphane sur les pelouses, illuminant les pistes où dansaient les couples, recréant la féerie des bals d'avant la guerre.

L'autre soir, c'était, place Vendôme, la garden-party du ministère de la justice, prolongée en fête de nuit ; le bal de l'Alliance française, dans les salons de l'Hôtel George-V ; samedi, la Nuit basque au Fronton de Paris, avec *toro de fuego* authentique, un bal de polytechniciens à l'Hôtel Continental.

C'était aussi, rue Saint-Benoît, l'inauguration du Club Saint-Germain-des-Prés, nouveau caveau style « Tabou », où s'écrasaient les derviches du « new-look » sartrien, étayés par les « piliers » du Flore, du Lorientais, de la Rhumerie martiniquaise et des deux Rose-Rouge – toute la génération *up to date*, composée de sophistes plus ou moins convaincus, d'enfants du siècle mal débarbouillés, de « gogos » de province et d'affranchis du Boul'Mich', qui est un sujet d'observations continuellement savoureuses pour l'étranger et même... le Parisien !

Ce qui n'empêchait pas les noctambules de la rive droite de préférer l'Alma ou les Champs-Elysées, voire le bois de Boulogne qui, tous ces soirs-ci, autour de la Cascade, à Armenonville, était peuplé de promeneurs assoiffés d'air libre.

Olivier Merlin
(15 juin 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le schisme de Mgr Lefebvre

Il y a dix ans, le rebelle d'Ecône ordonnait quatre évêques contre la volonté du pape. Malgré la décision de les excommunier, un dernier carré de fidèles traditionalistes résiste toujours aux pressions de l'Eglise du concile. « Port-Royal, l'intelligence en moins », dit d'eux un cardinal

LES dévots de la tradition catholique gardent de cette cérémonie des « sacres », dix ans après, le souvenir ébloui d'un moment de grâce et d'éternité. La scène se passe le jeudi 30 juin 1988 sous un chapiteau à Ecône, dans le Valais suisse ruisselant de soleil. Dans ce décor d'opérette, le premier rôle est tenu par un vieil évêque courbé sous le poids de la chasuble dorée. Sous un dais, coiffé de sa mitre, Mgr Marcel Lefebvre pose ses mains gantées de velours sur la tête de quatre hommes encore jeunes. Il oint leur front d'huiles saintes, leur remet la crosse et l'anneau. Ces quatre nouveaux évêques s'appellent Richard Williamson, un Anglais, Bernard Tissier de Mallerais, un Français, Alfonso de Galaretta, un Espagnol, Bernard Fellay, un Suisse.

L'harmonium ronfle, les cuivres sonnent, tandis que les chantres épuisent leur répertoire de grégorien. Autour du célébrant, une armée de diacres, de sous-diacres, de porte-insignes en soutane et surplis exécutent un ballet compris des seuls initiés. Dans la foule, sous leur mantille, des femmes récitent leur chapelet. Sur leur prie-Dieu, des confesseurs attendent les pénitents. A la fin de la longue cérémonie, les applaudissements crépitent. Accourus de France, d'Allemagne, de Suisse, d'Espagne, d'Italie et même d'Afrique, les fidèles endimanchés se jettent à genoux devant les nouveaux consacrés et réclament leur bénédiction.

Rien qui ressemble à une cérémonie de transgression. Et pourtant, au moment même où il consacrait ces nouveaux évêques, Mgr Marcel Lefebvre était excommunié par le Vatican *latae sententiae*, c'est-à-dire avec effet immédiat, selon le droit canon. Le même sort était réservé aux quatre prêtres de la Fraternité Saint-Pie X qu'il venait de sacrer. En un mot, le schisme, qui couvait depuis le concile Vatican II (1962-1965), était consommé. Une nouvelle Eglise était née. Au cours de la messe, Mgr Lefebvre avait franchi la ligne rouge en répondant par ces mots à la question rituelle du mandat du pape pour ordonner des évêques : *« L'autorité de l'Eglise est soumise au modernisme. Je considère comme nulles les sanctions qui seront portées contre nous. »*

Jusqu'à l'ultime minute, Rome avait tout fait pour éviter le pire. Le 29 juin au soir, à la veille de la fatale cérémonie, alors que Mgr Lefebvre s'était déjà retiré dans ses appartements, une Mercedes de la nonciature de Berne (ambassade du pape) s'arrête au séminaire d'Ecône. Un jeune prélat vient remettre un pli confidentiel et urgent. Alors directeur du séminaire, l'abbé Alain Lorans confiera que le secrétaire du nonce et son chauffeur venaient embarquer Mgr Lefebvre et le conduire jusqu'à Rome. Mais l'évêque rebelle refusa de les recevoir. Une semaine plus tôt déjà, Jean Guitton, l'ami des papes, était venu en ambassadeur et avait confié à Mgr Lefebvre ses dernières volontés avant de mourir, disait-il. Le philosophe, âgé de 95 ans, vit toujours. Mgr Lefebvre est mort, le 25 mars 1991, à 85 ans.

Pourtant, le vieil adversaire du concile avait failli « craquer » devant les ronds de jambe des diplomates romains. Le 5 mai précédent, dans les bureaux de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi à Rome, devant le cardinal Ratzinger, maître des lieux, Mgr Lefebvre a signé un protocole d'accord. Le Vatican lui a refusé la création d'un diocèse particulier (comme la Mission de France ou le Vicariat aux armées) ou d'une prélature personnelle (comme l'Opus Dei) pour accueillir les brebis égarées de la Fraternité Saint-Pie X. Mais il autorise la désignation d'un évêque successeur, ce que Mgr Lefebvre réclame depuis longtemps pour perpétuer son oeuvre.

De retour à sa résidence d'Albano, près de Castelgandolfo – la villégiature d'été des papes –, Mgr Lefebvre est torturé par le remords. Toute la nuit, il passe et repasse le film de sa vie : son ordination sacerdotale, en 1929, par Mgr Achille Liénart, l'évêque « rouge » de Lille avec qui il bataillera au concile ; ses années de missionnaire spiritain au Gabon et à Dakar où il deviendra archevêque ; sa rébellion contre Vatican II qui fait pénétrer dans l'Eglise *« le venin du modernisme »* ; sa défense de la soutane, du latin et de la messe de Saint-Pie V (celle du concile de Trente au XVIe siècle) ; la création en 1969 de la Fraternité Saint-Pie X (du nom du pape qui a condamné le modernisme) ; son installation à Ecône et les ordinations illicites de prêtres, en 1976, suivies d'une première sanction romaine (suspension *a divinis*) ; son douteux combat politique : ne fait-il pas l'apologie des généraux dictateurs d'Argentine et du Chili ?



E. PREAU / SYGMA

EPUISÉ par une nuit de doutes, au matin du 6 mai 1988, l'évêque d'Ecône revient sur sa décision : pas de transaction avec le cardinal Ratzinger. De ce revirement, on connaît mieux les raisons aujourd'hui. Si des tensions avaient été observées lors d'un « sommet » traditionaliste au Pointet (Allier), la décision de rompre est prise par Mgr Lefebvre seul. *« Nous ne parions pas sur la même chose »*, avait-il confié à l'abbé Lorans en rendant compte de ses négociations avec le préfet de l'ex-Saint-Office. Mgr Lefebvre misait sur *« une totale liberté pour l'expérience de la tradition »*. Le cardinal Ratzinger repoussait l'échéance de la nomination d'un successeur et pariait sur une régularisation rapide.

« J'avais comme un cercle de fer autour de la tête », confiera Mgr Lefebvre à ses proches. Mais une fois que sa décision est prise, le 6 mai, il s'y tiendra, malgré les supplications. De Rome, le cardinal Silvio Oddi lui téléphone : *« Je souhaite que vous mouriez avant de commettre l'irréparable. »* Rien ne l'impressionne plus. Il est applaudi le 10 mai à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, l'église parisienne occupée depuis 1977. Devant les journalistes, le 15 juin à Ecône, il est déchaîné : *« Rome nous a mené en bateau. On nous dit excommunication, mais excommunication par qui ? Par une Rome qui n'a plus la foi catholique. On nous dit schisme, mais schisme avec qui, avec le pape moderniste ? Avec le pape qui répand partout les idées de la Révolution ? Avec un pape qui, à Assise, confond toutes les religions ? Nous ne voulons pas être les complices de la destruction de l'Eglise. »*

C'est bien d'un désaccord fondamental qu'il s'agit, et qui dure encore, quand Mgr Lefebvre évoque l'assemblée d'Assise, autour du pape en 1986, des chefs de toutes les religions du monde. *« S'il avait pu empêcher physiquement la rencontre d'Assise, il l'aurait fait »*, témoigne l'un de ses proches. Car, l'aura-t-on assez dit, bien plus qu'à la réforme de la liturgie, à l'abandon de la soutane et du latin, le schisme de Mgr Lefebvre est dû au refus du principe de la liberté religieuse reconnu par Vatican II, de l'oecuménisme et du dialogue avec des religions, chrétiennes et non chrétiennes, que toute sa vie il avait combattues. Pour les prêtres et fidèles de la Tradition, tout un univers s'était écroulé après le concile. Leur demandait-on de « convertir » les protestants, les juifs et les musulmans ? On leur demande désormais de *« dialoguer »* avec eux. Leur disait-on qu'*« hors de l'Eglise, il n'y a point de salut »* ? Aujourd'hui, on affirme que tout homme peut être sauvé. *« Jean Paul II, c'est l'ambiguïté permanente*, dit l'abbé Philippe Laguérie, *une alliance entre une morale assez ferme et un dogmatisme novateur et dangereux. »*



J.-C. GADMER / CIRIC

Le 30 juin 1988, Mgr Lefebvre consacrait quatre évêques à Ecône, en Suisse, se trouvant par là même excommunié avec effet immédiat. Au cours de la messe, il répondait à l'avance : « L'autorité de l'Eglise est soumise au modernisme. Je considère comme nulles les sanctions qui seront portées contre nous. »

Dix ans après, la dissidence lefebvriste est loin d'avoir été réduite. Sur 250 à l'époque, seule une trentaine de prêtres et de séminaristes ont quitté l'évêque excommunié et rejoint la Fraternité Saint-Pierre, créée par Rome en Allemagne pour accueillir les transfuges. A Ecône, 17 prêtres vont être ordonnés cette année par Mgr Bernard Fellay, nouveau supérieur général. Au total, six séminaires restent actifs en Suisse, en Allemagne, en France (à Flavigny-sur-Ozerain, en Côte-d'Or), aux Etats-Unis, en Argentine, en Australie, correspondant aux districts de la Fraternité Saint-Pie X,, qui compte aujourd'hui 350 prêtres.

Les traditionalistes sont cependant divisés. Chaque Pentecôte, deux pèlerinages – dans le sens Chartres-Paris et Paris-Chartres – rassemblent, sans se croiser, quelques milliers de fidèles, ceux qui se sont ralliés à Rome et ceux qui continuent de suivre les évêques excommuniés. Pour les héritiers purs et durs de Mgr Lefebvre, la trahison la plus grave reste celle du monastère du Barroux (Vaucluse), dont le prieur, Gérard Calvet, faisait partie du dernier carré et assista aux sacres. Pour recevoir les insignes (mitre et crosse) de Père abbé, il a accepté le compromis proposé par Rome. Mais, de son côté, pour garder le contrôle d'un lieu que fréquentent des figures du Front national, le Vatican n'a pas craint de lui concéder le maintien de pratiques anciennes, comme la célébration de la messe de Saint-Pie V.

Pour le reste, les « tradis » continuent de se plaindre de l'ostracisme dont ils seraient victimes, de la part d'évêques français en particulier, et d'organiser des manifestations parfois musclées (comme l'occupation de l'église du Chamblac, dans l'Eure, en 1997 par les partisans de l'abbé Paul Aulagnier), pour regagner du terrain dans une guerre de positions archaïque et sans fin. Si la mouvance lefebvriste n'est pas devenue la secte promise à une mort à petit feu, la victoire posthume imaginée par les amis de Mgr Lefebvre – à savoir l'alignement du discours catholique sur des thèses du XIXe siècle – ne s'est pas non plus produite. Parce que les acquis du concile ont été défendus par le pape et les évêques, et que les traditionalistes ne sont plus prêts à la moindre concession, fidèles à ce que le cardinal Journet dit un jour des amis de Mgr Lefebvre : *« C'est Port-Royal, l'intelligence en moins. »*

H. T.

Emile Poulat, directeur de recherches au CNRS

« Le fruit d'une histoire proprement française »

« Dans l'histoire des dissidences du catholicisme en France, quelle est la place des sacres schismatiques de Mgr Lefebvre ?

– C'est la troisième fracture depuis la Révolution et, sans surestimer son importance, l'une des plus graves. L'Eglise constitutionnelle (Constitution civile du clergé), créée par la Révolution, est morte sans postérité, en dehors du souvenir de l'abbé Grégoire, récemment honoré au Panthéon. La « petite Eglise » est née du refus du Concordat, imposé en 1801 par Napoléon au nom de la réconciliation. Malgré son « ultracatholicisme », elle n'a jamais consacré d'évêque. Quant à l'Eglise dite « vieille-catholique », dressée contre le dogme de l'infaillibilité pontificale proclamé par Pie IX en 1870 (Vatican I), elle n'a jamais eu de réelle audience en France. Répandue dans les pays germaniques, elle a demandé ses évêques à l'Eglise janséniste d'Utrecht. Avec Mgr Lefebvre, la nouveauté est que, pour perpétuer l'oeuvre de la Tradition, il consacre lui-même des évêques.

– Ce schisme lefebvriste est-il une révolte contre le concile Vatican II (1962-1965) ou l'ultime manifestation d'une contre-révolution spécifiquement religieuse et française, antilibérale et antimoderne ?

– C'est d'abord le fruit d'une histoire proprement française qui commence à la Révolution. Les traditionalistes sont les héritiers des opposants au « ralliement » à la République auquel le pape Léon XIII avait appelé les catholiques français en 1892. Les mêmes opposants au ralliement s'identifieront au pape Pie X qui, au début du siècle, sera l'intraitable adversaire de tout « modernisme » dans l'Eglise. La crise de l'Action française, condamnée par Pie XI en 1926, est l'autre drame de la conscience catholique dans un pays où Maurras demeurera longtemps une référence vivante. Tous ces courants nostalgiques vont converger dans Vichy et le soutien au Maréchal – bien que de futurs traditionalistes comme l'écrivain Michel de Saint-Pierre ou Mgr Ducaud-Bourget, le premier curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet occupé, seront d'authentiques résistants –, puis vont recevoir l'apport de « l'Algérie française ».

» L'étincelle est allumée par le concile Vatican II, par la réforme liturgique, par le nouvel *ordo missae* de Paul VI qui met fin à la messe de Saint-Pie V que, dès lors, les traditionalistes n'auront de cesse de vouloir restaurer. Ce point est central, même s'il se complique d'autres désaccords, soit doctrinaux (comme la liberté religieuse reconnue au concile, le dialogue interreligieux ou *« le nouveau catéchisme »*), soit politiques à résonance religieuse (*« Qui est mon prochain ? »* : les juifs ? les francs-maçons ? les communistes ? les étrangers ?), en affinité avec les thèmes du Front national.

– Dix ans après, quel bilan faites-vous de cette séparation ?

– Le mouvement stagne en France, mais il est globalement solide. Il compte quinze districts dans le monde, dont certains en progression (aux Etats-Unis par exemple), puis des séminaires internationaux, six monastères féminins de carmélites fondés par la soeur de Mgr Lefebvre, des écoles, plus une mouvance d'amis. Les traditionalistes ont gardé des processions, des prieurés, entretiennent des lieux de pèlerinage, recrutent des jeunes, décomplexés par rapport à ce passé, diffusent des revues, etc.

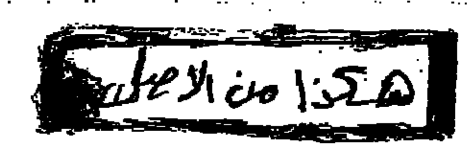
– Quel rapprochement faut-il faire entre les catholiques traditionalistes et l'extrême droite ?

– Il faut se garder des simplifications. Jean-Marie Le Pen a commencé par agréger des groupuscules – d'Occident à quelques intellectuels catholiques lefebvristes – et il a fini par les marginaliser. Le Front national s'est développé au détriment de ses figures catholiques. Il s'est structuré autour de thèmes et de personnalités comme Bruno Mégret qui n'est pas spécialement un représentant de la Tradition. En dehors de Bernard Antony (Romain Marie), député européen, on peut même dire que le Front national n'a plus de leader politique ostensiblement catholique.

» L'unanimisme apparent de la famille traditionaliste cache en fait de nombreuses divergences religieuses, ne serait-ce qu'autour de la personne du pape et du lien avec Rome. L'affinité politique avec le Front national est aussi indéniable – il suffit de lire *Présent* –, mais comme un courant au milieu d'autres, sans accord sur tout et avec le souci de marquer la différence de nature.

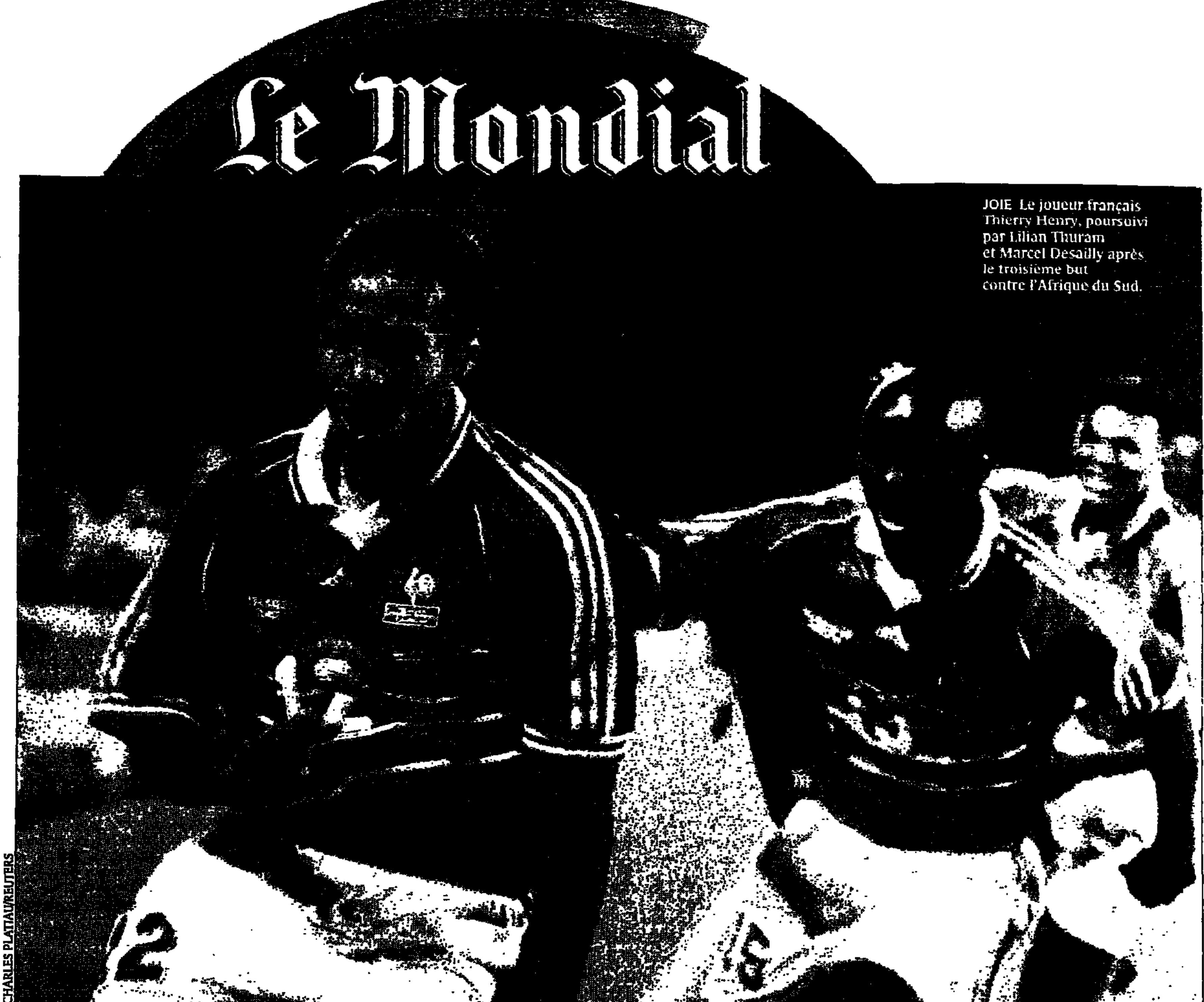
» Ce ne sont pas des motifs d'abord politiques qui attirent aujourd'hui encore des fidèles vers ce catholicisme de tradition, mais des éléments aussi divers qu'une allergie profonde pour les évêques et le clergé des paroisses, un besoin de certitudes et de sociabilité, et surtout une critique radicale de la société moderne, soi-disant idole de l'Eglise conciliaire. »

Propos recueillis par Henri Tincq



هكذا من الأصل

Le Mondial



JOIE Le joueur français Thierry Henry, poursuivi par Lilian Thuram et Marcel Desailly après le troisième but contre l'Afrique du Sud.

CHARLES PLATIAU/REUTERS

LA CHRONIQUE
DE PIERRE GEORGES

Le beau bateau bleu de môôôsieur Brun

CE QU'IL Y A d'admirable avec les girouettes, c'est qu'elles ne marchent pas seulement au vent, mais au pas cadencé. Un sévère coup de mistral et hop, cap sur cap. En avant, la musique ! Sortent les cuivres et les fanfares, les superlatifs et les dithyrambes. Et tous déjà, chenilles processionnaires, filent comme saint-bernard au secours, arrosé, de la victoire.

Parce que c'était Marseille et parce que c'était lui, Aimé Jacquet, notre M. Brun forézien, on a pensé irrésistiblement à Pagnol et à son Bar de la Marine. Qu'est-ce qu'il fut moqué, M. Brun, pour son beau bateau bleu ! Car personne ne doutait qu'à défaut d'aller loin il pourrait fort bien naviguer profond !

Et voici que ledit bateau a traversé sans trop d'encombres le Stade-Vélodrome, comme le Ferry-Boate croisait héroïquement d'un quai de Marseille à l'autre sans escale. Voici que tout a changé. Que M. Brun est désormais un héros. Et un héros vengeur qui n'a pas laissé passer l'occasion de moucher ses détracteurs et de venger d'une phrase, sur une *« certaine presse »*, toutes les avanies subies.

C'était de bonne guerre. Qui moque sera moqué ! Tenez, ici même, il y a peu – l'encre est à peine sèche et le forfait mémorable –, on avait un peu ridiculisé Dugarry, l'avant-centre qui se vantait de n'être point sur un terrain pour marquer des buts.

DROIT DE RÉPONSE

Le droit de réponse est venu. En recommandé télévisé de Marseille. Qui a marqué le premier but français dans cette Coupe du monde ? Dugarry évidemment. Dans les gencives, plumitif ! Encore plus mortifié qu'un Bafana Bafana par ce but du sort, il nous faut donc admettre que la réplique était jolie et la tête imparable.

Convaincante même. La preuve : ayant soulevé, en conférence de rédaction type Bar de la Marine – car toute victoire suppose au moins une conférence et un traité –, ayant soulevé donc de menues objections sur la signification du succès français, ou plutôt sur la qualité réelle de l'adversité, ces Bafana Bafana assez bof-bof, ce fut immédiatement le tollé : ah non, pas cela, rabat-joie, peine-à-jouir, on ne va pas bouder notre plaisir tout de même !

C'est dire si les amis d'Aimé s'étaient multipliés comme buts à Marseille. Et si la condition d'opposant ou de circonspect, par plaisir et par prudence plus que par principe, va vite devenir intenable. La victoire emporte tout, comme mistral. Même les réserves les plus timides, les objections les plus aimables. Elle emporte tout selon le vieux principe qu'elle seule est jolie !

GÉNIE AILÉ

Elle fut jolie en effet. Et le restera assez pour assigner un peu mieux la Coupe du monde en territoire France. Ce n'est pas là l'expression d'un chauvinisme particulier, mais un constat d'habitude. Ce type d'épreuve sportive ne se jouant pas sur la Lune, mais dans un pays, il y va de son intérêt que l'équipe dudit pays tienne toute sa place à la table d'hôte. C'est là une antique et irremplaçable recette du succès populaire.

Pour le reste, une seule remarque, du bout des mots. C'est tout de même un fameux joueur que ce jeune Thierry Henry, une sorte de génie ailé de la Bastille ! Mais on ose à peine l'écrire. Imaginez que lui aussi nous balance demain un match calamiteux pour tout droit de réponse !

Une victoire, trois buts avantage Jacquet

ET SOUDAIN un sourire illumina le visage d'Aimé le mal-aimé . Rien de grandiloquent, un rictus de soulagement plus que de bonheur. Un visage de revanche aussi. *« La porte est grande ouverte »*, furent les premiers mots d'Aimé Jacquet, savourant autant son plaisir qu'une victoire plutôt probante de la France, vendredi 12 juin, contre l'Afrique du Sud, à Marseille. Victoire collective, victoire personnelle aussi après le torrent de critiques sur *« le style et la manière »* du sélectionneur et de son équipe.



Lilian Thuram et Laurent Blanc célèbrent la victoire.

CHARLES PLATIAU/REUTERS

La France a joliment ouvert « sa » Coupe du Monde en marquant trois buts d'un coup alors que l'attaque était son talon d'Achille depuis deux ans. Le premier fut marqué par un autre mal-aimé, Christophe Dugarry, qui offrit le deuxième à Djorkaeff avec le concours malheureux d'un Bafana Bafana. Joli pied de nez pour un avant-centre longtemps *« stérile »*, qui osa dire que son métier n'était pas de marquer, et dont la sélection pour ce Mondial fut estampillée de la pire des étiquettes : favoritisme.

C'est un beau score, 3-0, le plus large d'une Coupe du Monde entrée dans le vif. Un score qui colle au standing du pays hôte. *« On a répondu présent »*, a dit Zidane, une fois le devoir accompli. La victoire est même montée jusqu'à Paris, a été baptisée au champagne et à la bière, sur la place de l'Hôtel de ville, où plusieurs milliers de personnes ont bravé le froid pour assister au match sur un écran géant. Banderoles en avant, comme s'ils descendaient la Canebière.

« CE SOIR, ON VOUS MET LE FEU... »

3-0 est aussi un résultat qui prouve un peu plus que ce début de Mondial est plutôt un bon cru. Du jeu, des buts, de l'entrain. Même si un premier 0-0 et un premier carton rouge – pour le Bulgare Anatoli Nankov – ont fini par tomber, le même jour, lors d'un morne Bulgarie-Paraguay. Cela dit, la France n'a pas battu *« une belle équipe sud-africaine »*, contrairement à ce qu'affirme Aimé Jacquet, mais onze individualités fragiles, loin de leur réputation de « bêtes physiques », incapables de *« prendre la Bastille »*, comme le leur demandait un éditorialiste sud-africain. Onze joueurs sans doute paralysés par l'enjeu d'une compétition à laquelle ils participent pour la première fois.

Les 60 000 spectateurs du Stade-Vélodrome de Marseille ont ce talent de tétaniser ou de gonfler à bloc. Pour réchauffer un mistral qui s'engouffrait de partout, ils ont repris l'éternel slogan des rapeurs d'IAM, *« Ce soir, on vous met le feu... »*, avant de « chambrer » un adversaire asphyxié : *« Et ils sont où, et ils sont où les Bafana ? »*. Les gamins des cités de Marseille ont donné de l'assurance à Aimé Jacquet, qui n'a pas hésité, une fois sorti des vestiaires, à soulever le peuple de France contre le microcosme : *« Je demande au public français de prendre confiance en son équipe, même s'il a été trompé depuis longtemps par une certaine presse. »* Cela ressemble à un appel. Ce qui tombe bien puisque le prochain match de l'équipe de France aura lieu un certain 18 juin, contre l'Arabie saoudite, battue quelques heures auparavant par une pâle équipe du Danemark.

Cet appel au civisme prend des proportions sans égal au Nigeria. Avant que les Super Eagles ne rencontrent l'Espagne, samedi 13 juin – sans doute la plus belle affiche de ce premier tour –, le nouveau chef de l'Etat nigérian, le général Abdulsalam Abubakar, avait prié son équipe de *« gagner »* afin de *« ne pas déprimer davantage la nation »* frappée par le récent décès de son prédécesseur, le général Sani Abacha. Imploration ou menace ? Au même moment, l'association Reporters sans frontières a dénoncé la répression contre les journalistes au Nigeria, évoquant le sort de treize d'entre eux emprisonnés et d'un autre assassiné et *« qui ne pourront pas suivre »* le match.

Certes pas pour les mêmes raisons, mais des milliers de Japonais, débarqués à Toulouse, ne pourront pas non plus encourager leur équipe – qui en aurait pourtant bien besoin ! – face à l'Argentine, dimanche 14 juin. C'est une des multiples conséquences du scandale des faux billets qui empoisonne quotidiennement ce Mondial. Un petit geste s'imposait et Dominique Baudis, député et maire de Toulouse, a réservé à ces Nippons déconfits 4 500 places (sur 5 000) au Palais des sports où sera retransmis le match sur écran géant. Pour sa part, la FIFA a ouvert une information contre les fédérations de la Colombie et du Cameroun, soupçonnées de jouer un rôle non négligeable dans ce scandale. Et le CFO, le Comité français d'organisation s'est dit prêt à saisir la justice des ventes illicites de billets fictifs, même s'il s'avérait que l'un de ses partenaires pouvait en être responsable.

Cette affaire est du bon pain pour Berti Vogts, l'entraîneur de l'Allemagne. Son équipe rencontre celle des Etats-Unis, lundi 15 juin, au Parc des Princes. Dans un entretien au *Monde*, l'ancien redoutable défenseur de la Mannschaft qui remporta la Coupe du monde en 1974, tire à boulets rouges, tour à tour sur l'organisation française, Michel Platini, les règles, la presse... Avec une assurance prompte à allonger la liste des contentieux franco-allemands, au-delà d'un axe censé cimenter l'Europe en marche. Il n'y a qu'un domaine sur lequel Berti Vogts lâche du lest : les joueurs pourront rencontrer une ou deux fois leurs femmes : *« Ce n'est pas une nuit d'amour qui va entraver les forces d'un footballeur allemand ! »* Pas seulement allemand, d'ailleurs. Interrogés lors d'un congrès international sur l'hypertension, qui vient de s'achever à Amsterdam, les spécialistes ont été formels : les périodes d'abstinence sexuelle – parfois plus de six semaines – imposées aux footballeurs du Mondial n'ont aucune justification. Ni médicale, ni scientifique, ni sportive

Michel Guerrin

LES TEMPS FORTS

● 1 NANTES
Espagne-Nigeria (groupe D), samedi 13 juin, à 14 h 30.

● 2 LYON
Corée du Sud-Mexique (groupe E), samedi 13 juin, à 17 h 30.

● 3 SAINT-DENIS
Pays-Bas-Belgique (groupe E), samedi 13 juin, à 21 heures au Stade de France.

● 4 TOULOUSE
Argentine-Japon, (groupe H), dimanche 14 juin, à 14 h 30.

● 5 SAINT-ÉTIENNE
Yougoslavie-Iran (groupe F), dimanche 14 juin, à 17 h 30.

● 6 LENS
La rencontre entre la Jamaïque et la Croatie (groupe H), dimanche 14 juin, à 21 heures, au stade Bollaert, a été précédée par une petite guerre psychologique entre les entraîneurs René Simoes *(ci-contre)* et Miroslav Blazevic.

● 7 MARSEILLE
Angleterre-Tunisie (groupe G), lundi 15 juin, à 14 h 30.

● 8 LYON
Roumanie-Colombie (groupe G), lundi 15 juin, à 17 h 30.

● 9 PARIS
Allemagne-Etats-Unis (groupe F), lundi 15 juin, à 21 heures au Parc des Princes.

● 10 TÉLÉVISION
Samedi 13 juin, Espagne-Nigeria (14 h 30) : à partir de 14 h 15 sur TF 1, à 14 h 30 sur Canal Plus. Corée du Sud-Mexique (17 h 30) : à partir de 17 h 15 sur Eurosport, sur France 2 et Canal Plus à 17 h 30. Pays-Bas-Belgique (21 heures) : TF 1 à partir de 20 h 45, Canal Plus à 21 heures.
Dimanche 14 juin, Argentine-Japon (14 h 30) : France 3 et Canal Plus à 14 h 30. Yougoslavie-Iran (17 h 30) : TF 1 à 17 h 15 et Canal Plus à 17 h 30. Jamaïque-Croatie (21 heures) : France 2 et Canal Plus à 21 heures.
Lundi 15 juin, Angleterre-Tunisie (14 h 30) : TF 1 à partir de 14 heures, Eurosport à partir de 14 h 15 et Canal Plus à 14 h 30. Roumanie-Colombie (17 h 30) : France 2 et Canal Plus à 17 h 30 et Eurosport à partir de 17 h 15. Allemagne-Etats-Unis (21 heures) : France 3 et Canal Plus à 21 heures.

LE CHIFFRE DU JOUR

80

C'est le lot de survêtements portant illégalement la marque « World Cup » (Coupe du monde), saisis à Paris, vendredi 12 juin. Les policiers du deuxième cabinet de délégations judiciaires ont agi après plainte pour *« contrefaçon »*, de la Fédération internationale de football (FIFA), sur commission rogatoire de Mme De Talance, juge à Paris. Ils sont alors intervenus au siège de la société les fabriquant et les commercialisant, dans le 2e arrondissement de la capitale. De nombreux autres vêtements à l'effigie de la Coupe du monde y étaient en préparation et 10 000 modèles portant la même marque « World Cup » avaient été commandés aux Philippines. Seule la FIFA délivre les autorisations nécessaires pour toute mention « Mondial » ou « Coupe du monde » sur des vêtements et objets.

● LA PHRASE DU JOUR

« Cher Didier Deschamps, ce soir, tous les Français étaient à vos côtés pour affronter cette belle équipe sud-africaine. Vous avez su relever ce défi avec beaucoup de panache et de rigueur, soutenu par un fantastique public marseillais. Cette victoire vous place désormais dans des conditions idéales pour affronter jeudi prochain l'Arabie saoudite au Stade de France. Je vous remercie de transmettre à chacun de vos équipiers mes plus chaleureuses félicitations et tous mes encouragements pour la suite de la compétition. »

Jacques Chirac, président de la République, dans un message envoyé vendredi 12 juin au capitaine de l'équipe de France.

Christophe Dugarry ou la revanche du mal-aimé

Marseille. En ouvrant la marque contre l'Afrique du Sud à la 35e minute, l'appelé le plus contesté des Bleus a montré la voie du succès. La France s'est nettement imposée (3-0), mais le chemin vers la finale reste semé d'embûches

LE FOOTBALLEUR Christophe Dugarry laisse perplexe. Il y a chez lui ce côté nonchalant qui rebute les entraîneurs revêches. Louis Van Gaal, le chantre de ces doctrinaires qui sévissent au nom de la modernité du jeu, ne lui adressait plus la parole, à Barcelone, avant de l'envoyer paître sous d'autres latitudes, à l'Olympique Marseille. L'homme Christophe Dugarry est infiniment plus facile à décrypter. Il a vingt-six ans. Il a envie de rester jeune. Il est drôle, sensible et donc forcément insouciant. A vouloir dérégler le triptyque, on démolit le joueur jusqu'à le pousser aux déclarations les plus farfelues. *« Je n'ai pas le profil pour marquer des buts »*, s'est-il risqué à dire à trois jours de France-Afrique du Sud. Prise au second degré, la profession de foi ne manque pas d'humour, mais Christophe Dugarry ne rit plus depuis un mois, du moins lors de ses apparitions médiatiques.

Touché-coulé par les attaques en règle, le Marseillais s'est mué en chevalier triste. Chacune de ses sentences est chargée de spleen. Les encouragements de ses coéquipiers ont été vains, car un attaquant a besoin de buts pour tracer son chemin du bonheur. Nier l'évidence ne fait qu'aviver la douleur intime. Voilà pourquoi il s'est précipité vers Aimé Jacquet, autre âme blessée, après son coup de tête victorieux face à l'Afrique du Sud, vendredi 12 juin, pour partager sa joie. La langue tirée et les bras d'honneur distribués à la retombée du ballon derrière la ligne du but adverse témoignent de sa mémoire. *« Je n'oublie rien, il y en a qui doivent prier pour que cela se passe mal pour moi »*, avait-il martelé dès le premier stage de Tignes, le 13 mai.

En balisant le large succès des Bleus aux dépens des vice-champions d'Afrique, Christophe Dugarry a également validé la confiance du sélectionneur. Les attaques adressées à l'un ricochaient sur l'autre dans un tourbillon qui aurait pu atteindre l'équipe. Avant le coup d'envoi de la rencontre, le héros a éclaté en sanglots. Sa condition de remplaçant n'y était pour rien. C'est l'excitation du premier match qui a eu raison de ses nerfs. Son entrée en jeu à la place de Stéphane Guivarc'h, victime d'une légère entorse au genou gauche, a conforté ses détracteurs quand il a perdu un duel contre le gardien de but sud-africain Hans Vonk et qu'il a maladroitement perdu un ballon dans les trente mètres français. *« Sur le terrain, je ne baisse jamais les bras*, assure ce célibataire endurci. *La pression ne me tétanise pas. Elle me survolte, au contraire. J'aime la bataille, les contacts engagés. Aimé Jacquet me connaît, il sait que je réponds présent lors des grands événements. »*

Zinedine Zidane, le complice des jours heureux et des nuits blanches, soupçonné d'avoir imposé son ami dans la liste des vingt-deux, a l'œil coquin : *« Je suis tellement heureux pour "Duga", il n'a pas seulement marqué un but déterminant, il a aussi gagné ses duels, ce qui témoigne de sa détermination et de sa confiance. »* Bixente Lizarazu partage la douce revanche de son ancien partenaire bordelais : *« Il a été mis en difficulté. Heureusement, la vie est bien faite, parfois. Je sais ce qu'il a vécu, mais je n'en parlerai pas. C'est personnel. »* La résurrection de Christophe Dugarry ne se limite pas à un cas personnel. La rédemption peut avoir des vertus collectives et transcender l'équipe de France.

SINISTROSE MÉDIATIQUE

Dans sa recherche éperdue de l'indispensable animation offensive, Aimé Jacquet a, désormais, de quoi nourrir sa réflexion. Thierry Henry, posté sur le flanc droit, a fini par vaincre ses inhibitions pour déployer ses ailes en cette soirée de mistral. Sa course vers le but a joliment clôturé le feu d'artifice. Le deuxième match, jeudi 18 juin, au Stade de France, donnera une indication supplémentaire sur cette brusque éruption d'efficacité, même si la défense de l'Arabie saoudite ne fait pas référence en la matière.

« Nous n'avons jamais douté une seule seconde de nos moyens, il n'y avait que vous, les journalistes, pour alimenter la sinistrose, ironise Zinedine Zidane. *Notre potentiel est incontestable, on ne peut pas passer au travers. »* La prédiction reste à vérifier, elle ne tient pas forcément compte d'une première mi-temps laborieuse, marquée par un déchet technique irritant dans les enchaînements. La production décevante de l'Afrique du Sud constitue un autre facteur modérateur. Même si elle va quitter Marseille, qui inspire ses élans offensifs (3-3 face à la Norvège, le 25 février, en match amical), l'équipe de France ne peut pas laisser échapper la première place de son groupe. Ni l'Arabie saoudite ni le Danemark ne possèdent une carrure susceptible de lui boucher l'horizon. Au soir du mercredi 24 juin, elle n'aura aucune raison de crier au génie en finissant en tête de sa poule. Il sera alors temps d'entamer les choses sérieuses en huitièmes de finale. *« Je ne me suis jamais senti aussi fort »*, annonce Christophe Dugarry. *« La porte est grande ouverte, nous allons poursuivre sur notre lancée »*, ajoute Aimé Jacquet. C'est beau, un ciel bleu.

Elie Barth, à Marseille

FRANCE-AFRIQUE DU SUD

GROUPE C - VENDREDI 12 JUIN
21 heures, Stade-Vélodrome, à Marseille
● Beau temps froid, avec un vent très violent.
● Terrain en très bon état. Pelouse impeccable.
● Ambiance très animée, ● 60 000 spectateurs.
Arbitres : Marcio Rezende de Freitas (Brésil), assisté de MM. Pinto Filho (Brésil) et Gonzales (Trinidad-et-Tobago)

[illegible]

FRANCE : Petit (22e, jeu dangereux), Deschamps (58e, jeu irrégulier), Zidane (75e, comportement antisportif).
AFRIQUE DU SUD : Jackson (37e, jeu dangereux).

FRANCE
Sélectionneur : Jacquet
16 Barthez
Thuram, 5 Blanc, 8 Desailly, 3 Lizarazu
Deschamps (cap.), 17 Petit (Boghossian, 73e)
Djorkaeff (Trezeguet, 82e), 10 Zidane
12 Henry, 9 Guivarc'h (Dugarry, 28e)

AFRIQUE DU SUD
Sélectionneur : Troussier
1 Vonk, 21 Issa, 5 Fish
18 Radebe (cap.), 4 Jackson
12 Augustine (Mkhalele, 56e), 10 Moshoeu
7 Fortune, 3 Nyathi, 6 Masinga
17 Mc Carthy (Bartlett, 87e)

FRANCE : Dugarry (35e, sur un corner tiré de la gauche par Zidane, déviation de l'arrière de la tête, à 4 m au premier poteau, qui va ricocher dans la lucarne opposée) ; Issa, contre son camp (78e, tir croisé de Djorkaeff des 6 m à droite, dévié dans le coin droit par un tacle du gauche, devant la ligne de but) ; Issa contre son camp (90e, sur un tir croisé de Henry des 10 m à droite, amorti manqué du pied gauche qui heurte la jambe droite et va rouler au milieu du but).

OCCASIONS FRANCE : 61 positions d'attaque dans les 30 m (25 + 36) dont 13 occasions (7 + 6) ; 20 tirs (10 + 10) dont 4 contrés (1 + 3) et 3 parés (3 + 0) par Vonk.
AFRIQUE DU SUD : 36 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 12) dont 1 occasion (1 + 0) ; 4 tirs (3 + 1) dont 2 contrés (2 + 0).

ARRÊTS DE JEU En faveur de la FRANCE : 25 coups francs (13 +12) dont 4 hors-jeu (1 + 3). 8 corners (4 + 4).
En faveur de l'AFRIQUE DU SUD : 26 coups francs (14 + 12) dont 3 hors-jeu (2 + 1). 1 corner (1 + 0).

FRANCE : Marcel Desailly a été souverain en défense centrale. Son sens de l'anticipation, sa puissance et son expérience (il est âgé de 29 ans) lui ont permis de surclasser les attaquants sud-africains. Malgré le vent qui perturbait les trajectoires, Desailly a imposé sa masse physique dans le jeu aérien. Ses relances rapides, essentiellement vers Deschamps et Petit, ont été toujours simples et efficaces.

AFRIQUE DU SUD : Le joueur de l'OM, Pierre Issa (22 ans), a vécu une soirée très difficile face aux attaquants français : il a marqué contre son camp à deux reprises. Perturbé par les permutations de Henry d'une aile à l'autre, manquant de lucidité dans la relance, Issa, après un bon début de match, n'est pas parvenu à donner de l'air à son équipe malgré ses qualités techniques (il n'a été sanctionné qu'une fois).

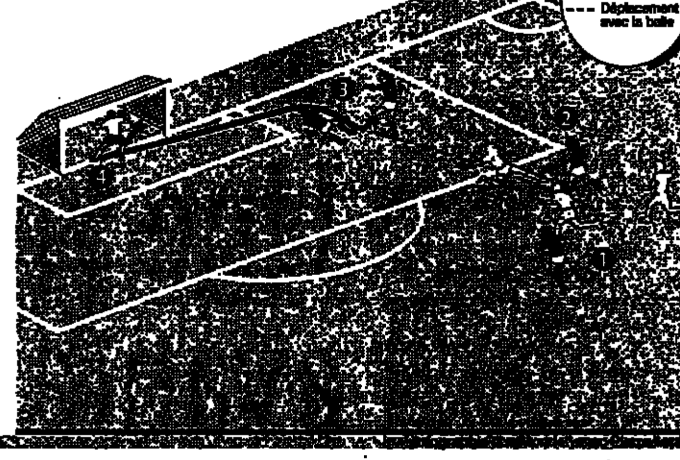
L'ACTION LE BUT D'ISSA CONTRE SON CAMP À LA 90e MINUTE

❶ Sur un corner tiré de la gauche par Dugarry, Henry amortit le ballon de la poitrine, à 25 m dans l'axe. Se défaisant du marquage de Bartlett, il s'oriente vers la droite, puis repique soudainement vers le centre.

❷ Ballon au pied, il accélère, élimine Jackson d'un " petit pont " avant de pénétrer sur la droite de la surface.

❸ Devant Vonk, sorti à sa rencontre, il effectue un petit lob de l'intérieur du pied droit dirigé vers la gauche du but.

❹ Issa se précipite et, à 1 m de la ligne, tente d'amortir le ballon du pied gauche, mais l'accompagne du droit au centre des filets.



L'appel du Prado

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

ORDINAIREMENT LABORIEUX dans ses prises de parole officielles, Aimé Jacquet était tout fringant au cours de la conférence de presse d'après match. Les mots venaient tout seuls, fluides, débordant souvent le traducteur de la FIFA. Il dit d'abord le bonheur de toute l'équipe de France d'avoir été *« au rendez-vous que lui avait fixé le public »*. Il livra ensuite un message plus personnel : *« Je demande au public français de prendre confiance en son équipe, même s'il a été trompé depuis longtemps par une certaine presse »*. A cette seule phrase, lâchée comme le jet de pus d'un abcès qu'on crève, on a pu mesurer à quel point l'homme a été meurtri par les incessantes critiques de ces derniers temps.

La presse dénoncée par lui, et qu'il qualifia naguère de *« nauséabonde »*, c'est essentiellement la presse spécialisée, et plus particulièrement le quotidien *L'Equipe*. Le journal sportif mène ouvertement une campagne anti-Jacquet depuis sa prise de fonctions. Ni la série inégalée de ses victoires (seulement trois défaites en quarante-cinq rencontres) ni la qualification des Bleus à l'Euro 96 et leur présence en demi-finale (exploit rarissime) ne lui valurent la moindre circonstance atténuante. Il y a tout juste un mois, le journal sportif titrait encore sur « Jacquet, le désenchanteur » ; son directeur de rédaction montait même en personne au créneau de la « une » pour marteler une nouvelle fois qu'il n'était *« décidément pas l'homme de la situation »*.

AIMÉ JACQUET

Ses détracteurs étant momentanément mis KO par la victoire du Stade-Vélodrome, Aimé Jacquet en a profité pour s'adresser directement à la France du ballon rond. Non pour un méchant règlement de comptes, mais pour la prendre à témoin de l'injustice qui lui est faite : *« Je suis un professionnel, je travaille beaucoup et le football m'a souvent donné raison. » « J'espère*, a-t-il conclu, *que le public français a compris qu'il a une belle équipe de France, qu'elle mérite le respect et un soutien total. »* Comme il y eut l'appel de Cochin, celui du Prado pour un rassemblement national derrière les Bleus laissera-t-il une trace ? Dans le souvenir d'Aimé Jacquet en tout cas, la soirée restera douce. Débutée au vent mauvais des sifflets qui accueillirent son nom lors de la présentation des équipes, elle s'est poursuivie par la bise chaleureuse de Christophe Dugarry, accouru l'embrasser comme du bon pain après son but. Plus tard dans la nuit, contrairement au mistral, la bourrasque médiatique semblait devoir retomber autour du « patron ».

« Je suis un professionnel, je travaille beaucoup et le football m'a souvent donné raison »

« Ça y est, les gars, on est en Coupe du monde ! »

ILS ONT CHANTÉ *la Marseillaise*. Ils en avaient envie, ils en avaient besoin. Depuis deux interminables années, ils attendaient ce vendredi 12 juin. Le jour de gloire était arrivé. Ils l'ont crié à tue-tête. *« L'hymne national a été un moment très fort que je n'oublierai jamais. »* Thierry Henry, l'enfant des Ulis, le gamin des cités, en avait encore des sanglots dans la voix, deux heures après. *« Il est passé quelque chose de très fort entre nous »*, expliquait Didier Deschamps, le capitaine. Ce n'était plus onze joueurs côte à côte mais une chaîne de solidarité. Sur le banc de touche, les remplaçants s'étaient donnés la main. L'équipe de France entrait en Coupe du monde.

En 1997, une équipe de sociologues nantais mena une étude sur les joueurs professionnels français. De ce sondage, il ressortit que ceux-ci n'éprouvaient aucune confiance dans le milieu du football. Managers, présidents, entraîneurs et même public suscitaient la plus extrême réserve. *« Sur qui comptez-vous dans les moments difficiles »*, demandèrent les universitaires. *« Sur la famille »*, répondirent 90 % des sportifs.

Vendredi, à 20 h 50, au moment de déboucher sur la pelouse du Stade-Vélodrome, c'est naturellement à cette famille que s'accrochait chaque joueur. Didier Deschamps et Zinedine Zidane pensaient à leur femme. Celle d'Emmanuel Petit était en voyage au Canada mais lui tenait pourtant la main. Lilian Thuram appelait à la rescousse son petit, si fragile, et sa mère, si forte. Aux côtés de Marcel Desailly, marchait Seth Adonkor, son demi-frère mort dans un accident de la route. Ils sont sortis et la clameur du public marseillais les a tirés de leur songe. Un match les attendait.

Quand avait-il commencé vraiment ? A coup sûr dès qu'on les avait sortis de leur retraite de Mallemort. *« On a senti la pression quand on est monté dans le bus »*, expliquait Vincent Candela. Une musique douce, à peine audible, a accompagné les 52 kilomètres du trajet. Personne ne l'écoutait. Les baladeurs diffusaient des musiques plus personnelles. Rap ou groove pour Patrick Vieira, classique pour Bixente Lizarazu. Frank Leboeuf s'était plongé dans un livre sur l'Egypte. *« Nous étions assez décontractés »*, jure ce dernier. Pourtant, aux quelques plaisanteries échangées au début du parcours avait peu à peu fait place une rêverie collective.

A 19 h 15, le car a fendu la foule massée devant l'entrée et s'est engouffré dans le stade. Les Bleus en sont descendus, déjà en survêtement, et ont gagné le vestiaire dévolu habituellement à l'Olympique deMarseille. L'endroit comporte en fait trois pièces. Jean-Marcel Ferret, le médecin de l'équipe de France, et les kinés se sont installés dans la salle de soins, à gauche de l'entrée, pour les massages. Aimé Jacquet et ses adjoints ont obliqué dans la pièce de droite qui leur était réservée. Les joueurs ont investi la pièce principale, un rectangle d'environ 30 mètres carrés aux murs blanc cassé. Diamantino Di Faria, le magasinier, avait déjà posé sur le banc, devant chaque placard, les maillots soigneusement pliés.

SORTIS DE TERRE

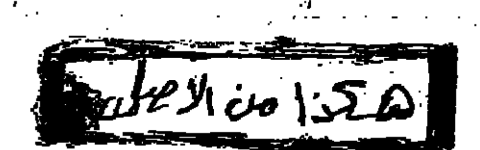
Dans un recoin de la salle de soins, une petite pièce d'environ 5 mètres carrés avait été aménagée pour l'isolement des joueurs. David Trezeguet n'en a pas eu besoin. *« Pour moi, la concentration commence quand je mets mes chaussures »*, explique le joueur. *« Plus le match est important, moins les joueurs parlent »*, résume Henri Emile. A 20 heures, Fabien Barthez sortait pour l'échauffement, en compagnie de Philippe Bergeroo, l'entraîneur des gardiens. Les autres joueurs entamèrent leur entraînement musculaire à 20 h 15. Didier Deschamps conduisait la séance collective. Il ordonnait le repli vers le vestiaire vingt minutes avant le coup d'envoi. Le capitaine était alors devenu le patron.

Aimé Jacquet s'était mis en retrait. Le sélectionneur avait organisé une ultime causerie technique, le matin à 11 heures, dans une ancienne écurie attenante à l'hôtel, transformée en salle de conférence. Chacun connaissait désormais les consignes. Aimé Jacquet n'avait plus rien à faire, si ce n'est respecter la préparation individuelle et se rendre disponible aux sollicitations. Jean-Marcel Ferret faisait de même. *« Il faut répondre aux petites demandes des uns et des autres*, explique le médecin. *Cela fait partie du travail psychologique. »* Dans les vestiaires de l'Afrique du Sud, Philippe Troussier, le « sorcier » des Bafana-Bafana, procédait au même moment à des fumigations magiques des pieds. Dans celui de leurs adversaires, chacun se raccrochait à la science ou à de petites superstitions.

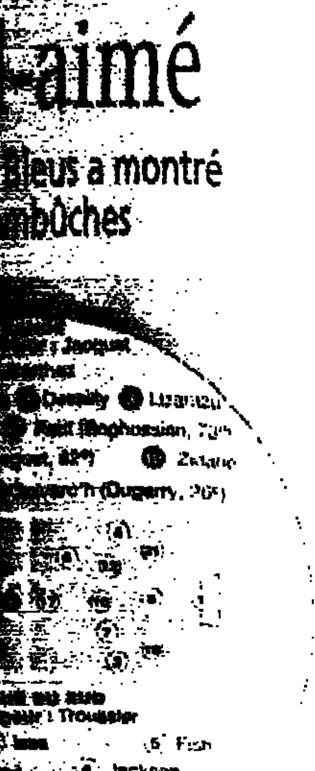
Enfin l'arbitre, le Brésilien Rezende de Freitas, a sifflé dans le couloir pour appeler les joueurs. La tension atteignait le point limite. Christophe Dugarry s'effondrait en pleurs. *« Ca y est, les gars, on est en Coupe du monde »*, répétait l'attaquant en embrassant ses coéquipiers. Les joueurs se sont levés, ont franchi la porte, longé un petit couloir d'une dizaine de mètres débouchant dans un hall. Il y ont retrouvé leurs adversaires. Puis il a fallu descendre une dizaine de marches, emprunter un couloir d'une trentaine de mètres, remonter de l'autre côté et déboucher de la trappe comme on sort de terre, dans l'angle de la tribune Nord. *« Le public aura un rôle déterminant : j'espère qu'il sera indulgent »*, priait Emmanuel Petit. Trois buts plus tard, il n'avait même pas eu à l'être.

A minuit, le car des Bleus quittait sous les vivats le Stade-Vélodrome pour retourner au Moulin de Vernègues, à Mallemort. Les conjointes avaient été autorisées à rejoindre les joueurs pour la soirée et la nuit. Un dîner de gala avait été organisé. Il faisait trop froid sur la terrasse. On préféra donc s'installer dans la magnifique cave voûtée qui sert aux réceptions. Il était 1 heure du matin quand on s'attabla. Il n'était que temps de se détendre.

Benoît Hopquin, à Marseille



هكذا من الأصل





aimé

Bleus a montré … bûches

ionde ! »



Le défenseur sud-africain Pierre Issa. Meilleur buteur du match, pour son malheur. MICHAEL URBAN/REUTERS

La scoumoune de Pierre Issa, marseillais et sud-africain

Le rêve du défenseur des Bafana Bafana a viré au cauchemar

PIERRE ISSA en a gros sur le cœur. Humilié et déçu comme le reste des joueurs de l'équipe d'Afrique du Sud battue (3-0) par l'équipe de France, le jeune défenseur des Bafana Bafana est rentré dans les vestiaires du Stade-Vélodrome la tête basse. Pour lui, ce match devait être une fête, une revanche personnelle, une consécration. Remplaçant à l'Olympique de Marseille et Français d'adoption, Pierre Issa, enfant de Johannesburg, a choisi le maillot sud-africain. Sur le pelouse phocéenne, devant son public mais contre l'équipe de son pays d'accueil, il voulait prouver qu'il méritait bien le numéro 21 de la sélection arc-en-ciel malgré son inexpérience et les critiques de la presse sud-africaine. Mais deux buts marqués contre son camp ont fait tourner la défaite en cauchemar.

« Ce match était spécial pour moi mais cela s'est mal passé. C'est vraiment difficile à digérer », a confié ce grand garçon de 1,95 m qui s'était rasé le crâne pour faire champion. Très critiqué lui aussi par les médias sud-africains, Philippe Troussier, l'entraîneur français des Bafana Bafana, n'a pas voulu en démordre. Il avait décidé de faire confiance aux jeunes et il a fait confiance aux jeunes. Pierre Issa a joué l'intégralité de la rencontre. *« Je veux gonfler Pierre à bloc. L'avoir sur le terrain au Stade-Vélodrome peut être un atout pour nous. Il est chez lui et il est très motivé »*, affirmait le sélectionneur avant le match. *« Le Vélodrome, c'est un peu mon jardin. Y disputer une rencontre de Coupe du monde contre la France, c'est un rêve »*, expliquait, de son côté, le « French Bafana ».

PSYCHODRAME PERSONNEL Derrière son look nonchalant de rappeur et d'inconditionnel du groupe marseillais IAM, ce jeune homme timide de vingt-deux ans cache un footballeur ambitieux et consciencieux. Proche de Laurent Blanc – il le considère comme *« un ami et un modèle »* –, Pierre Issa avait décidé, à l'approche du match contre la France, de ne plus téléphoner à son illustre coéquipier de Marseille et libero de l'équipe de France. A Vichy, base d'entraînement de l'Afrique du Sud pendant le Mondial, il avait gagné sa place de titulaire en se montrant parmi les plus motivés à l'entraînement.

Mais au Stade-Vélodrome, le rêve a viré au psychodrame personnel, à la catastrophe nationale. Pierre Issa le sait bien, avec une défaite humiliante par 3-0, l'honneur des Bafana Bafana est bafoué. *« Toute la nation est derrière vous »*, affirmait avant le match le *Sowetan*, le quotidien de la communauté noire. *« Les joueurs doivent être prêts à mourir sur le terrain »*, proclamait un autre quotidien alors que le Parlement, de son côté, avait voté, à l'unanimité, une motion d'encouragement à l'équipe nationale. Le président Nelson Mandela, lui, avait reçu les joueurs avant leur départ puis avait fait parvenir à chacun d'entre eux un message personnel de soutien.

« Je suis très fier de jouer pour l'Afrique du Sud et d'être soutenu par quelqu'un comme le président Mandela », répète souvent Pierre Issa, conscient de l'importance de la Coupe du monde 1998 pour la « nouvelle » Afrique du Sud après l'isolement des années d'apartheid. Le mauvais sort a été d'autant plus cruel à s'acharner contre lui qu'il a été un des Sud-Africains les plus actifs. Entré sur la pelouse en serrant les poings et en encourageant ses coéquipiers, il a réalisé plusieurs interventions décisives contre les attaquants français. Et c'est lui qui, de la tête, a créé la meilleure occasion du match pour les Bafana. Mais la malchance s'en est mêlée et, par deux fois, Pierre Issa a crucifié sa propre équipe. Une première fois en détournant un ballon sur lequel le gardien Hans Vonk semblait à la peine, une deuxième fois en essayant, sur la ligne de but, de dévier un tir français.

« Deux buts malheureux », a-t-il déclaré, cherchant à oublier ses malheurs au plus vite. *« La Coupe du monde n'est pas finie pour nous. Il nous reste deux matchs et la rencontre contre la France n'était pas capitale »*, a rassuré le jeune défenseur. Il n'empêche que ce match restera pour Pierre Issa celui de la poisse. Triste ironie et piètre consolation, il entre dans l'histoire de la Coupe du monde en marquant le 1 600e but de la compétition depuis sa création et rejoint ainsi dans la légende l'Allemand Gerd Müller (800e but en 1970), le Français Jean-Pierre Papin (1 200e buts en 1986). Il rêvait sûrement d'un titre de gloire acquis de plus belle manière.

Frédéric Chambon, à Marseille

« Zizou » et « Duga », héros du Pythéas

Le café marseillais a troqué le bleu de l'OM pour celui de l'équipe nationale

D'IMMENSES PHOTOS placardées sur les murs. Des photos de l'OM, évidemment, retraçant quelques-uns des plus grands exploits du club marseillais depuis les années Tapie. Des écharpes bleu et blanc suspendues, sur lesquelles sont inscrits des messages d'amour envoyant le club marseillais au septième ciel. A deux pas du Vieux-Port et des rues chaudes jouxtant l'Opéra, le Pythéas est un bistrot culte. Quartier général des « Winners », un des plus importants clubs de supporteurs olympiens, créé en 1987, ce bar a souvent connu de chaudes soirées. Jean-Claude et Noël, les patrons, dingues de l'OM, ont depuis longtemps pris l'habitude d'installer un ou deux grands écrans pour retransmettre les matches très attendus. Des témoins se souviennent de mémorables PSG-OM pendant lesquels l'atmosphère régnant dans l'établissement ressemblait à celle du virage le plus chaud du Stade-Vélodrome.

Tandis qu'un mistral gagnant vide les rues, alors que le coup d'envoi de France-Afrique du Sud est programmé dans une petite heure, on installe quelques dizaines de chaises autour des tables disposées face aux deux écrans. Comment l'équipe de France va-t-elle être accueillie dans cet antre de l'OM ? La question n'est pas innocente. Entre paranoïa déplacée et rancœurs vivaces, le divorce constaté entre supporteurs marseillais et reste du pays dure depuis trop longtemps. Comment Marseille peut-elle ouvrir son cœur à une autre équipe que « son » OM ?

Une récente enquête réalisée par deux chercheurs de la faculté des sciences et du sport auprès des jeunes de certains quartiers de la cité phocéenne avait déjà rassuré les sceptiques. *« A priori, Marseille n'était pas le lieu favorable à un engagement marqué aux côtés de l'équipe de France,* soulignent les auteurs. *Or les résultats de cette enquête montrent le contraire : le Onze tricolore est largement plébiscité... »* Les intentions sont bonnes, il faut maintenant passer aux actes.

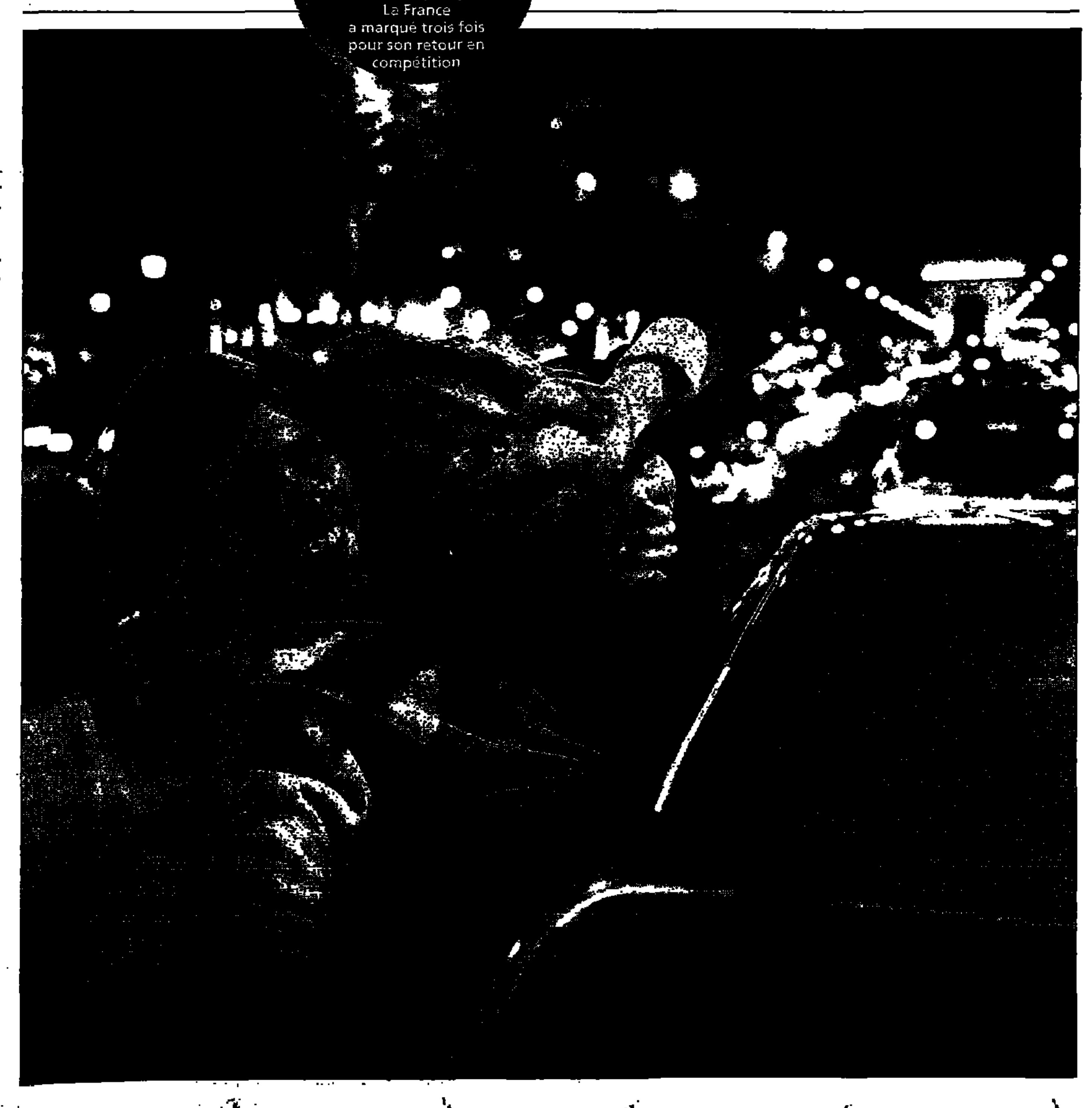
« Il est évident que nous sommes tous supporteurs de l'OM avant d'être supporteurs de l'équipe de France, prévient Jean-Claude, derrière son comptoir. *Le public marseillais est sévère : même un joueur comme Zinedine Zidane, qui est adoré par tous les Marseillais, ne peut se permettre de rater trois passes de suite. Il sera aussitôt sifflé. »* Le coup d'envoi approche, les clients-supporteurs affluent : des jeunes couples, des habitués, des filles impatientes. La première envolée verbale de la soirée est lancée, peut-être la plus belle : *« Tu a vu ce qui souffle dehors ? Ce soir, on devrait débaptiser le Vélodrome pour l'appeler Stade-Frédéric-Mistral. »*

ET LE PARIA OUVRE LA MARQUE

A l'entrée des Bleus et des Bafana Bafana sur la pelouse, lorsque le gigantesque « tifo » coloré réalisé par le public apparaît à l'écran, le Pythéas chavire. *« Regardez, ça c'est Marseille ! »*, lance-t-on avec une fierté qui n'est plus contenue depuis longtemps. Quand Christophe Dugarry remplace Stéphane Guivarc'h, les commentaires moqueurs fusent. Si les mots pouvaient blesser, les soigneurs auraient du travail. Quelques minutes plus tard, le paria ouvre la marque pour les Bleus et le Pythéas se découvre soudain un nouvel enfant chéri : *« Eh oui, il joue quand même à l'OM celui-là ! »*

Au coup de sifflet final, à l'image du Pythéas, toute la ville s'enflamme. Un immense concert de klaxons a salué la victoire des Bleus, tandis qu'un embouteillage se formait autour du stade, sur la Corniche et au Vieux-Port. Le Mistral persistant, qui avait provoqué l'annulation d'un concert gratuit sur la plage du Prado, n'a pas empêché les Marseillais de se retrouver au centre-ville, dans les cafés et les restaurants, exceptionnellement ouverts jusqu'à 4 heures sur autorisation préfectorale. Tout ça pour fêter « Zizou » et « Duga », héros du Pythéas, idoles des Phocéens.

Alain Constant, à Marseille



La photographie d'Hughes de Wurstemberger « Marseillaise » pour deux Parisiennes sur les Champs-Elysées. La France a marqué trois fois pour son retour en compétition

COUPS DE SIFFLET
LA REVUE DE PRESSE



L'ÉQUIPE

Une entrée en matière n'est jamais simple pour le pays organisateur, même lorsqu'il part largement favori. On a vu, en 1982, l'Espagne tenue en échec par le Honduras (1-1). Hier soir, il s'agissait de battre l'Afrique du Sud et si possible pas n'importe comment. Il n'était pas encore question de furia ou de panache, mais de confiance et de sécurite. Les Bleus ont donc battu l'Afrique du Sud dans un scénario que l'on trouverait extraordinaire s'il n'était pas, s'agissant de sport, d'un extrême classicisme.



LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE

On peut le dire sans sombrer dans l'exagération : c'était le match de l'équipe de France de football le plus attendu depuis douze ans. En effet, depuis leur troisième place de 1986 au Mexique, les Tricolores n'avaient plus jamais été de la fête du Mondial. Il a fallu que la France organise la dernière Coupe du monde du siècle pour que nos footballeurs obtiennent directement leur ticket qualificatif. Seulement voilà, organiser la Coupe du monde ne suffit pas pour la gagner. Et c'est peu dire que les Français étaient attendus au virage hier soir à Marseille. Leur victoire sur le score sans appel de 3 à 0, dans un stade balayé par un mistral gagnant, va aussi balayer beaucoup de critiques. Avec, dans l'euphorie du moment, le risque d'un excès d'optimisme succédant aux excès de pessimisme.

L'EST RÉPUBLICAIN

Même pour les consommateurs modérés de football, le spectacle donné hier soir par l'équipe de France a constitué un moment intéressant. Malgré un vent d'enfer, la technique de Zidane, la valeur établie de cette formation, les courses de Thierry Henry, qui a fait ronfler le turbo le long de la ligne de touche, la solidité de la défense, le coup de tête de Dugarry, ont permis aux Bleus de réussir brillamment leur entrée. N'en déplaise à la cohorte de sélectionneurs qui font et défont les équipes d'Aimé Jacquet, ce résultat mérité donne raison à l'homme à la figure triste mais aux convictions affirmées, qui n'a jamais douté ni de ses certitudes ni de la justesse de ses combinaisons stratégiques et psychologiques.

LE COURRIER PICARD

Ainsi, on pourrait croire qu'il y a deux sortes de Français, les pros et les anti-foot. Et que la ligne de démarcation entre les deux catégories est bien dessinée, bien tranchée. Or ce n'est pas si évident que ça. Il existe en effet des hommes et même des femmes qui aiment le football, qui ne dédaignent pas regarder un bon match à la télé. Mais qui ne sont pas pour autant des fanatiques de ce sport au point d'être heureux d'en ingurgiter quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Pour cette espèce-là, la vie n'est pas facile actuellement. Si on est fou de foot, pas de problème ; on est servi (...). Mais, évidemment, pour ceux qui aiment bien regarder du foot mais avec modération, les choses ne sont pas si simples. Ces modérés du ballon rond qui se croient des sages risquent de rester des incompris. Comment en effet aimer le foot autrement que passionnément ?

« L'Allemagne peut battre tout le monde »

Allemagne-Etats-Unis. Le sélectionneur de la Mannschaft, Berti Vogts, estime que les règlements favorisent le jeu défensif

« Plus de la moitié de votre effectif a au moins trente ans. Comment comptez-vous gérer une épreuve de cinq semaines avec des joueurs aussi âgés ?

– Une équipe est bonne ou mauvaise. L'âge des joueurs n'a pas d'importance. J'ai choisi les vingt-deux meilleurs joueurs. Nous sommes armés pour durer. Comme d'habitude. Nous savons gérer les grandes compétitions. Je n'ai rien laissé au hasard.

– Vous avez tout de même rappelé Lothar Matthaüs, que vous aviez renvoyé "définitivement" en 1994...

– Je me suis exprimé à ce sujet. Compte tenu du forfait de Matthias Sammer, il me fallait un défenseur central supplémentaire. J'ai fait mon *mea culpa*, point à la ligne. Ça ne me dérange pas de manger mon chapeau si cela peut permettre à mon pays de justifier son rang. A ce jour, je n'ai pas regretté un instant ma décision. Matthaüs s'est intégré parfaitement au groupe. Il connaît les règles du jeu.

– Quelles sont ces règles ?

– Lors du Mondial 1994, des problèmes internes avaient fini par polluer l'ambiance. Cette fois, je serai plus vigilant. Il est hors de question de laisser quiconque improviser une conférence de presse pour déclamer ses états d'âme. J'ai également interdit aux joueurs d'accorder des chroniques aux médias, d'écrire des livres ou de composer des albums photos à paraître à l'issue de l'épreuve. Les contrevenants seront sanctionnés. L'Allemagne n'est pas loin. Il suffit d'une heure d'avion pour ramener les fortes têtes à la maison.

« Le système de l'élimination directe à partir des huitièmes de finale est une aberration »

– Pourquoi la situation vous avait-elle échappé lors de la Coupe du monde 1994 ?

– Je n'étais pas suffisamment détendu. Il faut savoir lâcher du lest. Les joueurs seront parfois autorisés à dîner en famille ou avec des amis. Nous avons également prévu de faire venir l'une ou l'autre fois leurs femmes. Ce n'est pas une nuit d'amour qui va entraver les forces d'un footballeur allemand.

– Quels sont vos rapports avec la presse populaire allemande, qui vous a souvent attaqué par le passé ?

– Je n'ai jamais accepté de collaborer avec ces médias *[son prédécesseur Franz Beckenbauer l'avait fait en signant des articles pour le quotidien* Bild Zeitung*]*. J'en ai subi les conséquences mais, tous les matins, je peux me regarder dans une glace. J'émets un seul voeu : qu'on laisse ma famille tranquille. Je ne veux plus que des journalistes se rendent à la maternelle pour épier mon fils.

– Quelle sera, selon vous, la caractéristique de cette Coupe du monde ?

– Les matches seront tendus, il n'y aura pas de scores élevés. Premièrement, les équipes dites modestes ont élevé leur niveau de jeu. Deuxièmement, les règlements incitent à la prudence. Le système de l'élimination directe à partir des huitièmes de finale est une aberration. Tout le monde ne songera qu'à défendre en attendant une faute de l'adversaire. Le but décisif en prolongation relève de la même stupidité. Les joueurs camperont dans leur camp jusqu'aux coups de pied arrêtés. Tout a été fait pour encourager un jeu défensif.

– Ce Mondial peut-il révéler des innovations tactiques ?

– Non. L'ère est à la communication permanente. Si le sélectionneur chilien met au point une trouvaille, la planète en sera informée dès le lendemain. Chaque pays va d'abord miser sur ses points forts traditionnels. Les Européens misent en priorité sur le bloc défensif. Les Sud-Américains jouent au rythme de leurs déhanchements en discothèque. Les Africains tirent leur force de leur inspiration. Ils ne préparent rien : c'est ce qui les rend si dangereux. Enfin, les Asiatiques se comportent sur un terrain comme dans la vie : en courant frénétiquement du début jusqu'à la fin.

– Etes-vous toujours aussi critique sur la répartition des billets ?

– Absolument. La Fédération internationale aurait dû imposer à votre comité d'organisation une distribution plus importante aux fédérations étrangères. Je déplore aussi l'obligation faite aux participants de jouer dans des stades différents. Les supporteurs sont contraints à des déplacements importants avec le risque de croiser des hooligans dans les trains. Et puis, une Coupe du monde doit servir à nouer des liens avec la population locale. En déménageant sans cesse, on ne peut pas tisser des liens avec les citoyens d'une ville comme nous l'avons fait en 1990 à Milan ou en 1994 à Chicago. J'ai évoqué ce problème avec Michel Platini. Il a commencé par me conter fleurette. Je lui ai demandé s'il a eu le temps de visiter, comme joueur de la Juventus, les villes étrangères quand il s'y rendait juste pour deux jours.

– Que vous a-t-il répondu ?

– Il a répondu par la négative, évidemment. Voilà pourquoi nous allons rester malgré tout dans la région niçoise, à La Colle-sur-Loup, que nous regagnerons immédiatement après nos rencontres.

– L'Allemagne peut-elle conquérir sa quatrième Coupe du monde ?

– Nous pouvons battre tout le monde, mais le Brésil va conserver son titre.

– Et la France ?

– Elle aura une pression énorme en tant que pays organisateur. Même une défaite en finale serait considérée comme un échec. »

Propos recueillis par Elie Barth, en Allemagne


AFP

Les attaquants allemands Jurgen Klinsmann et Ulf Kirsten à l'entraînement.

Le spleen des joueurs américains

Steve Sampson, l'entraîneur des Etats-Unis, tenait à installer son équipe dans un endroit *« typically french »* pour préparer le Mondial. Il pensait avoir trouvé la perle rare au château de Pizay, au milieu des vignes du Beaujolais, sous la colline de Brouilly. Mais moins d'une semaine après leur arrivée, ses joueurs s'ennuient ferme dans la verdure. Alexi Lalas gratte sa guitare acoustique pour tuer le temps. Brian Maisonneuve n'a qu'un livre de chevet : l'annuaire professionnel. David Régis, le Français naturalisé américain, dispute des parties de fléchettes pour faire connaissance avec ses nouveaux partenaires. *« Les Américains ont besoin d'être en contact avec le monde,* dit-il. *Ici, nous sommes enfermés dans un milieu qui ne nous convient pas. Même la sieste, ça nous prend la tête. »*

Helmut Kohl n'oublie pas le penalty marqué à Sepp Maier...

LA DÉLÉGATION allemande, forte de cinquante personnes, s'est installée le 7 juin au mas d'Artigny, à Saint-Paul-de-Vence. Non loin de là, le Parc des sports Charles-Hermann, à Nice, a des allures de camp retranché. L'accès à la salle omnisports est interdit à ceux qui n'ont pas de badge d'accréditation, et c'est une véritable parcelle de territoire allemand qui s'anime ici jour et nuit. Sur le parking, les plaques d'immatriculation des Mercedes ou des Audi, comme celles des cars de régie vidéo, sont blanches. A l'intérieur, toutes les chaînes d'outre-Rhin ont installé bureaux et studios. Le direct est permanent avec le pays.

Sur la pelouse attenante, la sélection de Berti Vogts vient s'entraîner une ou deux fois par jour. Et, à 13 heures, trois joueurs viennent, à tour de rôle, répondre aux questions des cent quatre-vingt journalistes allemands venus prendre leurs quartiers sur la Côte d'Azur. Vendredi 12 juin, le train-train quotidien a été bousculé par la visite du chancelier Kohl, qui brigue un cinquième mandat lors d'élections fédérales qui s'annoncent difficiles pour lui, fin septembre. *« Non,* assure-t-il, *je ne pense pas que ma présence aux côtés de l'équipe nationale favorisera ma réélection. Je ne suis pas là pour ça, mais pour transmettre à nos joueurs les encouragements de toute la nation. »* Et, pour écarter toute mauvaise pensée, Wolfgang Niersbach, le chef de la délégation, a précisé auparavant que Gerhard Schröder, le rival social-démocrate de M. Kohl, est attendu, lui aussi, à Nice, sans doute la semaine prochaine.

LONGÉVITÉ

Cette visite n'a donc rien de politique, puisqu'on nous le dit. Ou si peu, comme l'explique lui-même le chancelier : *« On ne peut pas séparer la politique de la vie et, pour des millions d'Allemands, le football n'est pas dissociable de la vie. »* Helmut Kohl partage la même passion que ses compatriotes pour le football. Avec ses six millions de licenciés (trois fois plus qu'en France), la Fédération allemande (DFB) est la plus puissante d'Europe.

Le chancelier se laisse aller à la confidence : *« Tout le dispositif qui m'entoure m'ennuie. J'aime bien venir voir la sélection nationale mais, ce que je préfère, c'est aller assister sans protocole à des matches entre petites équipes. »* Il raconte que la politique l'a contraint à abandonner le football à dix-huit ans, mais assure qu'il se sent encore capable, comme en 1990, de marquer un penalty à Sepp Maier (le gardien légendaire du Bayern Munich, aujourd'hui entraîneur adjoint). *« Mon poids n'a pas changé et je me sens en forme. »* La conversation glisse sur la composition de l'équipe que Berti Vogts maintient encore secrète. *« Moi aussi j'ai souvent formé des équipes gouvernementales et je m'amusais à lire ce que la presse prédisait. Le choix est toujours difficile... »*

Le chancelier file ensuite vers le mas d'Artigny partager le repas de la sélection. Il connaît l'endroit puisque Valéry Giscard d'Estaing l'y a déjà reçu, pour un sommet franco-allemand... en 1976. La longévité est bien une qualité allemande, puisque la Nationalmannschaft possède, avec près de trente ans, la moyenne d'âge la plus élevée des trente-deux équipes en lice. Mais, comme le dit le vétéran (trente-sept ans) Lothar Matthaüs : *« Si on gagne, on dira que c'est grâce à notre expérience et, si on perd, que c'est à cause de notre âge. »*

Berti Vogts, qui mise donc sur l'expérience de son équipe pour aller loin dans ce Mondial, affirme n'avoir jamais eu autant de bons attaquants (Klinsmann, le capitaine, et Bierhoff, avec Marschall et Kirsten en réserve) et une défense aussi solide, avec le libero Thon et les stoppeurs Kohler et Wörns qui *« ne se laisseront pas prendre dans les airs comme les Italiens »*. Tout va bien donc, même pour Matthaus, promis au banc de remplaçant de luxe : *« La compétition est longue, il faut patienter et j'espère que Helmut reviendra me voir jouer, le 12 juillet... »*

Christian Jaurena, à Nice

Le football après la guerre

Yougoslavie-Iran. Les « mercenaires » serbes ont soif de revanche

LA YOUGOSLAVIE a soif de matches et de victoires. Exclue des deux derniers Championnats d'Europe des Nations – en Suède (1992) et en Angleterre (1996), et de la World Cup aux Etats-Unis (1994) –, sa sélection est privée de toute compétition internationale depuis six ans. Une envie de revanche anime un groupe de joueurs qui, durant la guerre, ont fait fortune sur toutes les pelouses d'Europe et souffrent d'être qualifiés de « mercenaires ». Dans leur retraite de Saint-Galmier, près de Saint-Etienne, les Yougoslaves brûlent de montrer ce que, collectivement, ils savent faire. D'abord, dimanche 14 juin, face à l'Iran, au stade Geoffroy-Guichard. Pour le milieu de terrain offensif Dejan Savicevic, l'exclusion de la Yougoslavie par l'ONU et les instances internationales du football a d'abord pénalisé des joueurs qui n'étaient pas responsables des décisions aberrantes de leurs dirigeants politiques. La même amertume se devine dans les propos de Slobodan Santrac, qui entraîne l'équipe yougoslave depuis la levée des sanctions, en décembre 1994. Avant la guerre, en 1991, l'équipe yougoslave était une pépinière de talents croates, serbes et bosniaques. S'ils étaient aujourd'hui réunis en France, ils feraient presque figure, avec le Brésil, de favoris de la Coupe du monde.

Séparés par la guerre, ces hommes continuent, dans les clubs, de jouer ensemble : Dejan Savicevic, le Serbe, et Zvonimir Boban, le Croate, au Milan AC ; Predrag Mijatovic, le seul Monténégrin de l'actuelle sélection yougoslave, et Davor Suker, le Croate, au Real Madrid. En août dernier, au tour préliminaire de la Ligue des champions, le Croatia Zagreb avait éliminé, sans incident ni sur le terrain ni dans le public, l'Etoile rouge de Belgrade.

Le football était le seul *« ferment de solidarité dans l'ex-Yougoslavie,* se souvient Nisa Savelic, le défenseur serbe, qui joue en France aux Girondins de Bordeaux. Ont-ils la nostalgie de l'équipe serbo-croate d'hier ? *« Pas de nostalgie, c'est la vie »*, répond, fataliste, Dragan Stojkovic, le meneur de jeu exilé au Japon, qui plaisante : *« Disons qu'avant on avait une super-équipe. Maintenant, on a deux super-équipes. »*

Tous veulent aller le plus loin possible dans ce tournoi mondial en France, à la fois pour montrer que cette génération dispersée, exilée, peut jouer, vibrer ensemble, et pour faire plaisir à une population, à leurs yeux trop longtemps punie. *« Vous vous rendez compte que notre football était mort ?*, dit Goran Djorovic, qui à présent joue en Espagne. *Vous comprenez ce que représente pour un pays amoureux et fier de son football une absence de toute compétition internationale pendant six ans ? »* De mère croate, de père serbe, Sinisa Mihajlovic, qui joue à la Sampdoria Gênes, se dit aussi déterminé à faire oublier à *« un peuple yougoslave qui souffre »* ces six maudites années.

Une nouvelle couvée de jeunes talents, qui n'a pas la même mémoire des événements, est apparue. *« On est plus fort mentalement,* dit Dragan Stojkovic. *L'équipe yougoslave passait pour brillante, mais manquant de maturité et capable de laisser filer un match dans la dernière demi-heure. Ça, c'est terminé. »*

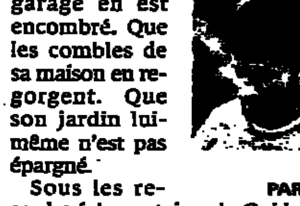
Henri Tincq, à Saint-Galmier

Ali Parvin, une légende iranienne

Le meneur de jeu de l'équipe de 1978 jouit d'une immense popularité

LES VEDETTES iraniennes de la Bundesliga, les Azizi, Daei et Bagheri, ont encore du chemin à faire avant de rattraper le « Maître » dans le cœur des Iraniens. Avec Ali Parvin, meneur de jeu de la grande époque, âgé aujourd'hui de cinquante ans, les superlatifs sont superflus. Ali Parvin est superlatif. En France, il serait en un seul homme Michel Platini, Johnny Hallyday et feu Jacques-Yves Cousteau.

Ali Parvin reçoit au premier étage de l'immeuble qui abrite la concession automobile où il laisse filer les jours. Autour de son bureau, les coupes et trophées remplacent les plantes vertes. On devine que son garage en est encombré. Que les combles de sa maison en regorgent. Que son jardin lui-même n'est pas épargné.


ALI PARVIN

Sous les regards réglementaires du Guide, Ali Khamenei, et de Ruhollah Khomeiny, Ali Parvin se multiplie. Il est le directeur affable, assis derrière un bureau de concessionnaire installé. Il est aussi, suspendu au mur, le footballeur barbu du poster du magazine *Mondial*, souvenir de la Coupe du monde de 1978. Il est encore le souverain glabre peint en majesté, avec sceptre et manteau d'hermine, accroché un peu plus loin.

« HONNÊTE HOMME »

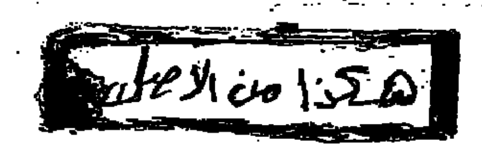
Le parcours du champion a épousé les courbes de la carte du football iranien. A Téhéran, métropole étendue à flanc de montagne, on part du bas pour arriver en haut. Les joueurs sont puisés dans le vivier des terrains vagues de la ville basse, au sud. Leurs dons permettent aux meilleurs d'accéder aux quartiers aisés perchés au nord.

Ali Parvin n'est pourtant pas un parvenu, mais un *javânmardi*, le parfait « honnête homme » iranien : un dosage parfait de force, de modestie et de générosité. Il est celui que l'argent n'a pas conquis. Celui qui est resté fidèle au maillot rouge de Pirouzi. Celui qui remet, plusieurs fois par semaine, médailles et décorations aux espoirs les plus prometteurs, aux seniors les plus méritants et aux vétérans exceptionnels qui font le football iranien.

Joueur, entraîneur, Ali Parvin a tout connu. S'il n'exerce plus à ce jour, sa retraite apparaît presque comme une bonne manière faite aux journaux qui ont chanté sa gloire. Ils peuvent ainsi annoncer à longueur de colonnes et de manchettes à la « une » son retour *« imminent »*, *« certain »*, *« assuré »*, aux affaires, aux commandes, à la barre, bref, au football.

A son bureau, Ali Parvin reçoit ses amis en fin d'après-midi pour boire le thé. Il y a, après lui, un jeune Parvin de huit ans, qui jouerait déjà comme un cadet. Bien sûr, cette année, il y a la Coupe du monde, et le champion s'est promis de venir en France pour revoir au plus haut les couleurs iraniennes. Mais, à la fin du premier tour, à moins d'un miracle, Ali Parvin rentrera en Iran, à Téhéran. Au centre.

Gilles Paris, à Téhéran



هكذا من الأصل

Protège-tibias en mousse éthylène-vinyle-acétate

● **PORT RÉGLEMENTAIRE.** Le protège-tibia fait partie intégrante de l'équipement du joueur. Les lois du jeu de la Fédération internationale (FIFA) stipulent que *« les protège-tibias doivent impérativement être recouverts par le bas, d'une matière adéquate – caoutchouc, plastique ou matière similaire – et offrir un degré de protection approprié »*. Le joueur étourdi ou pourvu d'un accessoire défectueux est invité par l'arbitre à regagner le vestiaire. L'obligation de port, justifiée par l'engagement physique des joueurs, ne date en fait que de 1990.

● **L'ÉVOLUTION.** Au début du siècle, les initiés au ballon rond avaient le choix entre *« cet engin protecteur »* d'origine britannique, parfois renforcé de baguettes en osier, ou des bouts de chiffon pliés autour des chevilles. Aujourd'hui, le protège-tibia intègre la cheville, le tendon d'Achille et l'arrête du tibia.

● **CONCEPTION.** Le poids d'une paire varie entre 200 et 300 grammes. Léger, avec ou sans baleines, l'ustensile associe souplesse et résistance. Sa coque, en polyuréthane ou en polyéthylène, protège la partie inférieure de la jambe. La mousse EVA (éthylène-vinyle-acétate) a conquis l'essentiel du marché. Innovante et peu coûteuse, elle offre un excellent coefficient d'absorption des chocs. Deux bretelles élastiques maintiennent le protège-tibia en place. A serrer avec douceur si l'on veut éviter les crampes et autres gênes pendant la partie.

● **CAS LIMITE.** Reste le tacle par derrière, l'angoisse du footballeur. Pour préserver mollets et autres tendons d'Achille, le joueur s'en remet à un autre accessoire : le sifflet de l'arbitre.

Cédric Ryan

★ Le modèle présenté ici, l'Extra light, de la marque BGB, est vendu au prix de 139 F la paire.

Des Anglais en odeur de scandale

Angleterre-Tunisie. Pour limiter les risques d'écarts après les « affaires » Gascoigne, Sheringham et Collymore, le sélectionneur Glenn Hoddle a mis ses joueurs au régime sec

LES ORDRES sont les ordres : *jus de fruits* pour tous, couvre-feu à minuit. Qu'un Anglais ose commander une bière au bar de l'hôtel où loge l'équipe nationale et c'est au sélectionneur, Glenn Hoddle, qu'il devra rendre des comptes. Sauf autorisation du maître, l'alcool est interdit durant le séjour à Saint-André-des-Eaux (Loire-Atlantique) la bien-nommée. Le personnel a été prévenu. L'heure est à la prohibition. Avec toute autre équipe, pareille mesure prêterait juste à sourire. Chez les Anglais, c'est un acte de foi, une promesse faite à la nation indignée. Car avec trois scandales en moins de deux semaines, l'équipe d'Angleterre est entrée dans le Mondial en titubant.

Il y a d'abord eu l'épisode Gascoigne, sans doute le moins surprenant. Usé par une vie de bombance, surpris en bordée avec son compère rocker Rod Stewart, Paul-le-Bouffi a été écarté du groupe. Non sans avoir piqué une mémorable colère d'après-boire. Dans la foulée, le gardien, David Seaman, est passé à confesse : au cours d'une soirée dans l'hôtel espagnol où ils étaient censés préparer la compétition, d'autres joueurs avaient levé le coude avec un entrain de noceurs.

L'épisode suivant a eu pour cadre une boîte de nuit portugaise, peu avant le départ pour la France. L'attaquant Teddy Sheringham a été vu en galante compagnie, à une heure peu compatible avec ses obligations d'athlète. Il aurait bu moult bières, fumé cigarette sur cigarette et visité les toilettes avec son amie court vêtue. Honteux, il a dû présenter ses excuses au pays. La troisième affaire concerne un international non retenu. Au soir du défilé parisien des géants, alors qu'il se trouvait dans un pub écossais de la capitale, Stan Collymore a roué de coups sa fiancée, vedette de la télévision britannique. Le lendemain, l'incident était dans tous les journaux.



YVES-MARIE QUEMENER/TEMPSPORT

Trois « affaires » en deux semaines : l'équipe anglaise est entrée dans le Mondial en titubant.

Glenn Hoddle n'a sans doute pas été surpris par ces péripéties. Joueur à Tottenham, manager à Swindon puis à Chelsea, il connaît les usages : en Angleterre comme en Ecosse, la chronique du football s'écrit autant dans les pubs que sur les terrains. Bien des vedettes y ont noyé leur talent : Georges Best et Jimmy Greaves hier ; Paul Gascoigne aujourd'hui. La *« pub culture »*, qui fait du comptoir un passage obligé, est ancrée dans les mentalités.

L'entraîneur français d'Arsenal, Arsène Wenger, a dû batailler ferme pour instaurer la sobriété dans un club où nombre de joueurs préféraient la bière à l'eau minérale. L'un d'eux, l'international Tony Adams, a suivi une cure de désintoxication et confié sa détresse aux Alcooliques anonymes. D'autres, tels que Ian Wright et Paul Merson, traînent une réputation de viveurs. Le manager français a fini par leur imposer une nouvelle hygiène de vie, qui explique en partie les victoires en championnat et en finale de la Cup.

AMBIGUÏTÉ

Glenn Hoddle voudrait suivre la même voie. D'où l'éviction de Paul Gascoigne, le blâme adressé à Teddy Sheringham et la méfiance affichée à l'égard de quelques vedettes trop turbulentes. Ainsi, l'attaquant de Liverpool Robbie Fowler (non sélectionné) semble bien parti pour être le nouveau « Gazza ». Il forme avec son coéquipier Steve McManaman (sélectionné) un duo nocturne surnommé les « Spice Boys », version masculine des nymphettes nationales.

Le système est ainsi fait que toute incartade est vouée à se retrouver dans la presse. Des quotidiens comme le *Sun* et le *Mirror* ne mobilisent pas seulement des reporters sportifs autour des vedettes du foot. Ils disposent aussi de journalistes spécialisés dans l'inavouable, le sulfureux. Ces dénicheurs d'outrances sont à l'affût du moindre indice. Bien des barmen indiscrets, des videurs de boîte de nuit et des fiancées de passage ont exploité ce filon. C'est du donnant-donnant : un chèque contre un *« tuyau »*.

« Les joueurs sont naïfs et stupides de tomber dans de tels pièges, estime Ian Woods, l'un des envoyés spéciaux de la chaîne d'information continue Sky News. *Le public attend d'eux qu'ils soient exemplaires avant le Mondial. »* Son confrère du *Sun*, Brian Woolnough, va plus loin : *« Avoir un comportement de champion, c'est la moindre des choses quand on gagne 200 000 francs par semaine. Que feriez-vous si vous croisiez Zinedine Zidane ivre mort à deux jours d'un match ? Ce serait stupide et non professionnel de ne pas l'écrire. »*

Ce mode de fonctionnement repose aussi sur une ambiguïté toute britannique. Les joueurs ont beau pester contre les atteintes à leur vie privée, ils continuent d'entretenir des relations soutenues et rémunérées avec les tabloïds. Teddy Sheringham est sous contrat d'exclusivité avec *News of the World* ; David Seaman avec le *Mirror*. Ces journaux sont si puissants qu'ils peuvent tout publier sans se soucier des conséquences. Du reste, la rumeur court qu'ils garderaient quelques affaires sous la patte pour les distiller aux moments opportuns, la veille des matches par exemple.

Averti, Glenn Hoddle a pris les devants. *« Quitte à voir sortir des histoires, je préférerais que ce soit plusieurs jours avant nos matches »*, a-t-il dit, visiblement résigné. En attendant, il a au moins trouvé la solution pour satisfaire les noctambules de sa troupe. Les séances d'entraînement, sur le stade d'Escoublac, ont lieu au rythme de la musique techno. Les joueurs ont ainsi la sensation de parader sur une piste de danse. Pour l'alcool, ils devront patienter.

Philippe Broussard, à Saint-André-des-Eaux

Les têtes de lard des Carpates

Roumanie-Colombie. Hagi et ses coéquipiers boycottent la presse de leur pays

VOILÀ une semaine que ça dure : les joueurs roumains refusent d'adresser la parole aux journalistes de leur pays. Cela crée une drôle d'ambiance à Albi (Tarn), où l'équipe des Carpates a choisi de résider. Les conférences de presse sont réservées aux non-Roumains, mais elles sont rares. Seul l'entraîneur Anghel Iordanescu, le président de la Fédération et des membres de l'encadrement technique acceptent de donner quelques pauvres renseignements à leurs compatriotes. *« Tout cela est ridicule. Ils se conduisent comme des mômes. J'espère qu'ils vont cesser bientôt ces enfantillages »*, regrette Ovidiu Ioanitoia, directeur du journal *Pro Sport*. *« On s'en fout*, renchérit un journaliste de la télévision. *Tant pis pour eux. Leurs futurs adversaires acceptent de nous parler, eux. On ne manque pas de matière. On interviewe les Anglais, les Tunisiens, les Colombiens. Tout cela est stupide. »*

Tout a commencé au cours du match de préparation qui opposait l'équipe de Roumanie à celle du Paraguay, le 3 juin à Bucarest. A la 64e minute, le gardien roumain Bogdan Stelea encaisse un but stupide. Le public, qu'on sait très latin là-bas, le prend pour cible et l'insulte. Le portier, exaspéré, baisse son short et montre ses fesses à la foule (où simplement le haut, les témoignages divergent) et fait d'autres gestes obscènes. Au cours de la conférence de presse qui suit, le sélectionneur fait des excuses. Mais, approuvé par son capitaine Gheorghe Hagi, il attaque violemment la presse accusée de déverser des torrents d'ordures sur l'équipe nationale, et de conditionner le public dans une attitude négative.

Le 5 juin, un communiqué signé de tous les joueurs annonce qu'aucun d'entre eux ne s'adressera aux journalistes roumains jusqu'à la fin du Mondial 1998 afin de préparer la compétition dans la plus grande sérénité. Quels sont les *« torrents d'injures »* qui ont provoqué cette grosse colère ? *« Des choses ayant trait à leur vie privée »*, glisse Ovidiu Ioanitoia. *« Des informations sur les villas qu'ils achètent en Roumanie*, précise un de ses confrères. *Mais pourquoi se fâchent-ils ? Tout le monde est libre d'acheter une maison, aujourd'hui en Roumanie. »* En tout cas, les joueurs tiennent parole.

Il est vrai que l'équipe roumaine compte dans ses rangs un certain nombre de têtes de lard, arrogantes et talentueuses, bien connues sur les terrains d'Europe. Le « numéro 10 » Gheorghe Hagi en est la plus célèbre figure. L'ancien joueur de Barcelone, trente-deux ans, joue aujourd'hui au Galatasaray d'Istanbul. Cette Coupe du monde sera la dernière pour cette brillante génération. L'occasion de passer le relais à la garde montante représentée par Adrian Ilie qui a joué cette année en Espagne, au FC Valence, y recevant le surnom de « Cobra » pour sa souplesse, sa détente et son efficacité.

« Je suis prêt à signer où on veut, a-t-il dit. *A l'Inter Milan, au Real Madrid, j'ai ma place dans les plus grandes équipes. »* Le jeune homme n'a déjà rien à envier aux anciens sur le plan du caractère. L'entraîneur Anghel Iordanescu est du même bois. Il a donné sa démission en 1993 après avoir dénoncé la corruption dans le football roumain. La fédération a refusé de le laisser partir. Bien lui en a pris : il a emmené l'équipe aux quarts de finale de la World Cup américaine il y a quatre ans et l'a qualifiée pour la Coupe d'Europe des Nations 1996. Après le match d'entraînement contre l'équipe locale (5-2 pour les Roumains), une meute de gamins attendait les joueurs à leur montée dans le car. Quand Gheorghe Hagi est passé, les filles ont poussé des cris stridents, comme pour les 2 Be 3. Mais l'ombrageuse vedette n'a pas souri.

Jacques Buob, à Albi

Un barrage colombien nommé Mondragon

Farid Mondragon devrait être le gardien titulaire pour le premier match de la Colombie contre la Roumanie, lundi 15 juin à Lyon, même si l'entraîneur Hernan Dario Gomez s'est refusé à le confirmer. *« Il y a peu de sélections qui possèdent trois gardiens, comme la Colombie, et, dans cette équipe, aucun joueur n'est assuré d'être titulaire »*, a déclaré Farid Mondragon, faisant allusion à sa mise à l'écart en pleine phase éliminatoire du Mondial au profit d'Oscar Cordoba, suite à une bévue. Depuis, il a recouvré tous ses moyens et postule à nouveau pour une place dans l'équipe-type.

La Tunisie balance entre l'Etoile et l'Espérance

CEUX qui se demandent encore pourquoi les entraîneurs de football étrangers sont si prisés en Afrique doivent venir faire un tour en Tunisie. Le pays n'a pas la diversité ethnique d'autres nations africaines. *Il y est donc plus facile de composer une équipe nationale.* Erreur. Les Tunisiens aiment le football à la folie. Le championnat de première division, qui est invariablement gagné par les trois ou quatre mêmes équipes, donne lieu à une sévère rivalité. Deux clubs, notamment, se livrent une bataille sans merci : l'Espérance sportive de Tunis et l'Etoile sportive du Sahel, de Sousse.

Henri Kasperczak n'a pas été désigné sélectionneur national voilà quatre ans pour ses seules qualités de technicien, au demeurant incontestables. Pas du genre à se laisser marcher sur les pieds, l'homme avait le profil idéal. Le poste est à hauts risques. L'antagonisme entre les principaux clubs du pays est tel que l'on est obligé de faire appel à des arbitres étrangers pour diriger les rencontres de championnat qui les opposent. Il en va de même pour le sélectionneur national.

L'actualité de la Coupe du monde n'a pas empêché Henri Kasperczak d'être critiqué. Sur les vingt-deux joueurs présents en France, cinq sont de l'Espérance, le club champion, alors que huit sont originaires de l'Etoile du Sahel, qui n'a terminé que troisième. Le technicien a préféré retenir la valeur individuelle des candidats à la sélection. Tarek Ben Mbarek, le président de la fédération tunisienne, ne trouve rien à redire : *« Un jour, Kasperczak se fait accuser d'" espérantisme ". Un autre jour, on lui reproche d'être " étoiliste ". Ses choix sont objectifs. »*

TENSION

La tension entre les deux clubs, via l'équipe nationale, a connu un pic récemment, avec la naturalisation du Brésilien José Clayton. Même s'il s'en défend, Henri Kasperczak est sans doute à l'origine de la manœuvre. Depuis le décès du titulaire, Hedi Berrekhissa, la Tunisie se cherchait un défenseur latéral. Son successeur naturel, Hakim Nouira, n'a jamais convaincu le sélectionneur. Problème : il est de l'Espérance, alors que José Clayton est de l'Etoile du Sahel.

Le processus de naturalisation a pris un an. L'affaire aurait même été discutée au plus haut niveau. La discussion a dû être serrée entre le président de la République, Zine El Abidine Ben Ali, originaire de Sousse, ce qui laisserait entendre qu'il est pro-Etoile, son gendre, Slim Chiboub, actuellement président de l'Espérance de Tunis, et le premier ministre, Hamed Karoui, qui fut président de l'Etoile du Sahel de 1962 à 1981.

Frédéric Potet, en Tunisie

LES ARBITRES

ARGENTINE-JAPON
Mario Van der Ende arbitrera la rencontre dimanche 14 juin, à Toulouse (14 h 30). Le Néerlandais sera assisté du Belge Marc Van den Broek et de l'Irlandais Eddie Foley

YOUGOSLAVIE-IRAN
Dimanche 14 juin, à Saint-Etienne (17 h 30), le match (groupe F) sera arbitré par le Péruvien Alberto Tejada Noriega, assisté du Jamaïcain Owen Powell et du Polonais Jacek Pociegiel.

JAMAÏQUE-CROATIE
La rencontre de dimanche 14 juin, à 21 heures, à Lens (groupe H), sera arbitrée par le Portugais Manuel Melo Pereira. Il sera assisté du Roumain Nicolae Grigorescu et du Français Jacques Poudevigne

ANGLETERRE-TUNISIE
Masayoshi Okada (Japon) arbitrera le match, lundi 15 juin, à Marseille (14 h 30). Le Japonais sera assisté du Sud-Coréen Young Hyun-jeon et du Sud-Africain Aristidis Chris Soldatos.

ROUMANIE-COLOMBIE
Lundi 15 juin, à Lyon à 17 h 30, le match sera arbitré par le Mauritien An-Yan Lim Kee-Chong. Il sera assisté de l'Omanais Mohamed Ahmed Al Musawi et du Malaisien Halim Abdul Hamid.

ALLEMAGNE-ETATS-UNIS
La rencontre qui sera disputée lundi 15 juin, au Stade de France, à 21 heures, sera arbitrée par le Marocain Saïd Belqola. Il sera assisté du Tunisien Mohamed Mansri et du Suédois Michael Nilsson.


GABRIEL PIKO/TEMPSPORT

Joueur d'expérience, Diego Simeone (au centre) s'est imposé comme leader de la sélection argentine.

Capitaine Simeone et la jeune garde

Argentine-Japon. Promu leader de la sélection ciel et blanc par Daniel Passarella, le milieu de terrain de l'Inter est l'un des rares rescapés de l'équipe argentine de la World Cup 1994

BIEN SÛR, il a ce visage marqué des grands voyageurs, cet air las de celui qui a déjà traversé tracas et traquenards et ce regard ferme qui lui a valu sa réputation de joueur dur. Mais rien ne vieillit plus Diego Simeone que le contraste qui s'impose entre son allure de baroudeur des terrains et l'apparence juvénile de la majorité de ses coéquipiers de la sélection argentine. Le milieu de terrain des ciel et blanc peut feindre un air offusqué – « *Je n'ai que vingt-huit ans !* » –, il connaît et il assume sans barguigner son statut de joueur d'expérience, un cas presque isolé au sein de la jeune garde rassemblée au Centre de formation des métiers du sport de L'Etrat, près de Saint-Etienne, par Daniel Passarella, l'entraîneur argentin.

En 1994, l'éviction de Diego Maradona pour cause de dopage avait déstabilisé toute l'Argentine et accéléré son élimination inattendue contre la Roumanie, en huitième de finale. La défaite et l'humiliation avaient provoqué un grand choc au pays des doubles champions du monde. Il fallait songer à tourner la page Maradona. Si le capricieux et talentueux numéro 10 argentin avait attendu trois ans avant d'annoncer son retrait du football, Daniel Passarella n'avait pas tardé, lui, à donner un grand coup de balai dans la sélection dont il avait reçu la charge à l'automne 1994.

« *Je n'ai reçu aucun héritage de la dernière Coupe du monde* », rappelle souvent l'entraîneur argentin. De fait, l'ancien capitaine, champion du monde en 1978, s'est appuyé sur ses réseaux personnels pour relancer la machine à gagner des ciel et blanc sud-américains. Dès sa prise de fonctions, Daniel Passarella a puisé dans les réservoirs de joueurs qu'il avait eu le temps d'observer depuis son banc d'entraîneur de River Plate. Ensuite, lors du tournoi qualificatif pour le Mondial français, il n'a pas hésité à faire appel à une douzaine de jeunes talents qu'il avait conduits en finale des Jeux olympiques d'Atlanta, en 1996.

GRAND CHAMBARDEMENT

La plupart des stars vieillissantes ont fait les frais de ce grand chambardement. Ainsi, porté par un solide soutien populaire, Claudio Caniggia, l'attaquant de Boca Juniors, a cru jusqu'au dernier moment que son habitude des grands rendez-vous suffirait à l'imposer dans la liste des vingt-deux de Daniel Passarella. En vain. Aujourd'hui, il ne sont plus que six rescapés du triste épisode de 1994 : Jose Chamot, Roberto Sensini, Ariel Ortega, Gabriel Batistuta, Abel Balbo, rappelé en dernière minute, et Diego Simeone.

Ce dernier, concurrent de Benoît Cauet au poste de milieu de terrain récupérateur à l'Inter Milan, a rapidement émergé de ce petit groupe de la deuxième chance. Il s'en fait le porte-parole en s'autorisant un retour sans regret sur les images du passé : « *Auparavant, l'équipe ne jouait que pour Diego Maradona, elle privilégiait le beau jeu. Depuis son départ, elle joue davantage collectif. C'est un groupe plus costaud, plus solidaire, où tous les joueurs se connaissent très bien.* » Sur ces nouvelles valeurs, le jeune effectif de Daniel Passarella a bâti les fondations d'un parcours impeccable : une première place dans le tournoi de qualification sud-américain, puis, lors de la tournée de préparation du Mondial 1998, une retentissante victoire (1-0) sur le Brésil, au stade Maracana.

Dans ce contexte, Diego Simeone n'a pas manqué de s'imposer en leader de la jeune troupe de Passarella. Son autorité naturelle et l'expérience qu'il a amassée depuis son départ de Velez Sarsfield pour l'Espagne (Seville et Atletico Madrid) puis l'Italie (Pise et Inter Milan), l'ont conforté dans sa situation d'homme fort de l'équipe, au détriment de l'unique star actuelle du football argentin, l'avant-centre Gabriel Batistuta, mal-aimé du sélectionneur national. Plutôt que le charisme et la roublardise du buteur de la Fiorentina, Daniel Passarella apprécie la manière dont Diego Simeone sait transmettre à ses partenaires la grande confiance qui l'habite : il lui a logiquement confié la responsabilité de l'équipe argentine. C'est avec le brassard de capitaine que Diego Simeone devrait débuter la première rencontre du groupe H, lundi 15 juin à Toulouse, face au Japon.

Eric Collier à Saint-Etienne

L'ANALYSE TECHNIQUE
DE RAYMOND DOMENECH

Un art difficile

JE NE VAIS PAS me faire des amis. Mais je ne peux pas passer sous silence les aigreurs d'estomac que m'a laissées Italie-Chili. J'aurais pu m'autocensurer et évoquer la version biblique de cette journée du 14 juin : David contre Goliath en trois exemplaires, avec, dans le rôle des géants, la Yougoslavie, la Croatie et l'Argentine ; dans celui des petits malins rusés, la Jamaïque, faiseuse de rêves, l'Iran, le mystérieux, et le Japon. Mis à part ce dernier, qui pourrait bien, comme aux JO de 1996, grâce à sa vitesse de jeu, venir à bout de quelque gros calibre, on n'imagine pas les autres capables de créer la surprise.

Or j'aime trop me lancer contre les moulins à vent pour prendre cette posture. A l'assaut donc de l'Italie (sujet qui me botte) et de M. Maldini Cesare. Pourquoi, en affrontant le Chili, qui ne s'est extirpé du groupe sud-américain qu'au *goal average*, présenter une formation aussi frileuse ? Un attaquant plus un demi, Vieri et Baggio, quatre milieux défensifs et un libero décroché (Costacurta), qui est un réel danger pour les spectateurs par la qualité de sa relance. Dans ces conditions, comment s'étonner qu'il ait fallu un miracle pour égaliser ? Quant à la gestion des changements, que de courage ! Alors que l'équipe est menée deux à un, vous vous enflammez. Di Biagio remplace Di Matteo ; le même, au même poste. Soixante-deuxième minute : enfin un attaquant, Chiesa, malheureusement dans le couloir droit pour surveiller Rojas ; dommage. Soixante et onzième minute : un vrai buteur, Inzaghi, bravo !, à la place de Vieri, Ouuuuuuhhhh ! L'Italie a des joueurs de talent, qui peuvent amener leur équipe au titre ; mais cela paraît plus ardu en jouant de la sorte. C'est du gâchis.

Ma deuxième diatribe s'adresse, telle une supplique, à notre chaîne du football et du cinéma et à ses commentateurs, les techniciens, mes amis. A quoi cela sert-il d'être si nombreux si c'est pour énoncer des banalités sur un seul ton : un orchestre symphonique avec un seul instrument ! Les préjugés m'agacent. Dire que « *le Chili n'a pas le niveau* » alors que les joueurs chiliens pratiquaient un jeu à une touche, en restant groupés pour trouver les possibilités sur le côté afin de centrer sur Salas et Zamorano, leurs points forts, c'est dérangeant. Essayez donc, par exemple, cher Canal Plus, un petit jeu : deux techniciens qui justifient les choix d'une équipe, et deux autres ceux de l'adversaire. Bien sûr, la critique est aisée, et l'art difficile...

Costacurta est un réel danger pour les spectateurs par la qualité de sa relance

TROIS QUESTIONS À...

TAKESHI OKADA

1 Vous n'avez pris la direction de l'équipe japonaise qu'en octobre 1997. N'est-ce pas un handicap d'arriver si tard pour une première Coupe du monde ?

Cela paraît sûrement négatif par rapport aux autres équipes, mais ce n'est plus le moment de s'en soucier. J'ai accepté la situation en connaissance de cause, et les joueurs s'y sont faits. Nous ferons de notre mieux en restant conscients que notre niveau n'a rien à voir avec celui de nos adversaires qui ont une longue tradition de football professionnel. Nous avons beaucoup appris des étrangers venus travailler comme coach ou joueur dans la Ligue japonaise de football et j'ai moi-même suivi des stages d'entraînement en Allemagne.

2 Vos futurs adversaires parlent beaucoup de votre défense. Privilégiez-vous cet aspect du jeu ?

Je ne crois pas qu'ils craignent tant que cela notre défense. Il serait d'ailleurs impossible de la dissocier du travail d'attaque à ce niveau. Mais c'est notre première participation à la Coupe du monde, ils savent bien, et nous aussi, que nous passerons le plus clair de notre temps en défense lors des trois premiers matches pour contenir leurs qualités offensives et tenter de terminer deuxième du groupe. Ce qui m'importe surtout, c'est une organisation et une coopération sans faille entre mes joueurs pour compenser la relative faiblesse dont ils souffrent au niveau des qualités physiques naturelles.

3 Le fait que des favoris comme le Brésil ou l'Italie aient été accrochés lors de leur premier match vous semble-t-il de bon augure ?

Il ne faut pas en tirer de conclusions. Les grandes équipes ne se présentent jamais au meilleur de leur forme physique et tactique lors d'un premier match de Coupe du monde. Les résultats de l'Ecosse et du Chili peuvent sembler encourageants pour nous dans la mesure où notre premier match nous oppose à l'Argentine. Elle peut vouloir monter doucement en puissance mais il n'est pas certain que nous fassions aussi bien que l'Ecosse ou le Chili.

Propos recueillis par Patricia Jolly, à Aix-les-Bains

René Simoes, un prophète brésilien en Jamaïque

Jamaïque-Croatie. La seule star de l'équipe des Reggae Boyz est son entraîneur-gourou

INUTILE de chercher un nom familier dans l'équipe de Jamaïque. Il n'en existe aucun. Pas même Deon Burton, le buteur maison, pompeusement surnommé Ronaldinho, le petit Ronaldo, moins pour son talent balle au pied que pour sa ressemblance physique avec le génie brésilien. Le seul visage immédiatement reconnaissable, l'unique figure des Reggae Boyz, prend place sur le banc de touche. Son nom : René Simoes. Officiellement, ce Brésilien de quarante-cinq ans, sorte de Groucho Marx en survêtement vert tâché de jaune, occupe la fonction de sélectionneur. En réalité, il est bien plus que cela. Le coeur, l'âme et la voix de l'équipe nationale. Sa seule star, au moins jusqu'à ce jour.

Au pays, le public lui sert du « *Professor* » avec des mines de respect et l'envie pas toujours contenue de le serrer dans ses bras. Débarqué à Kingston en 1994 avec en poche un billet aller-retour, René Simoes a prolongé mois après mois un séjour initialement réduit à une poignée de semaines. « *Je ne voulais pas venir et moins encore rester*, confie-t-il aujourd'hui. *Ce que j'ai découvert à mon arrivée en Jamaïque aurait dû me faire fuir. Le football ne représentait rien. Un vrai désert. Tout était à construire.* » Peu avant le début du Mondial, il a brandi au-dessus de sa tête la menace de son départ dès la fin de son contrat, en octobre. La publication dans un quotidien de son salaire d'entraîneur, 1,3 million de francs annuels, avait vexé son orgueil. Mais les dirigeants de la fédération jamaïquaine ont convoqué en urgence un conseil de guerre, conspué le journal fautif et imploré le pardon du sélectionneur. L'incident serait, dit-on, déjà oublié.

Ces quatre dernières années, René Simoes a conduit la Jamaïque vers sa première qualification à une phase finale de la Coupe du monde. Il l'a fait à bout de bras, seul, changeant de casquette selon les circonstances. Il a été entraîneur, guide spirituel, comptable et même second père pour des joueurs souvent privés du premier depuis l'enfance. Il a parlé de football, de gros sous, de la France et de Dieu. « *Avant de devenir de grands sportifs, ces gars doivent devenir des hommes meilleurs. Et il est de mon devoir de les aider dans cette tâche* », a-t-il souligné, en se servant de la Bible comme d'un tableau noir. Il leur a enseigné l'art du ballon tout en leur montrant la voie à suivre. Il a pesé sur leur quotidien, au risque parfois de les priver d'air. « *Leurs habitudes de vie étaient indignes de leurs ambitions sportives. J'ai simplement mis un peu d'ordre* », se défend-il.

GOÛT POUR LE SECRET

Au Mondial, l'entraîneur a encore resserré son emprise sur ses troupes. L'équipe jamaïquaine partage ses journées d'avant-match entre Chaumont, son site d'entraînement, et le gros village d'Arc-en-Barrois, son lieu de résidence. Les joueurs se montrent peu, ne parlent que sur autorisation et offrent aux journalistes un visage bouclé à double tour. Simoes, lui, déborde d'une telle énergie qu'on le croirait parfois habité de plusieurs existences. Il signe des autographes, fait écran de son corps entre ses joueurs et la presse, s'exprime au nom du groupe et, les yeux toujours en avance d'un regard, scrute les abords de l'hôtel et les gradins du stade à la recherche d'un éventuel espion argentin, japonais ou croate. On le croit paranoïaque. Il s'explique autrement : « *Notre seule chance dans ce groupe, si nous en avons une, sera de jouer de l'effet de surprise. C'est pourquoi je tiens autant à ce que mon équipe se prépare dans le plus grand secret.* »

En début de semaine, il a abandonné pour un temps ses troupes et poussé, anonyme parmi les spectateurs, la porte du stade où s'entraînait l'équipe de Croatie. A la même heure, ses joueurs devaient s'astreindre à leur deuxième séance de la journée. Elle a eu lieu. Mais, le maître absent, les Jamaïquains ont bâclé l'exercice, traînassé mollement sur la pelouse et souvent guetté la pendule dans l'attente de la sonnerie. Le même soir, une équipe de la télévision croate avait posé ses caméras dans un coin de la tribune et filmé les Reggae Boyz. Elle a cherché partout la moustache brune de René Simoes. En vain. Autant dire qu'elle n'a rien vu.

Alain Mercier, à Chaumont


AFP

Suker (à g.) a-t-il peur des Jamaïcains, comme son « chef » ?

Miroslav Blazevic motive ses troupes

Tandis que l'entraîneur jamaïcain Simoes mettait ses joueurs au secret, son homologue croate, Miroslav Blazevic jouait la carte de la transparence, multipliant entraînements publics et conférences de presse. Il a même offert à son rival une cassette du dernier match de préparation : « *Il m'a répondu : "Je l'ai eue avant vous", puis il m'a décrit toutes les actions*, raconte Blazevic. *J'ai peur, si vous saviez comme j'ai peur. Simoes m'impressionne. Je voudrais rentrer dans sa tête, c'est un fanatique dans le bon sens du terme. Ses Jamaïcains jouent un football moderne, dur, presque méchant.* » Propos dont l'unique objet est de motiver ses joueurs qui ne lui donnent que du « *monsieur* » ou du « *chef* ». C'est ainsi qu'il n'a pas hésité à se séparer d'un attaquant tel qu'Igor Cvitanovic : « *Quand un génie se prend pour un génie, mieux vaut s'en passer.* »

هكذا من الاعلى

STRATÉGIES

Nike à l'école de la propag

LIBERTÉ FOOTBALLEUR

NIKEPARK

es, un prophète
n Jamaïque
a seule star de l'équipe
t son entraîneur-gourou



STRATÉGIES
LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

Nike à l'école de la propagande totalitaire

Les affiches de l'équipementier, inspirées de l'art des années 30, suscitent une polémique



DR



« ART AND POWER »/HAYWARD GALLERY

A gauche, l'affiche Nike, avec Eric Cantona en « président de la République populaire du football » ; à droite, une œuvre italienne de 1932, avec Benito Mussolini en Duce.

CERTAINS se sentent mal à l'aise, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) appelle au boycottage, une majorité silencieuse s'interroge : Nike a-t-il sacrifié les valeurs républicaines sur l'autel du marketing footballistique ?

Le challenger d'Adidas, qui ne fait pas, contrairement à son concurrent, partie des partenaires officiels de la Coupe du monde, a encore cédé à son goût pour la provocation. Après avoir été épinglé lors de l'Euro 96 pour un spot aux allures guerrières, Nike se voit aujourd'hui reprocher sa campagne d'affichage spéciale Mondial. Pour promouvoir son parc installé depuis le 8 juin sur le parvis de l'Arche de la Défense, Nike utilise un graphisme, des slogans et un ton qui ne sont pas sans rappeler ceux de la propagande des dictatures fascistes. Deux affiches, notamment, offrent des similarités dérangeantes.

Leader mondial mais clopin-clopant

Le numéro un mondial de la chaussure de sport (43 milliards de francs de chiffre d'affaires sur l'exercice 96-97) a récemment annoncé 1 600 supressions de postes sur ses 22 000 employés. Le groupe américain originaire de Beaverton (Orégon) est frappé de plein fouet par la crise asiatique : son chiffre d'affaires est en baisse de 16 % depuis l'automne, après avoir enregistré une croissance annuelle de 35 % ces trois dernières années. L'entreprise a affronté en mars une chute record de son cours de Bourse par rapport à 1997 à la suite de l'annonce de bénéfices trimestriels en forte baisse.

« Visitez la lucarne » propose, dans une perspective orangée, l'Arche de la Défense traversée par un ballon. On peine à reconnaître le bâtiment redessiné à coups de verticales rigides, monté sur un socle imposant, orné de statues gigantesques. Sa représentation publicitaire l'apparente aux pavillons du III[e] Reich et de l'URSS stalinienne installés à Paris lors de l'Exposition internationale de 1937. *« Chacun de ces monuments reflète assez bien le caractère particulier du régime dont il est l'expression*, écrivait en juin 1937 Jean Galloti dans *Les Annales politiques et littéraires. Impossible de ne pas être frappé par l'importance que prennent dans le décor, d'une part, les deux colosses d'aluminium brandissant à travers le ciel la faucille et le marteau ; d'autre part, l'immense tour surmontée de l'aigle du Reich. »* Et l'auteur de se demander si *« l'hospitalité, la courtoisie même nous obligeaient à laisser s'ériger sur les bords de la Seine »*, ces *« orgueilleux monuments »*.

Sur une deuxième affiche affublée du slogan *« Liberté pour les footballeurs »*, la tête sculptée d'Eric Cantona adopte une pose fière. Le *« président de la République populaire du football »* fondée par Nike est un Hercule scandant : *« Jouez, entraînez-vous, progressez. »* Les couleurs, les proportions, la composition de l'affiche rappellent la couverture du catalogue de la Mostra della rivoluzione fascista organisée en 1932 à Rome. A l'époque, le profil était celui de Mussolini et le slogan *« Du-ce, du-ce »*.

L'agence de publicité Wieden & Kennedy a commandé ces affiches à des artistes sur le thème de « la République populaire ». *« Il n'est pas dans notre intention de défendre des thèses racistes »*, se défend-on chez Nike. D'ailleurs, la source artistique est le constructivisme russe, un mouvement artistique davantage connu pour sa démarche révolutionnaire que pour son allégeance à un art d'Etat. Les peintres Malevitch, El Lissitzky ou les architectes Tchernikov et Vesnin avaient, les premiers, élevé le graphisme et la typographie au rang d'art, jetant ainsi les bases pour des affiches percutantes où les mots s'articulent autour de lignes de forces et de figures géométriques. Leur travail, fruit d'une adoration pour la technologie et de l'aspiration à un homme « nouveau », était à la mode dans les années 30. Et ceux qui voulaient galvaniser les foules l'ont récupéré en même temps qu'ils bannissaient leurs auteurs.

Reste que, soixante et un ans après l'Exposition internationale, Nike joue sur le même registre, sans vraiment s'en rendre compte (ou oser se l'avouer) dans le seul but de se démarquer d'Adidas. Tout serait donc bon pour attirer les foules, à l'instar de Hitler et de Staline, qui avaient bien compris le pouvoir des slogans et des logos ? Pour Nike, la campagne est une réussite : *« On est pile dedans, impeccable ! »*, se félicite Cyril du Cluzeau, en charge de la publicité chez Nike. Ainsi, la presse aurait tendance à *« suranalyser »* la campagne, à la *« surcharger politiquement »* alors que les fabricants d'articles de sport *« n'y voient, eux, que de l'impact, un style neuf et moderne »*.

SUCCÈS AUPRÈS DES JEUNES

« Nike est une marque qui a dans ses gènes la provocation mais très rarement la volonté de récupérer une thématique politique, confie un ancien publicitaire utilisé par la marque. *Leur propos n'est absolument pas de dire "oui au communisme" ou "oui au fascisme", ils sont seulement extrêmement sensibles aux effets graphiques et veulent interpeller le jeune qui passe. »* Or ceux-ci se précipitent à raison de dix mille en moyenne chaque jour au Nike Park et demandent sans compter des copies des affiches incriminées...

Florence Amalou

Un geste humanitaire demandé au Nigeria à l'occasion du Mondial

REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) demande au général Abdulsalam Abubakar, à la tête de l'Etat nigérian depuis le 9 juin, de libérer, à l'occasion du match Espagne-Nigeria prévu samedi 13 juin, les treize journalistes emprisonnés à la suite de condamnations militaires à huis clos. *« Le régime militaire nigérian est l'un des plus répressifs d'Afrique subsaharienne à l'égard de la presse »*, explique RSF. Quatre journalistes ont été condamnés pour avoir diffusé des informations sur de *« prétendus coups d'Etat »*. Leur état de santé est des plus préoccupants. La journaliste Christina Anyan, lauréate du prix RSF-Fondation de France en 1995, est isolée et emprisonnée dans *« des conditions déplorables »*. Niran Malaolu, rédacteur en chef du quotidien indépendant *The Diet*, a, lui, été condamné à la prison à vie, pour *« recel d'information »* et *« implication à des degrés divers »*, suite à un ordre *« venu d'en haut »*.

Certaines fédérations mettent en vente leurs billets inutilisés

C'EST LA NOUVELLE DU JOUR : il reste des billets à vendre ! Alors que des milliers de supporteurs des quatre coins de la planète se désespèrent de pouvoir se procurer des places, la fédération yougoslave, un peu penaude, a averti la FIFA, jeudi 11 juin, qu'elle avait encore 1 500 places invendues pour le match d'ouverture de son équipe contre l'Iran, à Saint-Etienne, samedi 13 juin. Aussitôt, le Comite français d'organisation, en liaison avec la préfecture de la Loire, a autorisé la mise en place d'un circuit de vente de ces billets localement. C'est ainsi que l'office du tourisme de Saint-Galmier a été réquisitionné pour mettre des locaux à la disposition des Yougoslaves. La fédération mexicaine s'est trouvée dans le même cas, 350 tickets pour le match contre la Corée du Sud, samedi 13 juin à Lyon, lui étant restés sur les bras. Du coup, la FIFA a entrepris de tirer les vers du nez de toutes ses fédérations, pour qu'elles lui communiquent un état précis des ventes des différents matches. Une maigre lueur d'espoir pour les supporteurs floués.

● **BILLETTERIE : la société ISL Marketing France a déposé plainte** dans le cadre de la vente illicite de billets pour le Mondial (*Le Mondial* du 12 juin). Le procureur de la République de Paris a ordonné une enquête qui a été confiée à la direction centrale de la police judiciaire. Le Comité français d'organisation (CFO) a décidé, vendredi 12 juin, de signaler à la justice, à chaque fois qu'il le pourra, les ventes illicites de billets fictifs, même s'il s'avérait qu'elles avaient été faites par l'un de ses partenaires.

● **INCIDENTS : les deux premières peines d'interdiction de stade de la Coupe du monde** ont été prononcées, jeudi 11 juin, par le tribunal de Bobigny. Un homme poursuivi pour vol d'un billet avec violence, mercredi, avant Brésil-Ecosse, a été condamné à quinze jours de prison ferme et à une interdiction de stade pendant trois ans. Un autre spectateur, qui détenait un couteau, a été condamné à la même peine d'interdiction de stade.

● **ARGENTINE : Diego Maradona a été condamné** à deux ans de prison avec sursis, vendredi 12 juin, par la justice argentine, pour avoir tiré en direction de journalistes en 1994. L'ancien joueur a fait appel de sa condamnation.

SUR LES ÉCRANS DU MONDE
UNE TÉLÉVISION PAR JOUR

Les Américains zappent sur le basket et le hockey

INVARIABLEMENT, chaque but est suivi de trois ou quatre secondes de silence. Elégante manière de respecter le buteur mais, à l'écran, ce laps de temps a des saveurs d'éternité. Pendant que les filets frissonnent, les commentateurs américains laissent donc parler des images qui, nomalement, atrophient les cordes vocales de tous les journalistes télé brésiliens. Roger Twibell, sur ESPN, a bien tenté d'imiter ses confrères sud-américains lors du match Italie-Chili mais ses effusions de joie ont systématiquement été couvertes par les cris de ses voisins de stade qui l'ont conduit à réduire ses ambitions. Résultat : la platitude a repris le dessus ! L'absence d'émotions dont les envoyés spéciaux font preuve au moment du but symbolise en fait l'indifférence que suscite le Mondial aux Etats-Unis.

« *Pendant les matches, il n'y a pas de bla-bla inutiles*, se défend Geoffrey Mason, le producteur exécutif des chaînes ABC, ESPN et ESPN 2 – les trois stations du groupe Disney qui diffusent les matches en direct. *Mais cela ne veut pas dire que la couverture sera ennuyeuse. Le football est un sport d'une grande pureté émotionnelle et nous voulons offrir aux téléspectateurs américains cette richesse de sentiments en direct... sans interrompre le cours du jeu.* » L'objectif est noble mais force est de constater que le Mondial arrive au mauvais moment.

Le calendrier des *playoffs* (les phases finales) des championnats de basket-ball et de hockey sur glace empiète en effet sur celui de la Coupe du Monde. Et, entre Ronaldo et Michael Jordan, le zappeur américain n'hésite pas une seule seconde, en faveur bien entendu du basket. De plus, les matches sont retransmis le matin à des heures de faible écoute : de 8 heures à midi sur la côte ouest et de 11 heures à 15 heures sur la côte est. Enfin, l'impossibilité d'entrecouper le jeu par des spots publicitaires a refroidi les ardeurs de certains partenaires financiers. ESPN et ABC ont toutefois trouvé une parade : pendant les rencontres, les logos de leurs sponsors apparaissent sur un coin de l'écran. Le commentateur étant obligé, toutes les dix minutes, d'en faire la réclame.

Les producteurs américains se sont tout de même admirablement adaptés à leur cible en misant sur la pédagogie. Avant et après les matches, des émissions de plateau décortiquent équipes et joueurs à l'aide de statistiques, et des images de synthèse permettent de mieux visualiser les stratégies des entraîneurs. Le béotien du football y trouve son compte. L'amateur reste sur sa faim et il préférera d'ailleurs suivre le Mondial sur les chaînes câblées hispaniques qui, comme Univision, diffusent le Mondial sans statistiques mais avec passion.

Paul Miquel, à Los Angeles

INTERNET
http ://chat.sportsline.com/u/soccer/worlcup98/forum

QUI a dit que le soccer n'intéressait personne de l'autre côté de l'Atlantique ? Les forums de discussions y sont très animés depuis le début de la Coupe du monde. On y trouve même des intervenants d'une rare perspicacité. Ainsi quelques minutes avant le coup d'envoi du match France-Afrique du Sud, un certain Mark (on ne discute jamais mieux sur le Net que sous une identité d'emprunt) prédisait la victoire des coéquipiers de Zidane sur le score de 3-0 après avoir mené 1-0 à la mi-temps. Mark ne s'est pourtant attiré que des railleries des abonnés à ce groupe de discussion : il recommandait au sélectionneur français de ne pas prendre Christophe Dugarry dans l'équipe. Heureusement qu'Aimé Jacquet n'en a pas tenu compte.

★ Tous les textes du Mondial sont dès 10 h 30 sur le site Internet du *Monde* (www.lemonde.fr/mondial98) où est ouvert un forum.

PAROLES DE ZINC
LUC ROSENZWEIG

Perce-neige de juin

NOUS VIVONS dans une société démocratique où le libre arbitre des individus subit le minimum d'entraves, et c'est tant mieux. Ainsi, contrairement aux régimes totalitaires, qui vous ordonnent d'être joyeux ou tristes par oukase, tous ensemble et au même moment, il nous est loisible de gérer nos sentiments à notre convenance. Et même à contre-courant, car le fait de « *rester le 14 juillet dans son lit douillet* », comme le préconise Georges Brassens, laisse de nos jours les autorités totalement indifférentes.

Officiellement, donc, le Mondial s'est ouvert le 10 juin 1998, mais nous pouvons affirmer, à l'intention des historiens, que dans les quelques débits de boissons qu'il nous est donné d'observer, situés pour la plupart à Bruxelles, l'ambiance Mondial ne s'est vraiment installée que deux ou trois jours plus tard. Il a fallu pour cela que la subtile dialectique entre le patron et la clientèle de ces établissements rende la chose incontournable.

Cela commence par des gestes forts, signifiants, introduisant une rupture dans l'ordonnancement symbolique des objets. La descente de la télé, par exemple. Juchée jusque-là sur une étagère discrète, elle trône maintenant au centre de l'espace commun. Ce qui change beaucoup les rapports spontanés entre les personnes présentes. On notera l'apparition de l'apostrophe, naguère rarissime, « *Ton père est pas vitrier !* », *qui signale le positionnement inadéquat d'un individu* par rapport au champ de vision de son commensal. Et une tendance renforcée à « faire le train », c'est-à-dire à être assis les uns derrière les autres. Les échanges verbaux nécessitent alors que l'interlocuteur placé devant se retourne à moitié pour s'adresser à la table de derrière. C'est un peu compliqué au début, mais on s'habitue vite.

Le reste suit. Les blagues, par exemple. On constate une diminution progressive de celles, foisonnantes et d'un goût pas toujours exquis, qui circulaient à propos du Viagra, ce médicament qui révolutionne la condition masculine, à ce qu'il paraît. Nous nous trouvons, à cet égard, dans une période que le philosophe italien Antonio Gramsci désignait comme celle où « *l'ancien n'en finit pas de mourir, alors que le nouveau ne parvient pas à naître* ».

Et pourtant, peu à peu, timidement, comme les perce-neige annoncent le printemps, quelques « vannes Mondial » commencent à animer les soirées. Nous n'avons pu en recueillir, pour l'instant, qu'une. Les joueurs belges s'étant, par défi, tous rasé le crâne avant le début de la compétition, on se demande pourquoi leur entraîneur, Georges Leekens n'a pas fait de même. C'est simple : il attend de s'arracher les cheveux sur le banc de touche.

On notera l'apparition de l'apostrophe « Ton père est pas vitrier ! »

Andres Escobar, mort pour un but ou pour rien

Dix jours après avoir marqué contre son camp lors du match Etats-Unis - Colombie de la World Cup 94, le joueur de Medellin était tué, dans des conditions obscures, à la sortie d'une boîte de nuit



PHOTOS AFP

A Medellin, la deuxième ville colombienne, qualifiée de berceau du football national, le printemps a la réputation d'être éternel. Le souvenir d'Andres Escobar, défenseur central de l'équipe nationale de football, qui y est né et mort à l'âge de vingt-sept ans, assassiné le 2 juillet 1994 après l'élimination de son équipe au premier tour de la *Coupe du monde de football 1994*, l'est aussi. A l'évocation du joueur, les visages des Paisas, comme on appelle les habitants de la région, se referment, affligés.

Le 22 juin 1994, dans les tribunes du stade Rose Bowl de Pasadena aux Etats-Unis, à la 32e minute du match Colombie - Etats-Unis, un jeune garçon s'était écrié, terrorisé : « *Maman, ils vont le tuer !* » Andres Escobar venait de marquer un but contre son camp. Une passe de l'Américain John Harkes avait été déviée par le pied gauche du défenseur colombien et rien, alors, n'avait arrêté la route du ballon vers le but. Le neveu du joueur, Felipe, dix ans, était venu comme toute la famille accompagner le champion. Impressionné par les menaces qui avaient été proférées contre l'équipe avant le match, il avait réagi en enfant colombien, pour qui des représailles et le mot « tuer » sont banalités.

Le match s'était terminé sur le score de 2-1 en faveur des Etats-Unis et signait l'élimination de la Colombie dès le premier tour. Tout de suite, la défaite prit un air de désastre national. L'équipe faisait partie des favorits de la Coupe du monde et la rencontre contre les Américains – *a priori* sans difficulté – était une question d'honneur. Dès la fin du match, les présentateurs s'étaient donc relayés, à la radio et à la télévision, la mine défaite, afin de tenter d'expliquer ce qui apparaissait « *comme le plus grand échec de l'histoire colombienne* ».

Le défenseur central de l'équipe nationale avait la réputation d'être un sportif équilibré mentalement. Aussi, quand il avait refusé, après l'élimination, d'accompagner la famille – son père, ses deux frères, sa sœur et ses neveux – dans un périple touristique aux Etats-Unis, personne n'avait insisté. Il voulait rentrer à Medellin pour voir ses amis et sa fiancée. Sa famille, qui apprendra la tragédie à l'hôtel par un coup de fil en pleine nuit, ne devait le revoir que mort.

Aujourd'hui, son assassin, l'« *auteur matériel du crime* », comme on précise toujours en Colombie, est *en prison. Humberto Munoz*, quarante-sept ans, l'homme qui, de six balles tirées à bout portant, l'a tué sur le parking d'une discothèque à la mode dans les hauteurs de Medellin, a été condamné à quarante-trois ans d'emprisonnement. Ses patrons, les frères Gallon, Juan Santiago, trente-cinq ans, et Pedro David, vingt-huit ans, dont il était à la fois l'homme de confiance, le chauffeur et le garde du corps, ont à peine été inquiétés. L'aîné a été condamné à douze mois de prison avec sursis et à l'équivalent de 1 dollar d'amende pour faux témoignage.

Mais l'enquête a laissé de nombreuses questions dans l'ombre. Pourquoi le chauffeur a-t-il tiré ? Sur ordre, ou sur un coup de folie ? *Savait-il qu'il tirait sur Andres Escobar ?* Y a-t-il eu véritable dispute ? Que s'est-il passé pendant les douze heures qui ont suivi le meurtre ? Qui l'a aidé dans un premier temps à maquiller le crime ? Pourquoi le juge a-t-il classé si vite l'enquête et retenu les charges *contre le seul chauffeur alors que* tous étaient présents ?

Pour la famille d'Andres Escobar, « *il n'y a pas eu de justice* ». Le père, Dario Escobar, employé de banque à la retraite, qui a, aussi, fait les belles heures du football régional et qui se consacrait, depuis dix-huit ans, aux carrières sportives de ses enfants, affirme sans sourciller : « *C'est une bande de criminels et de* pistoleros *qui ont assassiné vilement Andres.* »

Et nombreux sont les Paisas interrogés, journalistes, avocats et universitaires, à désigner, tout bas, « *la mafia* ». Les frères Gallon sont officiellement des commerçants. Officieusement, toutes sortes de rumeurs courent sur leur compte. Leur employé, Humberto Munoz, n'en était pas à son premier crime. Il avait été condamné deux fois, et, selon les informations de la justice, avait à son service une bande de *sicarios*, des tueurs à gages, dans un des quartiers périphériques de Medellin. Ce qui, évidemment, pourrait en dire long sur les activités de ses patrons...



Le jour du crime, Andres Escobar avait retrouvé son meilleur ami, John Jairo Galeano, également footballeur professionnel. Ensemble, ils avaient commencé l'après-midi en buvant quelques bières dans un bar à la mode : le Niagara. Un témoin se souvient aujourd'hui qu'« *il n'y avait aucune agressivité dans l'air. Au contraire. Tout le monde venait saluer Andres, il était très entouré* ». A Medellin, sa ville natale, le joueur était une célébrité. « *Après une période de concentration, c'est logique qu'un garçon de vingt-sept ans, célibataire, ait envie de sortir. Personne ne pouvait penser que quelqu'un le toucherait dans sa terre, car, ici, c'était une super idole* », constate Alexis Garcia, ancien joueur de la sélection nationale et ami de longue date d'Andres Escobar.

Issu de la classe moyenne plutôt élevée, Escobar contrastait avec les autres footballeurs qui proviennent en général de classes plus populaires. On vantait sa force de caractère, sa droiture, sa bonne éducation... Il n'avait pas – et ce n'est pas le cas de tous – la réputation de boire ni d'être un fêtard. Faustino Asprilla, joueur réputé pour ses frasques, raconta pendant l'instruction qu'Andres lui avait recommandé dans l'avion du retour de « *ne pas sortir dans la rue, car la vie est autre chose* » et de « *boire à la maison* ». Les dirigeants de la sélection nationale aussi avaient conseillé la prudence. « *Mais Andres n'avait rien à se reprocher. Ici, tout le monde l'aimait.* [Son but] *était une erreur de sa part et il l'avait accepté. On ne sentait aucune agressivité depuis qu'il était rentré* », affirme John Jairo Galeano.

Les « vendredis culturels », comme on appelle les débuts de week-end en Colombie, il est coutume de passer de bar en bar, puis d'aller danser. C'est ce que firent ce soir-là Andres, John Jairo et leurs amis. Ils se rendirent à Padua, la boîte branchée de la jeunesse dorée. Les témoignages sont formels : à l'intérieur de la boîte, il n'y eut ni dispute ni insultes. Peut-être un « *Senor autogoal* » [« Monsieur but-contre-son-camp »] moqueur avait-il fusé, mais Andres ne le releva pas.

Vers 3 heures du matin, John Jairo s'était éclipsé. Andres était sorti aussi, et, à la porte, un groupe de gens l'avaient pris à partie et insulté. Andres avait demandé « *un peu de respect* ». Il était allé chercher sa voiture sur un parking un peu plus haut, puis avait retrouvé, dans un autre parking en contrebas, ses agresseurs. Il n'était pas descendu de sa voiture. La discussion s'était envenimée. Selon les dossiers de l'instruction, « *une vingtaine de personnes assistaient à l'incident, l'embêtaient, le traitant d'"*auto-goal*"* » ou faisaient allusion aux publicités, pour un déodorant et pour des caleçons, qu'il avait tournées. Les insultes étaient de plus en plus fortes. Le garde du corps des frères Gallon, qui dormait dans la voiture de ses patrons, s'était levé et approché. Il se tenait à côté de Juan Santiago Gallon. La discussion se terminait.

Pourquoi le tueur a-t-il tiré ? Savait-il sur qui il tirait ? Qui l'a aidé à maquiller le crime ? Pourquoi l'enquête a-t-elle été classée si vite ?

Si le début du Mondial 98 est marqué par le nombre de buts inscrits contre son camp, le but d'Andres Escobar (l'action, ci-dessus, et le joueur, ci-contre) reste le plus tragique de l'histoire du football. Ses obsèques (ci-dessous) furent suivies par 120 000 personnes.

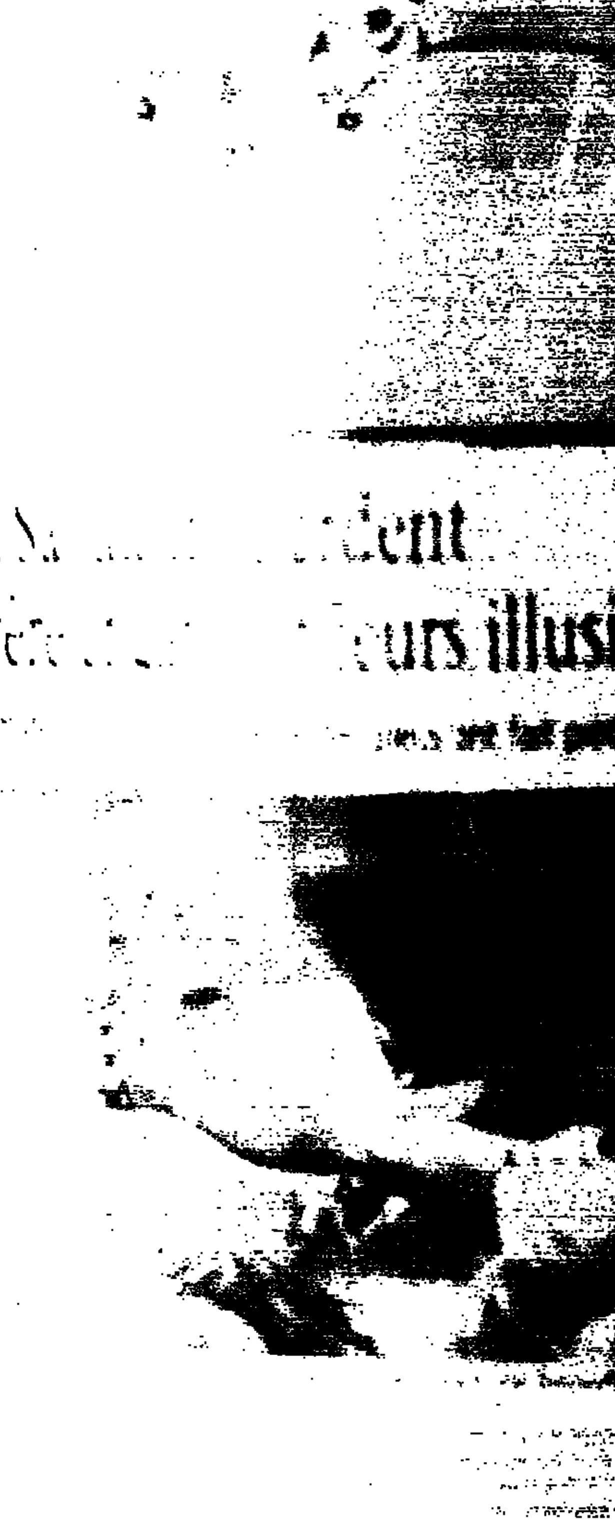


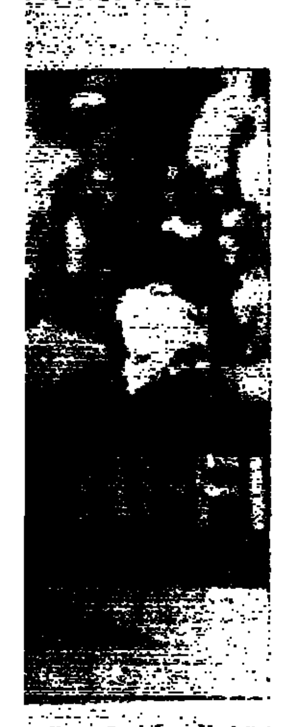
Andres avait enclenché la marche arrière quand Humberto Munoz tira six fois. Sa victime tenta de se protéger avec les mains, en témoignent les balles incrustées dans les mains, la tête et le ventre. Une des jeunes femmes présentes, amie des Gallon, était la fille d'un juge connu, mais elle ne dénonça pas le meurtre tout de suite. Le chauffeur se rendit à la police, douze heures après le crime, avec des hématomes et des traces sur les poignets comme s'il avait été agressé et attaché. Il déclara, dans un premier temps, comme d'autres amis des frères Gallon, que la voiture avait été volée la veille. Deux jours après, il avouait le meurtre, le justifiant en déclarant que son travail était de protéger ses patrons et qu'il avait cru qu'ils étaient agressés. « *Mon cerveau a débordé* », déclara-t-il.

Cent vingt mille personnes assistèrent à l'enterrement du joueur, du président de la République au simple *aficionado*. Aujourd'hui, sa tombe est toujours fleurie. Mais la famille Escobar ne veut plus entendre parler de football professionnel. Santiago, le frère, a monté avec John Jairo Galeano une école de football pour enfants. Le père, lui, n'a plus regardé un match depuis ce 2 juillet tragique.

Les enquêteurs ont écarté la thèse du crime prémédité et donc les pistes de parieurs en colère. « *La mafia n'est jamais présente sur les lieux d'un crime prévu à l'avance* », ironise un avocat qui préfère rester dans l'anonymat. Andres Escobar a-t-il été assassiné pour le but marqué contre son camp ou pour rien, ce qui d'ailleurs revient au même ? « *On a tué ce qu'on tue toujours en Colombie*, affirme un journaliste de Medellin, spécialiste des affaires judiciaires, *c'est-à-dire l'innocence.* » Ici, un dicton affirme aussi que quand on tue quelqu'un, « *c'est uniquement pour le voir tomber* ».

Anne Proenza, à Medellin





ARABIE SAOUDITE-DANEMARK 0 - 1

GROUPE C - VENDREDI 12 JUIN
17 h 30, stade Felix-Bollaert, à Lens
• Temps nuageux. • Terrain en très bon état. Pelouse glissante. • Ambiance animée et festive grâce aux supporteurs danois.
• 38 140 spectateurs

Arbitre : J. Castrilli (Argentine), assisté de C. Annibal (Argentine), A. D. Galvez

ARABIE SAOUDITE
Sélectionneur : Parreira
① Al-Dayea (cap) ⑬ Solaimani ④ Zebramawi ③ Al-Khlaiwi ② Al-Jahni ⑭ Al-Mouwalid ⑯ K. Al-Owairan ⑥ Amin (cap) (Saleh, 79e) ⑩ S. Al-Owairan (Al-Dossary, 79e) ⑦ Al-Shahrani ⑨ Al-Jaber (Al-Tunaian, 79e)

DANEMARK
Sélectionneur : Johanson
1 Shmeichel 2 Schjönberg 4 Högh 3 Rieper 12 Colding 15 Wieghorst (Nielsen, 66e) 6 Helveg 10 M. Laudrup (cap.) 21 Sand (Frandsen, 73e) 11 B. Laudrup (Heintze 84e) 21 Jörgensen

COMMENTAIRE Match de médiocre qualité, au rythme haché par un arbitrage peu cohérent, entre deux équipes sans inspiration. Volontaires mais manquant de liant entre leurs lignes et de spontanéité en attaque, les Danois se sont longtemps heurtés à des Saoudiens paralysés par l'enjeu. Regroupée en défense, jouant contre nature à coups de longs ballons aériens balancés vers l'avant, incapable de se procurer une seule occasion franche, l'Arabie saoudite a fini par connaître une grosse faute de marquage, permettant au Danemark, pourtant peu convaincant, d'arracher la victoire en récompense de son opiniâtreté. Les deux prochains adversaires de la France et de l'Afrique du Sud devront nettement améliorer leur niveau de jeu pour espérer se qualifier pour les huitièmes de finale.

AVERTISSEMENTS ARABIE SAOUDITE : Al-Muwalid (11e jeu dangereux).
DANEMARK : Wieghorst (12e jeu irrégulier), Rieper (60e contestation), Nielsen (73e jeu irrégulier).

BUTS DANEMARK : Rieper (69e sur un centre de la droite de Jorgensen, frappe puissante de la tête en extension, à mi-hauteur, adressée des 6 m à gauche).

OCCASIONS ARABIE SAOUDITE : 46 positions d'attaque dans les 30 m (19 + 27) dont 3 occasions (1 + 2) ; 12 tirs (6 + 6) dont 2 contrés (2 + 0) et 1 paré (1 + 0) par Schmeichel.
DANEMARK : 57 positions d'attaque dans les 30 m (37 + 20) dont 11 occasions (6 + 5) ; 11 tirs (6 + 5) dont 1 contré (0 + 1) et 4 parés (2 + 2) par al-Dayea.

ARRÊTS DE JEU En faveur de l'ARABIE SAOUDITE : 20 coups francs (12 + 7) dont 1 hors-jeu (1 + 0), 4 corners (2 + 2).
En faveur du DANEMARK : 15 coups francs (10 + 5), 9 corners (7 + 2).

HOMMES-CLÉS ARABIE SAOUDITE : Fuad Amin a rempli son rôle de milieu défensif avec sobriété et efficacité. Placé devant sa défense centrale, il a ratissé de nombreux ballons. A grandes enjambées, le capitaine saoudien (25 ans) a souvent essayé d'accélérer la remontée du ballon et de s'intercaler en attaque, sans grand succès (un seul tir). Fatigué, il a été remplacé à la 79e minute.

DANEMARK : Jusqu'à son remplacement à 5 minutes de la fin, Brian, le cadet des frères Laudrup (29 ans), s'est démené sur tout le front de l'attaque danoise, multipliant les appels de balle au centre comme sur les ailes. Grâce à sa technique subtile et à sa clairvoyance, il s'est trouvé à l'origine des meilleures actions de son équipe jouant un rôle décisif lors du but de la victoire.

L'ACTION — LE BUT DU DANEMARK à la 69e minute

❶ Suite à un corner tiré de la droite, **al-Dayea** dégage du poing sur **Högh** qui, sans contrôle, renvoie acrobatiquement le ballon dans l'axe.

❷ En extension, du bout du pied droit, **Jörgensen**, à la limite du hors jeu, contrôle le ballon, se retourne et parvient à adresser une passe latérale à **Brian Laudrup** sur sa gauche.

❸ Instantanément, **Brian Laudrup**, à la limite de la surface, adresse un centre au deuxième poteau du plat du pied droit.

❹ **Rieper** s'élève et " smashe " de la tête le ballon, qui rentre à mi-hauteur.



PARAGUAY-BULGARIE 0 - 0

GROUPE D - VENDREDI 12 JUIN
14 h 30, Stade de la Mosson, à Montpellier
• Temps ensoleillé et venteux.
• Terrain en bon état. Pelouse impeccable.
• Ambiance bon enfant.
• 27 650 spectateurs

Arbitre : A. R. Al Zeid (Arabie saoudite), assisté de A. Salie (Afrique du Sud), H. Ghadanfari (Koweït)

PARAGUAY
Sélectionneur : Carpeggiani
1 Chilavert (cap.) 11 Sarabia 19 Morales (Caniza, 43e) 5 Ayala 4 Gamarra 10 Acuna 13 Paredes 15 Benitez 16 Enciso 21 Campos (Yegros, 73e) 9 Cardozo (Ramirez, 70e)

BULGARIE
Sélectionneur : Bonev
1 Zdravkov 4 I. Petkov 3 Ivanov (cap.) 5 Iordanov 16 Nankov 8 Stoitchkov 10 Balakov 6 Yankov 11 Iliev (Bonmirov, 72e) 9 Penev (Kostadinov, 69e) 2 Kischischev

COMMENTAIRE Rencontre vivante, avec peu d'occasions franches, marquée par deux "premières" dans ce Mondial : l'absence de but et une expulsion. En première période, les Bulgares ont profité de la prudence excessive de leurs adversaires pour développer quelques offensives. La partie s'est ensuite équilibrée, lorsque les Paraguayens ont pris plus de risques, avec leur jeu vif et technique. Malgré les actions individuelles en attaque de Stoitchkov et Penev, ses joueurs d'expérience, la Bulgarie a manqué de cohésion et de tranchant.

AVERTISSEMENTS PARAGUAY : Benitez (45e, jeu dangereux).
BULGARIE : Nankov (27e, jeu dangereux) ; Ivanov (72e, jeu irrégulier).

EXPULSION BULGARIE : Nankov (88e, deuxième carton pour jeu dangereux) ne jouera pas le prochain match, le 19 juin prochain, face au Nigéria.

ARRÊTS DE JEU En faveur du PARAGUAY : 16 coups francs (7 + 9), dont 1 hors-jeu (0 + 1), et 6 corners (1 + 5).
En faveur de la BULGARIE : 24 coups francs (11 + 13) et 9 corners (7 + 2).

OCCASIONS PARAGUAY : 44 positions d'attaque dans les 30 m (15 + 29), dont 8 occasions (2 + 6) ; 13 tirs (2 + 11) dont 1 contré (0 + 1) et 3 parés (0 + 3) par Zdravkov.
BULGARIE : 51 positions d'attaque dans les 30 m (31 + 20), dont 9 occasions (3 + 6) ; 19 tirs (14 + 5), dont 5 contrés (3 + 2), 4 parés (4 + 0) par Chilavert et 1 sur le montant (1 + 0).

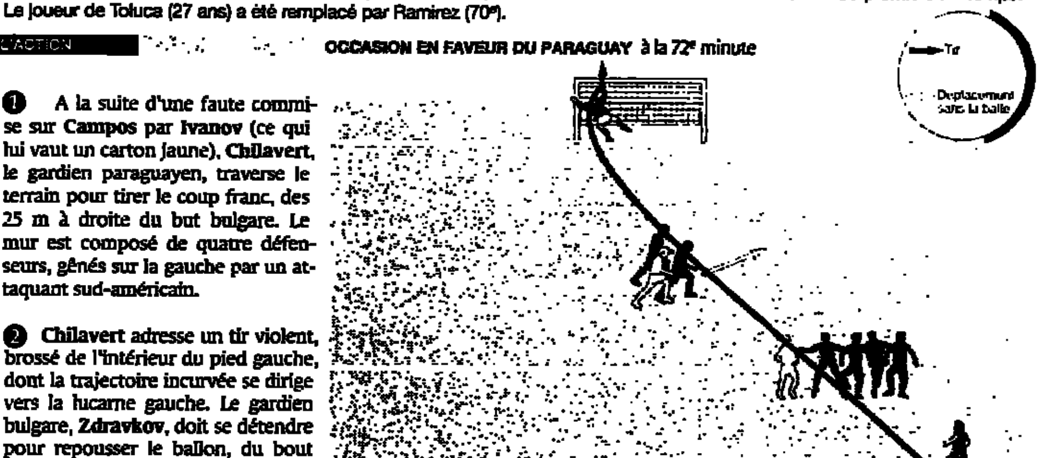
HOMMES-CLÉS BULGARIE : Trifon Ivanov est la seule des vedettes bulgares à avoir retrouvé son rendement du mondial 1994. Toujours bien placé au sein d'une défense à quatre joueurs, qu'il rappelle sans cesse à l'ordre, Ivanov a également participé au jeu offensif, en créant le surnombre au milieu ou en tirant les coups francs lointains. Le libero du CSKA Sofia (32 ans) s'est parfois fait surprendre sur des ballons aériens.

PARAGUAY : Jose Cardozo s'est peu mis en évidence dans la première partie du match. Par la suite, lorsque son équipe est remontée d'un cran sur le terrain, l'unique attaquant de pointe a perturbé la défense bulgare par ses multiples appels de balle, sa vitesse et ses qualités techniques, obtenant une franche occasion en fin de première mi-temps. Le joueur de Toluca (27 ans) a été remplacé par Ramirez (70e).

L'ACTION — OCCASION EN FAVEUR DU PARAGUAY à la 72e minute

❶ A la suite d'une faute commise sur **Campos** par **Ivanov** (ce qui lui vaut un carton jaune), **Chilavert**, le gardien paraguayen, traverse le terrain pour tirer le coup franc, des 25 m à droite du but bulgare. Le mur est composé de quatre défenseurs, gênés sur la gauche par un attaquant sud-américain.

❷ **Chilavert** adresse un tir violent, brossé de l'intérieur du pied gauche, dont la trajectoire incurvée se dirige vers la lucarne gauche. Le gardien bulgare, **Zdravkov**, doit se détendre pour repousser le ballon, du bout des doigts de la main gauche, au-dessus de sa barre transversale.



Infographie "Le Monde" avec Pierre Lepidi

Danois et Saoudiens perdent leur mystère et gardent leurs illusions

Lens. Pourtant optimistes, les futurs adversaires des Bleus ont fait piètre impression

CARLOS ALBERTO PARREIRA avait quitté la Coupe du monde 1994 par la grande porte, en conduisant la sélection brésilienne à la victoire finale. Quatre années plus tard, ses retrouvailles avec cette compétition se sont faites de façon beaucoup moins triomphale, aux commandes d'une équipe saoudienne à court d'arguments et logiquement battue par un Danemark à peine plus brillant (1-0).

Depuis son succès américain, l'homme qui a mené le Brésil à son quatrième titre mondial a choisi de monnayer ses états de service. C'est sans doute la seule explication à sa présence à la tête de l'équipe nationale d'Arabie saoudite, où il n'a pas « grand-chose » d'autre à gagner que sa pige, qui se monterait à environ 18 millions de francs pour sept mois de contrat.


DESMOND BOYLAN/REUTERS

Le Danois Schjonberg (à dr.) face au Saoudien al-Shahrani.

Au vu de l'indigent spectacle qu'elle a livré vendredi au stade Félix-Bollaert de Lens, habitué cette année à davantage de brio, la sélection saoudienne aura bien du mal à rééditer sa performance de 1994 : ses victoires sur la Belgique et le Maroc lui avaient alors valu de se qualifier pour les huitièmes de finale dès sa première participation à la Coupe du monde.

Incapacité à développer son jeu, maladresses en pagaille, attaquants aux abonnés absents : dans un stade où les couleurs danoises dominaient, les Saoudiens ne sont pas parvenus à justifier leur surnom de « Brésiliens du désert ».

ATTAQUANTS INCAPABLES

La générosité, distillée sous forme de balles offertes à l'adversaire, était cependant la chose la mieux partagée en cette frisquette fin d'après-midi : le Danemark n'a dû son salut qu'à un coup de tête de son imposant défenseur Marc Rieper, venu à la 69e minute apporter son soutien à des attaquants incapables par ailleurs de conclure leurs actions.

De ce spectacle médiocre, les responsables de l'équipe de France seront les seuls à se réjouir : l'Arabie saoudite et le Danemark appartiennent en effet au même groupe que les Bleus (qui les rencontreront successivement les 18 et 24 juin) et, à moins d'un coup de bluff, ne semblent disposer que de fort peu d'atouts dans leurs jeux respectifs.

« A la Coupe du monde, il faut savoir partir doucement si l'on veut aller loin, avertit cependant Michael Laudrup, le seul « survivant » de la sélection danoise qui participa à la Coupe du monde 1986. *Notre jeu n'est peut-être pas très agréable à voir, mais, pour l'instant, ça nous réussit et nous allons continuer dans cette voie. Nous avions surtout besoin de retrouver confiance après des matches amicaux difficiles. »*

Du côté saoudien, on veut rester positif et croire que l'hypothèse d'une victoire contre la France n'a rien d'illusoire. *« Il ne nous manquait pas grand-chose, les Danois ont eu plus de chance que nous,* affirme sans sourciller Fuad Amin, le capitaine saoudien. *Si nous battions la France jeudi prochain, ça n'aurait rien d'un exploit : nous avons bien battu la Belgique, il y a quatre ans... »*

Les hommes de Carlos Alberto Parreira n'ont pourtant jamais semblé en mesure de déjouer le dispositif danois, basé sur la puissance physique du collectif (quatre joueurs dépassent 1,90 m), un gardien de but irréprochable (Peter Schmeichel, qui évolue à Manchester United) et le binôme constitué par Michael Laudrup – qui fêtait à Lens sa centième sélection en équipe nationale – et son frère cadet Brian.

Bo Johansson, l'entraîneur suédois du Onze danois, a d'ailleurs articulé le jeu de son équipe autour des deux frères qui, même s'ils n'ont plus évolué dans le même club depuis leurs lointains débuts à Brondby, ont conservé une évidente complicité sur le terrain.

Pour les Danois, l'essentiel était bien de marquer les trois points de la victoire, qui leur permettent de conserver intactes leurs chances de qualification pour les huitièmes de finale.

Gilles van Kote

Jose Luis Chilavert cherche toujours la clé de la cage adverse

Montpellier. Le gardien paraguayen a failli marquer contre la Bulgarie

SEIZE HEURES PILE, c'est une belle heure pour entrer dans l'Histoire. Mais Jose Luis Chilavert n'a certainement pas pris la précaution de regarder l'horloge électronique du stade de La Mosson, vendredi 12 juin à Montpellier. Les yeux noirs du grand ténébreux restent rivés au ballon qu'il vient de frapper, d'une belle frappe du pied gauche. Tout le stade, cœurs et chronomètres, s'est arrêté de battre. Ce n'est pas tous les jours qu'un gardien de but tire un coup-franc à 75 mètres de la cage qu'il est censé protéger. *« J'ai vu le ballon dedans »*, dira-t-il plus tard.

Sans la « claquette » de son homologue, Zdravko Zdravkov, le tir de Jose Luis Chilavert aurait très certainement passé la ligne. Le Paraguayen serait devenu le premier « gardien de but/buteur » en phase finale de Coupe du monde. Soixante-huit ans d'avanies, des centaines de but encaissés, des milliers de plongeons douloureux : la grande corporation des « footballeurs gantés » tenait enfin sa revanche. Jose Luis Chilavert devra encore attendre. Ni lui ni personne n'a trouvé le chemin des filets, vendredi.

Le match Paraguay-Bulgarie est le premier match de la Coupe du monde 1998 à se terminer sur un 0-0. Il est aussi le premier à avoir donné lieu à une expulsion de joueur, en la personne du milieu de terrain du Lokomotiv Sofia, Anatoli Nankov. Par parenthèse, il y a tout de même une bonne nouvelle dans ce carton rouge, c'est qu'il a été attribué consécutivement à deux cartons jaunes. Après trois jours de compétition, aucun tacle par derrière – synonyme de retour aux vestiaires immédiat – n'avait été effectué. Les sommations de la Fédération internationale (FIFA) semblent donc donner leurs fruits.

Passe encore que Jose Luis Chilavert n'ait pas marqué le 36e but de sa carrière en rencontre officielle. *« Match de poètes »* dans *« un groupe de la mort »* – pour reprendre les expressions habituelles –, ce Paraguay-Bulgarie aura déçu. Les Bulgares, demi-finalistes il y a quatre ans, ont passé une grande partie du temps à courir après la réputation qui les précède. Les Paraguayens, eux, ont fait preuve de trop d'imprécision dans la dernière passe ou dans le dernier tir.

Restent les incursions colériques de ce diable de Hristo Stoitchkov. On aurait aimé qu'il marquât un but à Chilavert. Et que celui-ci fît de même à Zdravko Zdravkov. Ce n'est que partie remise. Avis à Andoni Zubizarreta, gardien d'Espagne, et Willy Okpara, gardien du Nigeria : gare à votre confrère fou !

Frédéric Potet

Fêter une victoire, à la marseillaise

« Cousin, on a une équipe, une vraie de vraie »

SUR la plage du Prado, devant l'écran géant qui retransmet le match, 3 000 personnes se camouflent contre le mistral et les embruns. Les petits des quartiers nord ont fait le déplacement, mais aussi Britta, l'étudiante allemande à l'école de commerce, Charly, le marin, Mohamed, le balayeur. *« Vous ne savez pas où il loge le fils de Diana ? »* demande Sylvie, fille d'immigrés malgaches, qui chante *La Marseillaise* à pleins poumons. *« Allez les minots, on est chez nous »*, encourage le public à la vue des premières images.

Et Dugarry, il est où Dugarry ? *« Il poinçonne les entrées ! »*, dit l'un. Laurent, chauffeur routier à Cavaillon parle à sa femme : *« Calme toi, oh, elle est pas bien ma femme, elle est sous tension !*, se moque-t-il. *Calme-toi, canalise »*. Britta a ouvert une bouteille de champagne. *« Vous en voulez ? »*, demande-t-elle aux voisins de Cavaillon.

« C'est beau, c'est beau, c'est plus beau que les Brésiliens »

Laurent est venu avec ses bières et le drapeau français qu'il a volé à la mairie. *« Faut faire la fête, y a que là qu'on peut crier »*, affirme Xavier, un de ses collègues routiers. Et les Parisiens, enchaîne-t-il, ils ne se sont pas *« mis minables »* avec leurs Géants ? Et les journalistes, à les écouter, ils donneraient la Coupe aux Brésiliens d'emblée ! *« Quoi, il faut être chauvin*, râle Laurent, fils d'Italiens. *On a une petite chance, il faut la saisir, supporter jusqu'au bout »*. Sa femme pense que *« c'est la honte »* : *« Les gens de plus en plus se referment sur eux, un groupe d'amis qui se laisse vivre dans la rue, il a tout de suite les regards de mépris »*, dit-elle. *« Allez les Bleus, vous êtes à Marseille, allez l'OM »*, s'égosille son mari.

Sur les hauteurs de la Castellane, quartier nord et patrie de Zidane, Halim, onze ans, l'avait prédit dans l'après-midi. Le mistral peut souffler jusqu'à 120 km/h, paralyser les passants sur la Corniche, faire tourbillonner les feuilles de platanes, *« Zidane contrôle »*, assure l'enfant. *« Quand on sort de la Castellane, on a l'habitude de tout*, claironne-t-il. *Si le ballon est bien dur, bien pompé, il aura un beau jeu de passe. »* Sur l'écran du Prado, l'image de « Zizou » déclenche les ovations. Non loin de là, son visage est peint sur une façade de maison, face à la mer, avec cette inscription « 100 % made in Marseille ».

« C'est soulageant pour Marseille, affirme José, charpentier de marine. *Et même pour le pays : tous les minots se reconnaissent en lui, un robeu de cité et une réussite incroyable, il n'a pas eu la grosse tête, il est honnête, modeste. »*

La foule s'agite sur un côté, se met à siffler. *« Qu'est-ce qui se passe, c'est Dugarry qui arrive ou quoi ? »*, plaisantent les supporteurs. Les Bleus sont obligés d'avoir un résultat, *« o-bli-gés »*, répète le public. *« Avec tous les millions qu'ils gagnent, ce serait un scandale. »* Souvent, lorsqu'un joueur français est défaillant, les uns et les autres rappellent les tarifs : *« Lui, 80 millions par mois et pas foutu de bien taper ; lui 50 millions, et il s'écroule. »*

Aimé Jacquet apparaît sur l'écran, une sacoche en bandoulière. *« Aimé, il a peur qu'on lui vole ses papiers à Marseille ! »* Dugarry entre sur le terrain. *« Bon allez, on s'en va »*, disent les routiers de Cavaillon. L'avant-centre rate sa première occasion de but, puis une passe. Dugarry marque le premier but pour la France. La foule, assise sur la pelouse, bondit. Les routiers s'embrassent. Britta reboit du champagne. *« Il y a trois minutes, Dugarry, c'était un con, maintenant c'est le plus beau »*, dit Laurent. *« On a tout pété* ! chantent les Marseillais. *Champions du monde ! Le mistral va tomber ! »* Du jeu, du jeu. *« Faites du rugby, fadas »*, disent-ils aux Africains. *« Je n'ai plus de voix demain, je n'ai plus de tête »* dit Laurent.

Les buts se suivent et la foule découvre les Tricolores. *« Sérieux, Jospin, il avait raison quand il déclarait que vendredi on n'allait pas voir la même équipe »*, affirme Xavier. Le match qu'ils nous font répètent les Marseillais. *« C'est beau, c'est beau, c'est plus beau que les Brésiliens* claironnent-ils. *On les tue, on les a pris à la gorge, ils sont faits. »*

Laurent et sa femme décident de se faire un France-Afrique du Sud cette nuit sur leur PlayStation. Les olas se succèdent. Les supporteurs claquent des dents, dansent, s'embrassent, sifflent les filles et sont soulagés d'avoir une équipe. *« Jusqu'à ce soir, même à Marseille, le Mondial démarrait mollement. On était suspendu à ce match, on n'avait pas confiance. Maintenant, on sent que la France peut monter en puissance pendant la Coupe »*, expliquent les Marseillais.

« ILS sont impressionnants, ils ne s'arrêtent pas, ils ont joué comme s'ils composaient une seule personne », renchérit Mohammed, le balayeur, venu tout seul applaudir sur la plage du Prado. Les navettes de bus attendent à la fin du match, et Charly, le marin, aperçoit son cousin, employé au Réseau de transports marseillais, le visage assombri. Il est de service, il n'a rien vu du match. *« Cousin, c'est confirmé, on a une équipe, une vraie de vraie ! »*

Les uns et les autres répètent : *« C'est le cœur qui a joué, on a gagné »* Un homme crie : *« Et Dugarry, ça aurait fait rire qu'il marque les trois buts ! »* A l'arrivée, le conducteur attend quelques minutes, tout le monde saute à pieds joints dans le bus, il ne peut plus ouvrir les portes. Sur la Canebière, des jeunes roulent deux par deux en scooter en faisant flotter à toute vitesse le drapeau français. Des hommes, des femmes marchent bras dessus bras dessous en poussant de grands « Ouais ». Les voitures klaxonnent, sont immobilisées par la foule sur le Vieux-Port. Les CRS sont là. Et un carabin leur lance : *« Bouffez vos casques à pointe ! »* Plusieurs voitures auraient été détériorées, les policiers sont nerveux. Mais les Marseillais se rassurent : *« Ca y est, ils vont avoir la France derrière eux »*, disent-ils en désignant les Tricolores.

Dominique Le Guilledoux à Marseille


HUGUES DE WURSTENBERGER/VU

Sur les Champs-Elysées, un pare-brise de scooter décoré du portrait de Zidane.

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

GROUPE A

10/6	Brésil-Ecosse	2-1
10/6	Maroc-Norvège	2-2
16/6	Ecosse-Norvège	
16/6	Brésil-Maroc	
23/6	Brésil-Norvège	
23/6	Ecosse-Maroc	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Brésil	3	1	1	0	0	2	1
2 Maroc	1	1	0	1	0	2	2
- Norvège	1	1	0	1	0	2	2
4 Ecosse	0	1	0	0	1	1	2

GROUPE B

11/6	Italie-Chili	2-2
11/6	Cameroun-Autriche	1-1
17/6	Italie-Cameroun	
17/6	Chili-Autriche	
23/6	Chili-Cameroun	
23/6	Italie-Autriche	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Chili	1	1	0	1	0	2	2
- Italie	1	1	0	1	0	2	2
3 Autriche	1	1	0	1	0	1	1
- Cameroun	1	1	0	1	0	1	1

GROUPE C

12/6	Danemark-Ar. Saoudite	1-0
12/6	France-Afr. du Sud	3-0
18/6	Danemark-Afr. du Sud	
18/6	France-Arabie Saoudite	
24/6	Afr. Sud.-Ar. Saoudite	
24/6	France-Danemark	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 France	3	1	1	0	0	3	0
2 Danemark	3	1	1	0	0	1	0
3 Ar. Saoud.	0	1	0	0	1	0	1
4 Afr. Sud	0	1	0	0	1	0	3

GROUPE D

12/6	Bulgarie-Paraguay	0-0
13/6	Espagne-Nigeria	
19/6	Espagne-Paraguay	
19/6	Nigeria-Bulgarie	
24/6	Espagne-Bulgarie	
24/6	Nigeria-Paraguay	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Bulgarie	1	1	0	1	0	0	0
2 Paraguay	1	1	0	1	0	0	0
Nigeria	0	0	0	0	0	0	0
Espagne	0	0	0	0	0	0	0

LES BUTEURS

1	SALAS *(Chili)*	2
2	CESAR SAMPAIO *(Brésil)*	1
	COLLINS *(Ecosse)*	1
	EGGEN *(Norvège)*	1
	HADDA *(Maroc)*	1
	HADJI *(Maroc)*	1
	VIERI *(Italie)*	1
	NJANKA *(Cameroun)*	1
	POLSTER *(Autriche)*	1
	R. BAGGIO *(Italie)*	1
	RIEPER *(Danemark)*	1
	DUGARRY *(France)*	1

« La présence des Iraniens ? Plutôt une bonne chose pour la ville »

Charles Bongiraud. Le curé d'Yssingeaux prône la tolérance

« Comment avez-vous réagi lorsque vous avez appris que votre paroisse allait accueillir l'équipe nationale d'Iran ?

– Quand j'ai croisé le maire, Jacques Barrot, et qu'il m'a informé du choix d'Yssingeaux, j'ai tout de suite trouvé que c'était une bonne chose pour la ville, pour que l'on parle un peu de nous. Depuis, je ne peux pas dire qu'on m'ait posé ici beaucoup de questions sur la religion des Iraniens et sur l'islam en général. Il y a quelques familles musulmanes dans la commune, originaires d'Afrique du Nord. Je crois savoir qu'elles sont attachées à leur religion, car elles ont demandé que leurs enfants ne suivent pas les cours de catéchisme que donnent les établissements qui assurent un enseignement religieux. Mais ces familles sont trop peu nombreuses pour qu'elles disposent d'un lieu de culte dans la commune.

– Les joueurs iraniens et leur encadrement évoquent très souvent leur foi, et la Haute-Loire est un département où la religion a conservé une place importante, est-ce qu'il n'y a pas là des similitudes ?

– C'est vrai que la pratique religieuse est encore forte ici. J'ai été pendant longtemps curé de Saugues, plus au sud, en Margeride, et je peux vous dire que l'on atteint là-bas des taux très élevés. Cela peut aller jusqu'à 30 % dans certaines communes, imaginez ce que cela représente ! A Yssingeaux, il y a encore beaucoup de monde à la messe du dimanche mais ce n'est pas aussi fort qu'en Margeride. Pour en revenir à l'islam et au christianisme, on parle souvent de religions monothéistes. Moi, je ne suis pas sûr que le christianisme ne soit pas une forme très particulière de monothéisme, car nous avons la Sainte Trinité. C'est peut-être pour réagir contre ce qu'il pouvait considérer comme un polythéisme que Mahomet a fondé l'Islam.

– Il y a souvent de la réticence en France pour tout ce qui touche l'islam. Comment est ressentie la présence des joueurs venant d'un pays qui accorde une telle importance à cette religion ?

– Il y a surtout de la réticence de la part de ma génération, celle qui a vécu la guerre d'Algérie, c'est moins le cas chez les plus vieux comme chez les plus jeunes. Actuellement, j'observe une relative indifférence de la part des habitants d'Yssingeaux, qui sont en même temps plutôt contents d'héberger une équipe pour la Coupe du monde.

» En ce qui me concerne, je trouve naturellement qu'un pays peut se ressourcer dans la foi, c'est pour cela que je suis devenu curé ! Il y a cependant une condition, c'est que cela soit une liberté et non une obligation. »

Propos recueillis par Gilles Paris

La France a déjà manqué son Mondial... pour la presse néerlandaise

L'HALLALI a sonné, la chasse est bel et bien ouverte ! Les chasseurs sont les journaux néerlandais. Le gibier ? La France organisatrice de la Coupe du monde, que l'on appelle ici « WK ».

Vendredi, alors que l'équipe batave se préparait à passer sa dernière nuit avant d'affronter l'équipe belge, les médias auraient, en toute logique, dû titrer sur l'entrée en scène des joueurs néerlandais, que nombre de spécialistes donnent parmi les favoris. Or le retour de Dennis Bergkamp après six semaines d'absence pour cause de blessure a cédé la place au *« chaos »* et à l'*« arnaque »* qui règnent autour de la billetterie.

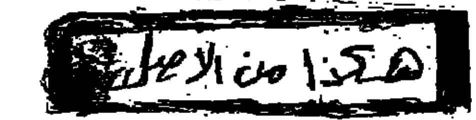
Habituellement plus réservé, le quotidien vespéral *NRC Handelsblad* fait la somme des *« dizaines de milliers de supporters de par le monde qui sont victimes d'arnaques »* et de faux billets. Mais les lecteurs du *NRC* ne pourront pas prétendre qu'ils n'étaient pas prévenus : dans un supplément spécial sur la Coupe, le correspondant à Paris faisait la liste de tous les éléments risquant de troubler la fête, des grèves aux ratés de la billetterie. *« La France veut montrer au monde qu'elle est capable d'organiser un méga-événement comme la Coupe du monde. Fidèle à son habitude, les préparatifs ont été faits par-dessus la jambe »*, écrit le journal en utilisant l'expression *« Franse slag »* qui exprime en néerlandais toute idée de travail bâclé !

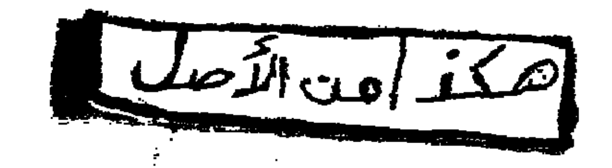
ACHARNEMENT COLLECTIF

S'il est vrai que la France a donné des verges pour se faire battre, l'attitude du *Telegraaf* relève plutôt de l'acharnement. Depuis une semaine, il ne se passe pas un jour sans que le journal populaire ne publie un ou plusieurs articles dénonçant les *« forces maléfiques »* présentes dans l'Hexagone. A en croire ce journal, les Néerlandais sont la cible quasi unique de ces *« pratiques mafieuses »*. Un jour, *« le chaos menace de s'abattre sur les supporters néerlandais »* car *« les Français refusent d'autoriser la constitution de campings réservés à nos supporters »*, indique le titre barrant la première page. Le lendemain, ce sont ces maudits douaniers français qui sont la cible des foudres du journal. Leur crime ? Avoir obligé les supporters écossais peinturlurés aux couleurs de leur équipe à se démaquiller pour les confronter à leurs papiers d'identité.

Vendredi, le *Telegraaf* ne désarme pas : la billetterie ? *« Plus facile d'acheter de l'héroïne ou de la cocaïne que des billets pour Pays-Bas/Belgique »*, affirment Harry et Michel, mystérieux intermédiaires pour *« Cupido, une agence d'Amsterdam spécialisée dans les grands événements sportifs »*. Cela fait quinze jours qu'à cinq au total ils cherchent des billets à Paris pour le match de samedi. La moisson est ridicule : *« Quatorze billets seulement »*, se plaignent-ils. Selon les envoyés spéciaux du journal, véritables croisés antifrançais, les Champs-Elysées sont un théâtre d'ombres où évoluent de dangereux revendeurs de billets au marché noir.

Alain Franco





TRANSPORTS *Nouveaux alliés* dans la partie britannique du TGV Eurostar qui relie Londres à Paris et Bruxelles, la SNCF et British Airways vont développer leur coopération. Les programmes de fidélisation des deux compagnies seront jumelés. ● BRITISH AIRWAYS est à l'étroit dans les aéroports londoniens et la Commission européenne risque de lui réclamer d'abandonner certains droits d'atterrissage avant d'autoriser son alliance avec American Airlines. ● LE TRANSFERT d'une partie de ses treize vols quotidiens entre Paris et Londres ou entre Bruxelles et Londres pourrait y contribuer. Seuls seraient maintenus les vols tôt le matin et tard le soir qui permettent d'assurer les correspondances. ● LA SNCF veut s'assurer la maîtrise directe de l'exploitation de l'Eurostar côté britannique pour consolider le succès du train. Elle estime qu'elle dégagera les premiers bénéfices fin 1999.

La SNCF conclut une alliance stratégique avec British Airways

Après s'être alliées pour gérer la partie britannique d'Eurostar, les deux compagnies veulent coordonner leurs politiques commerciales. British Airways proposera à ses clients arrivant à Heathrow de prendre le train rapide pour rejoindre Paris

DIX JOURS après avoir remporté l'appel d'offres pour la reprise de l'exploitation du TGV Eurostar côté britannique (*Le Monde* du 5 juin), la SNCF et British Airways s'apprêtent à tirer toutes les conséquences stratégiques de cette alliance. Le jumelage des programmes de fidélisation et le partage des numéros de vols couplés à des trajets en trains devraient constituer les éléments les plus spectaculaires de ce mariage transmanche. Dans quelques années, le voyageur qui achètera à British Airways un billet Singapour-Paris descendra peut-être de l'avion à l'aéroport d'Heathrow pour s'engouffrer dans l'Eurostar et atteindre le centre de Paris ou de Bruxelles deux heures et demie plus tard.

British Airways est à l'étroit dans les aéroports londoniens, et particulièrement dans celui de Heathrow. L'alliance commerciale qu'elle projette avec American Airlines ne va guère améliorer sa situation. Le rapprochement des numéros un européen et américain risque de leur conférer une position dominante dans le ciel transatlantique et pour l'éviter, les autorités européennes chargées de la concurrence envisagent de demander à la compagnie britannique d'abandonner des droits d'atterrissage au profit de ses concurrents.

Le transfert d'une partie de ses treize vols quotidiens entre Paris et Londres ou entre Bruxelles et Londres pourrait y contribuer. Seuls seraient maintenus les vols très tôt le matin et très tard le soir qui permettent d'assurer les correspondances, notamment pour les voyageurs « affaires ». « *Nous envisageons notamment le transfert de notre clientèle de loisirs vers l'Eurostar* », confirme un porte-parole de British Airways. Pour ce faire, les nouveaux gestionnaires d'Eurostar UK envisagent d'acheminer les TGV jusqu'à l'aéroport de Heathrow dès 2001. De son côté, la société privée Railtrack, propriétaire du réseau ferré britannique, s'est engagée à construire, d'ici à 2003, le premier tronçon de la ligne à grande vitesse et d'abaisser le temps de parcours d'un quart d'heure.

La compagnie britannique ne cache pas non plus son intention d'attirer la clientèle continentale vers Heathrow pour remplir ses vols internationaux. Elle souhaite aussi pouvoir proposer Paris ou Bruxelles comme destination finale à sa clientèle internationale. « *Nous allons offrir Paris en Eurostar dans soixante-dix mille agences à nos quarante millions de clients* », explique British Airways. « *Eurostar c'est, avec sept cent soixante-treize places, l'équivalent de deux Boeing 747, dix-huit fois par jour, entre Paris et Londres* », se réjouit l'un des partenaires du britannique. Et l'Eurostar est loin de faire le plein. Le taux de remplissage moyen est de 55 % entre Paris et Londres et de 35 % entre Bruxelles et Londres.

Reste toutefois à obtenir le feu vert des autorités britanniques et européennes pour cette montée en puissance de British Airways dans Eurostar. L'accord entre la SNCF, la SNCB (chemins de fer belges) et la compagnie britannique prévoit que celle-ci, qui détient 10 % du capital du consortium de gestion d'Eurostar UK, passe ensuite à 34,8 %.

La SNCF ne craint pas de devenir l'allié objectif de British Airways dans la guerre qu'elle livre à Air France. « *Nous avions proposé à Air France de s'associer à notre offre de reprise d'Eurostar UK mais Air France a choisi d'être directement présent à Londres avec dix-neuf vols pour chasser directement sur les terres du britannique* », explique la SNCF.

MEILLEURE MAÎTRISE

Air France confirme cette analyse en affirmant que « *40 % du trafic entre Paris et Londres permet d'alimenter notre plate-forme de correspondance de Roissy* » et que « *le temps de parcours en train serait dissuasif pour nos passagers* ». Air France et la SNCF coopèrent en revanche sur la liaison Paris-Lille.

Pour la SNCF, l'entrée dans le consortium à majorité britannique (British Airways est associée à la compagnie de bus et de trains National Express) était la condition *sine qua non* d'une meilleure maîtrise du produit Eurostar. « *Il était difficile de réagir rapidement et efficacement aux évolutions du marché lorsque la société britannique Eurostar était complètement distincte de la partie française de l'Eurostar* », reconnaît la SNCF. Il a, par exemple, fallu deux ans pour obtenir l'accord de l'ensemble des partenaires pour faire circuler des trains « neige » entre Londres et les Alpes françaises.

En s'assurant la maîtrise directe de l'exploitation de l'Eurostar du côté britannique, la SNCF veut consolider les succès du train transmanche. Avec une hausse de 55 % du chiffre d'affaires à la fin de mai, la SNCF estime qu'elle dégagera ses premiers bénéfices sur Eurostar à la fin de 1999, un an plus tôt que prévu. En 1997, Eurostar France, rattachée à la SNCF, avait perdu 600 millions de francs. Côté britannique, la facture s'est élevée à 1,2 milliard de francs, soit un cumul de pertes de 3 milliards de francs en quatre ans.

Christophe Jakubyszyn

Le trafic ferroviaire fait un bond de 10 %

La SNCF a atteint des records d'affluence depuis le début de l'année. A fin mai, son trafic était en hausse de 10,4 %. Grève d'Air France aidant, les chiffres de juin devraient être encore meilleurs. Profitant de la croissance économique, la SNCF récolte aussi les fruits de sa nouvelle politique tarifaire, avec des réductions pour l'ensemble des catégories de voyageurs (jeunes, seniors, voyages à deux, voyageurs du week-end, etc.).

En lançant ses nouveaux prix, la SNCF avait expliqué qu'elle prenait un risque de 800 millions de francs sur son chiffre d'affaires, à trafic constant. Les places à tarif réduit ont, en effet, entraîné une baisse du produit moyen de 2,4 % sur le réseau domestique. La forte progression du trafic éloigne cette perspective. À l'international, la recette moyenne a nettement augmenté grâce à la spectaculaire montée en puissance de la classe affaires sur le Thalys (Paris-Bruxelles) et l'Eurostar (Paris-Londres).

L'américain Ralston ferme l'ex-usine Wonder d'Elbeuf

ROUEN
de notre correspondant

Les commerçants d'Elbeuf (Seine-Maritime) étaient invités à baisser leurs rideaux, samedi 13 juin, en solidarité avec les 540 salariés de l'usine Ralston Energy System, fabricant de piles électriques, sous la menace d'un plan de réduction d'effectif touchant au moins 340 d'entre eux. Ils devaient également manifester dans les rues samedi matin.

La filiale du groupe américain Ralston Purina a décidé de transférer sa production de piles Energizer, Mazda, Wonder, Ucar vers la Suisse, les Etats-Unis, la République tchèque et l'Indonésie. Il ne resterait à Caudebec-lès-Elbeuf et Martot, les deux communes de l'agglomération où sont implantées les usines, que du conditionnement et de la logistique. Actuellement, 40 personnes sont employées pour ces activités. Ralston a laissé entendre qu'elles pourraient prendre une dimension européenne et employer 200 personnes. La fermeture du site de Normandie n'est pas motivée par des pertes ou des difficultés, mais s'inscrit dans le cadre d'une restructuration générale de Ralston, qui a déjà touché, dans l'Eure, les sites de Vernon en 1992 et Louviers en 1994.

Au-delà de la perte sèche d'au moins 340 emplois dans une agglomération de 50 000 habitants, avec un taux de chômage de 17 %, l'arrêt de cette usine rappelle des mauvais souvenirs dans une cité qui a perdu *progressivement tous ses atouts industriels*, en particulier le textile dans les années 60 et 70. Les piles électriques restaient l'une des rares activités traditionnelles. Ralston avait racheté le site de Caudebec à Wonder en 1989, alors propriété de Bernard Tapie.

> Le groupe a décidé de transférer sa production de piles

Dans l'agglomération d'Elbeuf, tous les élus se sont retrouvés derrière l'intersyndicale CFDT-CGT, qui a également sollicité Laurent Fabius, président (PS) de l'Assemblée nationale, député de la circonscription. Vendredi 5 juin, des salariés de Ralston avaient été reçus par des conseillers de Lionel Jospin lors de sa visite à Rouen pour les *assises nationales des ZEP* (zones d'éducation prioritaires). En fait, il semble que les pouvoirs publics français n'auront d'autre possibilité que d'exiger un plan social le moins pénalisant possible. Lundi 15 juin, un CCE de Ralston France devrait entériner la décision du groupe américain.

Etienne Banzet

Grève test chez General Motors contre les suppressions d'emplois

NEW YORK
de notre correspondante

Les négociations ont repris, vendredi 12 juin, pour tenter de *résoudre le conflit qui oppose depuis* plus d'une semaine, sur la question cruciale de l'emploi, le grand syndicat de l'industrie automobile américaine, United Auto Workers (UAW), à la direction de General Motors. Cette grève, qui entraîne déjà la mise au chômage technique de quelque 36 000 salariés, menace de paralyser la production nord-américaine de General Motors d'ici à une semaine.

Le conflit a commencé, le 4 juin, par l'arrêt de travail des 3 400 salariés d'une usine de la marque à Flint, près de Detroit, à propos de désaccords sur la volonté de l'UAW de préserver les emplois alors que la direction du constructeur veut intensifier sa stratégie de réduction des coûts. Jeudi soir 11 juin, les 5 800 employés d'une autre usine de Detroit, l'usine Delphi à Flint, qui fabrique certaines pièces des véhicules GM, se sont joints au mouvement.

Selon les analystes, cette grève est potentiellement plus grave que celle de l'usine de Dayton (Ohio) *en 1996 qui avait coûté* au constructeur 900 millions de dollars en 17 jours d'arrêt de travail. Son enjeu, font-ils valoir, n'est pas tant l'impact que le conflit risque d'avoir sur l'économie américaine (GM ne représente qu'un tiers de la production automobile américaine, et l'industrie automobile ne dépasse plus guère 2 % du PIB) que la stratégie même de croissance de GM et l'avenir de l'UAW. Si, jusque-là, la direction de GM a accepté les limitations imposées par l'UAW aux multiplications des *tâches demandées aux salariés*, elle peut de moins en moins tolérer les effets de ces concessions sur les marges bénéficiaires alors que la concurrence des deux autres grands constructeurs américains se durcit : la perspective de la fusion Daimler-Chrysler place GM sur la défensive, tandis que Ford s'est lancé depuis 1996 dans une politique très agressive de réduction des coûts qui produit des résultats spectaculaires.

COMBATIVITÉ ACCRUE

Pour GM, encouragé par de bons résultats et un marché américain très favorable, le moment est donc sans doute venu de tenir bon dans sa volonté de dégraissage face à la résistance de l'UAW. Mais pour le syndicat, qui tient son congrès annuel à Las Vegas du 22 au 25 juin, le moment est sans doute aussi venu de tenter d'arrêter le déclin qui a fait chuter son nombre d'adhérents au sein de General Motors de 450 000 en 1980 à quelque 200 000 aujourd'hui.

Avec un taux de chômage national de 4,3 %, le plus bas depuis 1970, les conditions d'une combativité accrue des salariés sont meilleures, comme l'a montré l'été dernier le succès de la grève aux messageries express UPS. L'ensemble *du patronat et des responsables* syndicaux américains devrait surveiller de près l'évolution de cette grève chez General Motors : une victoire syndicale pourrait bien mettre à l'épreuve le fameux cocktail de croissance, faible inflation et profits élevés qui est la *clé de la réussite de l'économie* américaine des années 90.

Sylvie Kauffmann

DÉPÊCHES

■ **VIVENDI : l'Association pour la défense des actionnaires minoritaires** (ADAM), présidée par Colette Neuville, a mis en cause la dispense accordée par le Conseil des marchés financiers (CMF) au groupe Vivendi (ex-Générale des eaux) de lancer une offre publique d'achat sur Canal Plus. L'ADAM a déposé, le 6 mai, un recours devant la cour d'appel de Paris, estimant que cette décision du CMF « *manquait de base légale* ».

■ **ATELIERS ET CHANTIERS DU HAVRE : les salariés ont fait grève,** dans la matinée du vendredi 12 juin, à l'appel de la CGT, pour attirer l'attention sur les menaces de dépôt de bilan qui pèsent sur le groupe. Des élus de la région doivent être reçus mardi à Paris par le ministre de l'économie.

■ **DCN : au terme d'une négociation marathon** de vingt-trois heures avec les responsables de la direction des constructions navales (DCN), les ouvriers de l'arsenal de Toulon ont voté, le vendredi 12 juin, la suspension de la grève et reprendront le travail lundi après un arrêt de quarante et un jours. *(Corresp.)*

■ **TELEFONICA : l'opérateur espagnol de télécommunications** va supprimer plusieurs milliers d'emplois d'ici à la fin de 1998. Selon des sources syndicales, 6 000 à 10 000 employés, sur un total de 64 000, pourraient être concernés.

■ **COMPAQ-DIGITAL : Compaq va supprimer 15 000 emplois chez Digital Equipment Corp.** (DEC), dont il vient de prendre le contrôle. Le fabricant de micro-ordinateurs va réduire ses propres effectifs de 2 000 postes.

■ **CRÉDIT AGRICOLE : la banque a annoncé,** vendredi, fixer à 3 % la rémunération de son compte sur Livret ordinaire et à 4 % celle de son Livret Jeune.

Les antiquités égyptiennes sont à la fois en vogue et abordables

Bon nombre de pièces anciennes pleines de charme restent accessibles. Mieux vaut cependant se montrer exigeant, non seulement sur leur authenticité, mais aussi sur leur qualité esthétique

DE TOUTES les civilisations du Bassin méditerranéen, c'est sans conteste l'Egypte qui fascine au plus haut degré les amateurs d'archéologie. Sans doute parce que son histoire est moins complexe que celles de la Grèce ou de la Mésopotamie. Protégée par sa situation géographique particulière, l'Egypte a connu durant des millénaires une grande stabilité, malgré maintes révolutions de palais. Cette continuité se reflète dans son art qui, du coup, paraît accessible. Les objets qui nous sont parvenus proviennent le plus souvent de tombes. Il s'agit d'une constante dans les mythologies antiques : les vivants prenaient soin d'assurer aux défunts de quoi survivre et faire face à toute éventualité dans l'éternité. L'Egypte, dont toute la civilisation était tournée vers l'au-delà, n'échappe pas à la règle. On trouve ainsi dans les sépultures égyptiennes une grande variété d'objets : oushebtis, amulettes (parfois plus d'une centaine sur une momie), gobelets, vases à onguents, bijoux, statuettes, peintures murales, etc. Point important, qui ajoute à l'attrait qu'exercent ces pièces, beaucoup nous sont arrivées intactes. Pour une raison simple : les tombes égyptiennes étaient fort judicieusement construites en hauteur, à l'abri des inondations.

PETITES FIGURINES

Les oushebtis, appelés encore shaouabtis, comptent parmi les objets les plus connus. Et les plus courus. Ces petites figurines de bois, de bronze, d'albâtre, ou de fritte émaillée étaient destinées à jouer le rôle de serviteur du mort, c'est-à-dire à labourer à sa place les champs de l'éternel. Ce qui permettait au défunt de se reposer. Prévoyants, les Egyptiens en plaçaient une foule près de chaque momie. Parfois un oushebti pour chaque jour de l'année. Certains étaient tout simples, d'autres, plus élaborés, portant un texte rappelant la filiation du défunt, son nom, et un petit extrait du Livre des morts. La présence d'une inscription plus ou moins précise, qui personnalise l'objet, influe bien sûr sur son prix. De même que la beauté de la glaçure. Le bleu intense, souvent appelé lapis-lazuli (couleur des cheveux des dieux), est *sans doute la teinte la plus prisée.*

De façon générale, la plupart des oushebtis se négocient entre 10 000 francs et 25 000 francs. Voire bien davantage lorsqu'il s'agit d'une pièce de grande qualité. Ainsi, le 30 septembre 1997 à Paris, un grand oushebti au nom de l'amiral Tchanehebou, intact, en terre émaillée bleu turquoise, était adjugé 33 000 francs. Un autre, en albâtre, matériau rare, au nom de *« l'Observateur de l'Heure et Préposé à la chambre des Offrandes »*, partait pour 150 000 francs. A cela plusieurs raisons : la rareté de la période, la beauté de l'objet, son bel état de conservation, ainsi que l'originalité du texte gravé. Sans doute la fièvre des ventes aux enchères a-t-elle également contribué a ce montant élevé ! Reste que certains oushebtis parfaitement authentiques peuvent être proposés à partir de quelques centaines de francs. Il s'agit d'exemplaires incomplets, dépourvus de toute inscription ou résultant d'un mauvais moulage. De telles pièces ne se valoriseront jamais. Mieux vaut donc vous montrer exigeant quant à la qualité de l'objet choisi. Et accepter d'y mettre le prix.

Même raisonnement pour les amulettes porte-bonheur qui se vendent couramment de quelques centaines à quelques milliers de francs. Vous en trouverez en forme d'oudjat (oeil), de scarabée, de faucon, de lionne, de cobra, bref de toute la faune locale déifiée par les anciens Egyptiens. Le 30 septembre, deux petites amulettes, en pâte de verre turquoise pâle, mesurant environ 5 cm, trouvaient preneur à 27 000 francs. Ces oiseaux à tête humaine, symbolisant les ames de Rê et d'Osiris, étaient restés parfaitement intacts au cours des siècles. A cours de la même vente, un scarabée ailé, symbole solaire, s'envolait pour 13 500 francs. A comparer avec les 2 300 francs obtenus par un autre scarabée dont les ailes avaient été rapportées... Preuve que les collectionneurs, de plus en plus avertis, privilégient les objets restés intacts.

D'autres pièces, moins en vogue actuellement, méritent votre attention. Comme les représentations d'enfants, généralement peu recherchées des collectionneurs. Ou encore les bronzes de petite taille (10 à 15 cm de hauteur), relativement sous-estimés. Exemple, une statuette haute de 15 cm, représentant le dieu Osiris, coiffé de la couronne Atef, a été adugée 4 800 francs en septembre. Un prix intéressant pour ce bronze de belle facture.

Quelques conseils pour acheter de façon avisée. Tout d'abord, n'hésitez pas à demander un certificat d'expert pour vous assurer de l'authenticité de l'objet choisi. Deuxième point essentiel, misez sur la beauté. *« Ce n'est pas l'ancienneté qui fait la valeur d'une pièce, ni le matériau employé, mais bien sa beauté »*, insiste l'expert Jean-Philippe Mariaud de Serres. Repérez tous les détails qui font la qualité de l'objet, renchérit l'expert Anne-Marie Kévorkian, la glaçure d'une terre émaillée, la facture d'un bronze, la précision des traits d'un oushebti ! Soyez attentif à l'emplacement des restaurations éventuelles : si elles touchent les parties les plus expressives d'un visage, la pièce perd beaucoup de sa valeur. Enfin, commencez de préférence votre collection en achetant de petits objets. Pensez aussi à vous familiariser avec l'univers des pharaons en fréquentant les grandes expositions qui offrent un concentré d'émotions. Comme « La Gloire d'Alexandrie », actuellement au Musée du Petit Palais.

Noëlle Joly

Barques des morts : attention aux faux !

Les barques funéraires, peuplées de petits personnages de bois stuqué polychrome, à la facture naïve, avaient pour fonction de faciliter le passage des défunts de la vie vers l'au-delà. Elles datent généralement du Moyen Empire, soit 2000 ans avant Jésus-Christ. Aujourd'hui, ces objets pleins de charme font rêver les collectionneurs, qui peuvent espérer les acheter à partir de 40 000 francs. Malheureusement, ces pièces rarissimes s'avèrent particulièrement difficiles à authentifier. Dans bien des cas, l'équipage d'origine aura subi quelques pertes, ou aura été recomposé au fil du temps ! Quant aux copies, elles sont nombreuses. De façon générale, et quel que soit le type d'objet acheté, n'hésitez pas à demander un certificat d'authenticité descriptif. En effet, tous les experts s'accordent à le reconnaître, de nombreux faux circulent sur le marché de l'archéologie. Et ces derniers ne concernent pas uniquement les pièces de valeur. Inutile, d'autre part, d'espérer faire des trouvailles extraordinaires à l'occasion d'un voyage en Egypte.

Profitez des avantages patrimoniaux !

En cas de décès d'un des époux et en présence d'enfants, les droits du conjoint survivant sur la succession sont particulièrement faibles. Ce dernier ne peut exercer un usufruit (droit de jouir d'un bien ou d'en percevoir les revenus) que sur le quart de la succession de l'époux décédé. Pour accroître la part qui lui revient, nombre de couples recourent à la donation au dernier vivant appelée aussi donation entre époux. Simple et efficace, cet acte recèle un inconvénient majeur : il fait du conjoint survivant un héritier comme les autres, contraint d'acquitter les droits de succession.

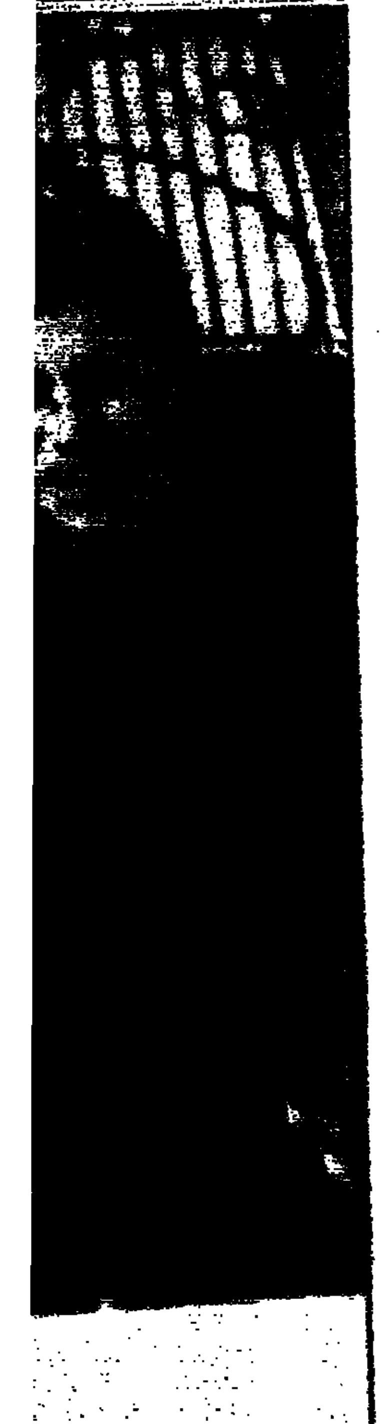


FISCALITÉ

A l'inverse, les avantages consentis par contrat de mariage – qui peuvent être de même nature que ceux prévus par la donation au dernier vivant – sont totalement exonérés de ces droits. Mais contrairement à la donation entre époux, ils sont irrévocables.
Pour les époux mariés sous le régime de la communauté, trois solutions sont possibles.
– La clause de préciput : elle autorise le conjoint survivant à prélever sur la communauté, avant tout partage, certains biens en nature, qu'ils soient mobiliers ou immobiliers. Il peut être précisé que le préciput s'exercera en toute propriété ou en usufruit. Ce qui permettra par exemple au conjoint survivant de conserver la jouissance ou la pleine propriété de la résidence principale.
– La stipulation de parts inégales : cette clause permet de pratiquer un partage inégal de la communauté. En cas de décès de l'époux, il peut être stipulé que l'épouse recevra 70 % voire 100 % % de la communauté alors que la part qui lui revient de droit est de 50 %.
Comme pour la clause de préciput, les avantages peuvent être accordés en pleine propriété ou en usufruit. Ou encore pour partie en pleine propriété et partie en usufruit.
– Le prélèvement moyennant indemnité : dans ce cas, les époux prévoient que le survivant est autorisé à prélever certains biens communs à charge pour lui d'indemniser la communauté. Sauf disposition contraire, le montant de l'indemnité est fixé d'après la valeur de ces biens au jour du partage.
Par mesure de prudence, il convient de préciser que l'exercice de ces clauses ne s'appliquera qu'en cas de dissolution de la communauté par le décès, ce qui exclut les cas de dissolution résultant du divorce.

Laurent Edelmann





REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE

	12-06-98	Diff.
Coflexip	781	-12,93
Elf Aquitaine	790	-9,61
Esso	598	+0,84
Total	717	-9,58
Elyo	—	—

PRODUITS DE BASE

	12-06-98	Diff.
Air Liquide	1154	-3,67
Eramet	265	-10,01
Metaleurop	56,50	-12,40
Pechiney Act Ord A	282	-3,75
Rhone Poulenc A	326,50	-5,36
Rochette (La)	29,55	-4,52
Usinor	99,50	-6,39
Vallourec	492	-8,03
CFF.(Ferrailles)	750	+5,93
Oxyg.Ext-Orient	3780	-2,89

CONSTRUCTION

	12-06-98	Diff.
Bouygues	999	-13,18
Ciments Francais	358,90	-3,30
Colas	1250	+2,54
Eiffage	548	-0,36
Groupe GTM	576	+4,72
Imetal	836	-7,29
Lafarge	598	-8,98
Lapeyre	518	-9,71
Saint-Gobain	1160	-7,56
SGE	265,50	-6,15
Vicat	608	+2,70

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	12-06-98	Diff.
Alcatel Alsthom	1194	-1,40
Bull#	98,65	-5,14
Carbone Lorraine	2840	-2,40
CS Signaux(CSEE)	607	+12,90
Dassault-Aviation	1960	-8,45
Dassault Electro	747	-0,93
De Dietrich	400	-6,97
Fives-Lille	505	+2,88
France Telecom	377,20	+4,95
Intertechnique	1600	-3,81
Legrand	1600	-6,58
Legris indust.	306,40	-5,81
Sagem SA	4530	-2,64
Sat	2698	-0,07
Schneider SA	473,50	[illegible]
SFIM	980	[illegible]
Sidel	474	[illegible]
Thomson-CSF	251	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1620	[illegible]
CNIM CA#	284	[illegible]
Faiveley #	245,80	[illegible]
GFI Industries #	1650	[illegible]
Manitou #	1101	[illegible]
Mecatherm #	226	[illegible]
NSC Groupe (Ny)	950	[illegible]
Radiall #	728	[illegible]
Sediver	—	[illegible]

Douche froide en fin de semaine

VICTIME comme l'ensemble des places financières des turbulences venues en Asie et en Russie, la Bourse de Paris a fini la semaine en baisse sensible après avoir pourtant battu encore mercredi un nouveau record historique, son trente-neuvième depuis le début de l'année. Mais après avoir perdu 1,59 % jeudi et 2,19 % vendredi, l'indice CAC 40 a finalement cédé 3,21 % en cinq séances à 4 050,76 points. Une correction jugée logique par les analystes après une hausse qui s'établissait encore vendredi soir à 35 % depuis le 1er janvier. Les experts restent d'ailleurs plutôt sereins et estiment que la place parisienne devrait continuer à attirer des capitaux, venus de France à la suite de la baisse des taux d'intérêt administrés (livrets d'épargne) et de l'étranger, compte tenu de l'attrait de l'Europe et de la deuxième vague de la crise asiatique.

VALEURS

La dégringolade du yen et des autres devises de cette région du monde a ainsi fort logiquement affecté les entreprises les plus sensibles à la conjoncture en Asie, à commencer par LVMH. Plusieurs établissements financiers dont la Société générale et le CCF, ont revu en baisse leurs prévisions de résultats après l'assemblée du groupe de luxe qui s'est tenue mardi. LVMH a annoncé avoir enregistré à la fin du mois de mai une évolution de son activité sur les *« mêmes tendances »* qu'au cours du premier trimestre 1998, le chiffre d'affaires du groupe avait alors accusé une baisse de 5,8 %. Sur la semaine, l'action LVMH a abandonné 11 % et la holding de tête du groupe Christian Dior a cédé 6,3 %.

Le ralentissement de l'activité économique en Asie pèse aussi sur les cours du pétrole et sur les valeurs pétrolières. Le prix du baril est passé en dessous du seuil des 14 dollars après *l'abaissement des prévisions de consommation* de brut pour 1998 par l'Agence internationale de l'énergie. Les titres Elf Aquitaine et Total ont cédé tous deux 9,6 % d'un vendredi à l'autre. Dans la recherche pétrolière, Coflexip qui a bénéficié au cours des dernières semaines de spéculation sur une éventuelle OPA a perdu 12,9 % sur la semaine. Toujours dans la recherche pétrolière, Géophysique et Bouygues offshore ont baissé respectivement de 0,9 % et 4,2 %.

Par ailleurs, la spéculation sur l'avenir de Bouygues et une éventuelle bataille boursière autour du groupe de BTP est retombée. Certes, au cours de l'assemblée générale de mercredi, Vincent Bolloré, nouvel actionnaire de Bouygues, s'est abstenu de voter l'ensemble des résolutions concernant les comptes, mais l'atmosphère ayant été relativement « courtoise », la fièvre a diminué. En cinq séances, l'action Bouygues a perdu 13 %, elle avait gagné 50 % *depuis l'arrivée de Vincent Bolloré* dans le capital du groupe de BTP à la fin de l'année dernière.

A l'opposé, France Télécom bénéficie toujours d'un effet de rareté. Le titre a gagné 4,5 % en cinq séances. Le groupe a remporté un succès cette semaine en Italie. Le consortium dont il fait partie a obtenu la troisième licence italienne pour la téléphonie mobile. La Compagnie des Signaux qui a annoncé mardi un *chiffre d'affaires qui a plus que doublé au* 1er trimestre 1998 à 815,220 millions de francs fait aussi partie des valeurs en hausse. Elle s'est adjugée un gain de 12,4 %. Progression aussi, mais de 1,2 % pour la CGIP qui a bénéficié de l'ouverture mardi des offres publiques de rachat de ses actions, déposés par elle-même et son principal actionnaire Marine-Wendel.

Enfin, Renault a enregistré une hausse de 2,7 % après le discours confiant prononcé jeudi par le président du constructeur automobile Louis Schweitzer lors de l'assemblée générale du groupe. M. Schweitzer a notamment déclaré que le résultat net de Renault *« devrait croître significativement en 1998 »*.

Eric Leser

AUTOMOBILE

	12-06-98	Diff.
Bertrand Faure	505	-3,25
Ecia	1775	-5,58
Labinal	2239	-2,60
Michelin	362,50	-4,60
Peugeot	1310	-0,75
Plastic Omn.(Ly)	925	-4,54
Renault	339,10	+2,75
Sommer-Allibert	300,10	-8,78
Valeo	610	-0,97
Sylea	590	-3,11

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	12-06-98	Diff.
BIC	451	[illegible]
Chargeurs	490	[illegible]
Clarins	584	[illegible]
Deveaux(Ly)#	976	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	163,50	[illegible]
Essilor Intl	2600	[illegible]
Hachette Fili.Med.	1659	[illegible]
L'Oreal	3103	[illegible]
Moulinex	163	[illegible]
Sanofi	735	[illegible]
S.E.B.	965	[illegible]
Skis Rossignol	117,70	[illegible]
Strafor Facom	620	[illegible]
Synthelabo	1020	[illegible]
Arkopharma #	499,90	[illegible]
Boiron (Ly)#	451,90	[illegible]
Devanlay S.A.	722	[illegible]
Gautier France	400	+0,25
Guerbet S.A	212	-17,82
Hermes internat.1#	482,90	-3,86
Info Realite #	385	+15,58
Pochet	785	+0,89
Reynolds	472	+2,16
Robertet #	1225	-5,76
Smoby (Ly) #	577	+1,94
Virbac	481	-3,40

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

	12-06-98	Diff.
Bongrain	3051	+1,36
Danone	1585	-3,99
Eridania Beghin	1317	+0,53
Fromageries Bel	5050	-4,71
LVMH Moet Hen.	1197	-11,13
Pernod-Ricard	428,50	[illegible]
Remy Cointreau	129,50	[illegible]
SEITA	275	[illegible]
Brioche Pasq.(Ns)#	770	[illegible]
L.D.C.	1450	[illegible]

DISTRIBUTION

	12-06-98	Diff.
Bazar Hot. Ville	742	[illegible]
Carrefour	3540	[illegible]
Casino Guichard	460	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	1070	[illegible]
Comptoirs Mod.	3440	[illegible]
Damart	4647	[illegible]
Galeries Lafayette	6010	[illegible]
GrandVision	224,50	-7,42
Groupe Andre S.A.	716	+1,27
Guilbert	1014	-2,78
Guyenne Gascogne	2370	-6,10
Pinault-Print.Red.	5000	-4,21
Primagaz	540	+2,55
Promodes	3120	+5,40
Rexel	2715	+0,36
Monoprix	520	+10
But S.A.	365	-2,64
IMS(Int.MetalSer)#	90,50	+1,68
Manutan	550	-8,33
Rallye(Cathiard)Ly	335,50	-1,32
Rubis #	178	-1,22

AUTRES SERVICES

	12-06-98	Diff.
Accor	1682	-3,72
Altran Techno. #	1225	-3,54
Atos CA	1303	+2,19
BIS	670	-2,18
Canal +	1170	+4,65
Cap Gemini	944	-9,38
Cipe France (Ly) #	—	—
Club Mediterranee	560	-6,08
Dassault Systemes	271	-2,69
Euro Disney	11,50	+4,54
Europe 1	1440	-0,98
Eurotunnel	7,15	-5,89
Gaumont #	478,90	-3,25
Havas	487	+2,30
Havas Advertising	1181	+3,19
Infogrames Enter.	374	-1,31
Norbert Dentres.#	255	+2
NRJ #	1024	-1,55
Pathe	1170	-3,54
Publicis #	950	-6,21
S.I.T.A	1462	+0,82
Sodexho Alliance	1241	+5,16
Sogeparc (Fin)	425	-1,87
Spir Communic. #	519	-3,53
Suez Lyon.des Eaux	1009	-0,95
Technip	761	-7,13
Vivendi (ex CGE)	1239	-2,36
G.T.I (Transport)	435	+3,08
Louvre #	510	+2,96
Assystem #	280	-5,88
Fraikin 2#	515	-1,90
Groupe Partouche #	534	-3,26
M6-Metropole TV	966	+7,09
TF1	938	+3,53

IMMOBILIER

	12-06-98	Diff.
Bail Investis.	977	-1,41
Finextel	127,20	+0,15
G.F.C.	654	-3,11
Immeubl.France	496	-2,74
Klepierre	1206	+1,42
Rue Imperiale(Ly)	7730	+2,38
Sefimeg CA	450	-5,26
Silic CA	1114	-0,53
Simco	506	+1,81
Soc.Fonc.Lyonnai.#	998	+2,99
UIF	502	-0,59
Unibail	814	-4,23
Fonciere (Cie)	925	+1,64
Fonciere Euris	357	—
Foncina #	620	+1,14
Im.Marseillaise	12300	+1,23
Frankoparis #	—	—
Immob.Batibail Ny#	329	-3,80
Immob.Hotel. #	38,30	-0,77

SERVICES FINANCIERS

	12-06-98	Diff.
Axa	657	-5,35
B.N.P.	483,20	-5,44
C.C.F.	499,20	+0,06
CPR	495	-1,19
Cred.Fon.France	107	-2,99
Credit Lyonnais CI	514	+0,65
Dexia France	606	-0,98
GAN	168	-5,45
Interbail	163,50	+11,42
Locindus	895	+1,47
Natexis	404,90	-4,48
SCOR	349	-6,93
Selectibanque	83,80	-2,55
Societe Generale	1160	-4,91
Sophia	255	-1,04
UIS	—	—
Union Assur.Fdal	930	-3,62
Via Banque	202	—
Bancaire (Cie)	1068	-1,56
Cetelem	804	+0,75
Immobanque	713	+3,78
UFB Locabail	459	-2,20
Worms & Cie(a Ech)	402	-1,95
Assur.Bq.Populaire	625	-1,57
C.A. Paris IDF	940	+7,42
Factorem	834	-2,68
I.C.C.#	195	-1,51
Union Fin.France	735	-0,94

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

	12-06-98	Diff.
Bollore Techno.	1225	-2,39
Cerus Europ.Reun	39,85	-3,27
CGIP	3158	+1,21
Christian Dior	789	-6,07
Dynaction	225	-4,21
Eurafrance	3800	+0,26
Fimalac SA	740	+0,68
Gaz et Eaux	3500	-0,02
Lagardere	268,40	+0,52
Lebon (Cie)	280	—
Marine Wendel	1102	-2,30
Nord-Est	134	-3,59
Salvepar (Ny)	579	-1,36
Albatros Invest	234	-8,05
Burelle (Ly)	501	-0,19
Carbonique	11110	+0,90
Centenaire Blanzy	—	—
F.F.P. (Ny)	620	+3,33
Finaxa	—	—
Francarep	339	+2,10
Sabeton (Ly)	799	-2,56
Finatis(ex.Localn)	321,10	-0,31
Siparex (Ly) #	158,50	-2,16

LES PERFORMANCES DES SICAV ACTIONS

FININFO http://www.fininfo.fr

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 5 juin

ACTIONS FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 50,98 %, sur 5 ans : 144,01 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	[illegible]	Rang	[illegible]	Valeur liquid.
State Street Actions Fra. (D)	STATE ST	1	[illegible]	31	[illegible]	2489,61
State Street Actions Fra. (C)	STATE ST	2	[illegible]	32	[illegible]	2610,61
Sogenfrance (D)	SG	3	[illegible]	58	[illegible]	2597,07
Sogenfrance (C)	SG	4	[illegible]	57	[illegible]	2860,59
UAP Actions France	UAP	5	[illegible]	27	[illegible]	1299,64
Cardif Actions Opportunités	BQE FIN	6	[illegible]	—	[illegible]	205,07
AXA Valeurs	AXA	7	[illegible]	13	[illegible]	304,28
Groupama Croissance	GROUPAMA	8	[illegible]	18	[illegible]	1733,53
AXA France Actions	AXA	9	[illegible]	41	[illegible]	1541,25
Elanciel France	SOGEPOST	10	[illegible]	26	[illegible]	267,29
Azur Actions France (D)	GROUPAZU	11	[illegible]	7	[illegible]	1025,72
Azur Actions France (C)	GROUPAZU	12	[illegible]	6	[illegible]	1040,97
Francic	CIC PARI	13	[illegible]	36	[illegible]	217
ABF France Indice	ABF	14	[illegible]	46	[illegible]	12778,59
Athena Investissement	ATHENA B	15	[illegible]	23	[illegible]	664,67
Indosuez France Plus	INDOSUEZ	16	[illegible]	63	[illegible]	1230,16
Indicia	GROUP CA	17	[illegible]	19	[illegible]	2536,71
Pasquier France	BIMP	18	[illegible]	—	[illegible]	108241,95
AGF 5000	AGF	19	[illegible]	40	[illegible]	1174,59
Indocam France (D)	GROUP CA	20	[illegible]	21	[illegible]	1676,56
Indocam France (C)	GROUP CA	21	[illegible]	22	[illegible]	1930,61
Atlas France (C)	ATLAS	22	[illegible]	68	[illegible]	226,84
Atlas France (D)	ATLAS	23	[illegible]	69	[illegible]	226,28
CM Epargne Industrie (C)	CDT MUTU	24	[illegible]	88	[illegible]	207,07
CM Epargne Industrie (D)	CDT MUTU	25	[illegible]	89	[illegible]	196,99
AGF Epargne Actions	AGF	26	[illegible]	2	[illegible]	3325,55
Ficac 40	CDC	27	[illegible]	65	[illegible]	22146,24
CPR Mobi-France	CPRGESTI	28	[illegible]	38	[illegible]	24591,30
Marianne	BCP	29	[illegible]	5	[illegible]	785,06
Fructifrance (C)	BQUE POP	30	[illegible]	30	[illegible]	481,12
Fructifrance (D)	BQUE POP	31	[illegible]	33	[illegible]	432,90
Partner France	LA MONDI	32	[illegible]	51	[illegible]	2143,43
AXA-UAP Indice France	UAP	33	[illegible]	49	[illegible]	2392,09
MDM France	MDMASSUR	34	[illegible]	14	[illegible]	332,59
Atout Futur (C)	CNCA	35	[illegible]	25	[illegible]	1164,73
Atout Futur (D)	CNCA	36	[illegible]	24	[illegible]	1084,97
Placements Institutionnels	NSM	37	[illegible]	60	[illegible]	70393,06
Sud Valeurs	L.B.	38	[illegible]	—	[illegible]	217,03
Actip Indice 40	KLEIN BE	39	[illegible]	50	[illegible]	30470,80
France Index Sicav	B PARIBA	40	[illegible]	64	[illegible]	234,16
France Croissance	CDC GEST	41	[illegible]	—	[illegible]	1915,59
State Street Act. Midcac (C)	STATE ST	102	[illegible]	—	[illegible]	1720,39
State Street Act. Midcac (D)	STATE ST	103	[illegible]	—	[illegible]	1689,02
Uni-Hoche (D)	SANPAOLO	104	[illegible]	54	[illegible]	630,82
Uni-Hoche (C)	SANPAOLO	105	[illegible]	53	[illegible]	690,79
Plénitude	SOGEPOST	106	[illegible]	87	[illegible]	269,54
Indocam Avenir France	GROUP CA	107	[illegible]	—	[illegible]	1120,44
Mercure Actions France	CHEVRIL	108	[illegible]	—	[illegible]	2204,40
CM Mid-Actions France	CDT MUTU	109	[illegible]	—	[illegible]	216,78
France Expansion (C)	OBC	110	[illegible]	—	[illegible]	2109,18
France Expansion (D)	OBC	111	[illegible]	—	[illegible]	2070,07
Pasquier Avenir	BIMP	112	[illegible]	86	[illegible]	427,27
AXA Second Marché Comptant (C)	AXA	113	[illegible]	—	[illegible]	209,12
AXA Second Marché Comptant (D)	AXA	114	[illegible]	—	[illegible]	201,33
Actions Agro-Alimentaire (C)	BQUE POP	115	[illegible]	34	[illegible]	2616
Actions Agro-Alimentaire (D)	BQUE POP	116	[illegible]	35	[illegible]	2425,82
Europe Régions	CIC PARI	117	[illegible]	62	[illegible]	325,90
Union France	CIC BUE	118	[illegible]	85	[illegible]	2146,73
Norwich France	NORWICH	119	[illegible]	98	[illegible]	202,70
Placement A (C)	SMC	120	[illegible]	96	[illegible]	2946,37
Placement A (D)	SMC	121	[illegible]	97	[illegible]	2926,42
Uni-Régions	CNCA	122	[illegible]	95	[illegible]	2338,40
Oddo Génération (C)	ODDO	123	[illegible]	—	[illegible]	1651,26
Oddo Génération (D)	ODDO	124	[illegible]	—	[illegible]	1645,30
Sélection Avenir	CCF	125	[illegible]	77	[illegible]	3439,97
Zurich Actions Plus	ZURICH	126	[illegible]	93	[illegible]	2037,66
Etoile SM	CDT NORD	127	[illegible]	12	[illegible]	313,04
CDC Médianes	CDC GEST	128	[illegible]	—	[illegible]	2186,15
Barclays Croissance (C)	BARCLAYS	129	[illegible]	—	[illegible]	130,50
Barclays Croissance (D)	BARCLAYS	129	[illegible]	—	[illegible]	130,50
Entreprise Avenir (C)	VERNES	131	[illegible]	—	[illegible]	597,19
Entreprise Avenir (D)	VERNES	131	[illegible]	—	[illegible]	597,19
Cogefi France	COGEFI	133	[illegible]	4	[illegible]	1543,65
Objectif Dynamique	LAZARD G	134	[illegible]	92	[illegible]	2590,77
CIF Livre VIII Art 8-12	GERER CO	135	[illegible]	—	[illegible]	127,27
Regecroissance	FIMAGEST	136	[illegible]	100	[illegible]	18223,51

ACTIONS EUROPE

Performance moyenne sur 1 an : 43,59 %, sur 5 ans : 163,24 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	[illegible]	Rang	[illegible]	Valeur liquid.
Allemagne Opportunité	DEUTSCHB	1	58,81	1	[illegible]	35030,81
Natio Opportunités	BNP	2	55,50	—	[illegible]	1552,74
CPR Mobi-Europe	CPRGESTI	3	54,23	—	[illegible]	2748,05
Euractive	CDC GEST	4	52,92	4	[illegible]	3358,06
Haussmann Europe	WORMS	5	51,89	6	[illegible]	7872,68
Eurindice Gestion	CDC GEST	6	51,82	8	[illegible]	31227,09
CNP Assur-Valeurs	CNP	7	51,42	12	[illegible]	1374,42
Amplitude Europe (D)	SOGEPOST	8	50,93	—	[illegible]	219,97
Amplitude Europe (C)	SOGEPOST	9	50,93	—	[illegible]	223,71
Eurocic Leaders	CIC PARI	52	36,55	26	[illegible]	2646,71
Sélection Euravenir	CCF	53	[illegible]	40	[illegible]	1879,75
Orsay Allemagne	ORSAY	54	[illegible]	36	[illegible]	198234,86
Norden	VERNES	55	[illegible]	34	[illegible]	9216,87
Euranord	CIC BUE	56	[illegible]	39	[illegible]	1032,91
Euro PME	CF ROTHS	57	[illegible]	—	[illegible]	1077,52
Croissance Britannia (C)	ABEILLE	58	[illegible]	31	[illegible]	1950,63
Croissance Britannia (D)	ABEILLE	59	[illegible]	30	[illegible]	1880,83
Indocam Europe Nouvelle	GROUP CA	60	[illegible]	—	[illegible]	14082,96

ACTIONS AMÉRIQUE

Performance moyenne sur 1 an : 22,49 %, sur 5 ans : 134,25 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	[illegible]	Rang	[illegible]	Valeur liquid.
Quantamerica	B PARIBA	1	[illegible]	1	[illegible]	524,42
State Street Actions Etats-Uni	STATE ST	2	[illegible]	3	[illegible]	2922,09
USA Indice Gestion	CDC GEST	3	[illegible]	—	[illegible]	2579,84
Sélection Amérique	CCF	4	[illegible]	4	[illegible]	255,53
Elan USA	ROTHSCHI	5	[illegible]	7	[illegible]	3138,09
Sogéamerica	SG	17	[illegible]	—	[illegible]	2062,39
Partner Alena	LA MONDI	18	[illegible]	10	[illegible]	25208,09
Améri-GAN	GAN	19	[illegible]	9	[illegible]	14380,89
State Street Amérique Latine	STATE ST	20	[illegible]	—	[illegible]	1100,23
CIC Amérique Latine	BG CIC	21	[illegible]	—	[illegible]	1065,85

ACTIONS ASIE-PACIFIQUE

Performance moyenne sur 1 an : – 38,87 %, sur 5 ans : – 27,53 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	[illegible]	Rang	[illegible]	Valeur liquid.
France Pacifique	CDC GEST	1	[illegible]	1	[illegible]	1980,03
Japacic	CIC BUE	2	[illegible]	2	[illegible]	224,59
Elan Japindice	ROTHSCHI	3	[illegible]	—	[illegible]	713,27
Saint-Honore Pacifique	CF ROTHS	4	[illegible]	6	[illegible]	555,75
ABF Japon	ABF	5	[illegible]	17	[illegible]	1926,06
Nouvelle Croissance Japon	NOMURA F	6	[illegible]	—	[illegible]	33792,85
Amplitude Pacifique (C)	SOGEPOST	7	[illegible]	—	[illegible]	77,54
Amplitude Pacifique (D)	SOGEPOST	7	[illegible]	—	[illegible]	77,54
Indocam Unijapon	GROUP CA	9	[illegible]	15	[illegible]	810,26
Asie 2000	CF ROTHS	33	[illegible]	3	[illegible]	412,72
Atlas Chine	ATLAS	34	[illegible]	14	[illegible]	65,24
Euro-Orient	CIC BUE	35	[illegible]	10	[illegible]	854,16
Indocam Orient (D)	GROUP CA	36	[illegible]	8	[illegible]	141,35
Indocam Orient (C)	GROUP CA	37	[illegible]	7	[illegible]	154,19
Partner Chine	LA MONDI	38	[illegible]	—	[illegible]	6796,09
Etoile Pacifique	CDT NORD	39	[illegible]	4	[illegible]	92,94
Partner Tigre	LA MONDI	40	[illegible]	13	[illegible]	8329,29
Korea Dynamic Fund	IFDC LTD	41	[illegible]	—	[illegible]	536,64

AUTRES SICAV INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 17,15 %, sur 5 ans : 83,96 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	[illegible]	Rang	[illegible]	Valeur liquid.
Eurassur	BQ EUROF	1	56,59	3	145,22	330,43
Indocam Europe (C)	GROUP CA	2	53,53	1	167,26	127938,46
Indocam Europe (D)	GROUP CA	3	53,18	2	165,77	117289,45
Distribution Internationale	BQ EUROF	4	38,09	—	—	1369,57
Ecureuil Géovaleurs	ECUREUIL	5	37,80	17	96,09	4693,24
Sélection Croissance	CDT NORD	6	37,29	10	115,52	1280,93
Cardif Expansion International	BQE FIN	7	34,81	—	—	185,54
Ecofimondial (C)	ECOFI FI	8	34,57	16	96,44	1839,51
Ecofimondial (D)	ECOFI FI	9	34,57	15	96,45	1828,14
Natio Epargne Croissance	BNP	10	33,66	6	119,38	4008,67
Transcontinents	BRED	11	33,49	4	142,45	211
Partner Autoroutes de l'info	LA MONDI	12	33,31	—	—	1788,92
AGF Actions	AGF	13	32,73	9	116,68	1656,51
AGF Foncier	AGF	14	31,95	32	52,09	113,87
Sélection Environnement	CCF	44	4,07	37	8,07	114,04
Pyramides Actions (C)	VERNES	45	1,75	33	43,32	652,75
Pyramides Actions (D)	VERNES	46	1,75	34	43,29	629,70
SBS Emerging Valor	SBC BRIN	47	-20,13	—	—	992,64
Nouvelle Croissance Inter.	LOUVRE	48	-22,03	—	—	48330,39
Cap Emergence	KLEIN BE	49	-23,42	—	—	798,66
State Street Emerging Markets	STATE ST	50	-23,60	35	27,46	1642,15
Atout Emergent	CNCA	51	-26,17	—	—	922,73
AXA NPI (C)	AXA	52	-26,77	39	0,42	113,07
AXA NPI (D)	AXA	53	-26,77	40	0,42	109,11
Magellan	COMGEST	54	-27,81	38	7,55	21920,56
Extentiel	SG	55	-30,21	36	11,80	1134,95
Saint-Honoré Marchés Emergents	CF ROTHS	56	-31,61	—	—	582,14
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—

Baisse de régime pour les sicav américaines

LA ROUE tourne. Les sicav qui misent sur les actions américaines ne sont plus celles qui rapportent le plus. Elles doivent laisser la vedette aux sicav actions françaises et aux sicav européennes. Sur un an, elles rapportent respectivement 50,98 % et 43,59 % tandis que les sicav américaines doivent se contenter de 22,49 %. *« Depuis le début de l'année, Wall Street ne progresse que de 13 %, soit autant que la Bourse anglaise qui affiche la plus mauvaise progression en Europe »*, souligne Éric Michel, directeur de la gestion chez State Street Banque. Toutefois, certaines sicav américaines continuent sur un an d'afficher des performances proches de celles de leurs homologues françaises ou européennes.

Il s'agit tout d'abord des fonds qui ont été constamment investis en totalité sur les actions américaines. Bon nombre de sicav ont en effet raté la progression de Wall Street ces dernières années. Les gérants de ces produits redoutaient une sévère correction sur ce marché. Ils ont préféré diminuer de façon préventive leur exposition sur les actions américaines. Tel n'est pas le cas de sicav comme Quantamérica ou State Street Actions Etats-Unis. Ces deux produits ont vocation de détenir 100 % d'actions américaines quelle que soit la physionomie du marché.

Les bonnes sicav sont aussi celles qui ont pris les bons paris. Quantamérica tire les fruits de sa surpondération du secteur des biens de consommation entrepris à l'automne dernier. *« Des valeurs comme Ford ou Gap ont gagné respectivement 49 % et 61 % depuis le début de l'année »*, se félicite Hubert Goyé le gérant de la sicav de Paribas.

State Street Action Etats-Unis profite pour sa part de son exposition aux valeurs du secteur de la technologie. La sicav est restée relativement à l'écart d'entreprises comme Intel ou Microsoft qui ont connu des parcours boursiers chahutés. En revanche, le gérant a profité des corrections qui ont affecté les valeurs technologiques pour se renforcer sur certains titres.

Cependant, les sicav américaines sont à la merci d'une baisse de Wall Street redoutée par certains depuis de très longs mois. Beaucoup de gérants pensent que cette fois la Bourse américaine est au mieux à son prix, au pire légèrement surévaluée. Elle risque donc de baisser à la moindre mauvaise nouvelle. Le marché a déjà sanctionné les bénéfices jugés décevants et annoncés par certaines sociétés au premier trimestre. Il observe avec angoisse les développements de la crise asiatique.

Joël Morio

Les crises financières asiatique et russe profitent au dollar

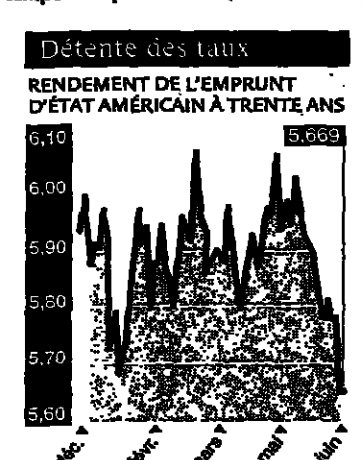
Le billet vert est monté cette semaine à son plus haut niveau depuis huit ans face au yen. La confirmation de la récession économique au Japon a accéléré le repli de la devise nippone. Le mark est pénalisé par les engagements de l'Allemagne en Russie

Presque un an jour pour jour après la dévaluation du baht thaïlandais, qui avait marqué le début de la crise monétaire et boursière en Asie du Sud-Est, les marchés financiers internationaux traversent une nouvelle tempête dans laquelle la chute de la devise japonaise semble jouer un rôle clef. La monnaie nippone a fortement baissé, cette semaine, pour tomber vendredi *12 juin* jusqu'à *144,75* yens pour 1 dollar, son cours le plus faible depuis huit ans. Avec une baisse de 1,3 % de son PIB au premier trimestre, le Japon est officiellement entré en récession. Ni les Américains, ni *les Européens ne semblent décidés à intervenir* pour enrayer la chute du yen. Le mark a lui aussi cédé du terrain face au dollar en raison des *craintes croissantes d'une défaillance* de Moscou sur sa dette : l'Allemagne a des *engagements financiers importants* en Russie.

C'EST À NOUVEAU le désordre *qui règne sur les marchés financiers* internationaux : difficile de s'y retrouver *dans l'enchevêtrement* de baisses des Bourses, de dévaluations des monnaies, difficile de comprendre avec précision les mécanismes de propagation de place en place et les processus de diffusion des chocs d'une devise à une autre. Au-delà des tentatives de reconstitution hasardeuses des flux de capitaux, une certitude se dégage : la chute du yen joue un rôle-clé dans les événements monétaires actuels et dans ce qu'il est déjà convenu d'appeler la deuxième crise financière asiatique, qui survient un an presque jour pour jour après la dévaluation du baht thaïlandais.

Le mouvement de baisse du yen entamé depuis un mois et demi s'est brusquement accéléré, cette semaine. La devise japonaise a perdu 3,5 % face au billet vert, tombant vendredi *12 juin jusqu'à* 144,75 yens pour 1 dollar, son cours le plus *faible depuis huit ans. Tant les* éléments d'ordre économique que politique *se sont conjugués pour* affaiblir la monnaie nippone.

Alors que le gouvernement japonais avait tenté jusqu'à présent de minimiser l'ampleur de la crise économique dans l'archipel, les statistiques *de croissance du premier* trimestre publiées vendredi ont au *contraire confirmé sa gravité*. Le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 1,3 % après une baisse de 0,4 % *au cours des trois derniers mois de* l'année 1997. Même si le vice-ministre de l'Agence de *planification* économique (EPA), Shimpei Nukaya, a *préféré parlé de « stagnation sévère »*, la deuxième puissance *économique du monde se retrouve* donc officiellement, pour la pre*mière fois depuis vingt-trois ans*, en récession, celle-ci se définissant *comme* la contraction de l'activité durant deux trimestres consécutifs.



Le regain de tensions financières en Asie et en Russie incite les investisseurs à acheter les emprunts d'Etat occidentaux.

La situation est d'autant plus *préoccupante* que la chute du yen entraîne toute la région dans une *spirale* dévaluationniste. Le baht thaïlandais, le won sud-coréen, la roupie indonésienne, le ringgit malaisien suivent la monnaie japonaise à la baisse, ce qui a pour conséquence d'aggraver les difficultés économiques de ces pays. En retour, ces dernières ralentissent l'activité commerciale et industrielle au Japon, fragilisent le système financier nippon et affaiblissent davantage le yen.

RUPTURE

Les opérateurs de marché préfèrent se débarrasser de leurs yens, de surcroît assortis de rendements extrêmement bas (0,5 % à trois mois), pour se porter vers les mon*naies de pays présentant à la fois de* meilleures performances économiques *et des risques* financiers moindres, en premier le dollar. De*vant le Congrès, le président de la* Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan, a souligné, mercredi, que l'économie des Etats-Unis jouit d'une excellente santé. *« Notre économie continue à bénéficier d'un cycle vertueux de croissance »* avec une inflation modérée, des condi*tions de crédit favorables et une* progression des valeurs boursières encourageant les dépenses de consommation, a déclaré le président de la Fed.

Pénalisé économiquement, le yen l'est aussi politiquement. Il se retrouve privé d'un soutien international qui seul, aujourd'hui, semblerait en mesure de freiner sa chute. A l'issue de leur réunion, mercredi, à Paris, les responsables du Trésor des sept pays les plus industrialisés (G7) *s'étaient contentés* d'affirmer qu'ils allaient *« continuer à surveiller les évolutions sur le marché des changes »*. Jeudi, le secrétaire d'Etat *américain au Trésor* Robert Rubin, personnage très *influent sur les marchés, a déclaré* que les Etats-Unis interviendraient *« au moment opportun, pas avant »*, en ajoutant que *« les monnaies suivent les fondamentaux et qu'au Japon les fondamentaux sont perturbés depuis longtemps »*. Cette attitude marque une importante rupture dans la politique de change américaine : jusqu'alors, la Maison Blanche dénonçait avec force la faiblesse de la devise nippone, coupable selon elle d'aggraver le déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis du Japon. Aujourd'hui, l'administration américaine semble considérer que la dépréciation du taux de change est le seul moyen dont dispose Tokyo pour relancer son économie et qu'il n'y a pas d'alternative à la dévaluation monétaire ; elle considère surtout qu'une opération, même musclée, sur le marchés changes serait vouée à l'échec compte tenu des difficultés économiques actuelles du Japon. Il ne sert à rien, selon Washington, d'aller contre les forces de marché. Quant aux Européens, ils préfèrent rester en retrait, en dépit des problèmes que la chute du yen pose aux exportateurs du Vieux Continent.

La chute du yen et les désordres financiers qui en résultent sur les places émergentes (Russie, Brésil, Afrique du Sud) provoquent, comme cela avait été déjà le cas à l'automne 1997, un afflux de capitaux sur les marchés d'emprunts occidentaux, les investisseurs cherchant des placements de protection. Ce mouvement se traduit par une nette détente des taux d'intérêt à long terme, qui se situent à leur plus bas niveau de l'année : 4,82 % en France pour les rendements à 10 ans, 5,64 % pour les échéances à 30 ans aux Etats-Unis. Les obligations européennes paraissent toutefois moins bien placées que leurs homologues américaines pour profiter durablement de ce *« flight to quality »*. Les pays de l'Euroland, en particulier l'Allemagne, se trouvent directement exposés au risque de défaillance de la Russie sur sa dette. Les investisseurs semblent d'ailleurs déjà le prendre en compte, à en juger par le recul cette semaine des devises européennes face au dollar (1,8050 mark et 6,0550 francs vendredi soir).

Pierre-Antoine Delhommais

Divergences à la Banque du Japon

La Banque du Japon (BoJ) a laissé inchangée, vendredi 12 juin, sa politique monétaire. Le taux d'escompte de la BoJ a été maintenu à 0,50 %, le niveau historiquement bas qui est le sien depuis septembre 1995.

Il a toutefois fallu huit heures de débat au Comité de politique monétaire (CPM), l'organe de décision de la banque centrale, pour parvenir à une décision, laquelle, pour la première fois, n'a pas été adoptée à l'unanimité. Le communiqué publié par l'institut d'émission n'a pas précisé comment s'étaient réparties les voix au sein du CPM, qui est composé du gouverneur Masaru Hayami, de ses deux adjoints et de six autres membres.

Des rumeurs de baisse du taux d'escompte avaient circulé au cours des derniers jours, plusieurs conseillers de la Banque du Japon se montrant favorables à un assouplissement monétaire afin d'aider l'économie à sortir de la récession.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre délaissé

COURS DU CUIVRE À LONDRES EN DOLLARS PAR TONNE

1 950 · 1 900 · 1 850 · 1 800 · 1 750 · 1 700 · 1 650 · 1 600 · 1 696

26 déc. · 6 févr. · 20 mars · 1er mai · 11 juin · 1997 · 1998

LES COURS mondiaux du cuivre sont en chute libre, glissant sans cesse sur une pente qui les a conduits le 12 juin à *1 696 dollars la tonne* sur le London Metal Exchange, et qui *pourrait* bien les pousser encore plus bas. Les fondamentaux à *court terme* semblent pourtant relativement sains. Selon les in*dications* récentes de l'International Copper Study Group, l'*offre* mondiale de cuivre raffiné présentait un excédent de 129 000 tonnes au premier trimestre de cette année avec une demande en hausse constante de 3,3 % par an. Les Etats-Unis, et particulièrement l'Europe, sont très demandeurs de cuivre physique car ils cherchent à répondre à leurs commandes avant les fermetures estivales. Evidemment, souligne le courtier britannique Billiton, la consommation serait plus importante si la crise asiatique n'en finissait de faire sentir ses effets.

C'est là que le bât blesse. Le marché prend en considération un contexte macro-économique chargé certes, avec la récession du Japon (la deuxième économie du monde), mais qui lui fait perdre de vue le présent. Comme s'il lâchait la proie pour l'ombre. Ces sombres anticipations provoquent un afflux de ventes spéculatives qui le fragilise. Chez Brandeis, on n'exclut plus l'hypothèse d'un prix à 1 650 dollars la tonne.

La Chine n'en a pas pour autant l'intention de réduire sa production de cuivre raffiné, laquelle devrait atteindre 1,25 million de tonnes cette année (qui s'ajouteront au chiffre mondial de 10,131 millions de tonnes). Ainsi que le remarque un responsable local de ce secteur *« une des caractéristiques des fonderies chinoises, c'est qu'une fois qu'elles ont lancé la production, elles ne l'arrêtent pas »*. Ailleurs, dans le monde, au Chili, en Argentine ou récemment en Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec la mine d'Ok Tedi, on met en production de nouvelles capacités. La fermeture d'autres mines, parfois dans ce même pays, révèle la concurrence de plus en plus vive à laquelle elles se livrent entre elles. Tout indique que les prix vont rester faibles.

Carole Petit

Marché international des capitaux : le flot des émissions ne s'arrête pas

LA CONJONCTURE incite à la prudence, sans *pour autant interrompre le flot des émissions in*ternationales. Dans les principales monnaies eu*ropéennes, la concurrence* que se livrent les débiteurs fait *s'établir* une hiérarchie toujours plus *précise entre les différentes signatures*. Selon la façon dont leur crédit est évalué, les emprunteurs ont à *offrir* des suppléments de rendement plus ou moins importants qui s'ajoutent à l'intérêt que rapportent les fonds d'Etat des pays dont la devise est utilisée.

Sans les progrès de l'Union *monétaire* européenne, l'activité serait probablement moins vive. Les emprunteurs se bousculent, soucieux de retenir dès à présent leur place sur le futur marché commun des capitaux qui promet d'être une des principales sources de financement au monde. La manière dont procèdent certaines entreprises américaines est impressionnante.

Ces entreprises s'adressent aux investisseurs professionnels. Pour les atteindre, il faut non seulement proposer une juste rémunération, mais encore fournir l'assurance que les placements seront liquides. Cette seconde condition ne peut être remplie que si l'emprunt est d'une taille très élevée. C'est ainsi que Ford Motor Credit Corporation vient de contracter un emprunt de 2 milliards de deutschemarks pour une durée de dix ans par l'intermédiaire d'une banque américaine Goldman Sachs. Philip Morris s'apprête à lever 1,5 milliard de deutschemarks à 2 milliards pour une même durée sous la direction de deux établissements financiers, Credit Suisse First Boston et Deutsche Bank.

Ford a obtenu des conditions un peu plus favorables que s'il avait émis son opération en dollars. *Pour mesurer l'économie réalisée, il ne s'agit pas* de comparer les niveaux absolus. Les taux d'intérêt sont *d'une manière générale moins élevés* chez nous qu'aux Etats-Unis. Mais cette façon de *faire ne tient pas compte du risque de change*. On compare en fait les emprunts contractés dans des monnaies différentes d'une façon relative, en rapportant les rendements à taux fixe à des références internationales à taux variable. Ford a certainement bénéficié du caractère nouveau de sa transaction ainsi que de l'attrait actuel des placements libellés dans la devise allemande, laquelle *préfigure* l'euro.

Le cas de Philip Morris est différent. D'une part, cette société a l'emploi de fonds en *monnaie* européenne. D'autre part, elle jouit d'un meilleur crédit en Europe qu'aux Etats-Unis où ses atouts sont moins appréciés du fait de la sévérité de la campagne antitabac menée dans ce pays.

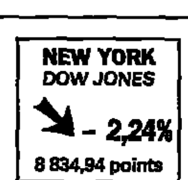
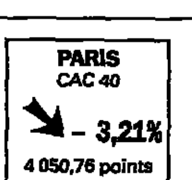
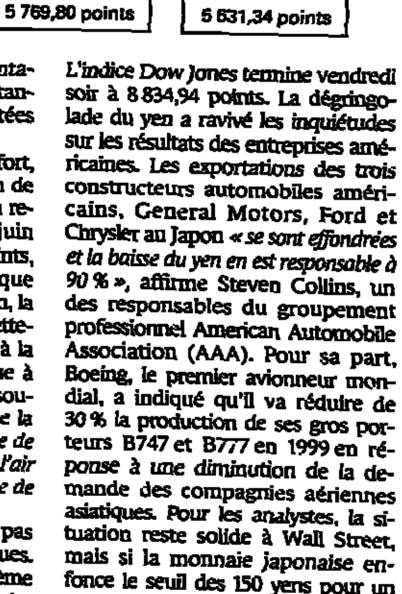
Revenons aux suppléments dont doivent s'acquitter les emprunteurs en plus des obligations gouvernementales. Celui de Ford était au départ de 0,46 point de pourcentage. Celui de Philip Morris pourrait être de l'ordre de 0,90 point. De tels niveaux sont déterminés avec le plus grand soin par les intermédiaires financiers. Tout serait simple si les taux de référence étaient stables. Mais lorsque les rendements baissent comme ils l'ont fait ces derniers jours, ces mêmes suppléments ont tendance à augmenter. La recherche de la plus grande qualité possible profite, en premier lieu, aux obligations des Trésors publics. Les obligations internationales ne suivent qu'à distance.

Parmi les nombreux éléments qui ont précipité *la baisse des rendements, la chute du yen a été* déterminante. Elle a incité les investisseurs nippons à se défaire de titres en yens pour les remplacer par des obligations du Trésor américain et, dans une moindre mesure, de titres gouvernementaux européens. Combien de temps leurs capitaux vont-ils s'abriter de la sorte ? Les élections législatives du mois prochain vont-elles les conduire à retrouver bientôt le chemin de la Bourse de Tokyo ? La simple évocation d'une telle éventualité suffit à mettre en évidence l'instabilité du marché et justifie l'attente de nouvelles variations des suppléments de rendement que procurent les obligations internationales.

Parmi les nombreuses émissions prévues prochainement sur le marché français, un constructeur automobile japonais, Mazda Motor, s'apprête à lancer un emprunt de 500 millions de francs pour une durée de cinq ans. Les intermédiaires financiers, Aurel et le CCF, envisagent de vendre les titres à un prix qui situe leur rendement initial à un taux dépassant celui des obligations du Trésor, de 1,45 à 1,50 point de pourcentage. Par ailleurs, l'actualité a ravivé l'espoir qu'un projet mûri de longue date se réalise bientôt : celui du Stade de France qui pourrait lever sous peu 800 millions de francs pour une durée de quinze ans par l'intermédiaire de Credit Suisse First Boston. La qualité de la dette devrait être irréprochable grâce à l'intervention d'une compagnie d'assurances américaine de premier plan, FGIC, qui rehaussera son crédit.

Christophe Vetter

Coup d'arrêt sur l'ensemble des Bourses occidentales

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
– 1,96%	– 2,24%	– 3,21%	– 2,98%	– 1,63%
15 022,33 points	8 834,94 points	4 050,76 points	5 769,80 points	5 631,34 points

IL Y A un an, les premiers craquements du système monétaire asiatique se faisaient entendre. En quelques mois, les devises des pays les plus fragiles de la région étaient emportées dans la tourmente et dans la foulée les marchés boursiers. Mais le Fonds monétaire international a réussi à circonscrire l'incendie avant qu'il ne se propage aux trois centres névralgiques de la région : le Japon, Hongkong et la Chine.

Or, depuis une semaine, ces centres menacent à leur tour de céder. En cinq séances, le yen japonais a abandonné 3,5 % (dont 2 % durant la seule journée du 11 juin), à plus de 144 yens pour un dollar sans que les sept pays les plus industrialisés du monde n'interviennent (le G7 s'est contenté d'affirmer qu'il allait continuer à surveiller les évolutions du marché des changes), ni que la banque du Japon ne tente de soutenir sa devise. *Pire, vendredi 12 juin,* elle a avoué son impuissance en laissant inchangé son taux d'intérêt à court terme (qui est déjà très bas à 0,50 %) et elle a étalé publiquement la division qui règne entre les membres du comité de politique monétaire. Une première. Autre nouveauté au goût amer, l'économie japonaise est entrée, pour la première fois depuis 23 ans, dans une phase de récession après deux trimestres consécutifs de recul du produit intérieur brut.

*La Bourse de Tokyo n'a pas pu ré*sister à cette accumulation de mauvaises nouvelles. Les investisseurs internationaux ont fui les actifs libellés en yens pour se reporter sur ceux en dollars. Sur la semaine, l'indice Nikkei a perdu 300 points, soit 1,96 % pour terminer, grâce aux interventions de fonds publics, légèrement au-dessus des 15 000 points. D'autres Bourses n'ont pas eu cette retenue. Celle de Hongkong a reculé de 7,6 % sur la semaine dans la crainte de voir le peg *(lien unissant le dollar de* HongKong et le dollar américain) abandonné. Tous les regards étaient tournés vers Pékin qui détient la clé du problème. Le gouvernement chinois a, pour l'instant, décidé de ne pas dévaluer le yuan et le dollar de Hongkong. Cette inquiétude a pourtant balayé le marché sud-coréen qui a chuté de 8,1 %, vendredi 12 juin, pour atteindre, à 302,09 points, son étiage depuis 11 ans.

Depuis un an, les marchés occidentaux avaient prospéré sur les dé*combres des places asiatiques* (les capitaux rapatriés d'Asie sont venus s'investir aux Etats-Unis et en Europe). Aujourd'hui, ils prennent conscience que le danger se rapproche.

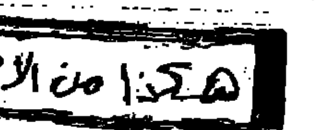
TURBULENCES

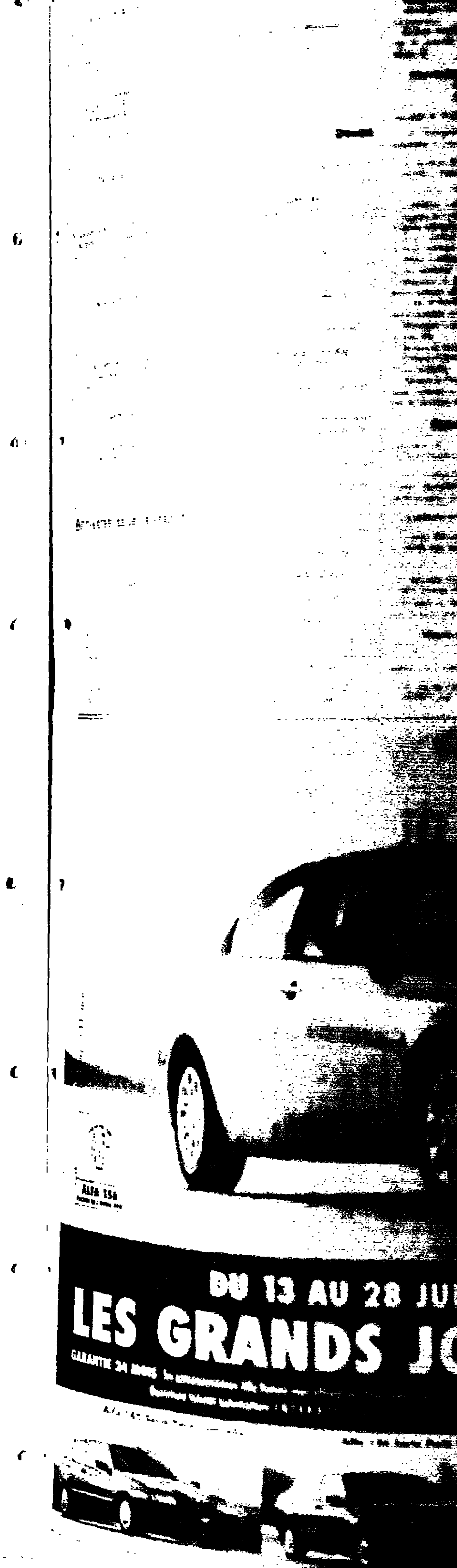
En Europe, la place la plus touchée a été celle de Paris. Elle avait pourtant débuté la semaine sur un nouveau record historique, à *4 226,11* points avant d'adopter une position d'attente pendant deux séances. Puis, elle s'est franchement repliée les jeudi 11 juin (– 1,59 %) et vendredi 12 (– 2,19 %). Sur la semaine, l'indice CAC 40 a reculé de 3,21 %, à 4 050,76 points se rapprochant ainsi de la barre des 4 000 points. L'indice de la place parisienne se maintient au-dessus de ce niveau depuis le 17 mai 1998. Les valeurs impliquées dans les économies asiatiques ont abandonné du terrain. En première ligne se trouvent LVMH et sa holding Christian Dior. Les banques, qui *détiennent des créances sur des* clients asiatiques ont également été pénalisées. *Enfin, la faiblesse* persistante des économies du sud-est asiatique a entraîné la chute du prix du baril de pétrole, qui s'est négocié, vendredi 12 juin, nettement en dessous des 13 dollars. Les deux compagnies pétrolières françaises, Elf Aquitaine et Total ont été entraînées dans cette spirale baissière. La place de Londres n'a pas été épargnée. En terminant la semaine sur une baisse de 1,41 %, à *5 769,80* points, l'indice *FT* a affiché un recul hebdomadaire de 2,98 %. Les deux banques britanniques ayant de solides implantations à Hongkong, HSBC et Standard Chartered ont été chahutées lors de trois dernières séances.

La semaine boursière à Francfort, écourtée d'une journée en raison de la Fête-Dieu, s'est conclue sur un recul prononcé, le vendredi 12 juin (– 2,89 %). Mais, à 5 631,34 points, l'indice Dax n'a abandonné que 1,63 % sur la semaine. Lundi 8 juin, la place allemande était encore nettement orientée à la hausse avec, à la clé, un nouveau record historique à 5 779,09 points. Mais, comme le souligne le rapport hebdomadaire de la Commerzbank *« après une hausse de 37 % depuis le début de l'année, l'air commence à se raréfier à la Bourse de Francfort »*.

Wall Street n'a évidemment pas échappé aux turbulences asiatiques. Après avoir subi jeudi sa deuxième plus forte baisse en pourcentage depuis le début de l'année avec un recul de 1,78 %, la grande place américaine cède 2,24 % sur la semaine. L'indice Dow Jones termine vendredi soir à 8 834,94 points. La dégringolade du yen a ravivé les inquiétudes sur les résultats des entreprises américaines. Les exportations des trois constructeurs automobiles américains, General Motors, Ford et Chrysler au Japon *« se sont effondrées et la baisse du yen en est responsable à 90 % »*, affirme Steven Collins, un des responsables du groupement professionnel American Automobile Association (AAA). Pour sa part, Boeing, le premier avionneur mondial, a indiqué qu'il va réduire de 30 % la production de ses gros porteurs B747 et B777 en 1999 en réponse à une diminution de la demande des compagnies aériennes asiatiques. Pour les analystes, la situation reste solide à Wall Street, mais si la monnaie japonaise enfonce le seuil des 150 yens pour un dollar, la correction pourrait être sévère.

Enguérand Renault





هكذا من الأصل



Naissances

– Grenoble. Santa Barbara. Ansouis.

Jean-Jacques COURTINE, Corinne SUTZ, Thomas et Manon
ont le bonheur d'annoncer la naissance, le 14 mai 1998, de

Jules,

Claire COURTINE,
sa grand-mère,
l'a attendu et s'en est allée.

Rue Basse,
84240 Ansouis.

Giovanna TEMPESTA-RENAUD et Dominique RENAUD
laissent à

Lorenzo
la joie d'annoncer la naissance de son frère,

Pierangelo,

le 3 juin 1998, à Asunción, Paraguay.

Monique SOULIÉ-CHAMBAUD, Régine et Eric-Jean SOULIÉ
laissent à

Alexis
la joie d'annoncer la naissance de son frère,

Romain-Eric.

6, place Victor-Hugo,
95220 Herblay.

Raymond-François et Jacqueline LE BRIS
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Valentine,

chez leur enfants
Jean-Philippe et Florence MÜNCH.

34, rue des Vignes,
75016 Paris.

Anniversaires de naissance

– C'était le 14 juin 1978, à 10 heures, il y a vingt ans, ... de ravissant bébé, tu es devenue la ravissante

Caroline.

Le « Monde » t'appartient... aujourd'hui et demain.

Marseille, Bordeaux, Cap-Ferret pensent très fort à toi, pour te souhaiter un
Bon anniversaire.
Baisers tendres.

Maman, Charlotte, Cristina, Mamy, Papa.

Mariages

Agnès VINCENT et Jacques DERAY

sont heureux d'annoncer que leur mariage a été célébré à Paris, dans la plus stricte intimité.

Emile et Viviane BRAHIMI, Joëlle et Philippe ALCAN
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Laurence et Guillaume,

célébré à Paris, le 7 juin 1998.

3, rue Léon-Dierx,
75015 Paris.
27, rue Escudier,
92100 Boulogne.

Décès

– Le docteur Emilie Berrebi
a la douleur de faire part du décès de son père,

Sion BERREBI,
alias **Lucien THOMAS,**

survenu le 11 juin 1998.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Abel Charbonnel,
Le professeur Bernard Charbonnel,
Mme Anne Déchelette,
M. Edouard Déchelette,
ont la douleur de faire part du décès de

Elizabeth CHARBONNEL,
née **DÉCHELETTE,**

survenu le 2 juin 1998, dans sa cinquante-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, à Saint-Didier-en-Brionnais (Saône-et-Loire).

Une messe sera célébrée à son intention, le lundi 22 juin, à 19 heures, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris.

– Juliette Dieulot,
Et toute la famille
ont le regret de faire part du décès de

Marcel-Louis DIEULOT,
ancien élève
de l'Ecole des arts décoratifs,
décorateur
à la Télévision française,

survenu le 11 juin 1998.

Cet avis tient lieu de faire-part.

82, rue de la Ferté,
80230 Saint-Valery-sur-Somme.

Ignace Jean CHMIELNICKI

nous a quittés le 10 juin 1998.

Les obsèques ont eu lieu le 12 juin, dans l'intimité familiale.

– M. Pierre George,
son mari,
Jean-Pierre, François,
ses enfants,
Et leurs familles,
Marguerite et Germain Roncé,
Monique et Georges Roncé,
ses cousins,
Et leur famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Germaine-Marie-Joséphine GEORGE,
née **RONCÉ,**

survenu le 10 juin 1998.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale à Lauzerville (Haute-Garonne).

11, avenue Roger-Salengro,
92290 Châtenay-Malabry.

– Hélène Lanfray, née Cahier,
Agnès et Liviu Lanfray-Spiegler
et leurs enfants,
Guy Lanfray et Angela Savioli
et leurs enfants,
Marc Lanfray et Chantal Rondet
et ses enfants,
Maurice et Anne Lanfray,
leurs enfants et petits-enfants,
Yves et Jeanne-Laure Lanfray,
leurs enfants et petits-enfants,
Monique Lanfray
et son fils,
Bruno et Suzy Cahier,
Gilbert Cahier
et ses enfants,
Gérard et Françoise Cahier,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Hubert LANFRAY,

survenu le 12 juin 1998, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Calas (Bouches-du-Rhône), près d'Aix-en-Provence, le 15 juin, à 10 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, parc Mozart,
13100 Aix-en-Provence.

– Michèle Solat,
Mme Josette Faure,
Et toute la famille,
ont vu avec grande tristesse

Marie-Lucie-Valentine SOLAT

passer sur l'autre rive.

23, rue de Condé,
69200 Lyon.

– Mme Thérèse Mouillot,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Yves MOUILLOT,
ingénieur des Travaux publics,
officier de l'ordre national
du Mérite,
chevalier de l'Etoile noire
du Bénin,

survenu le samedi 6 juin 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 10 juin.
L'incinération a eu lieu le jeudi 11 juin.

30, rue de la Saussaye,
91300 Massy.

– Cécile,
son épouse,
Anne, François, Hetty, Béatrice, Andréas,
ses enfants,
Gustav, Alexandra, Joël, Mathys,
ses petits-enfants,
Ses frères et sœurs,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean RAPEAUD,

survenu le 6 juin 1998.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Prix et l'inhumation au cimetière de Bouvesse (Isère), le 9 juin.

10, rue de l'Explorateur-Delaporte,
95390 Saint-Prix.

– Mme Henry Sandoz,
Pénélope de Faucon,
Le baron et la baronne de Colomby
et leurs enfants,
Mrs. Marcel Sandoz
et ses enfants,
Mr. et Mrs. Julian Radley,
ont la douleur de faire part du décès de

Henry SANDOZ,

survenu le 11 juin 1998.

L'inhumation aura lieu le mercredi 17 juin, à 11 heures, au cimetière de Montmartre, Paris-18e, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

– Le 15 juin 1997, disparaissait

Arthur MALET.

« Quand il mourut, il pensa renaître
Car le soleil recommençait. »
P. Eluard.

Souvenir

– A

Jean-Louis FRASCA,

tué le 14 septembre 1996.

Je t'aime.

Remerciements

– Paris. Niort.

M. Philippe Souchard,
son mari,
Laura,
sa fille,
M. et Mme Maurice Rougier,
ses parents,
Mme Françoise Souchard,
sa belle-mère,
M. et Mme Francis Rougier,
son frère et sa belle-sœur,
et leur fils,
Ainsi que toute la famille,
remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs visites, l'envoi de cartes, de fleurs, leurs prières ou signes d'amitié, ont exprimé leur sympathie lors du décès de

Elisabeth.

Une messe sera dite à son intention, le jeudi 18 juin 1998, à 18 h 30, en la chapelle de l'Assomption, église Saint-Sulpice, Paris-6e.

Conférences

LES ENTRETIENS DU TROISIÈME MERCREDI
avec Jean AMBROSI
L'ERRANCE
en médiation thérapeutique.
Espace L'Harmattan, 21 *bis*, rue des Ecoles, Paris-5e. Mercredi 17 juin 1998, à 20 h 30. Entrée libre.

Examens

ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE
Etablissement privé
d'enseignement supérieur
reconnu d'utilité publique et par l'Etat

Directeur : François Wehrlin
Président : Christian de Portzamparc
Rentrée automne 1998

Lycéens préparant le baccalauréat, bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous désirez intégrer l'Ecole spéciale d'architecture à l'automne 1998 ;
– les examens d'admission se dérouleront :
le 1er juillet 1998,
le 1er septembre 1998.

Renseignements : ESA,
254, boulevard Raspail,
75014 Paris.
Tél. : 01-40-47-40-00.
Fax : 01-43-22-81-16.

Colloques

Association des Amis
du Centre médiéval européen
de Chartres

Les samedi 4 et dimanche 5 juillet 1998, se tiendra à Chartres le troisième colloque scientifique sur le thème « Vie spéculative, vie méditative et travail manuel à Chartres au XIIe siècle. Autour de Thierry de Chartres et des introducteurs de l'étude des arts mécaniques auprès du quadrivium », sous la présidence d'Alain Erlande-Brandenburg, directeur des Archives de France.

Renseignements aux Amis du Centre médiéval européen de Chartres,
12, rue Saint-Michel,
28000 Chartres.
Tel. : 02-37-36-09-82.
Fax : 02-37-36-28-10.
Inscriptions jusqu'au 25 juin 1998.
Ce colloque a obtenu le label Cîteaux 98.

Tables rondes

LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES JUIFS DU MAROC
189, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.
Tel. : 01-45-49-61-40
Fax : 01-45-48-24-83
et Robert ASSARAF,
président,
organisent une
table ronde.

Ecriture et réécriture de la mémoire chez les Juifs du Maghreb.

Dimanche 14 juin 1998, à 14 h 30,
aux salons
de la Société pour la promotion
de l'industrie.
4, place Saint-Germain,
75007 Paris.

Avec **Annie Dayan-Rosenmann,** Casablanca, Montréal, Dimona, Sarcelles, l'écrivain porte-mémoire et le temps de l'écriture.

Annie Goldmann, présentation du film israélien « Un brin de chance », de Zeev Revah : *Quand une histoire douloureuse se dit sous forme de mélodrame et avec des chansons.*

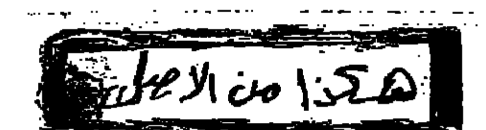
Cette table ronde sera dédiée à la mémoire de Yédida Stillman, professeur à l'université d'Oklahoma (Etats-Unis) et membre du Conseil scientifique du CRJM.

Soutenances de thèse

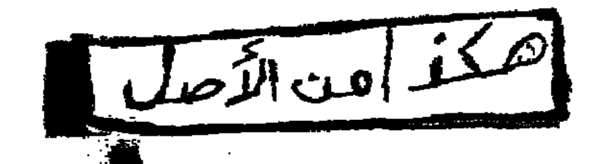
– **Nicolas Monteillet** soutiendra sa thèse de doctorat en anthropologie **Un système et ses métamorphoses ; histoire, thérapeutique et société dans le Sud-Cameroun, arrondissement de Nkoteng.**

Le jury est composé de MM. les professeurs P. Warnier (directeur de thèse Paris-V), P. Laburthe-Tolra (Paris-V), R. Pottier (université de Lille), A. Desurgy (CNRS).

La Sorbonne-Paris-V, 18 juin, 14 heures, salle des thèses (E 637).



Sony stocke les photos nu



TECHNOLOGIE Les appareils photo numériques ont beau s'améliorer, il leur reste à progresser dans deux domaines. D'abord, face au « grain » qu'offrent les films classiques, les produits des constructeurs sont limités en performances par les capteurs CCD (*Charged Coupled Device*). Les meilleurs appareils grand public ne dépassent pas les 2 millions de pixels contre des dizaines de millions avec les 24 × 36 classiques. ● LE STOCKAGE est l'autre point faible de la photo numérique. Sony a opté pour la simplicité, en ayant recours aux disquettes informatiques du format courant 3,5 pouces. Malgré leur capacité limitée, elles disposent de deux atouts : un faible coût unitaire et une grande facilité de transfert des images numériques sur ordinateur. ● LA FIRME japonaise travaille en compagnie de Fujifilm sur un type de disquette dont la capacité serait cent fois supérieure au 1,44 mégaoctet actuel.

Sony stocke les photos numériques sur des disquettes d'ordinateur

Deux techniques d'enregistrement des prises de vue numériques s'affrontent aujourd'hui. L'une, chère, recourt à des cartes électroniques. L'autre, plus rustique, plus limitée, mais aussi plus pratique, fait appel aux disquettes informatiques de format courant 3,5 pouces

LES FABRICANTS d'appareils photo numériques ne sont pas au bout de leurs peines. La qualité des images obtenues par leurs produits doit encore progresser pour concurrencer celle des films argentiques. En outre, et ce n'est pas le moindre de leurs soucis, ils n'ont pas trouvé de solution techniquement simple, pratique et économique de stockage des prises de vue. La plupart d'entre eux ont opté pour des systèmes à base de composants électroniques (cartes PCMCIA, mémoires-flash...) permettant de concevoir des appareils de faible encombrement capables d'enregistrer rapidement les images.

Mais ces dispositifs sont si coûteux qu'ils limitent l'autonomie de prise de vue de l'utilisateur. Faute de disposer d'un nombre illimité de cartes électroniques, ce dernier est contraint de « décharger » régulièrement son appareil sur un ordinateur. Cette manœuvre de transfert impose le recours à un fil de connexion et, en général, l'installation d'un logiciel spécifique sur l'ordinateur.

Sony a résolu ces difficultés avec son appareil Mavica de deuxième génération. L'appareil, plus volumineux que la plupart de ses concurrents, fait appel au support le plus ordinaire : la disquette de 3,5 pouces utilisée dans tous les ordinateurs. Concurrencée par les CD-ROM et autres supports de grande capacité (Zip d'Iomega, SuperDisk d'Imation...), la disquette de 1,44 mégaoctet semble aujourd'hui sur le déclin. Mais elle ne coûte que quelques francs pièce et sa présence systématique sur chaque micro-ordinateur en service lui apporte un atout maître. Fujifilm suit un raisonnement similaire avec son adaptateur FD-A1, qui permet d'insérer la carte électronique mémoire SmartMedia dans une disquette de 3,5 pouces.

Les fabricants le répétent à l'envi : l'appareil photo numérique doit être considéré, pour l'instant, comme un périphérique de l'ordinateur. Dans ce contexte, la facilité de transfert des images de l'un vers l'autre est un paramètre déterminant du confort d'utilisation. Le succès commercial du Mavica tient donc dans la simplicité d'utilisation des disquettes standards. Avec elle, plus de transfert. Il suffit d'insérer la disquette dans l'ordinateur et d'afficher les images, enregistrées au format compressé JPEG, également standard, à partir de n'importe quel logiciel qui les accepte. La plupart le font. Sony garantit ainsi une souplesse d'utilisation optimale. Les disquettes sont lisibles sur n'importe quelle machine, peuvent être copiées facilement, données à un tiers ou envoyées par la poste.

Un enregistrement plus rapide

Les améliorations apportées par Sony à ses nouveaux matériels concernent d'abord la vitesse d'enregistrement, l'une des grandes faiblesses de la première génération, qui imposaient une attente de dix secondes entre deux prises de vue. *Ce délai a été* ramené à quatre secondes sur le FD 71, mais reste de sept secondes sur le FD 51. Sur ces appareils qui présentent un gain de poids de 20 % et un encombrement réduit de 15 %, l'autonomie des batteries lithium-ion a été poussée pour permettre la prise de mille cent images enregistrées en deux heures trente pour le FD 51, et de deux mille photos avec le FD 71. Dommage que ces performances imposent l'achat de batteries optionnelles (450 francs pièce). Les accumulateurs standards limitent ces capacités à six cent vingt et à neuf cent cinquante photos.

Le choix du fabricant japonais est d'autant plus intéressant que cette stratégie, privilégiant une convergence avec l'informatique, se traduit par le rejet implicite d'un autre support, le MiniDisc (MD), dont Sony est pourtant l'inventeur. La firme laisse ainsi le champ libre à l'un de ses concurrents, Sharp, pour exploiter cette solution (*Le Monde* du 20 octobre 1997). Grâce aux 140 mégaoctets du MD, ce dernier stocke pas moins de deux mille images en faible résolution. Le Mavica de Sony se contentera de vingt à quarante images par disquette, suivant la qualité choisie. Au-delà, il suffit de changer de disquette.

Cette simplicité d'utilisation a séduit la clientèle, qui se trouve aujourd'hui, à environ 80 %, dans le milieu professionnel (assurance, immobilier, architecture, tourisme, médecine...). Le succès commercial du Mavica a surpris ses concepteurs. Depuis son lancement, en juin 1997, Sony en a vendu plus de cinq cent mille unités dans le monde, malgré des ruptures de stock. En France, l'appareil est commercialisé depuis six mois et a conquis 19 % du marché en février et en mars. « *Le Mavica est numéro un aux Etats-Unis, avec 40 % de part de marché* », indique Olivier Malandra, chef du groupe marketing vidéo de Sony France. Mardi 9 juin, la société a présenté la seconde génération, qui semble résoudre les défauts les plus criants des premiers modèles.

Le point faible de ce Mavica, dont le prix est compris entre 4 000 F et 6 000 francs, est la définition de son capteur CCD (*Charged Coupled Device*). Avec une taille d'un quart de pouce (6,25 mm), ce dernier ne dépasse pas les 410 000 pixels sur le FD 51 et 350 000 pixels sur le FD 71 à cause du zoom. Grace à la compression JPEG, la taille de chaque photo enregistrée varie de 30 000 à 60 000 octets, suivant la qualité désirée. Un volume faible permettant aisément de constituer une banque de mille images, qui n'occuperont que 30 mégaoctets sur le disque dur de l'ordinateur, ou d'envoyer des images sur Internet. En mode non compressé, chaque image occupe 900 000 octets et offre un bien meilleur résulat. Mais, dans ce cas, on ne peut enregistrer qu'une seule prise de vue par disquette... C'est là que le principe du Mavica atteint ses limites. Du moins dans l'état actuel de l'informatique.

Aussi, Sony et Fujifilm travaillent-ils sur un nouveau type de disquette qui serait compatible avec le modèle actuel de 3,5 pouces et contiendrait 200 mégaoctets d'information. De quoi résoudre le problème du nombre d'images enregistrées mais surtout celui de leur taille. Sony pourrait doter son Mavica d'un capteur CCD dépassant le million de pixels, ce qui augmenterait sensiblement la taille des images, même compressées. Ainsi le Mavica serait propulsé dans la catégorie des appareils numériques haut de gamme, qui se développe rapidement (*Le Monde* du 10 mars). Après Olympus et son Camedia à 1,4 million de pixels, Casio a lancé le modèle QV-5000SX, doté d'un capteur de 1,3 million de pixels et commercialisé depuis mai à environ 5 000 francs. Canon met la barre plus haut avec son PowerShot Pro 70, à 1,68 million de pixels, qui reste coûteux (1 500 dollars aux Etats-Unis, environ 9 000 francs). Ces appareils font appel aux cartes électroniques de stockage, fixes ou amovibles, de 2 à 8 mégaoctets.

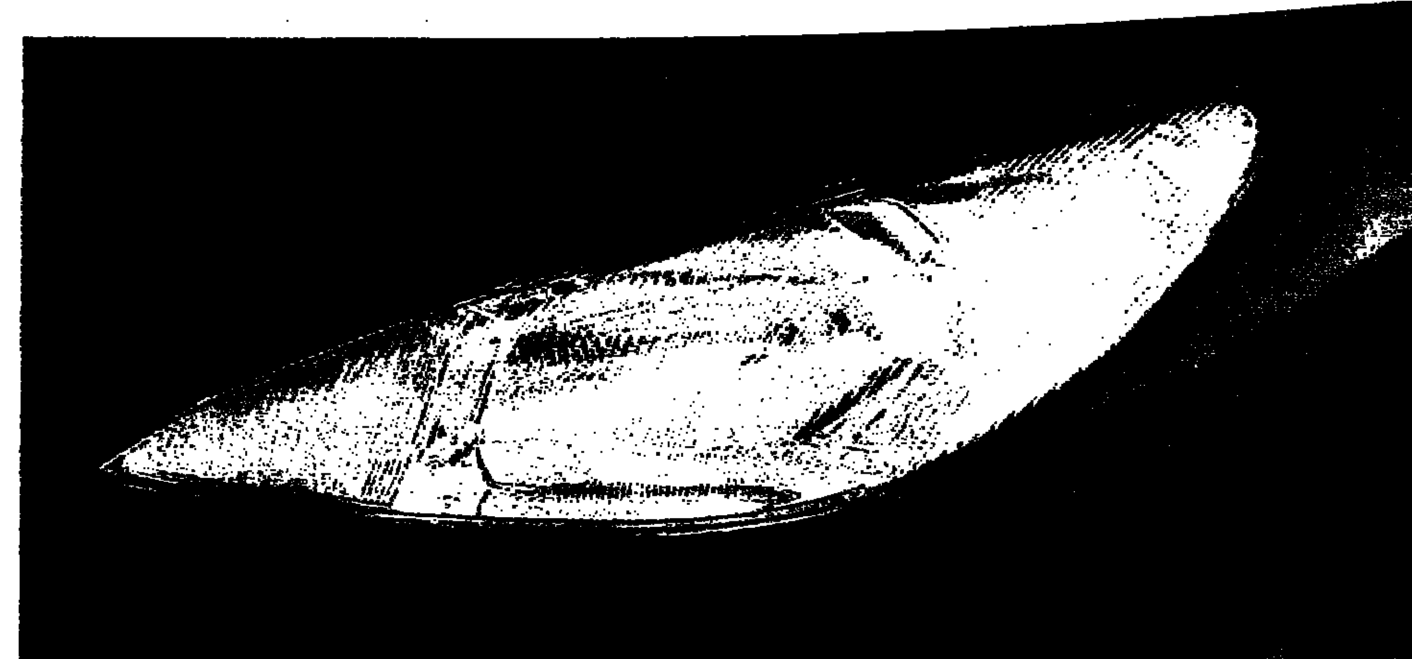
Pour préserver la philosophie du Mavica, il faudra que l'industrie informatique standardise un nouveau système de stockage d'information en remplacement de l'antique disquette de 3,5 pouces. Ce que Iomega, avec son Zip de 100 mégaoctets, et Imation, avec son SuperDisk de 120 mégaoctets, n'ont pas réussi à obtenir.

> **Capture d'images vidéo**
>
> ***Afin d'exploiter toutes les possibilités de son système Mavica,* Sony lance le Mavicap, un appareil qui capture une image vidéo issue, par exemple, d'un Caméscope analogique, et l'enregistre... sur une disquette de 3,5 pouces. Il suffit pour cela de brancher simultanément le Caméscope sur le Mavicap et sur un téléviseur. Lors du défilement du film, une touche permet de sélectionner une image, qui apparaît alors de façon fixe à l'écran. La pression d'une autre touche valide le choix et enregistre la photographie sur la disquette. L'appareil coûte 2 500 ou 4 000 francs pour la version équipée d'un écran *LCD, qui semble peu utile. Le Mavicap peut ensuite servir de projec*teur de photographies sur un téléviseur. Mais le mode diaporama, qui laisse apparaître un écran bleu de menu entre chaque image, demande à être amélioré.**

Michel Alberganti

Le mea-culpa réussi de la Peugeot 206

Un modèle qui prend le relais de la glorieuse 205



MULHOUSE
de notre envoyé spécial

La nouvelle 206 fait plaisir à voir. Elle est agréable à l'œil et l'enthousiasme – presque l'excitation – qu'elle suscite chez ses concepteurs a quelque chose de réjouissant. Ils l'attendaient depuis longtemps, cette naissance qui répare une erreur de stratégie et concrétise une nouvelle orientation, plus dynamique. Autant de bienfaits pour une marque réputée fiable, mais souffrant parfois de manque d'inspiration. « *Vous voyez, nous savons faire des voitures qui font envie* », lance un dirigeant de Peugeot.

La 206 est aussi un discret mea-culpa. Au début des années 90, plutôt que de remplacer la glorieuse 205 (apparue en 1983) par un modèle comparable, Peugeot avait préféré miser sur deux voitures : la 106, plus petite, et la 306, plus grande. Hélas !, les anciens propriétaires de 205 n'y ont jamais vraiment trouvé leur compte, et certains d'entre eux se sont tournés vers la Renault Clio. Les deux Peugeot, surtout la plus grande, mènent aujourd'hui une honnête carrière commerciale, mais sans être parvenues à prendre le relais de leur aînée, dont il a fallu prolonger la carrière. Beaucoup trop de temps a été perdu, mais la leçon a porté. La 206, qui mesure 6 centimètres de plus que sa devancière, pourrait bien donner au Lion de Sochaux un stimulant coup de fouet. Du genre de celui qu'avait fait claquer, en son temps, la vaillante 205.

Piquante, cette Peugeot, longue de 3,83 mètres, présentée jeudi 11 juin à Mulhouse. Le dessin manque peut-être de simplicité, mais il est net, avec ses lignes courbes répondant à des angles parfois aigus. Ramassée, la poupe renforce le côté trapu de la silhouette, mais le pare-brise incliné, le capot plongeant et, surtout, les deux interminables phares en amande confèrent à l'ensemble un côté énergique, appétissant.

PRENDRE DES RISQUES

Cette singularité revendiquée est en évident décalage avec l'élégance un peu coincée des 106-306. Pas beaucoup de points communs, hormis le museau, avec le classicisme distingué mais un brin conservateur de la berline 406. Apparu en 1997, le superbe coupé 406 (dessiné par Pinifarina) avait donné une belle idée de la capacité d'innovation de Peugeot. Mais il ne s'agit pas d'un véhicule destiné au grand public. Mis en concurrence avec les artistes de Pinifarina et de Giugiaro, le centre de style Peugeot a su prendre des risques avec beaucoup de bonheur. Quelques mois après la commercialisation – qui débutera le 10 septembre en France – des versions trois et cinq portes, apparaîtra un joli coupé cabriolet, doté d'un toit repliable électriquement dans le coffre, semblable au prototype présenté lors du dernier Salon de Genève (*Le Monde* daté 8 et 9 mars). La réalisation d'une version break n'est pas exclue.


©PATRICK SAUTELET/DPCO-PEUGEOT

Un dessin net, avec ses lignes courbes qui répondent à des angles parfois aigus. Les deux interminables phares en amande confèrent à l'ensemble un côté énergique. L'équipement de série comprend le double air-bag, la direction assistée et le volant réglable en hauteur. La commercialisation des versions trois et cinq portes débutera le 10 septembre en France.

Comme son aînée, la 206 offre une excellente habitabilité. Le coffre est un peu plus spacieux que celui de la 205 et les grandes tailles remarqueront la généreuse garde au toit. En revanche, il leur faudra se déhancher pour s'extraire des places arrière, la base de la porte étant installée un peu haut. La planche de bord, bien proportionnée, fait très « cocon » et multiplie les espaces de rangement. Malgré la présence d'un air-bag côté passager, le volume de la boîte à gants est préservé, et l'on peut, en option, disposer d'un astucieux bac de rangement sous le siège du passager avant qui pourra se replier pour charger un objet encombrant.

Autres détails attentionnés, le hayon se referme de lui-même dès qu'on le descend en position intermédiaire, ou l'air-bag passager, que l'on désactive pour installer un siège-bébé. L'équipement de série témoigne d'une rupture avec la politique, plutôt pingre, longtemps suivie par Peugeot dans ce domaine. Toutes les 206 seront livrées avec un double air-bag, la direction assistée et le volant réglable en hauteur. Sans oublier, pour ceux qui redoutent les effets de la pollution, un système de recyclage de l'air avec filtre à pollen. Côté prix, le constructeur estime avoir fait de son mieux.

Cette nouvelle voiture, que nous n'avons pas encore pu conduire sur route, sera lancée avec un choix de trois motorisations essence, déjà connues (1,1 litre pour 60 chevaux, 1,4 litre pour 60 chevaux et 1,8 litre pour 90 chevaux) et un moteur Diesel de 1,9 litre pour 70 chevaux en attendant, un peu plus tard, le nouveau bloc Diesel à injection directe de 2 litres.

L'installation d'un vigoureux moteur essence de même cylindrée et développant 130 chevaux viendra attendrir les nostalgiques de la 205 GTi. Peugeot sautera aussi sur l'occasion d'enrichir son palmarès sportif – ce que son engagement en formule 1 ne lui a guère permis de faire jusqu'à présent – avec une 206 WRC qui sera engagée dès la saison 1999 dans le championnat du monde des rallyes.

Peugeot, requinqué face à Renault, qui vole de succès en succès depuis deux ans, le match au sommet opposant la 206 à la nouvelle Clio, va pouvoir débuter. Un titre est en jeu : celui de voiture la plus vendue en France.

Jean-Michel Normand

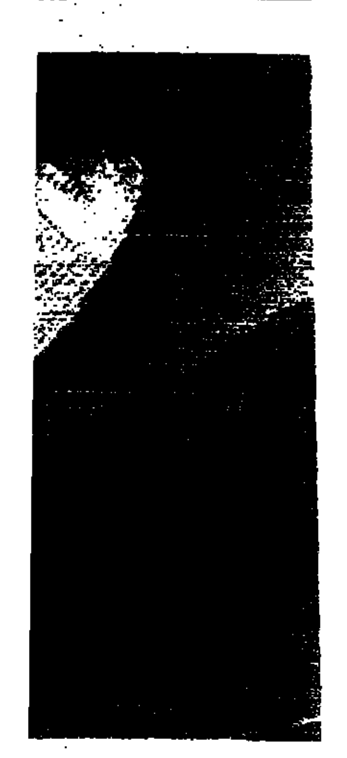


Une gamme de prix qui débute à 64 000 francs

Les seize versions disponibles dès le lancement de la 206 se rattachent à cinq niveaux de finition. La gamme de prix débutera à environ 64 000 francs en motorisation essence (XR, moteur 1,1 litre) et à partir de quelque 74 000 francs pour le diesel. Le coupé-cabriolet présenté ultérieurement devrait être proposé à un prix voisin de 100 000 francs pour le modèle de base.

Développée en cent quatre-vingt-seize semaines sur une plate-forme entièrement nouvelle, la Peugeot 206 a nécessité un investissement total de 6,3 milliards de francs. La fabrication sera assurée dans deux usines (Mulhouse et Ryton, en Grande-Bretagne) à un rythme quotidien de deux mille unités. En 1999, la 206 sera aussi assemblée en Argentine pour le marché du Mercosur.

MOTS CROISES



...lessin net,
...ses lignes courbes
répondent
...s angles parfois aigus.
...deux interminables
...res en amande
...fèrent à l'ensemble
...ité énergique.
...uipement de série
...prend le double air-bag,
...lirection assistée
...e volant
...able en hauteur.
...commercialisation
...versions
...is et cinq portes
...utera
...0 septembre en France.

Jean-Michel Normand



Encore des averses au Nord

APRÈS le passage pluvieux qui traversera la France d'ouest en est entre samedi et dimanche matin, la France va passer dans un ciel de traîne, dans le flux océanique commandé par la dépression anglaise. Cette traîne sera assez chargée avec des averses sur une bonne moitié nord, les régions méridionales profiteront de plus longues périodes ensoleillées.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Du sud de la Bretagne à la Vendée, les périodes ensoleillées parfois assez larges n'empêcheront pas une petite averse de se produire localement. Plus au nord, les averses seront plus fréquentes. Les températures ne dépasseront pas 17 degrés.

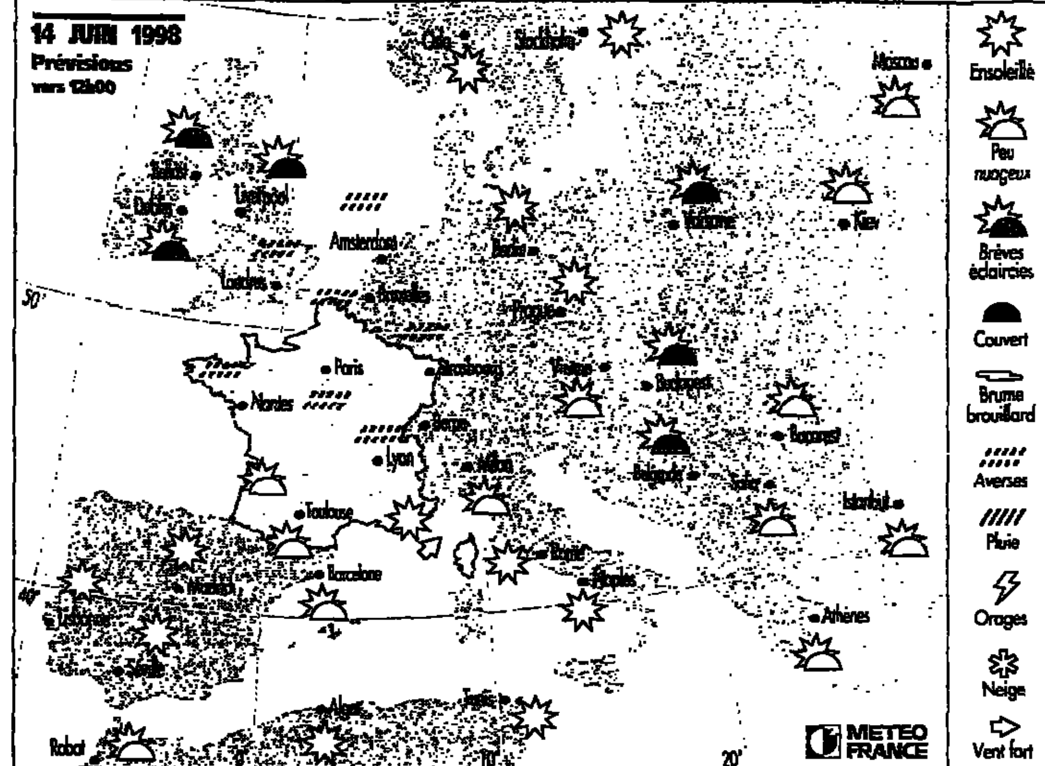
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Ce dimanche ne sera guère estival. Les embellies resteront fugaces, entrecoupées d'averses de courte durée. Il fera de 15 à 19 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Des pluies ou orages séviront encore en début de journée en Alsace et Franche-Comté. Plus à l'ouest, le ciel sera plus menaçant avec des averses par endroits. Il fera de 16 à 19 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Du sud de l'Aquitaine à Midi-Pyrénées, nuages et éclaircies alterneront. Au nord de l'Aquitaine et en Poitou-Charentes, un risque d'averse persiste également. Les températures seront proches de 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Les pluies évacuent les Alpes en début de journée et la matinée offrira quelques rayons de soleil. Les éclaircies persisteront avec des averses isolées. Il fera de 20 à 24 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Un voile nuageux survolera le Roussillon et le sud de la Corse. Plus au nord, le soleil ne sera pas contesté. Le vent d'ouest soufflera fort sur la côte varoise. Il fera de 23 à 26 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Depuis le vendredi 12 juin, l'opération Vélo 2000 permet aux touristes et aux Parisiens de rouler à bicyclette dans la capitale pour 10 F par jour (de 9 à 19 heures, 7 jours sur 7) durant la Coupe du monde. 200 velos, aux couleurs de Paris, avec panier pour les courses, sont disponibles sous une tente installée à proximité de la station de métro Richelieu-Drouot. Information au 06-85-34-92-26.

■ **VANUATU.** L'Agence française de développement a accordé une subvention à l'archipel de l'océan Pacifique pour permettre à son second aéroport de passer aux normes internationales. Cette aide destinée à l'aéroport d'Espiritu Santo (250 kilomètres au nord de la capitale Port-Vila), permettra l'atterrissage de Boeing 737 en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande, les principales origines des touristes visitant l'archipel.

PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	20/25 S	KIEV	20/30 S	VENISE	16/23 S	LE CAIRE	23/34 S
				POINTE-A-PIT.	25/31 C	LISBONNE	16/22 S	VIENNE	11/19 N	MARRAKECH	20/26 P
				ST-DENIS-RÉ.	19/24 N	LIVERPOOL	10/15 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	15/21 C
				EUROPE		LONDRES	10/15 P	BRASILIA	16/25 S	PRETORIA	6/24 S
				AMSTERDAM	11/15 P	LUXEMBOURG	10/14 P	BUENOS AIR.	9/13 C	RABAT	18/24 S
FRANCE métropole		NANCY	9/16 P	ATHENES	20/27 N	MADRID	16/28 S	CARACAS	26/27 P	TUNIS	17/29 S
AJACCIO	14/23 S	NANTES	11/16 P	BARCELONE	18/23 S	MILAN	16/22 N	CHICAGO	16/20 P	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	13/19 N	NICE	16/24 S	BELFAST	6/14 N	MOSCOU	22/32 S	LIMA	19/21 C	BANGKOK	26/32 P
BORDEAUX	11/19 N	PARIS	11/17 P	BELGRADE	10/22 N	MUNICH	6/18 S	LOS ANGELES	17/25 S	BOMBAY	28/33 N
BOURGES	10/18 P	PAU	11/19 N	BERLIN	10/21 S	NAPLES	16/24 S	MEXICO	16/29 S	DJAKARTA	27/32 N
BREST	11/14 P	PERPIGNAN	15/23 S	BERNE	8/17 P	OSLO	6/18 S	MONTREAL	17/27 C	DUBAI	29/39 S
CAEN	12/15 P	RENNES	11/16 P	BRUXELLES	11/15 P	PALMA DE M.	16/26 S	NEW YORK	18/22 N	HANOI	28/36 S
CHERBOURG	11/15 P	ST-ETIENNE	9/21 S	BUCAREST	14/25 S	PRAGUE	7/19 S	SAN FRANCS.	15/23 S	HONGKONG	27/30 N
CLERMONT-F.	9/20 N	STRASBOURG	9/16 P	BUDAPEST	11/21 N	ROME	16/24 S	SANTIAGO/CHI	6/12 S	JERUSALEM	22/34 S
DIJON	10/18 P	TOULOUSE	12/21 N	COPENHAGUE	9/15 S	SEVILLE	19/35 S	TORONTO	13/24 C	NEW DEHLI	26/37 S
GRENOBLE	9/20 S	TOURS	10/17 P	DUBLIN	7/15 N	SOFIA	11/19 S	WASHINGTON	18/22 C	PEKIN	18/27 S
LILLE	11/15 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	11/16 P	ST-PETERSB.	16/24 S	**AFRIQUE**		SEOUL	18/22 P
LIMOGES	9/15 P	CAYENNE	24/30 P	GENEVE	12/19 C	STOCKHOLM	8/17 S	ALGER	14/23 S	SINGAPOUR	27/31 C
LYON	10/23 P	FORT-DE-FR.	26/30 P	HELSINKI	9/19 S	TENERIFE	15/18 C	DAKAR	22/26 S	SYDNEY	11/18 S
MARSEILLE	15/24 S	NOUMEA	21/24 S	ISTANBUL	20/24 S	VARSOVIE	10/22 N	KINSHASA	17/30 S	TOKYO	19/22 P

Situation le 13 juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 15 juin à 0 heure TU

METEO FRANCE

PRATIQUE

Coup de pouce et solidarité pour réaliser un rêve de jeunesse

QU'Y A-T-IL de commun entre un compositeur de musique de films, un styliste de chaussures, un paléontologue, une restauratrice de textiles anciens et un agent de développement agricole ? La passion, une énergie à toute épreuve et le coup de pouce reçu en décembre dernier de la Fondation Marcel Bleustein-Blanchet pour la vocation.

« Tu veux vendre des courants d'air ? Va, mon fils, va. Je ne t'en empêcherai pas » : parce ce que son père l'a laissé poursuivre son rêve, le célèbre publicitaire – initialement voué à embrasser la carrière familiale de marchand de meubles –, s'était promis d'aider un jour les jeunes à aller aussi au bout du leur. Ainsi est née, en 1960, cette machine de solidarité qui, avec l'appui financier des entreprises, d'institutions et de bienfaiteurs individuels, distribue chaque année vingt bourses de 40 000 F à des lauréats âgés de dix-huit à trente ans. Près d'un millier de talents ont ainsi, depuis l'origine, été encouragés, dans tous les secteurs d'activité : la seule condition est de proposer un projet individuel qui ait déjà un embryon de réalisation, même si sa concrétisation effective passe par la poursuite d'études que le candidat est en peine de financer.

C'est ce qui a poussé Zara, vingt-trois ans, à concourir. Fascinée par la mécanique des fluides, elle a la tête dans les étoiles mais les pieds entravés par la réalité terrestre. Autrement dit, pour transformer sa vocation d'aérodynamicienne en métier, l'élève ingénieur doit commencer par réussir à assumer les frais liés à ses études : la bourse de la Fondation Bleustein-Blanchet, décrochée cette année, lui permettra de le faire. Mais au-delà de cette bouffée d'air financière, c'est sur l'encouragement dont témoigne cette distinction, que Zara met l'accent. D'ailleurs, affirme-t-elle, même si on n'est pas retenu, *« pouvoir, comme cela a été mon cas au stade de la présélection, exposer ses idées à un expert est une expérience très enrichissante : on prend confiance quand on est écouté. »*

Ce soutien matériel et moral, souvent décisif pour les aider à persévérer, les dix-huit - trente ans peuvent aussi le trouver auprès de la fondation des Prêts d'honneur aux jeunes, placée sous l'égide de la Fondation de France. Contrairement à l'affirmation de Balzac selon laquelle *« les gens généreux font de mauvais commerçants »*, c'est grâce à la générosité d'un couple de chocolatiers heureux en affaires, Léon Salavin et Jeanne Salavin-Fournier, que ces prêts, alimentés par le legs de leur importante collection de tableaux, ont pu être mis en place en 1975.

Chaque année, une vingtaine de jeunes reçoivent un prix, dont le montant est actuellement de 40 000 F. Et ils seront peut-être encore plus nombreux, demain, à être ainsi épaulés : à l'occasion, mi-juin, de la proclamation des lauréats de la cuvée 1998, la Fondation de France lance un appel aux entreprises, invitées à s'associer à cette initiative en créant, en son sein, un prêt d'honneur qui porte leur nom.

PRÊTS D'HONNEUR

Comme les bourses de la Fondation Bleustein-Blanchet, les prêts d'honneur sont destinés à des jeunes déjà engagés dans la voie qu'ils se sont tracée, quel que soit le domaine. Ils font eux aussi office de précieux sésame susceptible d'ouvrir de nouvelles portes à leurs lauréats. Mais par-delà la réalisation de leur projet, les bénéficiaires d'un prêt d'honneur sont incités – jamais contraints – à perpétuer la chaîne d'entraide initiée par les Salavin-Fournier. Ils peuvent le faire en remboursant, un jour ou l'autre, tout ou partie de la somme obtenue, et participer ainsi au financement de nouveaux prêts, ou en aidant d'autres passionnés à faire aboutir leurs idées.

Conscients de la dette morale qu'ils ont contractée en bénéficiant d'une aide qui a été pour eux autant une reconnaissance qu'une enveloppe, des lauréats ont fondé l'association Itinéraires en 1982. Pépinière de talents où les compétences et les promotions se mélangent, Itinéraires est une famille bariolée où se côtoient férus de mousses végétales, d'écritures minoénnes, de chiens-guides d'aveugles ou d'opéra baroque.

On y noue de solides amitiés, on y construit parfois des alliances professionnelles, et bien sûr, on pense aussi aux autres : les nouveaux candidats peuvent se faire conseiller pour constituter leur dossier, mais l'association s'efforce aussi d'aiguiller ceux qui n'ont pas été sélectionnés vers le ou les lauréats pouvant les orienter vers d'autres pistes. *« C'est une façon de rendre ce qu'on nous a donné,* estime Ali Saïb, chercheur en génétique des virus, primé en 1995 pour une action contre l'exclusion dans les quartiers nord de Marseille. *Tendre la main aux autres quand on est en capacité d'aider, ce n'est qu'un juste retour des choses. Moi, si je ne le faisais pas, j'aurais l'impression d'avoir perdu une partie de ma vie »*, conclut le président de l'association.

Caroline Helfter

Les modalités d'inscription

● **Deux fondations.**
– Fondation Marcel-Bleustein-Blanchet pour la vocation, 60, av. Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 01-45-01-29-28. Parmi les vingt bourses attribuées chaque année, il y a un prix de poésie et un prix littéraire (ne concernant que les livres déjà publiés et pas à compte d'auteur). Depuis 1994, trois prix de l'Espérance sont décernés à des jeunes en grande difficulté.
– Prêts d'honneur de la Fondation de France (et Itinéraires), 40, av. Hoche, 75008 Paris. Tél. : 01-44-21-31-23. Parmi la vingtaine de prêts accordés chaque année, le prêt Marc-de-Montalembert privilégie un projet culturel ouvert sur l'Europe et les prêts Hélène-Leclerc des vocations axées sur les métiers du livre, la recherche fondamentale et les carrières artistiques.

● **Informations pratiques.**
– Candidatures entre janvier et fin juin à la Fondation Bleustein-Blanchet, entre le 15 septembre et le 31 décembre à la Fondation de France.
– Les postulants doivent être de nationalité française. Les étrangers candidats à un prêt d'honneur doivent résider en France, justifier d'une bonne connaissance du français, et s'engager à servir le développement de leur pays.
– On peut se présenter simultanément ou successivement auprès des deux fondations, y compris si l'on a déjà été couronné par l'une d'elles.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98141

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II							■					
III								■				
IV			■	■					■			
V						■						
VI				■								
VII					■						■	
VIII						■			■			
IX					■							
X								■				

HORIZONTALEMENT

I. Passé dans les habitudes. – II. Tout autre dans le propos. Chrétien vu de l'islam. – III. Sort facilement de ses gonds. Le prix du partage. – IV. Chauffage divin. On le voyait en coup de vent. Protège du foyer. – V. Observée de près. Qu'il faudra trier. – VI. Clameur espagnole. Unité bulgare. Passé à la fumée. – VII. Dessous qui prend le dessus à la plage. Pris en faisant un choix. – VIII. Touche le fond avec le temps. Stratégie chinoise. Un petit peu pour les plus démunis. – IX. A déjà fait un bon parcours. Prétentieux. – X. Pots en morceaux. Pour suspendre.

VERTICALEMENT

1. Assure le bon équilibre. – 2. Travail sur le filet. – 3. Classe les champions du filet. Responsables de bandes organisées. – 4. Dieu latin. Couleurs de robes. – 5. Dépasse l'imagination. – 6. S'attaquait au chef dans notre enfance. Un peu d'épaisseur. Gardienne rue de Richelieu. – 7. Préparations et suivis œnologiques. – 8. Valeur refuge. Personnel retourné. Masse de pierre. – 9. Est passé de trop d'eau à trop de vin. Problème dans les rapports. Interjection. – 10. Ne font pas toujours la lumière sur la lumière qu'ils font. – 11. Toujours frais à l'usage. Mis en action. – 12. Plus à même de résoudre ce problème que de faire des additions.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98140

HORIZONTALEMENT

I. Providentiel. – II. Légalisée. Pe. III. Aniline. Nain. – IV. SAV. Ergotai. – V. Trésorière. – VI. Id. Tr. No. Lai. – VII. Manuel. Ila. – VIII. Usiner. Iléon. – IX. Et. Défleurit. – X. Rots. Eprisse.

VERTICALEMENT

1. Plastiquer. – 2. Renard. STO. – 3. Ogive. Mi. – 4. Val. Stands. – 5. Ili. Ornée. – 6. Dîner. Urfé. – 7. Esérine. Lp. – 8. Ne. Geôlier. – 9. Ténor. Lui. – 10. Ateliers. – 11. Epia. Alois. – 12. Lénifiante.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

N° 1796

COUPE DU PRÉSIDENT
(Elista, 1998)
Blancs : A. Khalifman.
Noirs : A. Galkin.
Gambit-D.
Système Botwinnik.

1. d4	d5	14. 0-0	ç5
2. ç4	ç6	15. d5	b4
3. Cf3	Cf6	16. Tb1 (e)	Fh6 (f)
4. Cç3	é6	17. Fxh6	Txh6
5. Fg5	dxç4	18. b3!! (g)	bxç3 (h)
6. é4	b5	19. bxç4	Da6
7. é5 (a)	h6	20. Txb7! (i)	Dxb7
8. Fh4	g5	21. dxé6	Db2 (j)
9. Cxg5	hxg5 (b)	22. é7!! (k)	Té8 (l)
10. Fxg5	Cb-d7	23. Fç6!	Dd2
11. g3 (c)	Fb7 (d)	24. Db3 (m)	Db2
12. Fg2	Db6	25. Fxd7+	ab. (n)
13. éxf6	0-0-0		

NOTES

a) Il est possible d'éviter le système Botwinnik par *7. a4.* Par exemple : 7..., b4 ; 8. Cb1, Fa6 ; 9. Dç1, ç3 ; 10. bxç3, Fxf1 ; 11. Rxf1, h6 ; 12. Fxf6, Dxf6 ; 13. Cb-d2, bxç3 ; 14. Dxç3, a5 ; 15. Tç1, Fb4 avec une position peu claire ; *ou 7..., Fb4 ;* 8. é5, h6 ; 9. éxf6, hxg5 ; 10. fxg7, Tg8 ; 11. h4, gxh4 ; 12. Txh4, Df6 ; 13. Dç2, Fb7 ; 14. Dé4, a6 ; 15. axb5, axb5 ; 16. Txa8, Fxa8 ; 17. Dé5! (Moreno-Mendez, La Havane, 1996).

b) La suite 9..., Cd5 ; 10. Cxf7, Dxh4 ; 11. Cxh8, Fb4 ; 12. Dd2 (ou 12. Tç1) est souvent favorable aux Blancs.

c) Ou 11. éxf6, Fb7 ; 12. g3.

d) Dans son livre *Fire on Board* (Cadogan Chess), *Chirov revient longuement* sur ses expériences avec ce système et analyse, entre autres, la suite 11..., Tg8 ; 12. h4, Txg5 ; 13. hxg5, Cd5 ; 14. g6, hxg6 ; 15. Dg4, Dé7.

e) Une des variantes les plus complexes et les plus analysées consiste en **16. Ca4, Db5** ; 17. a3, éxd5 comme *dans la célèbre partie Ivantchouk-Chirov* (Wijk aan Zee, 1996) : 18. axb4, çxb4 ; 19. Fé3, Cç5 ; 20. Dg4+, Td7 ; 21. Dg7!!, Fxg7 ; 22. fxg7, Tg8 ; 23. Cxç5, d4 ; *24. Fxb7+, Txb7 ; 25. Cxb7, Db6 ;* 26. Fxd4!!, Dxd4 ; 27. Tf-d1, Dxb2 ; 28. Cxd6+, Rb8 ; 29. Td-b1, Dxg7 (29..., Dd2 est meilleur) ; 30. Txb4+, Rç7 ; *31. Ta6!, Tb8 ; 32. Txa7+, Rxd6 ; 33. Txb8,* Dg4 ; 34. Td8+, Tç6 ; 35. Ta1, abandon. Une partie acharnée opposa récemment Khalifman à Ivantchouk (Coupe du président, Elista, 1998) sur le thème *16. Ca4,* **Da6 ; 17. a3, Fxd5 ; 18. Fxd5, Cé5 ;** 19. axb4, Txd5 ; 20. Dé2, çxb4 ; 21. Cç3, Dç6 ; 22. Cxd5, Dxd5 ; 23. f3, Cd3 ; 24. h3, b3. *Les Blancs finirent par l'emporter trente coups plus tard.* L'idée d'Uhlmann, 16. Tb1, conserve aussi ses partisans.

f) Et non 16..., bxç3? ; 17. bxç3, Da6 ; 18. Txb7! et 19. dxé6 avec une attaque terrible des Blancs. Polugaïevski proposait la ligne étonnante **16..., Da6 ; 17. dxé6, Fxg2 ; 18. é7, Fa8 (ou 18..., Fxf1) ; 19. Cd5, Db7** avec une situation extraordinairement aiguë.

g) La menace 19. bxç4 et 20. a3 est désagréable.

h) Les Noirs jouent avec le feu. Si, au lieu de 16..., Fh6, ils avaient choisi 16..., Da6, ils pourraient répondre à 17. b3 par 17..., Cb6! ; 18. bxç4, Dxç4!

i) Bien sûr.

j) Après 21..., Da6 ; 22. Dç1, Txf6 ; 23. éxd7+, Txd7 ; 24. Dxç3, les Blancs ont deux pions pour la qualité, un Fg2 tout-puissant, un pion h passé, donc une finale *supérieure.*

k) Bien plus fort que la suite de la partie Novikov-Ivanov (Saint-Pétersbourg, 1996) : 22. éxd7+, Txd7 ; 23. Df3, ç2 ; 24. Dç6+, Rd8 ; 25. Da8+, Rç7 ; 26. Dç6+, Rd8 ; 27. Da8+, Rç7 ; 28. Dxa7+, Rd6! et les Blancs n'obtiennent rien de plus que la nulle par échec perpétuel.

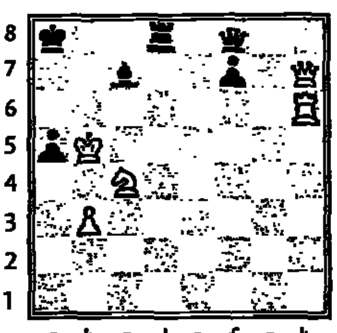
l) Les Noirs sont perdus. 22..., Td-h8 ne sauve rien : 23. Dd5, Db6 ; 24. Td1!, Cxf6 ; 25. Da8+, Rç7 (ou 25..., Db8 ; 26. Td8+) ; 26. Dd8+, Txd8 ; 27. éxd8=D mat. *Ou 24..., Dç7 ; 25. Dxf7, Dé5 ;* 26. Fç6!

m) Menace mat.

n) Si 25..., Rxd7 ; 26. Da4+ suivi de Dxé8 avec gain.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1795
A. TROITZKY (1896)
(Blancs : Ré1, Dh1, Fé8, Cg6. Noirs : Rh3, Tb4, Fh2, Pf5, g3 et g4).
1. Fç6!, Tb1+ ; 2. Ré2, Txh1 ; 3. Fg2+!!, Rxg2 ; 4. Cf4+, Rg1 ; 5. Ré1! zugzwang, g2 ; 6. Cé2 mat.

ÉTUDE N° 1796
L. *KUBBEL* (1921)



Blancs (5) : Rb5, Dh7, Th6, Cç4, Pb3.
Noirs (6) : Ra8, Df8, Td8, Fç7, Pa5, f7.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

MUSIQUE Longtemps ignoré du grand public, critiqué comme un exemple de culture élitiste ou réduit aux productions de Pierre Boulez, l'Institut de recherche et de coordination acoustique / musique (Ircam) poursuit sa politique d'ouverture en inaugurant son premier festival d'été, Agora 98, qui a débuté le 12 juin. ● L'IRCAM a déjà accompli depuis quatre ans de remarquables efforts pour élargir et diversifier son public. Les collaborations se sont multipliées dans les domaines les plus inattendus, comme le cinéma avec la voix du héros de *Farinelli*, ou l'industrie automobile avec des recherches acoustiques pour Renault et PSA. ● DIRECTEUR de l'institution depuis 1992, Laurent Bayle estime que le succès d'Agora 98 tiendra à la capacité de l'Ircam *« à déplacer les habitudes des gens et à les amener un peu plus loin que leurs propres goûts ».*

Avec Agora, l'Ircam tente de s'ouvrir au grand public

La première édition du festival organisé par l'Institut de recherche et de coordination acoustique / musique a débuté le 12 juin par une opération portes ouvertes et une série de concerts. Cette nouvelle manifestation doit servir de vitrine aux créations de l'institution dirigée par Laurent Bayle

LE DIRECTEUR de l'Institut de recherche et de coordination acoustique / musique (Ircam), Laurent Bayle, a décidé d'insérer son « académie d'été » dans un nouveau festival pluridisciplinaire, Agora 98, qui a débuté le 12 juin. Cette démarche volontariste a pour objet de fédérer et d'élargir les publics. Toutefois, insiste Laurent Bayle *(lire l'entretien ci-dessous)*, *« pour inscrire un projet dans la durée, une institution paraît indispensable »*. L'institution dont il a la responsabilité a déjà une histoire longue et pleine de controverses, mais ancrée dans une dynamique qui aboutit à ce festival, visant à *« cristalliser toutes les forces de la maison sur un objectif »*.

Conçu par Pierre Boulez au début des années 70 sur proposition du président Georges Pompidou, l'Ircam est longtemps passé hors des milieux spécialisés pour un complexe laboratoire des musiques du futur. On y organisait (depuis 1978) des concerts au sein d'un Espace de projection à l'acoustique précisément modulable grâce à un jeu sophistiqué de panneaux réflecteurs. On y réalisait, par synthèse (depuis 1979), une troublante imitation de la voix humaine (le programme Chant). On y développait même (1980-1981) une certaine 4X (issue des processeurs numériques 4A et 4C, également mis au point par l'équipe de l'Italien Giuseppe du Giugno) capable de transformer les sons en temps réel ! L'élégant *Repons*, de Pierre Boulez (présenté à Paris en 1984), sortit alors de l'antre de l'Ircam pour attester que la mystérieuse technologie, loin de contrarier les visées purement artistiques d'une œuvre, était susceptible de les transcender. Un nouveau monde était à conquérir, et Philippe Manoury se lançait alors avec le cycle *Sonus ex Machina* (1987-1991) dans l'investigation des *bienfaits du système Midi* (norme informatique de communication entre instruments de musique).

DU CINÉMA À L'INDUSTRIE

Il serait, bien entendu, extrêmement réducteur de ne retenir des quinze premières années de l'Ircam que les productions de Boulez (né en 1925) et de Manoury (né en 1952). C'est pourtant ce qui s'est apparemment produit dans la mémoire collective. Les enjeux de l'Ircam n'ont, semble-t-il, été réellement saisis que par les gens du métier (sans d'ailleurs provoquer, il s'en faut de beaucoup, une totale adhésion). Les autres, émus par les critiques à répétition adressées à cette institution, ne virent globalement dans l'Ircam qu'un nouvel exemple de la culture élitiste généralement induite par la musique contemporaine. Une ère nouvelle débuta cependant en 1992 avec la nomination, par Pierre Boulez, de Laurent Bayle à la tête de l'Ircam.

Fort de son expérience à Strasbourg (où il a créé en 1983 le festival Musica, aujourd'hui une des plus importantes manifestations de musique contemporaine à l'échelle européenne), Laurent Bayle dirige l'Ircam à la manière d'un chef d'entreprise moderne sachant motiver son équipe par de récurrentes remises en question. Enfants (bénéficiaires d'ateliers trimestriels) ou adolescents (accueillis notamment par le biais d'associations spécialisées dans la musique techno), mélomanes en quête d'instruction (orientés vers la luxueuse médiathèque) ou étudiants en musicologie (encadrés dans une formation doctorale en partenariat avec l'Ecole des hautes études), jeunes compositeurs (réunis en vaste collège dans une académie d'été ou sélectionnés en nombre restreint pour un cursus annuel) de même que les figures de proue de la création contemporaine (invitées à travailler sur une commande officielle), chacun se voit dorénavant proposer un accès personnalisé à l'Ircam.

Par ailleurs, l'institut de recherche, dont Pierre Boulez n'est plus que le directeur honoraire depuis 1992, a multiplié les apparitions dans des domaines où on ne l'attendait pas. Dans le secteur automobile, par exemple (pour améliorer avec Renault ou PSA le paramètre acoustique des voitures de Monsieur Tout-le-Monde !), ou bien dans celui des télécommunications (pour concrétiser avec France Télécom des projets de télévirtualité). Et même, avec davantage de retentissement, au cinéma, avec la voix de Farinelli (dans le film réalisé par Gérard Corbiau sur le célèbre castrat), obtenue par analyse puis synthèse des sources d'un contre-ténor et d'une soprano colorature.

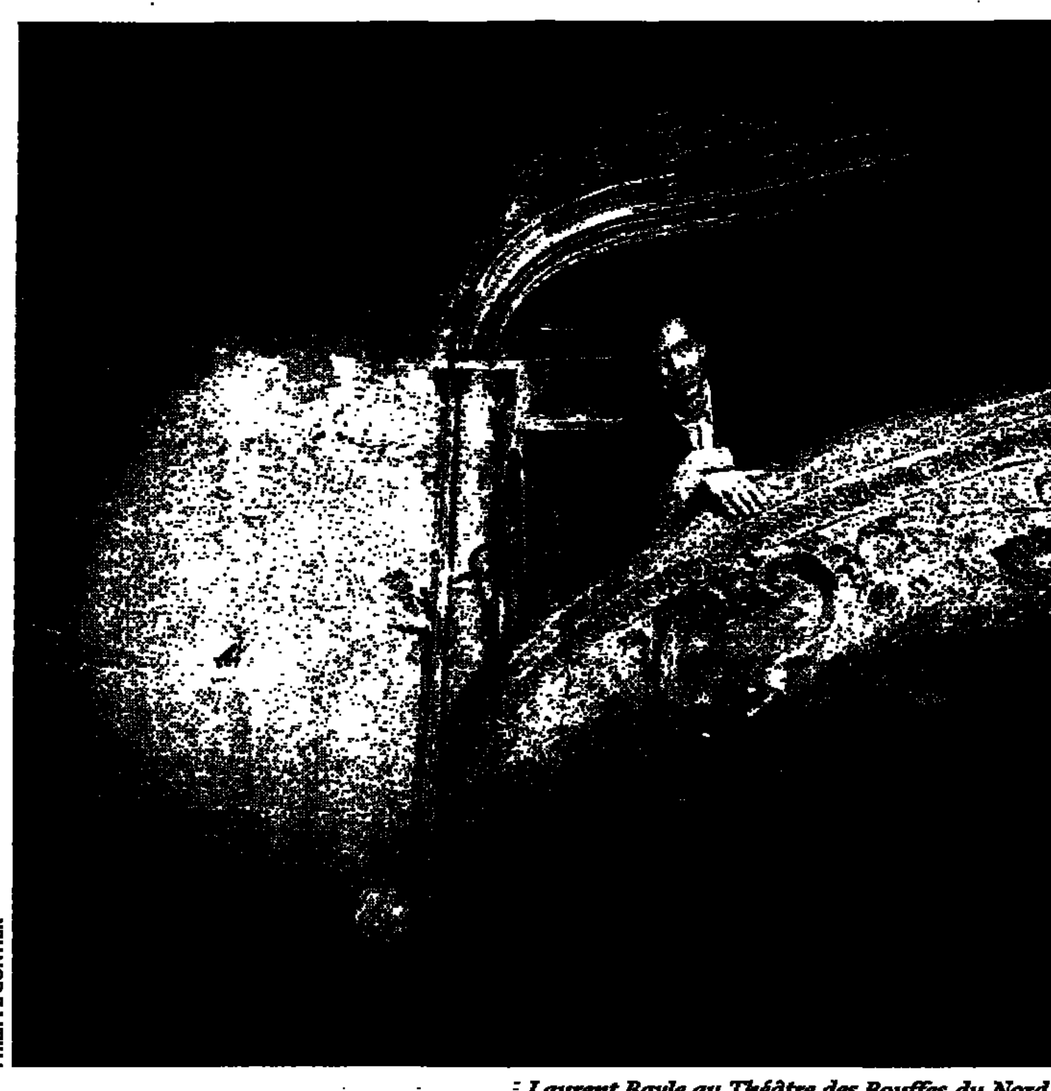
Il n'est plus que les partisans d'une obsolète querelle de personnes (ciblée sur Pierre Boulez) pour l'ignorer : l'Ircam a accompli ces dernières années une remarquable action d'ouverture. En direction des utilisateurs de logiciels, qui peuvent, *depuis 1993, dialoguer* avec les concepteurs et faire évoluer les outils musicaux par l'intermédiaire d'un... Forum. En direction des auditeurs, qui sont, aujourd'hui plus que jamais, invités à apprécier la diversité de la création musicale et à infléchir la programmation ultérieure des concerts par le biais du festival Agora.

DIVERSITÉ STYLISTIQUE

Les lumineuses extensions architecturales des années 90 (érection de la tour « Piano », puis aménagement des bâtiments Jules-Ferry et Bains-Douches) avaient eu valeur de symbole : les activités de l'Ircam *ne se cantonneraient plus dans les* souterrains de la place Igor-Stravinsky. L'affiche d'Agora 98 file également la métaphore de l'ouverture : les balcons à l'ancienne du Théâtre des Bouffes-du-Nord sont aperçus dans le cadre d'une souris d'ordinateur !

En cette fin de siècle vouée à la transculture, le terme d'ouverture est sur toutes les lèvres. Nombreuses sont les productions musicales qui s'apparentent à un melting-pot de civilisations. Qu'en est-il de la ligne esthétique de l'Ircam, jadis peu encline à l'éclectisme ? Deux faits incitent à parler là aussi d'élargissement : le passage fréquent de formations invitées, qui défendent les membres de leurs écuries respectives, et la commande d'œuvres à de jeunes compositeurs « hors normes », tels que Yan Maresz (ancien élève du guitariste de jazz John McLaughlin) ou Kasper Toeplitz (autodidacte adepte de la basse électrique). Pour encourager cette démarche perceptible dans la diversité stylistique d'Agora 98, il ne reste plus au public qu'à faire preuve... d'ouverture d'esprit.

P. Gi



PHILIPPE GONTIER

Laurent Bayle au Théâtre des Bouffes-du-Nord.

Le paradoxe de l'œuvre ouverte

La notion d'ouverture appliquée à l'œuvre musicale s'est traduite dans la deuxième moitié du XXᵉ siècle par le principe d'une forme laissée à l'appréciation des interprètes. Principalement défini par Umberto Eco sur la base, entre autres, de *Finnegans Wake* de James Joyce, ce concept de l'œuvre ouverte a connu son heure de gloire auprès des compositeurs à la fin des années 50 avec des partitions aux allures de jeux de pistes telles que la *3ᵉ Sonate* pour piano de Pierre Boulez et le *Klavierstück XI* de Karlheinz Stockhausen. Les parcours à la carte ont donc été en vogue à une époque très peu flexible sur le plan esthétique car assujettie au sérialisme le plus strict. Paradoxalement, si une grande liberté stylistique règne aujourd'hui, rares sont les expériences d'œuvres ouvertes. Sauf peut-être dans les remix des DJ, artisans de la techno.

Le programme

Théâtre des Bouffes-du-Nord
● ***Metropolis***, film de Fritz Lang, musique de Martin Matalon réalisée à l'Ircam. Ensemble Avanti !, Ernest Martinez-Izquierdo (direction). Les 13 et 14 juin à 20 h.
● ***La Libération de Prométhée***, texte de Heiner Müller, musique et mise en scène de Heiner Goebbels. Les 17 et 18 juin à 20 h.
● ***Harvey, Lindberg, Grisey*** par l'Ensemble Intercontemporain, David Robertson (direction). Le 22 juin à 20 h.
● ***Virus***, acte dramatique de Kasper Toeplitz (création). Françoise Kubler, Isabelle Soccoja (sopranos). Ensemble Accroche-Note. Les 25 et 26 juin à 20 h.
● ***Remix***, chorégraphie de François Raffinot, musiques de György Ligeti et Heiner Goebbels. Les 29 et 30 juin à 20 h.
Théâtre des Bouffes-du-Nord, 37 *bis*, boulevard de la Chapelle, 75010 Paris. Mᵒ La Chapelle.

Ircam
● **Portes ouvertes** : ateliers, conférences/démonstrations, rencontres, multimédia et réseaux, concerts. Les 12, 13 et 14 juin. Entrée libre.
● ***Schöllhorn, Schurig*** **(création)**, ***Grisey*** par l'Ensemble Recherche, Kwamé Ryan (direction). Le 19 juin à 20 h.
● ***Lindberg, Wood*** **(création)**, ***Harvey, Naon*** **(création)** par Pascal Contet (accordéon) et des solistes de l'Ensemble Intercontemporain. Le 20 juin à 20 h.
● ***Harvey, Grisey*** par Les Solistes de Lyon, Emmanuel Robin (direction). Le 23 juin à 20 h.
● ***Hervé, Dalbavie*** **(création)**, ***Harvey, Zinsstag, Grisey*** par Hélène Devilleneuve (hautbois) et l'ensemble Court-Circuit, Pierre-André Valade (direction). Le 24 juin à 20 h.
Ircam, 1, place Igor-Stravinski 75004 Paris.
Mᵒ Châtelet-les-Halles.
Prix des places aux Bouffes-du-Nord et à l'Ircam : 50 F, 75 F et 90 F. Tél. : 01-44-78-48-16.

Laurent Bayle, directeur de l'Ircam

« Le public doit percevoir dans le festival un supplément d'âme »

« Doit-on considérer Agora 98 comme l'aboutissement logique du phénomène d'ouverture observé depuis plusieurs années ?

– Ce premier festival se situe effectivement dans l'aboutissement d'une démarche. Plus qu'à la notion de public, le mot agora renvoie à la notion d'ouverture. Cependant, je n'ai jamais considéré que le concept d'ouverture avait un sens s'il sous-entendait de manière univoque une volonté d'aller toujours vers le plus grand nombre. Je préfère voir l'ouverture comme un phénomène susceptible de générer des mouvements. Certains – les portes ouvertes – s'adressent au plus grand nombre, d'autres – telle l'académie d'été – à des publics spécifiques. Il n'y a donc pas opposition entre spécialisation et large public, mais tentative de les faire coexister dans un même événement qui apparaît comme une vitrine de ce que nous créons. Alors, si elle rencontre un succès suffisant pour justifier son existence, je souhaite dès l'année prochaine l'élargir encore davantage.

– Par sa volonté d'associer la musique à d'autres arts (cinéma, théâtre, danse) et par son souci de faire « tourner » des ensembles invités, Agora 98 apparaît également comme une synthèse de la saison 1997-1998 de l'Ircam...

– C'est exact. Mais l'enjeu est assez subtil. Les gens attendent la nouveauté tout en comptant sur une certaine cohérence entre Agora et notre ligne générale. Notre association avec le Théâtre des Bouffes-du-Nord illustre bien cette dualité entre inattendu et familier : tout, de l'architecture à l'histoire, nous distingue, mais notre relation s'est imposée, car nous partageons les mêmes vues sur la création. Cela dit, pour s'épanouir, le festival aura rapidement à forger son identité.

– Quels seront les signes du succès pour Agora 98 ?

– Quel que soit le taux de fréquentation des concerts, il faut à mon sens que nous réalisions une mixité des publics, entre celui qui vient à notre saison et un public moins habitué à nos enjeux. Tout en étant satisfaits du programme des portes ouvertes, les néophytes ne se décident qu'en nombre restreint à suivre la saison avec assiduité. Inscrites au cœur d'un festival, les portes ouvertes sont en revanche susceptibles d'apparaître comme une carte postale du voyage proposé par les concerts dans le même temps. Le succès d'Agora tiendra à notre capacité à déplacer les habitudes des gens et à les amener un peu plus loin que leurs propres goûts. La première année, les réactions du public doivent témoigner qu'il a perçu dans le festival un supplément d'âme.

– Quels enseignements avez-vous retirés par le passé de l'ouverture des concerts de l'académie d'été au public ?

– Des enseignements mitigés. Nous avons apporté un démenti à ceux qui prétendaient qu'à partir du 15 juin on ne peut plus rien proposer à Paris. En revanche, la juxtaposition des concerts, sans message et communication spécifiques, n'a pas réellement été perçue comme un dépassement de ce que l'Ircam offre dans sa saison. C'est pour ça que j'ai considéré qu'on ne pouvait plus continuer à avoir des actions ponctuelles – portes ouvertes par-ci, académie d'été par-là –, sinon à s'enliser dans la routine des institutions.

– Avez-vous noté depuis l'inauguration des nouveaux locaux, en 1996, des signes indicateurs d'un changement d'image de l'Ircam auprès du public ?

– Une partie de notre public représente une population très au fait des phénomènes culturels ; en ce qui la concerne, il s'est produit des changements, mais aussi des limites dans l'évolution. Plus un public est surdéterminé dans ce qu'il croit être la réalité d'une chose, moins il en perçoit la mutation. C'est un phénomène connu qui ne m'inquiète pas. Ensuite, dans une autre composante de notre public, nous avons noté une perception réelle du sens de notre message, surtout auprès d'une population relativement jeune, sans réticence vis-à-vis de l'ordinateur. Il existe enfin un public plus traditionnel, que nous tenons à rencontrer en collaborant régulièrement avec d'autres institutions musicales. Pour lui, le fait que l'Ircam associe la création au monde des sciences et de la technique peut encore poser problème. De plus, l'Ircam est à ses yeux le symbole absolu de la musique contemporaine. Notre image est tributaire de l'impact de la création dans la société. L'évolution des mentalités se situe donc dans les limites de cette acception. Je pense néanmoins que c'est auprès de ce public « intermédiaire » que l'Ircam a le plus réussi une modification importante de son image. »

Propos recueillis par Pierre Gervasoni

هكذا من الأصل

Laurent de Wilde, la fougue et le plaisir de la belle forme

Le pianiste explose à l'air libre du Parc floral et dans la cave de La Villa

BRILLANT et fougueux pianiste, Laurent de Wilde est en club (toute la semaine) et au Parc floral de Paris le 13 juin. Ce samedi, on peut l'entendre gratuitement dans le plus agréable des festivals de plein air. Le même soir, assez tard, il est donc à La Villa, dans le secret des clubs de Saint-Germain-des-Prés. Leçon de jazz parfaite.

A ses côtés, le trompettiste Eddie Henderson, leader à La Villa, *sideman* au Parc, Gilles Naturel à la basse et Simon Goubert (batterie). Quand la rythmique Naturel-Goubert entre dans le jeu, ne fait qu'un en deux, sans division, dans l'oubli de la performance isolée, la musique entre en force.

Laurent de Wilde explose. Il n'aime rien à ce point : susciter ce qui le pousse à le rejoindre. C'est le contrat. Il vit de cette ardeur choisie chez ceux qui la lui ont donnée – Herbie Hancock, Chick Corea, Joey Calderozzo. Le club excelle à révéler la fougue : l'intimité éclatée, le regard du public, la boîte... Il décrit de l'intérieur cette électricité, ce courant, dans l'essai qu'il consacre à Monk (L'Arpenteur-Gallimard, en poche, « Folio »). Il en est *in vivo* la meilleure illustration. Depuis que sa carrière a changé de vitesse, avec son entrée chez Sony, l'occasion du club est plus rare.

Ce qui rend son aventure forte, c'est la tension. Tension entre ce goût de la montée, des choses poussées à bout (seul un batteur de la carrure de Goubert, spectacle sonore à lui seul, à y aller), et un plaisir à la belle forme, méditative, intériorisée. Celle que provoque Eddie Henderson. *Off the Boat* (1987), et de façon plus frappante *Colors of Manhattan*, l'album de 1990, en sont le principe actif.

PASSION POUR NIETZSCHE

Tension plus enfouie entre la rupture, le départ, le long séjour américain du pianiste, les galères et le désir de se poser. Tension entre son éducation chez les jésuites et la passion pour Nietzsche. Tension entre les débuts en philosophie et la méfiance de ce qu'il appelle *« les intellectuels »*. Laurent de Wilde y capte cette différence de potentiel que résume toute rythmique (basse-batterie) qui tourne. Mais qui tourne vraiment.

The Back Burner (1995) marque un virage. Une entrée en grand sur la grande scène. Enregistré à New York l'année suivante, *Spoon-A-Rhythm* (1997) renforce avec un vrai succès la plongée dans le rythme (Ira Coleman à la basse, Dion Person et Bobby Thomas Jr aux percussions). La technique du studio (*« live to two tracks »* – direct sur deux pistes) cherche à rendre le vécu du club, de la rencontre, de ce moment qui arrive. Au milieu, une interprétation de *Round Midnight* (Monk) où se condensent toutes les tensions à leur place, une main vers Monk, l'autre du côté de Monty Alexander.

Raison de plus pour vérifier sur pièces, dans les rhododendrons du Parc floral ou dans les fumées (de moins en moins) du club. En bas de l'escalier. A l'air libre ou dans la cave. Le secret reste le même, la pulsation, la lisibilité, le détaché des phrases et des notes, et surtout le *« climax »* (mot de jazzmen), l'imprévu du *« duende »* (mot de Gitans), où arrive ce qui n'arrive jamais, mais aussi bien tous les soirs que portent Gilles Naturel et Simon Goubert. Le point d'expression de l'idée, piano ou pas, trompette ou pas. Les instruments redeviennent alors ce qu'ils sont, de simples instruments. Et la musique elle-même.

Francis Marmande


D.R.
Laurent de Wilde (à dr.), Ira Coleman (à g.) et Dion Parson.

★ Eddie Henderson Quartet à La Villa (avec Laurent de Wilde), jusqu'au 16 juin à 22 h, 29, rue Jacob, Paris 6e, 01-43-26-60-00. Laurent de Wilde au Parc floral de vincennes (avec Eddie Henderson), le 13 juin à 16 h 30. 10 F. Discographie : *Open Changes* (1 CD IDA 035) ; *The Back Burner* (Columbia 480784-2) ; *Spoon-A-Rhythm* (Columbia 487235-2). Eddie Henderson, *Colours of Manhattan* (IDA 027).

Le cri muet des enfants des rues à Dakar

POÈMES A L'INFECT, Conçu par la Compagnie La fabriks avec treize enfants des rues de Dakar. Festival Turbulences, jusqu'au 13 juin, TNS, 1, avenue de la Marseillaise, Strasbourg. Tél. : 03-88-27-61-71.

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

Consacrer deux années de sa vie aux enfants des rues de Dakar n'est pas l'expérience la plus facile que puisse tenter un metteur en scène. Jean-Marie Bruyère, de la compagnie marseillaise La fabriks, s'est immergé depuis juin 1996 dans la souffrance de deux enfants, Ibrahima Konaté et Amadou Ba, et de leurs compagnons d'abandon. Avec des artistes sénégalais, le peintre Kan-Si et l'écrivain Oumar Sall, il a entrepris de les sortir de la rue et de leur donner une éducation tant scolaire qu'artistique.

Le spectacle *Poèmes à l'infect*, présenté ces jours-ci en France, est un témoignage de leur vie, au fil d'un film documentaire de quarante-cinq minutes suivi d'une performance théâtrale de même durée. Malgré ses intentions louables, le résultat se révèle particulièrement frustrant pour le public tant l'expérience de la rencontre – qu'il devine bouleversante pour le metteur en scène – a du mal à être partagée, surtout pendant la partie théâtrale. Le film est bâti sur des poèmes écrits par les deux garçons. Lus par le metteur en scène et par la comédienne Anouk Grinberg, ils disent la violence, la solitude. Ils évoquent aussi les heures de la nuit, moins tristes que celles du jour. *« Le jour, on nous engueule, on nous insulte, ou, ce qui est pire, on nous fait la morale. »* L'image est une succession de gros plans sur les visages graves des enfants. Leurs propos sont ironiques – *« Pauvre, ce n'est pas triste, c'est long »* – ou lucides – *« On sait bien qu'il n'y a aucune issue pour nous, on n'est pas idiots, mais on décide de l'oublier et de rire. »*

Quand l'écran se lève, les spectateurs se retrouvent éblouis par les projecteurs, face à treize enfants assis, le regard violent. De temps à autre, l'un d'eux se lève, se dirige vers le micro et hurle. D'autres ouvrent la bouche, puis la referment sans rien dire, ou semblent murmurer des mots qui franchissent à peine le seuil de leurs lèvres. Entre ces longs silences immobiles, surgissent des cris, quelques gestes de colère. Dans cette ambiance glaciale, l'émotion sous-jacente hésite, apparaît fugitivement avec un geste d'un enfant découvrant sa peau après que les poèmes ont évoqué les coups reçus, résiste et reflue dans ces regards muets. Au metteur en scène et aux artistes qui l'entourent, ces petits blessés de la vie ont confié leur douleur, leurs espoirs. Mais, de ces échanges brûlants, bien peu est livré aux spectateurs, venus pour une rencontre, même difficile, et repartis le cœur lourd d'avoir trop peu reçu et trop peu donné.

Catherine Bédarida

DÉPÊCHES

■ **SACEM : le parolier Jacques Demarny a été réélu le 10 juin** pour la deuxième fois président du conseil d'administration de la société des auteurs, compositeurs, éditeurs de musique (Sacem). Les trois vice-présidents du bureau ont été renouvelés. Ce sont désormais René Boyer (éditeur), Jean-Pierre Bourtayre (compositeur) et Jean-Pierre Lang (auteur), qui remplacent respectivement Max Amphoux, Jean-Claude Petit et Jean Dréjac.

■ **HUMANITAIRE : plus de 10 millions de francs** ont été récoltés pour les enfants du Libéria par Luciano Pavarotti à l'occasion du concert qu'il a organisé le mardi 9 juin à Modène (Italie). De nombreuses vedettes ont chanté en duo avec le ténor italien, dont Stevie Wonder, les Spice Girls, Céline Dion, Jon Bon Jovi, Zucchero, lors du spectacle, mis en scène par Spike Lee.

■ **CHANSON : Céline Dion et son mari, René Angélil,** ont annoncé le 11 juin à Montréal la création de la société internationale de productions CDA, qui aura comme but essentiel *« la planification et la réalisation des spectacles de Céline Dion à travers le monde »*. CDA pourrait éventuellement *« s'intéresser à de nouveaux projets reliés à d'autres artistes »*.

■ **ROCK : le grand festival britannique de musique pop Phoenix, prévu en juillet près de Stratford-upon-Avon** est annulé pour cause de vente insuffisante de billets. Malgré des têtes d'affiche célèbres, tels les groupes Prodigy et New Order, les 45 000 billets au prix de 75 livres (750 F environ) donnant droit à trois jours de concert, n'ont pas trouvé suffisamment d'amateurs. Les incertitudes de la météo et la Coupe du monde de football en seraient la cause.

■ **ART : vente record pour un tableau d'Egon Schiele.** Un consortium austro-germano-suisse privé a acheté samedi 6 juin un tableau du peintre autrichien Egon Schiele *Fille* pour 50,4 millions de schillings (près de 20 millions de francs) lors d'une vente aux enchères à Vienne. Le propriétaire de la plus grande collection de tableaux d'Egon Schiele, Rudolf Leopold, n'avait offert que 44 millions.

A Nîmes, le festival « Naissances » rassemble des pièces en un puzzle

Une sixième édition en trois actes, trois lieux et seize textes contemporains

Pour sa sixième édition, toujours sur le thème de la naissance, le festival du même nom présente à Nîmes seize textes brefs d'auteurs contemporains, pour la plupart inédits. Jusqu'au 20 juin, trois lieux accouchent chaque soir d'une construction dramatique, assimilable à une nouvelle pièce. Un penchant pleinement assumé par les metteurs en scène et les acteurs, qui s'installent en force dans ce pêle-mêle poétique.

NAISSANCES/NOUVEAUX MONDES. Textes de Michel Azama, Roland Fichet, Rodrigo Garcia, Carlos Liscano, Philippe Minyana, Borja Ortiz de Gondra, Marco Antonio De la Parra, Jean-Marie Piemme, Alejandro Tantanian, Patricia Zangaro. Mises en scène : Julie Brochen, Robert Cantarella, Annie Lucas. THÉÂTRES DE NÎMES. Tél. : 04-66-36-65-10. 18 h 30 : *Naissances Azama-Piemme* ; 21 heures : *Naissances latino-américaines et espagnoles* ; 23 heures : *Petites comédies de nuit*. 40 F. Jusqu'au 20 juin.

NÎMES
de notre envoyé spécial

En 1993 à Avignon, la naissance des « Naissances » avait exigé une nuit pleine et entière. Pour la sixième édition de ce festival, Nîmes lui offre près de six heures de rang. Thème imposé, la « naissance » est devenue une convention que rien n'interdit d'oublier en route. L'important réside dans la mise au jour de textes brefs – seize cette année –, pour la plupart inédits, écrits par des contemporains. Au théâtre, sauf précautions particulières, l'assemblage de courtes scènes en un lieu et une temporalité uniques conduit rapidement à une construction dramatique nouvelle, assimilable à une autre pièce. Un penchant pleinement assumé ici par les metteurs en scène et les acteurs, tout juste freinés par son exercice dans trois espaces distincts.

Chaque lieu apporte plus que son enveloppe, l'unicité d'un dispositif scénique qui travaille les comédiens directement au corps, les rend physiquement solidaires de l'entreprise. L'acte I se déroule à l'Odéon (un ancien cinéma) sur un podium circulaire accolé à une piste en forme de toboggan d'un côté et de plongeoir de l'autre. Manière d'accéder directement sans doute au Théâtre de l'acte II, un bassin rectangulaire au bord duquel s'installeront les spectateurs, avant de s'égailler dans les étages. Seul l'acte III, monopolisé par un auteur et un metteur en scène, se distingue : tout s'y joue autour d'un lit clos breton posé en plein air dans la cour de l'hôtel Meynier de Salinelles.

Vêtus d'un imperméable trois-quarts, les acteurs vont circuler de plain-pied d'une pièce à l'autre, non sans paraître parfois passer outre au texte et revenir en arrière. Les seuils – marqués par des escales dans des loges installées à vue – sont avalés d'autant mieux que les propos, malgré leur diversité, n'offrent guère de barrage. Les acteurs s'installent en force dans ce pêle-mêle, rassemblant à leur profit les fragments de coq-à-l'âne poétiques interrogeant le temps présent, entre une invocation à une image géante de Françoise Dolto et la reconstitution d'un braquage de banque.

DIALOGUES VIFS

L'acte II insiste sur la fusion avant la dispersion. S'y retrouvent les *« passe à ton voisin »* à coups de gifles de l'acte I. Les deux pièces principales (*Essai sur la peste* et *Vous êtes tous des fils de pute*) sont plongées dans la même substance – aquatique-amniotique. Tous les acteurs pataugent et tous sont éclaboussés. Ils chargent en rang, comme la cavalerie, avant de se laisser désarçonner. Il y a du bal champêtre et du baptême collectif dans l'air. A nouveau, la troupe en sort renforcée, confirmée.

Changement de ton au final avec les *Petites comédies de nuit* de Roland Fichet. L'auteur récolte les faits trop minces pour toucher la presse locale, ce qui se trame au village entre complots municipaux, affrontements familiaux et querelles de voisinage. Dialogues vifs, soucieux de la réalité, portraits bien vus d'une Bretagne engoncée dans le qu'en-dira-t-on. Cinq comédiens hauts en couleur s'amusent beaucoup à faire les sots, y compris avec la paumée des *Voix de Jeanne*, réfugiée dans le lit clos du désir et de la honte.

A lui seul, ce sketch suscite une attention particulière. Parce qu'une heure avant, au théâtre, Julie Brochen a travaillé ces mêmes *Voix* à l'eau-forte. Elle en a fait monter une noirceur épaisse, indélébile. Sa Jeanne flotte entre la souillure du jugement commun, cette méchanceté sans fond des campagnes, et l'espoir, puissamment érotisé, d'un *« envol »*. Elle a choisi les combles pour se mettre en scène. Son grenier est traversé par une piste de décollage rectiligne – le plus court chemin vers la folie –, où elle tente de s'élancer en chemise de noces. Le dispositif est celui d'un écartèlement. Suspendue par des cordes et des poulies, entre ascension et contention, elle passe de l'exaltation à la douche froide. Chacun de ses élans est amorcé, entretenu, puis annihilé par des jeunes gens allumeurs aux yeux de braise, qui glissent comme un souffle dans l'obscurité. En dix minutes intenses, la comédie de moeurs vire au tragique. Une mise à mort qui justifie à elle seule le titre de « Naissances ».

Jean-Louis Perrier

FILM NOUVEAU

C'EST ÇA L'AMOUR ?

■ Carl Reiner avait réalisé autrefois, avec *Les Cadavres ne portent pas de costard*, un film honorable. Bette Midler, la vedette de *C'est ça l'amour ?* magnifique autrefois dans *The Rose* s'est transformée en mamie hystérique et grimaçante affublée d'une horrible mise en plis. *C'est ça l'amour ?* repose sur un principe de comédie éculée : un couple divorcé (Bette Midler et Dennis Farina) se retrouvent lors du mariage de leur fille, chacun accompagné de leur nouveau conjoint. Ils retombent brutalement amoureux et repartent ensemble en laissant en plan leur partenaires respectifs. C'est un point de départ comme un autre, mais il faut subir en chemin la vulgarité de Bette Midler, l'interprétation très faible des comédiens qui l'accompagnent, une mise en scène digne de n'importe quelle dramatique télévisée, et une litanie de lieux communs sur le couple et l'amour après cinquante ans.

Samuel Blumenfeld

Film américain de Carl Reiner. Avec Bette Midler, Dennis Farina, Paula Marshall, Gail O'Grady. (1 h 44.)

INSTANTANÉ

LES ARTS DU PLAISIR

En 1951, Marcel Duchamp fit en plâtre un *Objet-dard*, un phallus coudé. Cette invention méritait un hommage, lequel lui est rendu par une exposition de groupe dans un lieu alternatif, d'anciens bureaux désertés dans un immeuble peu attrayant.

On craignait le pire, l'expo égrillarde à visiter « entre copains » histoire de rire. Rien de tel. En dépit de la laideur et de l'incommodité de l'endroit, le résultat est remarquable, mise en place adroite, pièces de grande qualité, des inventions et des audaces nécessaires un peu partout. Il y a là plus d'une vingtaine d'artistes contemporains, sculptures, installations, photos, vidéos, dessins, aquarelles, diversité des procédés pour motif unique, le sexe. Des obscénités ? Si vous entendez par-là la représentation des organes mâles et femelles, oui – évidemment, étant donné le sujet. Si vous entendez par-là le spectaculaire à bon marché, le commercialisme vulgaire, l'effet facile et publicitaire, alors non, vraiment pas.

Le ton est autre, célébration tempérée d'ironie, invention de formes symboliques. Sylvie Fleury emploie la mousse et un tissu ciré luisant, Anne Ferrer le Skaï tendu sur des volumes anthropomorphes, Sylvie Blocher montre les photographies – très belles – d'un étrange déguisement animal. *Les vidéos abondent*, parmi lesquelles celle d'Ange Leccia, poésie spasmodique. Celle qu'ont mise en scène Vincent Corpet, Hervé-Pierre Gustave et Alberto Sorbelli est moins élégiaque, fable crue sur les rapports du plaisir et de l'art. Au programme aussi, pêle-mêle, Christophe Vigouroux, Olivier Blankart, Paul-Armand Gette, Jean-Baptiste Bruant, Pierre et Gilles, Bruno Pelassy, Patrick Perrier... Vraiment, entre deux matchs de foot, vous irez rue du Volga. *S'abstenir, ce serait s'exposer à d'éternels regrets.*

Philippe Dagen

Pour un objet-dard, 12, rue du Volga, Paris-20e. Mº Maraîchers. Tél. : 01-44-93-77-30. Tous les jours de 14 heures à 20 heures, samedi et dimanche de 12 heures à 20 heures. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 juin.

SORTIR

PARIS

Ballett Frankfurt
Eidos : Telos (traduction mot à mot, « la forme : le but ») se révèle un grand Forsythe. Un Forsythe où la musique de Thom Willems intervient un peu à la manière d'un vingt-cinquième corps immatériel, luttant contre la matérialité irréductible des vingt-quatre corps des danseurs. Et les danseurs ? Tous magnifiques. Un même mouvement de balancier agite les corps, qu'ils soient vifs ou lents, en culotte de gymnastique ou en robes à « faux cul » multicolores. Ces robes, somptueuses, ornent la deuxième partie, point culminant de la chorégraphie, sorte de *migration des âmes annoncée* par un tourbillon gris argent, qui sera rejoint par l'ensemble de la compagnie, tournoiement de parme, rose, violet, jaune d'or.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. Les 13 et 15, à 20 heures ; le 14, à 17 heures. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F.

Anne-Marie Nzié, Femi
Cap sur l'Afrique ce week-end au New Morning avec deux artistes qui annoncent chacun la sortie prochaine d'un nouvel album. Pour la maman de la chanson camerounaise Anne-Marie Nzié (le 13 ; en première partie : le chanteur humoriste Donny Elwood), stimulante sexagénaire surnommée « la voix d'or » au Cameroun, il marquera le démarrage d'une seconde carrière. Pour le Nigérian Femi (le 14), dont les prestations scéniques sont époustouflantes d'énergie, ce sera un repère supplémentaire dans le champ de l'afro-beat, la musique tonique inventée par Fela, son père légendaire décédé l'an dernier.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. Les 13 et 14, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

CORSE

Calvi Jazz Festival
Boeufs jusqu'à l'aube, musiciens flâneurs en journée, rencontres et connivences, solistes et rythmiques qui se croisent... A Calvi, le jazz se joue – plutôt bop – et se vit nuit après nuit, à la fois *dans le « in » du programme* officiel et le « off » dans les cafés du port, sur les hauteurs de La Citadelle, avec final Chez Tao – chanté par Higelin – pour les plus résistants. Cette année, Michel Petrucciani, Raul Barboza, le quintette de Christian « Ton Ton » Salut, Boris Blanchet (repéré *ici même il y a quelques années*) Rémi Vignolo, les formations de David Saussay, Stéphane Huchard, Guillaume Kervel, Pierre Mimran, Bireli Lagrene, le Big Band de Laurent Cugny, Captain Mercier et son show funk et r'n'b ou le trio d'Alexis Tcholokian (lui aussi précocement remarqué dans ses colonnes) parmi près de cent cinquante musiciens.
Concerts sous chapiteau, derrière la jetée du port de commerce. Du 13 au 20 juin. Tél. : 04-95-65-16-67. 60 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Au coeur de la tourmente
de Beeban Kidron (Grande-Bretagne, 1 h 54).
Boca a boca
de Manuel Gomez Pereira (Espagne, 1 h 45).
C'est ça l'amour ?
de Carl Reiner (Etats-Unis, 1 h 44).
L'Etoile de Robinson
de Soren Kragh-Jacobsen (Danemark, 1 h 43).
L'Homme qui en savait trop peu
de Jon Amiel (Etats-Unis, 1 h 33).
Le Jour où Sascha est revenu
de Goran Rebic (Autriche, 1 h 28).
Long crépuscule
d'Attila Janisch (Hongrie, 1 h 10).
Ombre sur la neige
d'Attila Janisch (Hongrie, 1 h 16).
Shooting Fish
de Stefan Schwartz (Grande-Bretagne, 1 h 44).
Simples secrets
de Jerry Zaks (Etats-Unis, 1 h 39).
Le Suspect idéal
de Jonas et Joshua Pate (Etats-Unis, 1 h 40).
Le Traité du hasard
de Patrick Mimouni (France, 1 h 35).
Wishmaster (*)
de Robert Kurtzman (Etats-Unis, 1 h 27).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Matisse
Mona-Bismarck Foundation, 34, avenue de New-York, Paris 16e. Mº Trocadéro. Tél. : 01-47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche, lundi et fêtes. Du 13 juin au 7 septembre. Entrée libre.
Sturtevant
Galerie Air de Paris, 32, rue Louise-Weiss, Paris 13e. Mº Chevaleret. Tél. : 01-44-23-02-77. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 13 juin au 1er août.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
La Grande Ecurie et la Chambre du Roy
Au temps de Farinelli. Derek Lee Ragin (haute-contre), Jean-Claude Malgoire (direction).
Eglise Notre-Dame, place de l'Eglise, 95 Auvers-sur-Oise. Le 13, à 20 h 45. Tél. : 01-30-36-77-77. De 90 F à 280 F.
Printemps du jazz
Hommage à Stéphane Grappelli
Angelo Debarre Quartet et Romane Sextet (le 13, à 20 heures). Underground (le 14, à 12 heures). Babik Reinhardt, Romane, Florin Niculescu et Le POM, Andy Elmer, François Jeanneau (le 14, à 15 heures).
Chapiteau, Parc du Grand Veneur, 91 Soisy-sur-Seine. Tél. : 01-69-89-71-71. 80 F.
Les chiens aboient et la caravane Passos
Cabaret sauvage, Parc de la Villette, Paris 19e. Mº Porte-de-la-Villette. Le 13, à 20 h 30 ; le 14, à 16 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 120 F.
El-Kaff sa'idi, Gaber Azab al-Isnawy
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mº Jussieu. Le 13, à 20 h 30. Tél. : 01-40-51-38-14. 100 F.
Gilberto Gil
avec Youssou N'Dour, Cheb Mami (le 13).
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mº Opéra. Les 13 et 14, à 20 h 30, Tél. : 01-47-42-25-49. 190 F.
Toutes les musiques de Cuba
Lazaro Rios, Candido Fabré (le 13). Anaïs Abreu et le pianiste Pepesito Reyes (les 13 et 14). Las Estrellas Cubanas (le 14).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte de Pantin. Les 13 et 14, à 16 h 30 et 20 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. De 35 F à 100 F.
Timba Cubana
Son Damas et Anacaona
La Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5e. Mº Maubert-Mutualité. Le 13, à 22 heures. Tél. : 01-40-46-15-71. 160 F.

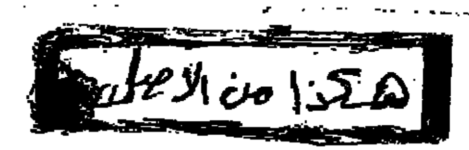
ANNULATIONS

Van Halen
A Tribe Called Quest
Son batteur Alex Van Halen s'étant blessé au bras, le groupe de hard-rock américain Van Halen annule la fin de sa tournée européenne. Le groupe devait notamment jouer le 17 juin au Zénith à Paris. Le concert du groupe de rap américain A tribe called Quest prévu le 13 juillet au Zénith est également annulé.
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Tél. : 01-42-08-60-00.

DERNIERS JOURS

14 juin :
Vengeance tardive
de Jacques Rebotier, mise en scène de l'auteur.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Le 13, à 21 heures ; le 14, à 16 h 30. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.





هكذا من الأصل

SAMEDI 13 JUIN

FILMS DE LA SOIRÉE

17.45 Les Amants de Vérone ■■
André Cayatte (France, 1948, N., 105 min). Cinétoile

1.50 L'Année dernière à Marienbad ■■■
Alain Resnais (France, 1961, N., 95 min). Ciné Cinéfil

1.55 F comme Fairbanks ■■
Maurice Dugowson (France, 1976, 105 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

16.10 Le Monde des idées. La guerre au Kosovo. Invités : Olivier Mongin ; Pierre Hassner. LCI

MAGAZINES

19.30 Nulle part ailleurs. Avec K's Choice, Jackie Berroyer. Canal +
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 13 juin 1948. Religion et politique aux Etats-Unis. Invitée : Isabelle Richet. Arte
20.00 Thalassa. Cabines de nacre. TV 5
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Avec Bruno Cabanes, Jean-Luc Allouche, Jean Durry, Pierre Milza. Histoire
21.00 Faut pas rêver. Invité : Lucien Clergue. TV 5
21.45 Metropolis. Art et merchandising. La fin des «musicals» ? La troupe européenne Footsbarn. Cyber-talks. L'agenda culturel européen. Arte
23.15 Du fer dans les épinards. Homme ou femme, aujourd'hui, il faut se surpasser. France 2

DOCUMENTAIRES

19.15 Lucille Ball, 50 ans de comédie. Ciné Cinéfil
19.45 Maîtres de guerre. [2/13]. Crise des missiles à Cuba : les acteurs de la guerre froide. Planète
19.55 Portrait : The Pixies. Paris Première
19.55 Le Feu de la Terre. [6/6]. Prévoir l'imprévisible. Odyssée
20.35 Uzeste manifeste. Planète
20.35 La Migration des gnous. TMC
20.45 L'Aventure humaine. La Caravane des Touvas. Arte
20.50 ▶ Notre XX[e] siècle. La conquête de l'espace. Odyssée
21.30 Sur la terre des pharaons. [1/3]. Les trois preuves archéologiques. TMC
21.40 Au cœur des volcans hawaïens. Planète
21.45 Plongée en profondeur avec les Russes. Odyssée
22.15 Anti chaos. Planète
22.40 Budapest 56, défaite et victoire. Odyssée
22.50 La Mafia russe. 13[e] Rue
23.00 Churchill. [1/4]. Traître et héros. Un franc-tireur de la politique 1874-1940. Histoire
23.25 ▶ Maradona. Odyssée
0.00 La Montée au pouvoir des femmes. [3/3]. Les pionnières. Téva
0.05 Prisons anglaises. Nouvelles thérapies. Planète

SPORTS EN DIRECT

20.30 Equitation. Jumping international de Cannes. Paris Première
20.30 Athlétisme. Grand Prix II IAAF. Meeting d'Helsinki. Eurosport
1.00 Rugby. Test match. Argentine - France. Au Velez Sarfield de Buenos Aires. France 2
2.05 Hockey NHL. Stanley Cup. Match n° 3. Detroit Red Wings - Washington Capital. Canal +

MONDIAL 98

17.15 Corée du Sud - Mexique. Groupe E. Au stade de Gerland, à Lyon. 17.30 Coup d'envoi. Eurosport
17.30 Corée du Sud - Mexique. France 2 - RTBF 1 - Canal +
20.45 Pays-Bas - Belgique. Groupe E. Au stade de France, à Saint-Denis. 21.00 Coup d'envoi. TF 1 - RTBF 1
21.00 Pays-Bas - Belgique. Canal +

MUSIQUE

18.30 Keith Jarrett. Tokyo 96. Mezzo
18.50 Menuhin & Rozhdestvenski. Moscou 87. Muzzik
20.30 Opéra : Don Carlos. Mise en scène. Luc Bondy. Dir. Antonio Pappano. Mezzo
21.00 La Marseillaise des mille. Muzzik
22.10 Cesaria Evora. Batacian 95. Montréal 95. Muzzik
23.25 Elvis Costello. Story Tellers 96. Paris Première
23.55 Les Masters de piano de Monte Carlo. Finale. France 3
0.30 Nabucco. Mise en scène. Renzo Giacchieri. Dir. Maurizio Arena. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 Peter Gunn. Blake Edwards. Ciné Cinémas
21.05 Deadly Target. Charla Driver. 13[e] Rue
22.00 Un beau petit milliard. Pierre Tchernia. Festival
0.35 Jules. Christian Palligiano. Arte
0.40 Capone contre Capone. John Gray. 13[e] Rue

SÉRIES

20.15 Deux flics à Miami. Le disparu. 13[e] Rue
20.40 Derrick. Sombres rêves. Pas de risque. RTL 9
20.45 Lucky Luke. Ma Dalton. Série Club
20.55 Les Alsaciens ou les Deux Mathilde. [5 et 6/8]. France 3
20.55 FX, effets spéciaux. La maison des horreurs. M 6
21.00 The Lazarus Man. Le journal intime. Canal Jimmy
21.40 Buffy contre les vampires. La marionnette. Série Club
21.45 The Sentinel. O Les liens du passé. M 6
21.50 Stargate SG-1. Emancipation. La théorie de Broca. TSR
22.25 Brooklyn South. Queens for a Day (v.o.). Série Club
22.45 L'Hôpital et ses fantômes. [9/11]. Arte
22.50 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Une journée difficile. RTL 9
23.15 Star Trek, la nouvelle génération. Qpidon. Canal Jimmy
23.30 La Rivière Espérance. [6/9]. TV 5
23.55 Homicide. Trois hommes et Adena. Série Club
1.00 Seinfeld. La course (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● **20.13 13[ème] Rue**
Soirée Mafia

Séries, téléfilms, courts métrages, *documentaire. « La chaîne de l'action et du suspens »* se distingue dans l'humour décalé trempé d'images-vérité sur un sujet noir qui touche une bonne partie de la planète : la mafia. Ouverture avec *Le Disparu*, un épisode de « Deux flics à Miami » en forme de cauchemar suspendu où le vaillant Crockett, chargé d'infiltrer le milieu lors d'une réunion au sommet, subit un accrochage suffisamment grave pour perdre la mémoire et se retrouver « mouillé » dans les basses œuvres des ennemis de l'honnêteté... Bien relevé (« accord parental souhaitable »), *Deadly Target*, un téléfilm de Charla Driver grouillant dans les eaux troubles du Chinatown de Los Angeles. Et, entre deux courts *métrages clin-d'œil* à l'impitoyable pieuvre, un documentaire inédit signé Malcom Dixelius et Cecilia Zadig, en plongée glaciale dans les coulisses de la mafia russe. Où la réalité déborde largement la fiction. – *Val. C.*

20.35 Teletoon
Animaland

La chaîne pour enfants propose une *soirée à regarder en famille*. Réalisée en 1949 par David Hand, un ancien des studios Disney (il dirigea l'animation de *Blanche Neige et les sept nains, Bambi, Dumbo...*), cette série de cartoons met en scène une société d'animaux aux pulsions et aux travers très humains : Cornélius le corbeau moqueur, Loopy le lapin timide, Sylvère l'écureuil amoureux, etc. Plus proche de Tex Avery que de Disney, *Animaland* séduit par son humour et la qualité du dessin. Ce soir, neuf histoires de huit minutes chacune. Ne pas manquer l'irrésistible *Sa majesté le lion*. – *S. Ke.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.00 Sous le soleil.
19.00 Melrose Place.
20.00 Journal, Le Journal de la Coupe du monde.
20.35 Le Résultat des courses, Météo.
20.45 Mondial 98. Pays-Bas - Belgique.
22.55 Hollywood Night. Sous le sceau du secret. Téléfilm. Δ Kelley Cauthen.
0.25 TF1 nuit, Météo.
0.40 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

17.30 Mondial 98. Corée du Sud - Mexique.
19.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, L'Image du jour, Météo.
21.00 Surprise party. Sylvie et les chanteurs d'amour.
23.15 Du fer dans les épinards. Homme ou femme, aujourd'hui, il faut se surpasser.
0.50 Journal, Météo.
1.00 Rugby. Argentine - France.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Benny Hill.
20.25 Tout le sport.
20.28 Le Journal de la Coupe.
20.55 Les Alsaciens ou les Deux Mathilde. [5/8]. 1927-1937. [6/8]. 1938-1940.
22.35 Météo, Soir 3.
23.10 Le Club du Mondial.
23.55 Les Masters de piano de Monte Carlo.

CANAL +

17.30 Mondial 98. Corée du Sud - Mexique.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.30 Nulle part ailleurs. Invités : K's Choice, Jackie Berroyer.
20.15 Le Journal de François Pécheux.
20.43 Golden Foot.
20.45 Football.
21.00 Mondial 98. Pays-Bas - Belgique.
23.00 L'Ultime Souper ■ Film. Stacy Title.
0.30 La Cible ■ Film. Pierre Courrège.

ARTE

19.00 Absolutely Fabulous (v.o.).
19.30 Histoire parallèle.
20.20 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. La Caravane des Touvas : un peuple retourne à ses racines.
21.45 Metropolis.
22.45 L'Hôpital et ses fantômes. [9/11].
23.35 Music Planet. Eros Ramazotti.
0.35 Jules. Téléfilm. Christian Palligiano.

M 6

18.05 Crime sur la fréquence. Téléfilm. Faliero Rosati.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Les Piégeurs.
20.40 Ciné 6.
20.54 La Trilogie du samedi. 20.55 FX, effets spéciaux. 21.45 The Sentinel. O. 22.40 Players : les maîtres du jeu.
23.35 Pulsions troubles. Téléfilm. Δ David Hartwell.
1.25 Techno Max.
1.50 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Comédie-Française. *Le Cerisaie*, d'Anton Tchekhov.
22.35 Opus. Didier Lockwood ou le violon à vif.
0.05 *Le Gai Savoir.* Philippe-Alain Michaud, philosophe.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 ▶ Poro, re dell'Indie. Opéra de Haendel. Donné en direct de l'Opéra de Halle, par l'Orchestre du Festival Haendel, dir. Paul Goodwin, Romelia Lichtenstein (Cleofide), Sally Bruce-Payne (Erissena), Nicholas Hariades (Gandarte), Patricia Spence (Poro).
23.07 Présentez la facture.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Bela Bartok et ses écrits. Œuvres de Debussy, R. Strauss, Bartok, Kodaly, Liszt, Wagner.
22.40 Da Capo. Œuvres de Bach, Mozart, Beethoven.

DIMANCHE 14 JUIN

FILMS DU JOUR

17.50 De l'or en barres ■■
Charles Crichton (Grande-Bretagne, 1950, N., 80 min). Ciné Cinéfil

17.50 Prêt-à-porter ■■
Robert Altman (Etats-Unis, 1994, 130 min). Cinéstar 1

18.00 Pauline à la plage ■■
Eric Rohmer (France, 1982, 90 min). Cinétoile

19.30 Cléo de 5 à 7 ■■
Agnès Varda (France, 1962, N., 90 min). Cinétoile

20.30 J'embrasse pas ■■
André Téchiné (France, 1991, 115 min). Cinéstar 1

20.45 Le Mépris ■■■
J.-L. Godard (F, 1963, 105 min). Arte

20.55 Une affaire de femmes ■■■
O Claude Chabrol (France, 1988, 115 min). TF 1

21.00 Radio Days ■■■
Woody Allen (Etats-Unis, 1987, v.o., 90 min). Paris Première

21.00 Les Producteurs ■■
Mel Brooks (Etats-Unis, 1968, 100 min). Cinétoile

22.40 Autant en emporte le vent ■■■
Victor Fleming (Etats-Unis, 1939, v.o., 215 min). Cinétoile

23.30 La Chasse ■■
Carlos Saura (Espagne, 1965, N., v.o., 90 min). Ciné Cinéfil

0.00 The Lodger ■■
Alfred Hitchcock (GB, 1926, N., muet, 75 min). France 3

0.30 Allemagne année zéro ■■■
Roberto Rossellini (France - Italie, 1947, N., 70 min). RTL 9

1.30 Le Cri de la lavande dans le champ de sauterelles ■■
Marcello Cesena (France - Italie - Espagne, 1994, 90 min). Ciné Cinémas

2.15 Judith Therpauve ■■
Patrick Chéreau (France, 1978, 130 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.05 et 2.25 Polémiques. Invité : François Hollande. France 2
12.10 et 23.10 Le Monde des idées. La guerre au Kosovo ; Invités : Olivier Mongin ; Pierre Hassner. LCI
12.45 Le Vrai Journal. Philippe Séguin. Canal +
18.30 Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI. Edouard Balladur. LCI
19.00 Public. Jacques Toubon. TF 1

MAGAZINES

9.30 Journal de la création. Prix de couple. Lettres anonymes. Amours, délices et orgues. La Cinquième
11.00 Droit d'auteurs. Invités : Alain Corbin ; Eric Nonn ; Hervé Le Roux. La Cinquième
12.30 Arrêt sur images. Spéciale Arrêt sur images. Invités : Daniel Schneidermann et l'équipe de «Arrêt sur images». La Cinquième
13.00 Lignes de mire. Invité : Michel Drucker. France 3
13.00 Thalassa. Cabines de nacre. TV 5
14.00 Faut pas rêver. Russie : Les châles d'Orenbourg. France : Mon village. Chine : Les rizières du ciel. Invité : Lucien Clergue, photographe. TV 5
14.25 Ciné-Cinécourts. Avec Claude Pinoteau. Ciné Cinémas
14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : La tentation terroriste. Histoire
16.00 Naturellement. La Forêt de cendres. France 2
16.35 Le Sens de l'Histoire. Un homme contre l'esclavage, Victor Schoelcher et l'abolition. Invitée : Nelly Schmidt. La Cinquième
16.50 Sud. Invités : Hubert Nyssen ; Françoise Nyssen ; Nancy Huston ; Jean-Paul Capitani. TMC
19.00 Le Gai Savoir. Invité : Maurice Druon. Paris Première
19.30 Nulle part ailleurs. Canal +
19.30 L'Histoire des loisirs. L'occupation du temps libre, de l'antiquité au début du XX[e] siècle. Histoire
20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : Vingt ans après. Nouvelle société n[os] 5 et 7. Histoire
20.50 Capital. Les jackpots de l'été. M 6
22.30 Viva. Le retour des anges. TSR
23.00 Envoyé spécial, les années 90. Vive la mariée. Les nuiteuses. Histoire
0.20 Le Gai Savoir. Invité : Maurice Druon. Paris Première
0.40 Metropolis. Art et merchandising. La fin des «musicals» ? La troupe européenne Footsbarn. Arte

DOCUMENTAIRES

17.20 Starlettes d'un jour. France 3
17.20 Au cœur des volcans hawaïens. Planète
17.45 Dans la forêt des Pygmées. [2/2]. Le mariage d'Inono. Odyssée
17.55 Anti chaos. Planète
18.30 Churchill. [1/4]. Traître et héros - Un franc-tireur de la politique 1874-1940. Histoire
18.30 Voyage aux pays des dieux. [4/13]. Australie, le temps du rêve. Odyssée
18.50 Le Roi Tidalium. Planète
19.00 Shadow, le faucon pèlerin. Odyssée
19.45 *Prisons anglaises*. Nouvelles thérapies. Planète
19.50 Supermax. Odyssée
20.35 Iles Shetland. La mer nourricière. Planète
20.40 ▶ Soirée thématique. Brigitte Bardot, Bardot. Arte
20.40 Un Yankee au Kamtchatka. Odyssée
21.00 Pour Don Carlos. Muzzik
21.25 Underground USA. [8/14]. Sans abris - Basket de rue à *Brooklyn*. Planète
21.40 Wallenberg, autopsie d'une disparition. Odyssée
21.50 Chants alentejo. [1/2]. Muzzik
22.00 Twist. Planète
22.05 Grand document. Stades... des dieux et des hommes. RTBF 1
22.20 Chants alentejo. [2/2]. Muzzik
22.30 Et B.B. créa la femme. Arte
22.35 Les Derniers Rhinocéros noirs. Odyssée
23.15 Lignes de vie. Une si jolie petite plage. France 2
23.25 B.B. en chansons. Arte
23.30 La Chaleur de la Terre. Odyssée
23.50 Trafic de drogue, la piste iranienne. Planète
0.00 Glacier Express. [1/2]. Odyssée
0.40 ▶ Stades... Planète

SPORTS EN DIRECT

15.00 Football américain. Championnat de France élite : Finale. AB Sports
15.00 Tennis. Tournoi messieurs du Queen's. Finale. Eurosport

MONDIAL 98

14.30 Argentine - Japon. Groupe H. France 3, RTBF 1, Canal +
17.30 Yougoslavie - Iran. Groupe F. TF 1, RTBF 1, Canal +
21.00 Jamaïque - Croatie. Groupe H. A Lens. Eurosport, France 2, Canal +

MUSIQUE

19.55 Songs of the Spirit. Muzzik
23.10 Zarzuela : La alegria de la huerta. Muzzik
23.20 James Carter 1996. Paris Première
0.20 Johnny Lang 1997. Muzzik

TÉLÉFILMS

17.00 Le Dernier Automne. Colin Bucksey. France 2
17.30 Trois saisons. Edwyn Baily. Festival
17.55 Deux mamans sur la route. Donald Wrye. RTL 9
18.30 Ma geisha d'Amérique. Lee Philips. Téva
19.05 L'Ordinateur amoureux. Henri Helman. Festival
20.13 Capone contre Capone. John Gray. 13[ème] Rue
20.30 La Misère et la Gloire. Henri Spade [1 et 2/2]. Festival
20.55 Vie en sursis. Giovanni Soldati. Téva

SÉRIES

18.05 Le Fugitif. L'obsession. La Cinquième
19.00 Demain à la une. Faux et usage de faux. M 6
20.00 Seinfeld. La course (v.o.). Canal Jimmy
20.25 Dream On. Turlututu (v.o.). Canal Jimmy
20.55 Enquête privée. L'otage du feu. Onze grains de sable. France 3
21.00 Presque parfaite. Qui a deux maisons (v.o.). Canal Jimmy
21.35 Destination danger. Une filature délicate. Série Club
22.13 Chapeau melon et bottes de cuir. Le retour du traître (v.o.). 13[e] Rue
22.40 NYPD Blue. Le fou, le flic et l'infirmière (v.o.). Canal Jimmy
22.45 Stargate SG-1. Le procès. Série Club
0.35 Chapeau melon et bottes de cuir. Le piège à rats idéal (v.o.). 13e Rue

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

23.15 France 2
Une si jolie petite plage

« Cachez ce sein que je ne saurais voir »

NON, ça n'est pas la plage du film d'Yves Allégret, où un Gérard Philipe d'après-guerre grelottait sous son désespoir morbide, dans la pluie et le brouillard d'un bord de mer déserté. C'est Saint-Lunaire sous juillet ; une bien jolie plage, en effet, dans son écrin propre et sage soumis aux ciels capricieux de la côte bretonne. Plage familiale s'il en est ; immuable dans ce désir de préserver et transmettre intacts les chromos d'enfance en semi-liberté – club Mickey, club de voile, marchands de glaces, concours de châteaux de sable... et tout un rituel de petites jouissances des corps plus ou moins réconciliés avec les éléments naturels.

Délestés de leurs poids de contraintes civiles quotidiennes, les corps n'échappent pas au carcan des codes sociaux ou des entraves psychologiques, comme le révèle tout en humour et légèreté *Une si jolie petite plage*, le fort joli film écrit par Paule Zajdermann. La réalisatrice a poursuivi ici l'étude sociologique de Jean-Claude Kaufman – *Corps de femmes, regards d'hommes* (Nathan, coll. « Essais et recherches/Sciences sociales », 1995 ; Pocket, coll. « Agora » n° 196, 1998) –, la première du genre analysant les modes et les effets d'une pratique bien innocente, les seins nus sur la plage.

Saint-Lunaire n'est pas Saint-Tropez, *ni la Bretagne la Méditerranée*, entend-on à maintes reprises. Et même trente ans après la révolution des mœurs, la réprobation, éloquente ou mutique, péremptoire ou hésitante, pointe son éventail de conformisme et de bienséance plus ou moins argumentée par les préoccupations d'hygiène et de santé ; le souci du respect de l'autre, de ce que peut éveiller en lui d'entraves, de gêne ou de convoitise une poitrine exposée. Jeux de regards et de phantasmes, codes implicites, ambiguïtés contrôlées... Seules, les belles étrangères (autre langue, autre langage du corps) échappent au décret. Cette jolie petite plage, comme tant d'autres, cultive gentiment l'exclusion des corps qui ne sont pas aux normes.

Valérie Cadet

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.25 Le Rebelle.
14.20 Les Dessous de Palm Beach.
15.15 Rick Hunter, inspecteur choc.
16.10 Pacific Blue.
17.05 Vidéo gag.
17.15 Mondial 98. Yougoslavie - Iran.
19.25 Public.
20.00 Journal.
20.38 Le Journal de la Coupe du monde.
20.45 Le Résultat des courses, Météo.
20.55 Une affaire de femmes ■■■ Film. O Claude Chabrol.
22.50 Ciné dimanche.
23.00 Braddock : Portés disparus 3. Film. Δ Aaron Norris.
0.50 TF1 nuit, Météo.
1.05 *Musique en France.* Concert Jean Françaix.

FRANCE 2

13.30 Dimanche Martin.
16.00 Naturellement. La Forêt de cendres.
16.55 L'Esprit d'un jardin.
17.00 Le Dernier Automne. Téléfilm. Colin Bucksey.
19.10 1000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Stade 2.
19.55 Météo.
20.00 Journal, L'Image du jour, Météo.
20.50 Coupe du monde.
21.00 Mondial 98. Jamaïque - Croatie.
23.15 Lignes de vie. Une si jolie petite plage.
0.10 Journal, Météo.
0.20 Musiques au cœur.

FRANCE 3

13.00 Lignes de mire.
13.45 Keno.
13.50 Petites bêtises.
14.10 Mondial 98. Argentine - Japon.
16.40 Sports dimanche.
17.20 Starlettes d'un jour.
18.15 Va savoir. Histoires créoles.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Bouvard du rire.
20.28 Le Journal de la Coupe.
20.55 Enquête privée. L'otage du feu. Onze grains de sable.
22.40 Météo, Soir 3.
23.10 Le Club du Mondial.
0.00 The Lodger ■■ Film. Alfred Hitchcock (muet).
1.15 Musique graffiti.

CANAL +

14.30 Mondial 98. Argentine - Japon.
16.35 Le Foot et l'Islam.
17.30 Mondial 98. Yougoslavie - Iran.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Le Journal de François Pécheux.
20.43 Golden Foot.
20.45 Football.
21.00 Mondial 98. Jamaïque - Croatie.
23.00 Othello. Film. Oliver Parker.
1.00 Surprises.
1.30 A part ça... Sophie Marceau.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music hall. Michel Delpech.
14.00 Expédition au Groënland.
15.00 Chercheurs d'aventure.
15.30 Grace Kelly.
16.35 Le Sens de l'Histoire. Un homme contre l'esclavage, Victor Schoelcher et l'abolition.
18.05 Le Fugitif.
19.00 Cartoon Factory.
19.30 Maestro. A la recherche de Beethoven. [1/2] Tempo et tempi.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Soirée thématique. Brigitte Bardot, Bardot. 20.45 Le Mépris ■■■ Film. Jean-Luc Godard. 22.30 Et B.B. créa la femme. 23.25 B.B. en chansons.
0.40 Metropolis.
1.40 No Sex Last Night. Film. Sophie Calle et Greg Shephard.

M 6

13.25 Danielle Steel : L'Anneau de Cassandra. Téléfilm [1 et 2/2]. Armand Mastroianni.
16.45 Les Piégeurs.
17.10 Hot forme.
17.20 Maxime et Wanda : Révolution clé en main. Téléfilm. Henri Helman.
19.00 Demain à la une. Faux et usage de faux.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E = M 6. Spécial robotique.
20.35 et 1.10 Sport 6.
20.50 Capital. Les jackpots de l'été.
22.40 Météo.
22.45 Cyberella. Téléfilm. □ Jackie Garth.
0.20 Les Rues de San Francisco.
1.20 Motocyclisme.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.00 Dimanche musique.
20.30 Laissez-passer. Le Temps de la danse. *Musique traditionnelle* : Les Maîtres du Balouchistan. Badal Khan.
21.30 Présences 98. L'Ensemble Ader.
22.35 Atelier de création radiophonique. Sons blancs, sons de couleur. Avec José-Antonio Orts.
0.05 Radio archives. Albert Cohen.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien.
20.30 *Concert international.* And Sorrow Proud. Donné le 11 octobre 1996, à l'église de la Visitation, à Montréal, Daniel Taylor, haute-contre, Suzie Napper, viole de gambe, Sylvain Bergeron, luth : *French Allemain*, de Hume ; Œuvres anonymes : *Packington's Pound* ; *Robin is to the Greenwood Gone* ; *Greensleeves* ; *In a Garden so Green* ; *O Let Me in this Night* ; *The Nuts Be Brown* ; *What Greater Grief*, de Hume ; Œuvres de Dowland : *Can She Excuse My Wrongs* ; *Flow My Tears* ; *My Hope Is Revived* ; *What if I Seek for Love of Thee*, de Jones ; *Cease Leaden Slumber*, de Hume ; *A Ground*, de Simpson ; Œuvres de Dowland : *Pavane et gaillarde* ; *Time Stands Still* ; *I Saw My Lady Weep* ; *The Silver Man*, de Gibbons.
22.00 Voix souvenirs. Michel Roux, basse.
23.07 Transversales.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Aida*, opéra en quatre actes, de Verdi, par le Wiener Singverein et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Karajan, Tebaldi (Aida), Simionato (Amneris), Bergonzi (Radamès), Macneil (Amonasro), Mill (Ramfis), Corena (Le Roi).
22.35 Les Trahisons politiques à l'opéra.

Le Monde
LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUIN 1998

Mobilisation en Picardie contre les alliances régionales entre la droite et le Front national

Charles Baur, le président du conseil régional, annonce son adhésion à La Droite

LA VILLE D'AMIENS, dans la Somme, devait être, samedi 13 juin, le centre de la mobilisation contre la présence à la tête des régions Picardie, Bourgogne, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon, de présidents élus grâce aux voix du Front national. *« Citoyens attachés à la démocratie et aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité »* et *« élus républicains »* étaient invités à manifester, à 15 heures, leur refus *« de voir la Picardie soumise aux directives d'élus racistes, xénophobes et anti-républicains »* et à se joindre à la « Fête de la fraternité » organisée de midi à minuit au parc de la Hotoie.

A l'origine de cet événement, une association locale, Picardie citoyenne, animée par des représentants du milieu d'éducation populaire et notamment Michel Caullier, président régional des centres Léo Lagrange. Celle-ci a, dès le 2 avril, lancé un appel aux *« citoyens »*, responsables associatifs, universitaires et syndicalistes pour se rassembler dans une action commune le 13 juin.

NI M. HOLLANDE NI M. HUE

Une lettre a également été envoyée *« à tous les élus républicains de Picardie »*. Le monde associatif a été le premier à réagir et, avec lui, le Comité national de vigilance contre l'extrême droite qui regroupe des grandes organisations (partis, syndicats, associations anti-racistes) de gauche, et a permis de donner à la manifestation régionale une portée nationale.

Les élus et responsables politiques se sont moins pressés. Ils répondront tout de même présent, du moins ceux de la « gauche plurielle ». Un moment, les responsables de Picardie Citoyenne ont espéré la présence du premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, et du secrétaire national du PCF, Robert Hue. Ce sera en fait Jean- Christophe Cambadélis, secrétaire national chargé des fédérations et des relations extérieures – et aussi président du Manifeste contre le Front national – qui représentera le PS.

Les communistes ont annoncé, le 12 juin dans un communiqué, qu'*« Alain Blanchard, membre du comité national, Maxime Gremetz, député de la Somme et membre du bureau national, et Gérard Lalot, conseiller régional de la région Picardie et membre du comité national, composeront la délégation du Parti communiste »*. Jusqu'au dernier moment, des bruits circulaient sur la présence de Pierre Blotin, numéro deux du PCF, président du groupe communiste en Languedoc-Roussillon. Celui-ci expliquait, vendredi soir, qu'il *« avait proposé de se rendre à Amiens »* mais que ses *« amis de la région Picardie ayant pensé qu'ils pouvaient représenter le parti »*, il y avait renoncé.

Cette manifestation se produit au moment où l'unité de la gauche plurielle se craquelle sur la stratégie à adopter dans les quatre conseils régionaux dirigés par la droite et le FN. Si les socialistes ont décidé de poursuivre l'opposition systématique préconisée par M. Cambadélis, en Rhône-Alpes comme en Languedoc-Roussillon, les élus communistes ont aménagé leur opposition au Front national et votent en faveur des dossiers qui leur tiennent à coeur. En revanche, en Picardie, les élus communistes, bien qu'ils soient partagés, ont décidé de continuer à rejeter tous les dossiers de Charles Baur.

LE SOUTIEN DE M. DE ROBIEN

La droite ne sera pas totalement absente. Le maire d'Amiens, Gilles de Robien, à l'étranger, sera représenté par son adjoint à la culture. Les organisateurs précisent que, sans son aide – logistique et mise à disposition du parc –, la manifestation n'aurait pu avoir lieu.

Dans un entretien à *L'Union de Reims* du 13 juin, Charles Baur, le président du conseil régional de Picardie, élu avec les voix du Front national, annonce qu'il rejoindra le mouvement lancé par Charles Millon, La Droite, *« probablement au mois de septembre »*.

Christiane Chombeau

68 % des Français contre la préférence nationale

Plus des deux tiers des Français sont contre la préférence nationale en matière d'emplois, de logements et d'allocations familiales, quand il s'agit d'immigrés en situation régulière, selon un sondage Sofres effectué les 29 et 30 mai, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes de 18 ans et plus et publié par *Le Figaro Magazine* du 13 juin: 68 % des personnes interrogées estiment qu'il n'y a pas de raison de faire de différence en matière d'emploi entre un Français et un immigré en situation régulière, contre 51 % en 1991, et 67 % en matière de logements sociaux, contre 52 % il y a sept ans. 67 % également estiment que les allocations familiales doivent être versées aux immigrés (contre 48 % en 1991). Toutefois, elles sont aussi une grande majorité à se prononcer contre le droit de vote des immigrés (66 %).

TROIS QUESTIONS À *JEAN-MARC SABATHÉ*

1 Le comité de vigilance contre l'extrême droite, que vous coordonnez, participe au rassemblement, samedi à Amiens. Après les défilés anti-FN, s'agit-il d'un nouveau type de manifestation ?

Oui. La manifestation d'Amiens, comme celles de Montpellier (18 000 personnes), le 18 avril, ou déjà d'Amiens le 28 mars (8.000 personnes) vont bien au-delà du combat contre l'idéologie raciste, le programme dangereux et les méthodes violentes du FN. Nous voulons dire aux citoyens qu'ils sont concernés dans leur vie quotidienne et dénoncer la complaisance de la « droite de collaboration ». Nous continuons à demander la démission de Charles Baur, de Charles Millon, de Jacques Blanc et de Jean-Pierre Soisson.

2 Le comité de vigilance, qui réunit des forces associatives, *syndicales et politiques* de gauche, va-t-il trancher le différend entre le PS et le PCF face aux régions gérées par la droite et le FN ?

Ce point est inscrit à l'ordre du jour de nos assises du 26 septembre. En Rhône-Alpes, des élus PS ont adopté des positions dures. Faut-il refuser toute subvention au risque de voir disparaître des pans entiers de l'action sociale et culturelle dans les régions ? *Comme secrétaire général* du Parti radical de gauche, j'estime que nous ne pouvons pas laisser pourrir cette situation. Pour trancher, il faut que les partis de gauche se rencontrent au plus vite, avant la rentrée.

3 Quelles sont les difficultés qui vont se poser demain dans les régions ou les départements ?

Elles sont liées aux prérogatives essentielles des régions : les lycées, les établissements scolaires. Elèves, parents d'élèves, enseignants, tout le monde sera concerné. Avec le comité de vigilance pour la culture, mis en place par Catherine Trautmann, les syndicats enseignants et les mouvements d'éducation populaire, nous allons tenter de définir uné position unitaire et cohérente. La disparité des attitudes me semble inadmissible. Dans les quatre régions où droite et FN se partagent les délégations, ce dernier va arbitrer pendant six ans des décisions en bloquant son allié de droite, en l'aidant quand c'est utile. Tout ce*ci n'est pas acceptable.*

Propos recueillis par Ariane Chemin

Nouveaux chefs militaires à Matignon et à la défense

Le général Heinrich quitte l'armée

LILLE
de notre envoyé spécial

Le gouvernement se prépare, après le remplacement du général Jean-Philippe Douin par le général Jean-Pierre Kelche à la tête des armées, à changer les titulaires de deux des postes les plus sensibles de la hiérarchie militaire : ceux de chefs du cabinet militaire auprès du Premier ministre et auprès du ministre de la défense, qui font le lien entre le pouvoir politique et les armées. Il s'agit, avec le chef de l'état-major particulier à l'Elysée, qui reste l'amiral Jean-Luc Delaunay, de deux des conseillers les plus proches des deux seuls responsables de l'exécutif auxquels la Constitution de *1958* confère des attributions en matière de défense aux côtés du chef de l'Etat.

A Matignon, le choix s'est porté, pour succéder au général Louis Le Miere qui était déjà en fonction du temps d'Alain Juppé à Matignon, sur le capitaine de vaisseau Alain Dumontet, qui sera promu prochainement contre-amiral. Le commandant Dumontet, spécialiste des relations internationales, a exercé dans des cabinets ministériels et, plus récemment, à la délégation aux affaires stratégiques du ministère de la défense. Avec le titre de chef du cabinet militaire de Lionel Jospin, il devrait aussi s'intégrer aux activités d'une cellule civilo-militaire sur les questions diplomatiques et de politique internationale.

Au ministère de la défense, le nouveau chef du cabinet militaire sera le général de division Bernard Thorette. Le général Thorette, qui a servi en Afrique et qui a commandé un régiment engagé dans la guerre du Golfe, est un spécialiste du renseignement et des actions interarmées. Il a conduit des interventions de la France, notamment aux Comores et, en 1996, il a commandé l'opération qui a mis fin à des mutineries répétées de l'armée centrafricaine. Il commandait jusqu'à présent la 9e division d'infanterie de marine à Nantes. Le choix d'Alain Richard, entériné par le Premier ministre, a été de nommer un général opérationnel, apte à gérer des crises extérieures et à organiser la « projection » de forces.

Le prédécesseur du général Thorette, le général de corps des armées Raymond Germanos, sera, lui, nommé directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et il recevra sa cinquième étoile. On prête l'intention à M. Richard de donner de l'importance au travail de réflexion conduit par l'IHEDN, notamment dans le cadre des relations entre la nation et des forces armées devenues professionnelles.

L'ÉCHEC D'UNE MISSION

Ce mouvement d'officiers généraux laisse de côté le général de corps d'armée Jean Heinrich, qui a été chargé de mettre sur pied le commandement opérationnel des forces terrestres (COFT) à Lille. Celui-ci pouvait ambitionner de remplir des fonctions importantes. Mais s'il a créé la Direction du renseignement militaire (DRM) avant d'être nommé à Lille, le général Heinrich porte aussi, pour le gouvernement, la responsabilité de n'avoir pas réussi la mission, secrète, qui consistait à obtenir le ralliement de son plein gré du leader bosno-serbe Radovan Karadzic, accusé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international de La Haye. Cette mission a échoué à la suite des soupçons d'espionnage portés par les Américains à l'encontre du commandant Hervé Gourmelon, dont le général Heinrich utilisait les services en sous-main et qui a dû être rapatrié d'urgence, à la fin de 1997.

Dès lors, le général Heinrich n'avait plus d'avenir dans la haute hiérarchie militaire. Il a demandé à abandonner par anticipation son poste de Lille et à quitter l'uniforme. Ce qui lui a été accordé par le gouvernement. Si le général Heinrich était parvenu à ses fins avec Karadzic, sans doute aurait-il alors été nommé chef d'état-major des armées ou chef d'état-major de l'armée de terre.

Jacques Isnard

Une carte annuelle de transport sera proposée aux étudiants d'Ile-de-France

LES LYCÉENS, collégiens et étudiants d'Ile-de-France devraient être moins tentés de frauder dans les transports publics à partir de la rentrée ; c'est en tout cas l'un des objectifs poursuivis par les ministères de l'éducation nationale et des transports et le conseil régional d'Ile-de-France. Une carte annuelle va être proposée aux quatre cent cinquante mille étudiants qui doivent franchir au moins l'une des sept zones autour de Paris pour se rendre à leurs cours. Avec un tarif allant de 1 500 francs pour deux zones de la carte orange à 4 600 francs pour huit zones, cette carte sera valable pour les trajets vers l'établissement de formation pendant les jours de semaine, et sur l'ensemble du réseau d'Ile-de-France pendant les week-ends et à l'occasion des jours fériés. Elle ne sera pas valable, en revanche, pendant les vacances scolaires. D'un coût global d'environ 300 millions de francs, la carte étudiant sera financée par la région (pour près d'un tiers), le ministère de l'éducation nationale, le Syndicat des transports parisiens et, pour les familles remplissant certains critères de ressources, par les départements.

DÉPÊCHES

■ **ENVIRONNEMENT : le nuage de césium 137 observé** au début du mois dans le sud de l'Europe (*Le Monde* du 13 juin) pourrait provenir, a révélé vendredi 12 juin le Conseil de sécurité nucléaire (CSN) espagnol, d'une fuite radioactive détectée dans l'aciérie Acerinox d'Algesiras (sur le détroit de Gibraltar). Il s'agirait *« d'une source radioactive de césium 137 dans le minerai de fer qui alimente le four »*, indique le communiqué du CSN, qui précise que le personnel d'Acerinox a isolé la partie contaminée de l'usine.

■ **TÉLÉVISION : l'audience du match de football France-Afrique du Sud**, vendredi 12 à 21 heures, a été exceptionnelle pour France 3 : 12 195 740 téléspectateurs, soit 54,9 % de parts d'audience. Sources : Médiamat, Médiamétrie, Traitement CREDOME, auprès des individus de 15 ans et plus.

Tirage du *Monde* daté samedi 13 juin 1998 : 500 277 exemplaires 3

A nos lecteurs

« Le Monde Economie » sera remplacé lundi 15 juin (daté mardi 16) par un supplément spécial « Le Monde placements ». Le numéro suivant sera publié le mardi 23 juin (daté mercredi 24). Pas de parution le 29 juin. Le dernier numéro avant la pause estivale paraîtra le mardi 7 juillet (daté 8). « Le Monde Initiatives » *paraîtra le mardi 16 juin* (daté 17), le mardi 30 juin (daté 1er juillet), accompagné d'un « Guide spécial éducation » sur les troisièmes cycles professionnels. Pas de parution le 7 juillet. Le dernier numéro de la saison paraîtra mardi 14 juillet (daté 15).

